

LES GUERRES PAYSANNES DU XX^e SIÈCLE

Eric Wolf

PRÉFACE

Alors que les braises de la destruction refroidissaient à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont impliqués au Viêt-Nam – par une série de commissions et d’omissions – dans ce qui pourrait bien devenir l’une des guerres les plus coûteuses de l’histoire sur le plan économique et moral. D’abord par l’aide militaire aux Français assiégés, puis par leurs missions militaires, et enfin – depuis 1962 – par l’engagement toujours croissant de leurs propres troupes, les États-Unis ont cherché la victoire militaire et politique dans une guerre menée pour le contrôle des cœurs et des esprits d’un peuple paysan. Au cours de ces années, « les petits bâtards en pyjama noir » – comme les officiers de l’armée américaine appelaient leurs nouveaux ennemis – ont non seulement combattu jusqu’à l’arrêt la machine militaire la plus puissante de l’histoire, mais ont amené plus d’un Américain à se demander, en silence ou à haute voix, pourquoi « nos » Vietnamiens ne se battent pas comme « leurs » Vietnamiens, pourquoi chaque nouvelle recrue reconstitue les rangs d’une armée détruite à maintes reprises dans nos dépêches et nos communiqués de presse. Spécialement isolée des autres continents et de leurs tribulations en vertu de sa position géographique et de son extraordinaire prospérité, l’Amérique se trouve mal préparée au XXe siècle à comprendre les bouleversements qui secouent aujourd’hui les nations pauvres du monde. Pourtant, l’ignorance court au désastre. Le Viêt-Nam est devenu un cimetière parce que les Américains ne connaissaient pas assez ou ne se souciaient pas assez d’une partie peu connue de l’Asie du Sud-Est. Les routes menant au delta du Mékong, à Tay Ninh, à Khe San sont jonchées de ruines de fausses prémisses, de perceptions et d’évaluations. Par conséquent, il est important pour l’Amérique qu’elle consacre toutes ses connaissances disponibles – et son pouvoir considérable de passion et de compassion – à la tâche de comprendre le monde dans lequel elle est devenue si étrangère. Il y a quatre ans, les 17 et 18 mars, certains d’entre nous à l’Université du Michigan ont lancé le mouvement « teach-in » sur la guerre du Viet Nam ; à partir de là, le grand débat s’est étendu à plus d’une centaine de campus et à la capitale nationale à Washington. Mais ce n’était qu’un début, et un petit début en plus. Le Viêt-Nam constitue la question primordiale du moment, mais il y a déjà eu d’autres « Viêt-Nam » à Cuba, au Guatemala et en République dominicaine, et il y aura d’autres « Viêt-Nam » à l’avenir, à moins que l’Amérique ne change de cap. Si nous devons en savoir plus pour vivre dans un monde changé, si nous devons en savoir plus pour agir avec la raison claire plutôt qu’avec des préjugés, avec l’humanité plutôt qu’avec l’inhumanité, avec la sagesse plutôt qu’avec la folie, nous devons tous entreprendre la tâche de comprendre pour apprendre et d’apprendre pour comprendre. Ce n’est plus seulement une entreprise pour le spécialiste universitaire, si tant est qu’elle l’ait jamais été ; C’est une obligation de la citoyenneté. Ce livre est l’aboutissement de cette conviction. J’ai été, de profession, un anthropologue intéressé par les études paysannes, et dans ce livre, j’ai tenté de passer en revue, en tant qu’anthropologue, les preuves de six cas de rébellion et de révolution à notre époque dans lesquels les paysans ont été les principaux acteurs.

Pourquoi un anthropologue devrait-il entreprendre d’écrire sur ce sujet ? Que peut-il apporter, en tant qu’anthropologue, à la compréhension d’un sujet déjà familier aux économistes, aux sociologues et aux politologues ? De toute évidence, ils ont des compétences qu’ils mettent à profit sur le sujet qu’un anthropologue ne peut pas reproduire. Il y a, par exemple, la question intrigante de savoir comment l’inflation et la déflation affectent la cohésion sociale dans le village, une question à laquelle les économistes pourraient s’attaquer de manière appropriée. Il y a des questions sérieuses à poser sur la psychologie de la privation ou de l’autorité, auxquelles les

psychologues sociaux ou les sociologues répondent mieux. De même, le politologue est mieux placé que l'anthropologue pour analyser le jeu des groupes de pouvoir à l'échelle de la nation ou dans les relations entre les nations. Pourtant, l'anthropologue qui lit les témoignages de ses pairs passe à côté de dimensions qu'on lui a appris à considérer comme décisives. C'est à une compréhension de ces dimensions qu'il peut s'adresser à juste titre.

Il s'intéressera, par exemple, à essayer d'énoncer, aussi précisément que possible, à quels types de paysans nous nous référons lorsque nous parlons de l'implication des paysans dans les bouleversements politiques. Pour le profane et même pour de nombreux spécialistes, les distinctions entre les différentes sortes de paysans sont sans importance ; Ils se contentent de parler d'une « paysannerie » globale sans autre réserve. Mais l'anthropologue, qui a l'expérience du terrain dans les petites communautés, sait qu'il y a des différences de comportement et de regard entre les locataires et les propriétaires, entre les paysans pauvres et les paysans riches, entre les cultivateurs qui sont aussi des artisans et ceux qui ne font que labourer et récolter, entre les hommes qui sont responsables de toutes les opérations agricoles sur une exploitation qu'ils louent ou possèdent et les ouvriers salariés qui font leur travail sous la surveillance d'autrui en échange d'argent. Il sait aussi qu'il faut faire la distinction entre les paysans qui vivent à proximité des villes et qui sont impliqués dans les marchés et les affaires urbaines et ceux qui vivent dans des villages plus reculés ; entre les paysans qui commencent à envoyer leurs fils et leurs filles dans les usines et ceux qui continuent à travailler dans les limites de leurs petits mondes paroissiaux. Les distinctions de propriété et d'implication dans la propriété, par rapport aux marchés, par rapport aux systèmes de communication, tout cela lui semble important lorsqu'il observe des populations réelles « sur le terrain ». Par conséquent, il cherchera de telles distinctions et implications différentielles dans les récits de l'implication des paysans dans la révolution, parce qu'il soupçonne que de telles différences ont une incidence importante sur la genèse et le cours d'un mouvement révolutionnaire.

Deuxièmement, il apporte au problème une préoccupation de microsociologie, née d'une compréhension acquise sur le terrain que les questions idéologiques transcendantales n'apparaissent que sous une forme très prosaïque dans les villages. Par exemple, les paysans peuvent se joindre à un mouvement national afin de régler des comptes séculaires dans leur village ou leur région. Là aussi, il sera conscient de l'importance des différences régionales entre paysans. Il mettra l'accent sur la concaténation de circonstances particulières dans des régions particulières pour façonner l'insatisfaction ou la satisfaction paysanne, sachant que la mobilisation de l'« avant-garde » paysanne est moins le résultat de circonstances nationales que de caractéristiques locales particulières. À cet égard, donc, comme en essayant de décomposer la catégorie « paysan » en catégories plus fines, il cherche à aborder le problème de l'implication paysanne avec une compréhension plus fine de la variété de la paysannerie dans ses écologies locales et régionales variables.

Troisièmement – et c'est peut-être là l'un des principaux fardeaux des récits que nous allons présenter ici – l'anthropologue est très conscient de l'importance des groupes qui servent de médiateurs entre le paysan et la société plus large dont il fait partie. Le propriétaire, le marchand, le chef politique, le prêtre se trouvent aux carrefours des relations sociales, économiques et politiques qui relient le village à des élites plus larges dans les marchés ou les réseaux politiques. Dans son étude des villages paysans, il a appris à reconnaître leur rôle crucial dans la vie paysanne, et il est persuadé qu'ils doivent jouer un rôle significatif dans l'implication des paysans dans les bouleversements politiques. Pour décrire de tels groupes, et pour les situer dans le champ social dans lequel ils doivent manœuvrer, il est utile de les parler de « classes ». Les classes sont pour moi des groupes tout à fait réels de personnes dont le développement ou le déclin est fondé sur des circonstances historiques particulières, et qui agissent ensemble ou les unes contre les autres à la poursuite d'intérêts particuliers motivés par ces circonstances. Dans cette perspective, on peut se demander, en termes tout à fait concrets, comment les membres de ces classes entrent en contact avec la paysannerie. Dans nos récits, nous devons donc dépasser le récit anthropologique habituel

des paysans et chercher des informations également sur la société dans son ensemble et ses groupes de classes constitutifs, car le paysan agit dans une arène qui contient aussi bien des alliés que des ennemis. Cette arène est typiquement un champ de bataille politique. En tant qu'anthropologue, l'écrivain est peut-être moins instruit dans les problèmes d'organisation politique et de concurrence que son lecteur pourrait avoir des raisons d'attendre de lui. Cela est dû principalement au fait que sa discipline maîtresse, l'anthropologie, n'a par le passé accordé qu'une attention marginale aux réalités du pouvoir. L'écriture de ce livre s'est donc avérée être une expérience d'apprentissage majeure. L'auteur espère qu'en se concentrant sur l'implication des paysans dans la politique, il pourra également contribuer à élargir le cadre des études paysannes telles qu'elles ont été menées dans le passé.

Qui est donc celui qui parle au paysan et qu'est-ce qu'ils communiquent qui pousse le paysan à l'action politique violente ? Les paysans nourrissent souvent un profond sentiment d'injustice, mais ce sentiment d'injustice doit prendre forme et s'exprimer dans l'organisation avant qu'il puisse devenir actif sur la scène politique ; Et il est évident que tous les agitateurs de la bêtise ne trouveront pas une écoute bienvenue dans les cercles villageois traditionnellement méfiants à l'égard des étrangers, surtout lorsqu'ils viennent de la ville. Quelles circonstances et quels groupes de personnes se révéleront propices à l'établissement d'une telle communication ? Le spécialiste des sciences sociales habitué à considérer la paysannerie du point de vue du niveau national peut souvent être tenté d'oublier que la mobilisation sociale, économique ou politique d'une paysannerie implique le contact avec de nombreux petits groupes pas toujours désireux de recevoir des conseils et une direction de l'extérieur. La manière dont cette résistance est surmontée, si tant est qu'elle soit surmontée, n'est pas toujours acquise d'avance.

Enfin, l'anthropologue devra se demander dans quelle mesure l'action d'une paysannerie en rébellion et en révolution est motivée par des modèles traditionnels et dans quelle mesure une révolution paysanne produit non seulement un renversement des détenteurs du pouvoir politique, mais aussi un renversement des modèles de la paysannerie elle-même. Ici, l'anthropologue pourrait bien avoir à se garder d'un biais professionnel. L'étude des primitifs et des populations paysannes a eu tendance à lui donner un respect inhabituel pour la force de la tradition. Pourtant, la persistance de la tradition a besoin d'explication autant que de changement. Il se peut que les gens s'accrochent aux coutumes ancestrales par inertie générale, mais il est plus probable qu'il y ait de bonnes et suffisantes raisons derrière une telle persistance, tout comme il y a de bonnes et suffisantes raisons de changer. De ces raisons, les gens peuvent être conscients ou non ; Mais c'est alors la tâche de l'anthropologue d'enquêter sur les causes de la persistance ou du changement.

En cherchant une compréhension plus sophistiquée de l'implication politique des groupes paysans, il n'est peut-être pas inutile d'indiquer très précisément comment le terme paysan est utilisé dans ce livre. Les définitions ne sont bien sûr pas des absolus, mais simplement des aides à l'analyse. Je suis convaincu que la meilleure façon d'atteindre cet objectif est de définir la définition de façon assez étroite plutôt que générale. Il est devenu habituel de distinguer les paysans des primitifs en posant les populations rurales qui sont soumises aux diktats d'un État supérieur aux habitants des campagnes qui vivent en dehors des limites d'une telle structure politique. Les premiers sont des paysans, les seconds ne le sont pas. Mais la catégorie de ruraux qui sont soumis au contrôle d'un État peut inclure non seulement les cultivateurs, mais aussi les artisans, les pêcheurs ou les marchands itinérants qui approvisionnent les marchés ruraux. La catégorie peut également couvrir les personnes qui possèdent et exploitent leurs fermes, les locataires et les métayers, ainsi que les travailleurs sans terre. Il est important, me semble-t-il, de ne pas présupposer que toutes ces personnes se ressemblent dans leurs relations économiques, sociales et politiques ou dans leur vision du monde dans lequel elles vivent. Des différences importantes, par exemple, peuvent distinguer le cultivateur du pêcheur, ou le travailleur sans terre du propriétaire foncier. Je définis donc les paysans comme des populations qui sont existentiellement impliquées dans la culture et qui prennent des décisions autonomes concernant les processus de culture. La catégorie

est donc destinée à couvrir les locataires et les métayers ainsi que les propriétaires-exploitants, dès lors qu'ils sont en mesure de prendre les décisions pertinentes sur la façon dont leurs cultures sont cultivées. Il n'inclut cependant pas les pêcheurs ou les travailleurs sans terre.

Si nous distinguons les paysans des primitifs, nous devons aussi les différencier des « agriculteurs ». L'objectif principal du paysan est la subsistance et le statut social acquis dans un éventail étroit de relations sociales. Les paysans sont donc différents des cultivateurs, qui participent pleinement au marché et qui s'engagent dans un jeu de statut au sein d'un large réseau social. Pour assurer la continuité de la terre et la subsistance de son ménage, le paysan tient le plus souvent le marché à distance, car une participation illimitée au marché menace son emprise sur sa source de subsistance. Il s'attache ainsi aux arrangements traditionnels qui garantissent son accès à la terre et au travail de ses proches et de ses voisins. De plus, il ne privilégie la production pour la vente que dans le cadre d'une production assurée pour la subsistance. En d'autres termes, on peut dire que le paysan opère sur un marché restreint de facteurs et de produits. Les facteurs de production – la terre, la main-d'œuvre, l'équipement – sont rendus relativement immobiles par les privilèges et les attentes préalables ; les produits sont vendus sur le marché pour produire la marge de rendement supplémentaire avec laquelle acheter des biens que l'on ne produit pas sur la ferme. En revanche, l'agriculteur entre pleinement sur le marché, soumet sa terre et son travail à une concurrence ouverte, explore d'autres utilisations des facteurs de production à la recherche de rendements maximaux, et privilégie le produit le plus rentable par rapport à celui qui comporte le moindre risque. Le passage du paysan à l'agriculteur n'est cependant pas simplement un changement d'orientation psychologique ; Il s'agit d'un changement majeur dans le contexte institutionnel dans lequel les hommes font leurs choix. C'est peut-être précisément lorsque le paysan ne peut plus compter sur son contexte institutionnel habituel pour réduire ses risques, mais lorsque les institutions alternatives sont soit trop chaotiques, soit trop restrictives pour garantir un engagement viable dans de nouvelles voies, que les tensions psychologiques, économiques, sociales et politiques montent toutes vers la rébellion paysanne et l'implication dans la révolution.

Les études de cas présentées ici sont construites sur la base de matériaux secondaires. Ce n'est que dans les cas les plus rares que les événements rapportés ont été observés par un enquêteur ayant un œil anthropologique, intéressé par les questions que nous venons d'esquisser. Cela signifie que l'anthropologue est nécessairement handicapé par la nature du matériel qu'il n'a lui-même rien fait pour collecter. Les faits qui sont pertinents pour lui doivent être extraits de comptes écrits pour d'autres publics, avec d'autres objectifs à l'esprit. Leur présentation et leur analyse sont donc un exercice d'imagination dans lequel nous arrangeons le matériel de manière à ce qu'il puisse nous parler pour nos besoins, et ainsi nous pouvons trouver le fait révélateur occasionnel qui nous donne le privilège d'un diagnostic anthropologique. Cette tâche est nécessairement incomplète : il y aura des récits que nous n'aurons pas lus et des faits révélateurs que nous n'aurons pas enregistrés. Il est certain que notre effort sera dépassé dès qu'il sera formulé sous forme de livre. C'est ainsi que cela devrait être. Si nous pouvons poser des questions en termes de nouvelles perspectives, nous aurons accompli notre tâche.

Notre attente minimale est donc de présenter un compte rendu intégral de l'implication paysanne dans six cas de rébellion et de révolution ; Mais notre espoir maximal est que nous serons en mesure à la fois de mettre en évidence des caractéristiques récurrentes et de rendre compte des différences stratégiques qui distinguent chaque cas de son prédécesseur.

MEXIQUE



Lorsque la révolution mexicaine a éclaté dans le monde en 1910, elle a été une surprise pour la plupart des gens. « très peu de voix, toutes faibles et étouffées, l'avaient prédit » (Paz, 1961, 136). Pendant plus d'un quart de siècle, le dictateur mexicain Porfirio Diaz avait gouverné son pays d'une main de fer dans l'intérêt de la liberté, de l'ordre et du progrès. Le progrès a signifié un développement industriel et commercial rapide ; la liberté était accordée à l'entrepreneur privé individuel ; et l'ordre était imposé par une politique judicieuse d'alternance de récompenses économiques et de répression – la célèbre tactique de Dáz du pan y palo (pain et massue). Au bout de quelques mois, la rébellion se leva partout, sous l'impulsion du soulèvement de Francisco Madero contre le dictateur vieillissant. En mai 1911, Diaz part pour l'exil en France. La révolution avait commencé pour de bon. « Madero, a-t-il dit, a lâché un tigre, voyons s'il peut le contrôler. »

Avec le privilège du recul, nous pouvons maintenant voir que beaucoup des causes de la révolution n'ont pas leurs origines dans la période de la dictature de Diaz, mais dans une période antérieure, lorsque le Mexique était encore la Nouvelle-Espagne et une colonie de la mère patrie espagnole. Lorsque le Mexique avait déclaré son indépendance en 1821, il avait également hérité d'un ensemble de problèmes caractéristiques, que l'Espagne n'avait pas pu et n'avait pas voulu résoudre et qui ont été légués intégralement à la nouvelle république.

Tous ces problèmes découlaient en fin de compte de la rencontre originelle d'une population indienne avec une bande de conquérants qui avaient pris possession de l'Amérique centrale au nom de la couronne espagnole. Pour utiliser la main-d'œuvre indienne, les Espagnols ont introduit un système de grands domaines, les haciendas.

Ces grands domaines ou haciendas en sont venus à être exploités par des Indiens puisant principalement à deux sources : une réserve de travailleurs résidents, liés à l'hacienda par la servitude pour dettes ; et les Indiens non-résidents qui continuaient à vivre dans les communautés indiennes qui entouraient les haciendas, mais qui gagnaient de plus en plus leur vie sur les domaines. L'objectif de l'hacienda était commercial, c'est-à-dire qu'il s'agissait de produire à des fins lucratives des produits agricoles ou des produits de l'élevage qui pouvaient être vendus aux complexes miniers et aux villes voisines ; Dans le même temps, les haciendas sont rapidement devenues des mondes sociaux séparés, garantissant le statut social et les aspirations de leurs propriétaires. Les ouvriers étaient souvent payés en nature, soit en jetons qui pouvaient être échangés au magasin de l'hacienda, soit par l'utilisation de parcelles qu'ils étaient autorisés à cultiver pour leur propre subsistance. Les deux moyens liaient de plus en plus solidement les ouvriers à la Grande Maison, d'où le propriétaire de l'hacienda dirigeait son vaste domaine. En 1810, peu de temps avant le départ des Espagnols, il y avait environ cinq mille grands domaines de ce type, dont un quart élevait du bétail. Ces exploitations bovines étaient les plus caractéristiques du nord aride, où de faibles précipitations et une végétation maigre avaient également inhibé la croissance d'une importante population indienne à l'époque pré-espagnole. Quoi qu'il en soit, l'élevage du bétail nécessitait relativement peu de mains. Les haciendas agricoles, cependant, étaient généralement situées au cœur du pays, la région où la population indienne avait toujours été nombreuse et dense. Pourtant, cela signifiait aussi que les haciendas étaient forcées de partager le paysage avec les communautés indiennes. Sous la domination espagnole, ceux-ci avaient reçu la protection spéciale de l'État. Ils avaient obtenu le statut juridique de sociétés, et chaque communauté était autorisée à conserver une quantité stipulée de terres sous sa propre gestion communale, ainsi que dans sa propre administration communale autonome. En réalité, de nombreuses communautés ont perdu leurs terres au profit d'haciendas, et de nombreuses autorités communales locales ont été renversées par des détenteurs de pouvoir exerçant leur domaine dans les environs. Pourtant, il y avait encore plus de 4500 communautés indiennes propriétaires foncières autonomes en 1810, et même une certaine autonomie limitée leur avait permis de maintenir de nombreux modèles culturels traditionnels. Celles-ci étaient très variables d'une communauté à l'autre ; il n'y avait pas de culture indienne uniforme, tout comme il n'existait pas de langue indienne unique. Chaque communauté a conservé ses coutumes et sa langue, et s'est entourée d'un mur de méfiance et d'hostilité contre les étrangers. Un ensemble de ces communautés du Mexique pouvait être subordonné à une hacienda en aval de la vallée, mais elles conservaient également un fort sentiment de leur séparation culturelle et sociale de la population de l'hacienda. C'est ainsi que le Mexique est entré dans sa période d'indépendance avec un paysage rural polarisé entre les grands domaines d'une part et les communautés indiennes de l'autre, unités qui pouvaient d'ailleurs être liées économiquement, mais qui restaient opposées les unes aux autres socialement et politiquement. Du point de vue de l'ordre social plus large, chaque hacienda constituait un État dans l'État ; chaque communauté indienne représentait une petite « république des Indiens » parmi d'autres « républiques d'Indiens ».

Dans le paysage des haciendas et des républiques indiennes se trouvaient les villes, les sièges des marchands qui approvisionnaient à la fois les haciendas et les mines, des fonctionnaires qui réglementaient les privilèges et les restrictions, des prêtres qui géraient l'économie du salut. De leurs magasins, de leurs bureaux et de leurs églises s'étendaient les réseaux commerciaux qui approvisionnaient les mines et extrayaient leurs minerais ; le réseau bureaucratique qui régissait la vie dans l'arrière-pays ; et le réseau ecclésiastique qui reliait les curés à la hiérarchie au centre. De plus, à l'ombre du palais et de la cathédrale, travaillaient les artisans qui fournissaient aux riches les commodités et le luxe d'un monde colonial baroque, l'armée des serviteurs et l'énorme multitude des pauvres des villes.

C'était une société organisée autour d'une armature de privilèges spéciaux. Ce devait être l'un des problèmes les plus graves légués par la colonie à la république indépendante. En 1837, le libéral José M. L. Mora devait écrire que l'une des plus grandes sources de difficultés « Parmi ceux-ci figurait et figure encore parmi les majeurs, l'esprit corporatif que l'on trouve dans toutes les classes sociales, et qui affaiblit et détruit fortement l'esprit national. Soit à dessein délibéré, soit comme résultat imprévu de causes inconnues qui sont maintenant à l'œuvre, dans l'état civil de l'ancienne Espagne, il existait une tendance marquée à créer des corporations, à y accumuler des privilèges et des exemptions du droit commun ; de les enrichir par des donations entre vifs ou par des dispositions testamentaires ; de leur accorder tout ce qui pourrait aboutir à la formation d'un corps parfait dans son idéologie, complet dans son organisation, indépendant dans son statut juridique privilégié et dans les moyens de subsistance qui lui ont été attribués et mis à sa disposition. Non seulement le clergé et la milice possédaient des codes juridiques généraux, qui étaient subdivisés en ceux des frères et des religieuses dans le premier cas, et en ceux de l'artillerie, du génie et de la marine dans le second ; l'Inquisition, l'Université, la Monnaie, les possessions du marquis del Valle, les domaines garantis par la primogéniture, les sodalités, et même les gilds avaient leurs privilèges et leurs biens, en un mot leur existence séparée. Si l'indépendance avait eu lieu il y a quarante ans, un homme né ou vivant dans le pays n'aurait pas estimé en aucune façon le titre de Mexicain, et se serait considéré comme seul et isolé dans le monde, si c'était le seul qu'il avait. discuter avec lui des intérêts nationaux aurait été de parler en hébreu ; Il ne connaissait pas et ne pouvait pas connaître d'autres personnes que celles de la société ou des sociétés auxquelles il appartenait et il aurait travaillé pour les garder à l'écart du reste de la société. »

Dans ce contexte, Mora aurait également dû mentionner les communautés indiennes, juridiquement des sociétés similaires aux autres organismes énumérés. Chaque ensemble de privilèges, qu'ils soient entre les mains de marchands haut placés ou d'Indiens modestes, accordait un monopole sur les ressources. Comme tous les monopoles, ils pouvaient être exercés contre des concurrents issus du même groupe d'intérêt ou de la même classe ; Mais comme tous les monopoles, ils pouvaient aussi être exercés contre les demandeurs « d'en bas », contre tous ceux qui souhaitaient participer au processus social et économique, mais qui en étaient empêchés en vertu des diverses barrières d'un privilège spécial. Cette structure de privilège spécial a été rendue encore plus complexe en Nouvelle-Espagne par des discriminations, reconnues par la loi, à l'encontre de toutes les parties de la population qui ne pouvaient pas retracer leur ascendance soit des Espagnols, soit des Indiens. Ceux-ci, les soi-disant castas, recrutés dans les syndicats entre Indiens, Nègres et Espagnols, en vinrent bientôt à constituer une partie importante de la population totale et à être responsables de remplir de nombreuses professions économiques, politiques et religieuses dont dépendait la structure des privilèges. La structure manifeste des privilèges a ainsi été complétée par un monde social souterrain secret de la classe démunie.

« Il y avait peu de correspondance entre la loi et la réalité dans l'ordre utopique de la Nouvelle-Espagne. La couronne voulait priver le colon de sa propre source de main-d'œuvre ; Le colon l'a obtenu illégalement en attachant des péons à sa personne et à sa terre. La prescription royale soutenait le monopole commercial sur les marchandises qui entraient dans la colonie et en sortaient ; Mais le long des limites de la loi se déplaçaient les contrebandiers, les voleurs de bétail,

les bandits, les acheteurs et les vendeurs de produits clandestins. Pour aveugler les yeux de la loi, il s'est levé une multitude de scribes, d'avocats, d'intermédiaires, de trafiquants d'influence et d'agents infiltrés. Dans une telle société, même les transactions de la vie quotidienne pouvaient sentir l'illégalité ; Pourtant, une telle illégalité était l'étoffe dont cet ordre social était fait. Les transactions illicites exigeaient leurs agents ; L'armée des déshérités, privée d'autres sources d'emploi, a fourni ces agents. C'est ainsi qu'un flot d'illégalité et de désordre semblait toujours prêt à englober les îles de légalité et de privilège défendues de manière précaire. »

Pourtant, en même temps, et paradoxalement, la société ne pourrait pas s'en passer. Ainsi
« Lorsque la société leur a cédé ses affaires informelles et non reconnues, ils sont devenus les courtiers et les porteurs des multiples transactions qui faisaient couler le sang dans les veines de l'organisme social. Sous le vernis formel du gouvernement colonial espagnol et de l'organisation économique, leurs doigts tissaient le réseau de relations sociales et de communication par lequel seuls les hommes pouvaient combler les fossés entre les institutions formelles. »

La société coloniale a ainsi incubé une couche de déshérités sociaux qui remplissaient pourtant certaines positions stratégiques au sein de son système social. Ces positions leur serviront de levier lorsqu'ils commenceront à imposer des exigences à l'ordre social dans lequel ils se trouvent ; Le ressentiment serait le carburant social et psychologique derrière leurs demandes.

Le mouvement pour l'indépendance avait trois aspects liés mais souvent contradictoires. C'était, en partie, une affirmation de la périphérie contre le centre bureaucratique. Il a commencé dans la région commerciale-industrielle-agricole du Bajío, au nord-ouest de Mexico, et dans les provinces au sud de la capitale. Socialement et militairement, il visait à contrôler le pivot bureaucratique de Mexico et sa ligne de vie vers le port de Veracruz qui la reliait à l'Espagne. C'était aussi, en partie, un mouvement de militaristes contre l'emprise d'une bureaucratie centralisée, qu'ils se battent pour ou contre les insurgés. La Nouvelle-Espagne s'était appuyée pour le contrôle intérieur et la défense extérieure sur une combinaison de troupes espagnoles et de troupes recrutées dans le pays. La soldatesque domestique, élevée en grande partie par des marchands et des propriétaires terriens, s'est jointe principalement afin d'obtenir la protection des privilèges juridiques spéciaux accordés à l'armée et comme moyen d'augmenter le statut social par le biais de titres et d'uniformes militaires. La guerre d'indépendance, cependant, a donné à plus d'un soldat à temps partiel son premier aperçu de la puissance militaire et des avantages personnels à tirer de son exercice, jetant ainsi les bases de l'émergence d'une couche d'entrepreneurs militaires qui allait tourmenter la société mexicaine pendant plus d'un siècle.

Le mouvement pour l'indépendance était aussi, en troisième lieu, un mouvement de réforme sociale. Cet élément est devenu évident lorsque la direction de l'insurrection a été assumée par le curé du village, José Maria Morelos y Pavón. Le 17 novembre 1810, il proclame la fin du système discriminatoire des castas : désormais, tous les Mexicains, qu'ils soient Indiens, castas ou Créoles nés aux États-Unis de parents espagnols, doivent être simplement connus sous le nom d'«Américains». Il devait y avoir la fin de l'esclavage et un hommage spécial indien. Les terres prises aux communautés indiennes devaient leur être restituées. Les biens appartenant aux Espagnols et aux créoles hispanophiles devaient leur être confisqués :

« Tous les riches, les nobles et les fonctionnaires de premier rang doivent être traités comme des ennemis, et dès qu'une colonie est occupée, leurs biens doivent leur être enlevés et divisés en parts égales entre les citoyens pauvres et le trésor militaire. Ni le mobilier, ni les bijoux, ni les trésors des églises ne doivent être exemptés de cette mesure. Tous les bureaux de douane, les gardes royaux et les bâtiments, doivent être démolis, toutes les archives doivent être brûlées, à l'exception des registres paroissiaux, ainsi que des marchandises étrangères, sans en exclure les objets de luxe ni le tabac. Les bureaux des riches propriétaires d'haciendas, des mines et des sucreries doivent être détruits, ne conservant que des graines et des denrées alimentaires de base. Les haciendas de plus de deux lieues doivent être détruites afin de promouvoir l'agriculture à petite échelle et la distribution de la propriété, car l'avantage positif de l'agriculture réside dans le fait que beaucoup

travaillent seuls sur une petite parcelle de terre dans laquelle ils peuvent appliquer leur travail et leur industrie, plutôt que d'avoir un seul homme possédant de grandes exploitations improductives. maintenir des milliers de personnes en esclavage afin que, en tant que journaliers ou esclaves, elles puissent les cultiver sous la contrainte lorsqu'elles peuvent le faire en tant que propriétaires d'une quantité limitée de terres en liberté et pour le bénéfice de la société. »

L'insurrection n'était donc pas seulement une réaction contre le contrôle de la métropole et un déploiement de la puissance militaire, c'était aussi « une révolte agraire en gestation ».

C'est aussi ce troisième aspect qui s'est avéré décisif dans la formation du cours de la révolte. Dès qu'il devint évident que la révolte était aussi une guerre des pauvres contre des privilèges retranchés, l'armée, l'Église et les grands propriétaires terriens vinrent au soutien de la couronne espagnole et écrasèrent la rébellion. Morelos lui-même fut exécuté en 1815. Pourtant, quelques années plus tard, l'Espagne elle-même adopta une constitution libérale visant principalement à dissoudre l'Église, et l'élite créole fut forcée de faire marche arrière et de se soulever en faveur de l'indépendance. Le Mexique est devenu un État indépendant en 1821, fermement engagé dans le maintien des droits de propriété et des privilèges spéciaux pour les fonctionnaires, l'Église, les magnats terriens et l'armée. Les soldats qui ont coupé le lien avec l'Espagne

« établit un régime militaire solidement ancré qui n'existait pas dans le pays avant 1810 et, en outre, les intérêts de la soldatesque étaient liés à ceux de l'aristocratie ecclésiastique et de la bureaucratie vice-royale. »

Le mouvement pour l'indépendance qui avait commencé avec des demandes de réformes sociales s'est terminé par le maintien du pouvoir de l'élite. « C'était particulièrement vrai pour les grands domaines. Quelles que soient les tentatives de réforme qui ont été faites au cours du XIXe siècle, chacune d'entre elles a servi à renforcer et à étendre plutôt qu'à affaiblir l'emprise du latifundium sur sa population sujette. De nombreux types de changements se sont produits au Mexique au XIXe siècle, mais le latifundium s'est avéré vainqueur d'eux.

Tous les thèmes annoncés par le mouvement indépendantiste vont se reproduire tout au long du XIXe siècle. Le Mexique étant indépendant du contrôle espagnol, les différentes armées avaient libre cours dans la compétition militaire et politique. Par la suite, le tulle des prétoriens provoqua ce que Francisco Bulnes appela « la vente aux enchères publiques de la pourpre impériale ». Le coup d'État devait être « le coup de marteau qui ouvrit la vente aux enchères du pouvoir sous le système prétorien », accompagné d'offres de « généralités, de coronelcies, d'annulations d'affaires criminelles, de contrats pour l'habillement, l'armement, l'équipement, les traites bancaires et, si possible, un peu d'argent ». Chaque coup d'État de palais était suivi d'un partage du butin, et pourtant cela ne suffisait pas. À partir de 1821, le pays se trouva dans une situation financière de plus en plus désespérée.

« Déchirés par des dissensions internes qui sont devenues une constante dans la politique mexicaine, volés par une horde affamée de fonctionnaires dont la capacité de corruption l'emportait de loin sur leur capacité à gouverner, poussés dans un borbier financier par des prêts étrangers à long terme à des taux ruineux et des prêts intérieurs à court terme à des taux parfois aussi élevés que 50 % pendant quatre-vingt-dix jours, Le gouvernement a trébuché d'une crise financière à l'autre. Les revenus normaux ne répondaient jamais aux besoins, et on avait recours à toutes les tactiques connues des financiers publics désespérés : emprunts forcés, impôts spéciaux, avances sur impôts, confiscations, hypothèques, remboursements, papier-monnaie, dépréciation. En 1850, la dette extérieure avait atteint plus de 56 millions et la dette intérieure 61 millions ; en 1867, après treize ans de guerres et de révolutions intermittentes, dont l'Intervention française et l'Empire maximilien faisaient partie, la dette extérieure avait grimpé à 375 millions et la dette intérieure à près de 79. À cette époque, près de 95 p. 100 des recettes douanières avaient été hypothéquées dans le paiement de diverses dettes. »

Dans ces conditions, « le gouvernement n'était rien de plus qu'une banque d'employés, gardée par des employés armés qui s'appelaient eux-mêmes l'armée » (Sierra, 1950, 139). Le commerce « traînait une existence précaire entre l'exaction vorace de l'agent fiscal et la contrebande organisée comme une institution nationale ».

« Le marchand, le propriétaire terrien, luttait avec acharnement contre le gouvernement, dépouillaient leurs extorqueurs de tout ce qu'ils pouvaient, fraudaient la loi avec un profond dévouement et, abandonnant lentement leurs entreprises aux étrangers (à l'Espagnol qui avait déjà retourné l'hacienda, le ranch, les magasins d'alimentation ; au Français, les magasins de vêtements et les bijouteries ; à l'Anglais, l'entreprise minière), Peu à peu, ils se sont réfugiés, en masse, dans les fonctions publiques, cette magnifique école de paresse et d'abus dans laquelle la classe moyenne de notre pays s'est élevée. »

De plus, alors que la lutte armée atomisait ouvertement la société et que la détresse financière sapait secrètement ses fondements, deux problèmes supplémentaires opposaient les Mexicains aux Mexicains. La guerre entre la périphérie et le centre, qui avait marqué le mouvement indépendantiste, s'est répétée à maintes reprises dans les batailles politiques et idéologiques entre les fédéralistes qui espéraient une certaine autonomie régionale et les centralistes qui voulaient maintenir une emprise unifiée sur le pays. Un autre conflit a rallié les libéraux qui voulaient dissoudre l'Église contre les conservateurs qui espéraient maintenir le pouvoir ecclésiastique. Alors qu'en général les fédéralistes étaient aussi contre l'Église et que les centralistes favorisaient le maintien des privilèges de l'Église, les dirigeants individuels ont souvent aggravé le chaos en concluant des alliances individuelles ou des schismes, en fonction d'intérêts personnels ou locaux.

Ces conflits continus entre les fédéralistes libéraux et anticléricaux et les centralistes conservateurs et cléricaux se sont débattus avec une férocité inégalée, invitant à leur tour les puissances extérieures à pêcher dans les eaux mexicaines troublées. Dès le début de la république, les intérêts britanniques s'étaient alliés avec les centralistes, les intérêts américains avec les fédéralistes, élevant encore le niveau de conflit entre eux. En 1835, le Texas se révolta contre la domination mexicaine, et en 1847, les États-Unis décidèrent d'annexer l'État, en partie à cause des intérêts esclavagistes du Sud qui espéraient ajouter un autre État esclavagiste à la liste des esclavagistes, en partie par l'espoir d'accéder à la Californie et à l'océan Pacifique. À la suite de la défaite mexicaine en 1848, la république en difficulté a perdu, avec le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie, plus de la moitié de son territoire national. Elle fut encore affaiblie par les rébellions indiennes le long de la frontière nord et par le féroce soulèvement maya au Yucatan en 1847, stimulé par l'expansion de la production de sucre dans la péninsule. En 1861, un corps expéditionnaire conjoint britannique, français et espagnol débarqua au Mexique pour recouvrer les dettes qui leur étaient dues, et tandis que les Britanniques et les Espagnols se retiraient, la France procéda entre 1862 et 1867 à transformer le Mexique en un État client français sous l'empereur satellite d'un Habsbourg autrichien. Contrairement aux attentes, les forces mexicaines sous la direction de Benito Juárez ont réussi à forcer l'évacuation des Français, laissant l'infortuné empereur Maximilien face d'un peloton d'exécution mexicain en 1867.

Paradoxalement, l'intervention américaine et l'intervention française ont contribué à renforcer la main des libéraux et à affaiblir les conservateurs. La guerre contre les États-Unis avait été mal gérée par les dirigeants conservateurs et, à la suite de la défaite, ils avaient perdu à la fois pouvoir et prestige. En conséquence, les libéraux avaient pu faire passer, en 1855, un corpus de lois, les lois de la Reforma, visant à faire du Mexique un État laïc et progressiste. Les tribunaux spéciaux privilégiés de l'armée et de l'église furent abolis. Les sociétés foncières, y compris les propriétés ecclésiastiques et les communautés indiennes, devaient être dissoutes ; Les terres de l'église devaient être vendues et les terres indiennes devaient être cédées à titre de propriétés individuelles à leurs locataires actuels. La loi d'expropriation (*Ley de desamortización*) du 25 juin 1856 stipulait que

« aucune corporation civile ou ecclésiastique ne pouvait acquérir ou administrer d'autres biens que les bâtiments consacrés exclusivement à l'objet pour lequel cet organisme existait. Il prévoyait que les biens alors possédés par ces sociétés devaient être vendus aux locataires ou aux usufruitiers qui les occupaient et que les biens qui n'étaient pas loués ou loués à bail seraient vendus aux enchères publiques ».

Lorsque l'Église résista aux décrets et que les conservateurs prirent à nouveau les armes, Juarez alla plus loin, confisquant tous les biens immobiliers détenus par l'Église, supprimant tous les ordres monastiques, instituant le mariage civil et faisant des cimetières la propriété publique. Lorsque les conservateurs se sont avérés incapables de déloger le gouvernement libéral qui gardait le contrôle de Veracruz et l'accès à la mer, ils ont demandé l'aide française. À leur tour, ils soutiennent Maximilien et l'armée française tout au long de la guerre de six ans. Pourtant, à la fin, Juarez a gagné, à la fois contre les Français et contre leurs alliés mexicains. L'emprise des sociétés privilégiées avait été brisée et une nouvelle ère allait commencer. Les protagonistes des lois de réforme

« projetait la fondation d'une nouvelle société. C'est-à-dire que le projet historique des libéraux était de remplacer la tradition coloniale, fondée sur la doctrine catholique, par une affirmation tout aussi universelle : la liberté de l'individu. »

Pourtant, les dieux qui veillent sur le destin du Mexique semblent prendre plaisir à inverser les signes. La guerre d'indépendance avait commencé dans la protestation sociale et avec des revendications pour l'équité sociale. L'indépendance du Mexique n'avait pas été conquise par Hidalgo et Morelos, mais par leurs ennemis pro-espagnols. De même, les lois de la Réforme devaient libérer l'individu des entraves traditionnelles, mais elles n'ont réussi qu'à créer une nouvelle forme de servitude. La liberté pour le propriétaire foncier signifierait une liberté accrue d'acquérir plus de terres à ajouter à ses possessions déjà engorgées ; la liberté pour l'Indien – qui n'est plus soumis à sa communauté et qui est maintenant seigneur de ses propres biens – signifierait la possibilité de vendre sa terre et de rejoindre la foule des sans-terre à la recherche d'un emploi. Au cours de trente-cinq années supplémentaires, le Mexique découvrirait qu'il n'avait abandonné les chaînes de la tradition que pour inviter l'anarchie sociale. La révolution devait être le résultat final.

En 1876, Benito Juarez céda le pouvoir à l'un de ses plus brillants généraux dans la guerre contre les Français, Porfirio Diaz. Sous son autocratie, le développement économique s'est poursuivi à un rythme soutenu, tandis que sous la surface, les problèmes non résolus du Mexique continuaient à s'envenimer sans être résolus et sans surveillance.

Sous la dictature de Diaz, le Mexique a connu de profonds changements. Au cours de cette période, les investissements étrangers au Mexique ont largement dépassé les investissements mexicains. Se concentrant d'abord sur la construction de chemins de fer et l'extraction de minerais précieux, elle commence à se diriger de plus en plus, après 1900, vers la production de matières premières : pétrole, cuivre, étain, plomb, caoutchouc, café et sisal. L'économie a été dominée par un petit groupe d'hommes d'affaires et de financiers dont les décisions ont affecté le bien-être de l'ensemble du pays. Ainsi, en 1908, sur soixante-six sociétés actives dans la finance et l'industrie, trente-six avaient des directions communes issues d'un groupe de treize hommes ; dix-neuf de ces sociétés en avaient plus d'une sur treize. Au cours de la dernière décennie du XIXe siècle, les dirigeants de ce nouveau groupe de contrôle formèrent une clique qui fut bientôt connue sous le nom de Científicos. Prétendant être des positivistes scientifiques, ils voyaient l'avenir du Mexique dans la réduction et l'effacement de l'élément indien, qu'ils considéraient comme inférieur et donc incapable de se développer, et dans la poursuite d'un contrôle « blanc », national ou international. Cela devait être accompli en liant plus fortement le Mexique aux nations industrielles « développées », principalement la France, l'Allemagne, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le développement, à leurs yeux, viendrait donc de l'étranger, soit sous la forme de colons étrangers, soit sous la forme de capitaux étrangers. Beaucoup d'entre eux sont devenus les représentants d'entreprises étrangères opérant au Mexique. Certains l'ont fait directement, comme Olegario Molina qui contrôlait le

marché du sisal du Yucatèque pour le compte de l'International Harvester Corporation ; D'autres l'ont fait indirectement, en tant qu'avocats représentant des entreprises étrangères cherchant à obtenir des concessions du gouvernement. Au cours des dernières années du régime, certains d'entre eux sont devenus des partenaires commerciaux purs et simples d'entreprises étrangères. En même temps, cependant, ils combinaient leurs intérêts commerciaux avec un intérêt pour l'acquisition de terres. Alors que certains d'entre eux avaient commencé leur carrière comme propriétaires terriens et d'autres comme avocats, à la fin de cette période, ils étaient tous propriétaires de vastes étendues de terres.

Diaz a soigneusement préservé les formes du processus constitutionnel telles qu'elles étaient définies dans la constitution mexicaine de 1856, mais a ajusté le contenu pour l'adapter aux objectifs de sa machine politique nationale. Les élections étaient fréquentes, mais elles étaient soigneusement truquées. Les représentants et les sénateurs du parlement mexicain ont été nommés par la clique dirigeante, puis confirmés par le biais d'un processus électoral organisé. Le pouvoir judiciaire a été nommé par le gouvernement et conçu pour servir ses objectifs. La liberté de la presse a été sévèrement restreinte et les journalistes de l'opposition ont été emprisonnés ou exilés. Les grèves étaient interdites. Les rébellions rurales, telles que les insurrections indiennes Yaqui de 1885 et 1898, ont été réprimées avec une grande férocité. Une force de police spéciale, les rurales, recrutée parmi les criminels et les bandits, patrouillait dans les zones rurales. Les opposants au régime qui étaient appréhendés par les ruraux étaient fréquemment tués, et leur meurtre excusé par le *ley fuga*, une loi permettant de tirer sur les prisonniers qui tentaient de s'échapper.

Dans le cadre des garanties fournies par une telle violence organisée, Diaz a joué un jeu magistral consistant à récompenser les fidèles, tout en punissant les résistants, dans la dialectique du pan y palos, du pain et des gourdin. Les assoiffés de pouvoir qui ont suivi Diaz ont reçu des positions ou des concessions ; les opposants ont été rendus inoffensifs. La loyauté politique s'achetait grâce à des distributions du trésor public. Au niveau du village, cela signifiait bien sûr qu'on s'appuyait sur des hommes forts locaux qui utilisaient souvent leur pouvoir à leur propre avantage. On estime qu'en 1910, près des trois quarts de la classe moyenne avaient trouvé un emploi au sein de l'appareil d'État, pour un coût annuel de soixante-dix millions de pesos. Un système national de clientélisme a soutenu la machine politique qui a concentré le pouvoir au sommet, entre les mains du dictateur. De manière magistrale, Diaz a dressé divers aspirants au pouvoir les uns contre les autres, tout comme il a également créé une certaine indépendance pour son régime en jouant contre les investisseurs américains, français, allemands et anglais, ainsi que leurs gouvernements respectifs. Dans le même temps, tous ces gouvernements ont vu en Diaz le garant de leurs investissements et le pivot de la stabilité.

Les lois réformistes de 1856-1857 avaient amorcé un changement majeur dans la propriété des terres agricoles, le premier de ces efforts étant dirigé vers les possessions de l'Église. La quantité totale de terres entre les mains de l'Église est difficile à estimer ; certains auteurs soutiennent qu'environ 100 000 000 \$ de biens immobiliers ecclésiastiques ont été transférés des mains de l'Église à des propriétaires privés, et que quarante mille propriétés ont changé de mains (Simpson, 1937, 24). Alors que le but annoncé de cette mesure était de créer une classe moyenne rurale viable au Mexique, « dans l'ensemble, les domaines de l'Église passèrent en grandes étendues ininterrompues entre les mains des disciples de Judrez, et bien que de cette manière une nouvelle aristocratie terrienne ait été créée, c'était néanmoins une aristocratie ».

Il en était de même pour les terres communales possédées par les communautés indiennes. Comme nous l'avons vu, les terres communales ont été déclarées illégales et forcées de se diviser en exploitations individuelles. La terre était ainsi transformée en une marchandise marchande, susceptible d'être vendue ou hypothéquée en paiement de dettes. De nombreux Indiens ont rapidement confisqué leurs terres au profit de tiers, souvent pour financer des dépenses cérémonielles socialement requises. Pratiquement toutes ces terres sont tombées entre les mains

d'haciendas et de sociétés foncières. On estime que plus de deux millions d'acres de terres communales ont été aliénés pendant la période Diaz.

De plus, en vertu d'une nouvelle loi, le gouvernement a obtenu le droit de vendre des terres publiques à des sociétés de développement ou de conclure des contrats avec des sociétés qui arpenteraient et diviseraient les terres en échange d'un tiers de la surface terrestre mesurée. En 1889, 32 millions d'hectares avaient été recensés. Vingt-neuf entreprises avaient pris possession de plus de 27,5 millions d'hectares, soit 14 % de la superficie totale de la république. Entre 1889 et 1894, 6 % supplémentaires de la superficie totale des terres ont été aliénés. Ainsi, environ un cinquième de la République du Mexique a été donné sous cette forme. Dans le même temps, les cultivateurs qui ne pouvaient pas montrer de titre clair sur leurs terres étaient traités comme des squatters illégaux et dépossédés. Ce qui avait commencé comme une campagne pour créer une classe moyenne rurale viable composée de petits agriculteurs s'est terminé par une victoire triomphale d'une oligarchie terrienne.

McBride a estimé qu'à la fin de la période Diaz, il y avait 8 245 haciendas. Trois cents d'entre eux contenaient au moins 10 000 hectares ; 116, environ 250 000 ; 51 possédaient environ 30 000 hectares chacune ; 11 ont mesuré pas moins de 100 000. Malheureusement, McBride n'a pas tenu compte dans son énumération du fait qu'un propriétaire d'hacienda pouvait posséder plus d'une hacienda ; le degré de concentration sur la propriété foncière était probablement encore plus grand que ne le suggèrent les chiffres de McBride. Southworth énumère pour 1910 168 propriétaires avec deux exploitations chacun, 52 avec trois exploitations chacun, 15 avec quatre, 4 avec six, 3 avec sept, 5 avec huit et 1 avec neuf. Luis Terrazas, archétype du propriétaire de l'hacienda de Porfire, possédait quinze propriétés, comprenant près de deux millions d'hectares. Les gens plaisantaient en disant que le chihuahua avait moins de droits sur lui – en tant que fils natif – qu'il n'en avait sur le chihuahua. Il possédait environ 500 000 têtes de bétail et 250 000 moutons, exportant entre 17, 40 000 et 65 000 têtes de bétail par an vers les États-Unis. Pourtant, toutes les haciendas n'étaient pas grandes ; si l'on prend les chiffres de McBride à leur valeur nominale, 7 767 hectares, soit plus de 90 %, étaient inférieurs à 10 000 hectares. La hacienda moyenne était probablement plus proche de 3 000 hectares.

L'application de la loi, mettant fin à la propriété foncière par des sociétés – ecclésiastiques ou communautaires – a précipité la disparition du pueblo foncier indien qui avait perduré tout au long de la période de la domination coloniale espagnole et tout au long du premier demi-siècle de l'indépendance. Les Espagnols avaient renforcé la cohésion des communautés indiennes en leur accordant une certaine superficie de terre et en exigeant qu'elles se rendent collectivement responsables du paiement des redevances et du maintien de l'ordre social. Les communautés ont réagi en développant, dans le cadre d'une telle organisation corporative, leur propre système interne d'organisation politique, étroitement lié au culte religieux. Presque partout, le parrainage d'une série de festivités religieuses a permis à un homme de devenir l'un des décideurs de la communauté dans son ensemble. Un homme qui cherchait le pouvoir devait donc le faire en grande partie en répondant à des critères établis par la communauté ; Lorsqu'il était qualifié, il devait le faire en participant à un comité d'aînés qui, comme lui, agissaient et parlaient au nom de la communauté. Le pouvoir était donc moins individuel que communautaire. Cependant, avec l'arrivée de nouvelles lois foncières, la base même de ce système a été sapée. Non seulement les haciendas se sont emparées d'une grande partie des terres indiennes, mais les Indiens eux-mêmes ont commencé à mettre en gage des terres, auxquelles ils avaient maintenant droit individuellement, afin de faire face aux dépenses ordinaires de la vie et aux dépenses extraordinaires du parrainage religieux. Le mécanisme même qui, à un moment donné, avait garanti la solidarité continue de la communauté se transformait maintenant en un moyen de la détruire. C'est ainsi que survécurent les communautés indiennes de l'ancien type, mais seulement dans les régions les plus inaccessibles du centre et du sud, tandis que la grande masse des Indiens était confrontée à la perspective de se rapporter individuellement aux détenteurs du pouvoir du monde extérieur, qu'il s'agisse de marchands de

crédit saisissant les récoltes et les biens des petits agriculteurs, ou de propriétaires d'haciendas ou d'industriels cherchant de la main-d'œuvre pour leurs plantations et leurs plantes.

Tannenbaum a cherché à fournir une mesure de la taille de la population qui est devenue dépendante de l'hacienda, par rapport à la population qui est restée « libre ». Ainsi, il a montré que dans six États (Guanajuato, Michoacan, Zacatecas, Nayarit, Sinaloa), plus de 90 % de tous les lieux habités étaient situés sur des domaines ; dans huit autres États (Querétaro, San Luis Potosi, Coahuila, Aguascalientes, Basse-Californie, Tabasco, Nuevo León), plus de 80 % étaient ainsi situés. Dans dix États, entre 50 et 70 % de la population rurale vivait dans des communautés immobilières ; Cinq États avaient entre 70 et 90 % de leur population sur des domaines. Selon Tannenbaum,

« Le nombre de villages et la proportion du total qui étaient situés sur des plantations dans n'importe quel État indiquent à quel point la plantation avait absorbé non seulement la terre, mais aussi la vie autonome des communautés, et avait réussi à détruire leurs mœurs. C'était essentiellement une différence entre l'esclavage et la liberté, le village qui a survécu, même avec ses terres disparues, était essentiellement libre par rapport aux villages qui avaient perdu à la fois leurs terres et l'organisation du village. »

Dans cette optique, il convient de noter que dans les huit États entourant la région centrale de la vallée de Mexico, le groupe de peuplement indépendant a continué à prédominer. Dans trois États, plus de 90 % de la population rurale continuait de vivre en groupes indépendants ; Dans cinq autres, ces groupes abritaient plus de 70 % de la population rurale. C'est contre ces villages indépendants persistants que le régime porfirien a déchaîné son pouvoir. Pressés, ces villages, cependant, ont répliqué par une réponse révolutionnaire : « Ces villages ont finalement fait la révolution sociale en légitime défense, plutôt que d'être réduits à la même condition que les Indiens dans d'autres parties du Mexique ».

Malgré le fait que les haciendas dominaient évidemment la scène rurale, d'autres données suggèrent que la période porfirienne a également connu une augmentation du nombre de fermes familiales ou de ranchos appartenant à des particuliers. Le nombre de ranchos ne doit pas être considéré comme absolu, car le terme rancho n'a pas de sens normalisé ; dans le nord, il peut désigner d'énormes domaines, dans le centre du Mexique 19 à des exploitations allant jusqu'à 1 000 hectares. Néanmoins, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il y a eu une augmentation mesurable du nombre de petites exploitations. McBride estime qu'au moment du déclenchement de la Révolution, il y avait 47 939 ranchos, contre 8 245 haciendas. Quelque 29 000 d'entre elles ont été créées depuis 1854 par le démantèlement des terres communales (19 906), l'attribution de terres publiques (8 010) et les concessions de terres aux colons (1 189). La superficie occupée par ces ranchos était insignifiante comparée à celle détenue par les haciendas ; Mais l'importance sociale de cette augmentation des petites exploitations ne doit pas être négligée. Plus d'un tiers de ces exploitations avaient été établies aux dépens des tenures communales, sapant ainsi la solidarité des villages indiens ; Mais les deux tiers, cependant, ont poursuivi une tendance à la croissance d'une classe moyenne rurale, déjà évidente au cours du siècle précédent. François Chevalier (1959) a montré que tout au long du XVIIIe siècle et jusqu'au XIXe, il y avait eu un lent « retour » des petits agriculteurs, en particulier parmi les populations non indiennes du nord.

Pourtant, malgré la croissance du latifundium, la production agricole dans son ensemble n'a pas augmenté de manière régulière et constante. De 1877 à 1894, en fait, la production agricole a diminué à un taux annuel de 0,81 %. De 1894 à 1907, il a augmenté une fois de plus, mais seulement à un taux annuel lent de 2,59 %. La tendance à la hausse est due en grande partie à la croissance des cultures industrielles destinées à la consommation dans le pays et, plus encore, à la croissance des cultures d'exportation. La production de coton et de canne à sucre a augmenté, le coton étant cultivé pour l'industrie textile mexicaine, et le café, les pois chiches, la vanille, le sisal et le bétail ont été cultivés en quantités de plus en plus importantes pour le marché international. Mais les cultures vivrières n'ont cessé de décliner. C'était particulièrement vrai pour la production

de maïs, l'aliment de base de la population. La production de maïs par habitant est tombée de 282 kilogrammes en 1877 à 154 en 1894 et à 144 en 1907. Des baisses similaires sont observées pour les haricots et le piment, des cultures vivrières tout aussi vitales.

Non seulement la quantité de maïs produite par habitant a diminué, mais les prix du maïs ont augmenté, tandis que les salaires sont restés stables. Tout indique que le salaire journalier moyen n'a pas augmenté entre le début du XIXe siècle et 1908. La classe moyenne, habituée à des dépenses plus élevées pour l'habillement, le logement et l'aide domestique, a également ressenti l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires.

Le développement industriel s'est poursuivi à un rythme soutenu sous le régime de Diaz. La production minière a augmenté de 239 % entre 1891 et 1910 (Nava Otero, 1965, 179). La production industrielle a augmenté au taux annuel de 3,6 % entre 1878 et 1911 (Cp. 325). De plus, entre 1876 et 1910, les voies ferrées posées sont passées de 666 à 19 280 kilomètres. Pourtant, la main-d'œuvre industrielle a augmenté à un rythme plus lent. Entre 1895 et 1910, par exemple, le nombre d'ouvriers industriels n'a augmenté que de 0,6 % de la population économiquement active pour atteindre un total de 606 000, alors que la main-d'œuvre agricole a augmenté d'un taux annuel de 1,3 % au cours de la même période. Cela était dû en partie au fait que la nouvelle industrie était mécanisée et nécessitait donc relativement peu de travailleurs pour produire plus de production, en partie à cause des haciendas qui monopolisaient l'offre de main-d'œuvre dans les fermes par le biais de diverses formes de servitude pour dettes.

Pourtant, en 1907, il y avait près de 100 000 mineurs, beaucoup d'entre eux travaillant dans de grandes mines comme celles de la Greene Consolidated Copper Company de Cananea, qui employait 5 000 travailleurs. L'emploi dans l'industrie textile est passé de 19 000 à 32 000 entre 1895 et 1910. La plupart des ouvriers du textile étaient employés dans de grandes usines, comme celle de Rio Blanco, dans l'État de Veracruz, avec 34 000 broches et 1 000 métiers à tisser, avec 2 350 ouvriers, soit près de la moitié de tous les ouvriers employés par onze grandes usines à Veracruz. L'usine appartenait à une société de marchands français. Enfin, il y avait plusieurs dizaines de milliers de personnes employées sur les chemins de fer en pleine croissance, où les travailleurs recevaient pour la première fois un « salaire turquoise ». Molina Enriquez, discutant de l'expansion des chemins de fer au Mexique pendant le Porfiriato, dit que *« la construction de chemins de fer ... impliquait l'emploi d'ouvriers qui . . . pour la première fois, ils ont reçu des salaires réels [c'est-à-dire en espèces], des salaires qui ont radicalement amélioré leur condition économique. Sur toute la longueur des lignes de chemin de fer qui traversaient le pays du Mexique se rassemblaient des ouvriers, des péons qui avaient échappé au joug de nos grandes haciendas. La manne temporaire, produite par les millions investis dans nos chemins de fer, constitua pendant quelques années le véritable secret de la paix porfirienne, en même temps que les profonds changements qu'ils apportèrent dans les conditions de production à l'intérieur du pays jetaient déjà les bases de la révolution future. »*

« La dynamite des chemins de fer a chargé la mine que la Révolution devait plus tard déclencher ».

Cette nouvelle main-d'œuvre industrielle recrutait ses membres parmi les anciens paysans déplacés de la terre par l'expansion prédatrice des latifundia ; parmi les nombreux artisans incapables de résister à l'assaut de la concurrence mécanisée ; et parmi les péons évadés qui avaient fui la servitude pour dettes et la liberté relative du travail salarié industriel. Ils étaient en grande partie non qualifiés et manquaient d'une élite qualifiée ; La plupart des postes qualifiés étaient occupés par des étrangers. Bien que beaucoup d'entre eux n'aient eu un emploi industriel que récemment, ils avaient tendance à être concentrés dans de grandes usines et dans de grandes agglomérations, comme celles de Cananea ou d'Orizaba. Ils avaient un sentiment nettement anti-étranger, en raison du fait que la plupart du temps, les contremaîtres et les employeurs étaient en fait des étrangers. Ils manquaient d'expérience organisationnelle, car l'activité syndicale était interdite, mais ils avaient fait connaissance avec les idées anarcho-syndicalistes, en grande partie grâce aux contacts des travailleurs migrants aux États-Unis avec des membres de l'International Workers of

the World C1. W.W.). Au fil du temps, ils ont commencé à s'affirmer de plus en plus dans des grèves. Quelque 250 grèves ont eu lieu pendant le Porfiriato, leur nombre augmentant après 1880. Les grèves étaient fréquentes dans les chemins de fer, dans les textiles, dans les mines et dans les usines de tabac. Deux grèves se distinguent comme des précurseurs de l'activité révolutionnaire : la grève de Cananea en 1906, réprimée par des volontaires américains et des ruraux, et la grève de Rio Blanco de 1907, réprimée par l'armée, la police et les ruraux, qui a coûté 200 morts et 400 prisonniers.

Le développement, cependant, a eu un impact différentiel sur les périphéries nord et sud de la république. Dans le sud, le marché croissant des cultures tropicales et des denrées alimentaires pour les centres industriels a conduit à une expansion de l'agriculture foncière, associée à une exploitation intensifiée de la main-d'œuvre indienne. Pour compléter la main-d'œuvre fournie par la population locale, les Indiens rebelles et les criminels ont été transportés pour travailler dans les plantations en tant que travailleurs forcés. Cette pression intensifiée sur la population indienne a également produit tout un segment de surveillants, d'entrepreneurs et de prêteurs sur gages intéressés à endetter les Indiens et à les convertir en travailleurs immobiliers. Alors que chaque hacienda locale avait son propre appareil de coercition, sa propre police et son propre poste de fouet, toute la structure de la coercition dépendait en fin de compte de l'appareil de coercition maintenu par le gouvernement. Ainsi, les propriétaires d'haciendas du sud avaient tendance à soutenir Diaz pour des raisons internes, tout comme leur dépendance vis-à-vis des marchés et des entreprises étrangères les conduisait à soutenir la symbiose du régime avec des intérêts étrangers.

L'opposition au régime, cependant, était prononcée dans le nord où les conditions différaient nettement du reste du pays. Ici, la main-d'œuvre avait toujours été rare et ne pouvait donc être obtenue qu'à un prix plus élevé qu'au centre ou au sud. Le travail dans les mines et dans le nombre croissant de filatures de coton, ou la migration vers les États-Unis voisins, offraient des opportunités qui affaiblissaient la structure du servitude pour dettes et augmentaient la mobilité de la main-d'œuvre. Les arrangements de métayage remplacent la main-d'œuvre endettée, en particulier dans les domaines où l'on cultive du coton. Dans le nord aussi, des îlots de petits propriétaires s'étaient maintenus çà et là ; Au cours de la période en discussion, leur nombre a augmenté. Les propriétaires de grands domaines étaient non seulement en mesure de vendre des céréales et de la viande dans les villes en croissance du nord, comme Torreón, Nogales, Ciudad Juarez, Nuevo Laredo, et de l'autre côté de la frontière aux États-Unis, mais avaient également commencé à investir dans l'industrie locale produisant principalement pour le marché intérieur. Cette mobilité et ces opportunités accrues favorisèrent à leur tour la croissance des marchands indépendants, très différents des intermédiaires du Sud dont la principale source d'emploi était de recruter de la main-d'œuvre indienne ou de prêter de l'argent à intérêt. Dans le même temps, les Nordistes se trouvaient désavantagés face à la concurrence des entreprises étrangères, principalement américaines, dont les opérations recevaient la protection des Científicos et de Diaz. La concurrence étrangère était particulièrement forte dans le domaine de l'exploitation minière du Mexique, où la plupart des entreprises mexicaines étaient contraintes de vendre leurs minerais à l'American Smelting and Refining Company. Seule la famille Madero avait été en mesure de maintenir une fonderie indépendante à Monterrey, alimentée par les minerais de ses propres mines. Les habitants du Nord se rendirent également de plus en plus compte que le contrôle étranger des matières premières et de la transformation réduisait leur capacité à entrer dans l'industrie lourde, tandis que l'industrie légère était limitée dans son expansion par l'échelle étroite de la demande intérieure mexicaine, contenue par la structure autarcique de l'hacienda. Tout leur intérêt est donc de s'opposer à l'influence étrangère et aux décideurs de la capitale qui l'encouragent. Pendant la période Diaz, les motifs de rébellion qui avaient poussé la région de Bajío à se révolter contre les Espagnols en 1810, s'étaient ainsi étendus à toute la périphérie nord du Mexique.

De même que le mouvement ouvrier industriel a été ébranlé par l'augmentation des grèves et que le travail rural s'est révolté spasmodiquement contre l'empiètement massif des latifundia sur

leur vie, les classes moyennes et supérieures sont devenues rétives à l'approche d'un nouveau mandat en 1910. Nous avons déjà parlé du mécontentement des propriétaires terriens et des industriels du Nord, dont les intérêts commençaient à entrer en conflit avec ceux de la dictature. Les classes moyennes ont également commencé à s'opposer aux limitations imposées par la machine Diaz. Iturriaga (1951, 28) a estimé les membres de la classe moyenne en 1895 à 989 783, soit 7,78 % de la population. 776 439, soit 6,12 %, étaient urbaines ; 213 344, soit 1,66 %, étaient en milieu rural. À la suite du sociologue Gino Germani, il divise la classe moyenne en deux groupes : la classe moyenne économiquement « autonome » des artisans, des petits et moyens commerçants, des agents de commerce, des membres des professions libérales, des petits et moyens rentiers ; et la classe moyenne « dépendante » dont les compétences sont au service d'une organisation plus grande qui les emploie. La classe moyenne dépendante de la campagne – composée d'administrateurs et d'employés d'hacienda, d'employés du gouvernement – ne représentait que 8,97 % de la classe moyenne rurale ; les autres étaient « autonomes ». Dans la ville, cependant, les classes moyennes dépendantes représentaient 39,07 % du total. La plupart d'entre eux étaient probablement à l'emploi du gouvernement. Certains d'entre eux avaient grandement bénéficié de la nomination à des postes qui leur donnaient accès à des concessions étrangères ou à des sources de corruption ; la plupart vivaient de salaires extrêmement maigres, découvrant – selon l'expression de Justo Sierra – que si l'État détenait toutes les richesses, l'État lui-même était pauvre. D'autres encore, fiers de leurs diplômes et de leur éducation, ne pouvaient trouver d'emploi du tout ; Toutes les couchettes avaient été préemptées, et souvent par des fonctionnaires vieillissants et séniles au pouvoir. Par conséquent, la Révolution, lorsqu'elle est survenue, s'est avérée être autant un conflit entre des générations successives de prétendants au pouvoir qu'une tentative de réparer l'injustice et de créer de nouvelles conditions sociales et politiques. Au XIXe siècle, les libéraux fédéralistes avaient combattu les centralistes conservateurs pour une plus grande autonomie régionale, ainsi que pour les nouvelles positions qu'une telle autonomie pouvait ouvrir. En 1910, cette vieille lutte va se répéter sous une nouvelle forme, alors que l'élite diplômée des provinces se soulève contre un régime composé de « cadavres politiques ».

Cette nouvelle classe éduquée ne possédait pas d'idéologie élaborée qui lui était propre, mais dans les premières années du nouveau siècle, un certain nombre d'entre eux avaient commencé à répondre à des thèmes nouveaux et plus radicaux. Entre 1901 et 1910, plus de cinquante clubs dits libéraux avaient été organisés, principalement dans le nord et sur la côte du golfe du Mexique (Barrera Fuentes, 1955, 39) ; parmi les délégués au Congrès libéral de 1901 figuraient des ingénieurs, des étudiants en droit, des avocats, des marchands et même un « bourgeois acomodado ». Leurs revendications visaient principalement des élections libres et la liberté municipale, mais ils espéraient aussi mettre fin au péonage et aux conditions de vie inhumaines dans les haciendas de la zone tropicale. Avec la répression croissante, cependant, beaucoup de ces libéraux ont commencé à se déplacer « à gauche » ; en 1903, ils lisaient Kropotkine, Bakounine et Marx, et à partir de 1906, ils exhortaient de plus en plus à la rébellion armée contre le gouvernement. Ce changement a été renforcé par les événements politiques en Espagne. Un mouvement croissant contre l'intervention militaire espagnole au Maroc, l'exploitation industrielle, le cléricalisme et le manque de liberté politique s'est terminé par la répression ; et un certain nombre de socialistes et d'anarchistes espagnols ont trouvé refuge au Mexique. Des rébellions et des incursions armées depuis le sanctuaire des États-Unis ont eu lieu en 1906 (au nombre de cinq) et en 1908 (deux). En même temps, un nombre croissant de travailleurs migrants mexicains aux États-Unis ont fait connaissance avec l'anarcho-syndicalisme grâce à leur contact avec les « wobblies », les membres de l'International Workers of the World. « Les points positifs de cette idéologie anarchiste », dit Paul Friedrich, qui a étudié son impact sur une communauté de la région tarasque du Michoacan,

« étaient des améliorations matérielles, en particulier la réforme agraire, et une organisation socio-économique, basée sur l'association volontaire de communautés villageoises, de syndicats et

d'autres petits groupes. Du côté négatif, il y avait une hostilité extrême envers l'autorité institutionnalisée à grande échelle, en particulier l'État et l'Église. »

Les deux courants, bourgeois et prolétarien, se sont rencontrés sous la forme de Ricardo Flores Magén, l'un des principaux instigateurs des libéraux, et plus tard, à partir de 1905, un important organisateur et idéologue anarchiste. Son journal *Regeneración*, publié aux États-Unis après son exil du Mexique, voyageait de main en main à l'intérieur de la république ; même Zapata en aurait été influencé. Flores Magén lui-même, « le précurseur idéologique de la révolution mexicaine » (Barrera Fuentes, 1955, 302-303), dans et hors de l'ULS. emprisonné après 1911, mort en 1922 à Leavenworth. Le thème anarchiste d'une société organisée en petites communautés a cependant survécu, soutenant la restauration des communautés indiennes dans les réformes agraires qui devaient suivre la Révolution. Il a ainsi fourni un lien entre l'expérience du passé et l'avenir dans des termes qui pouvaient rendre cette expérience intelligible à un peuple pris dans les affres d'une apocalypse révolutionnaire.

En 1910, la Révolution éclate. Le signal de départ a été donné par Francisco Madero, propriétaire terrien libéral de Coahuila, qui, dans sa Déclaration de San Luis Potosi, a assumé la présidence provisoire du Mexique et a désigné le 20 novembre 1910 comme la date à laquelle les Mexicains devaient prendre les armes contre le dictateur haï. Il semble paradoxal que cet appel à des procédures électorales plus ordonnées ait déclenché une tempête de désordre et de violence qui allait balayer le Mexique pendant une décennie entière. Contrairement à d'autres mouvements révolutionnaires du XXe siècle, la Révolution mexicaine ne devait pas être dirigée par un seul groupe organisé autour d'un programme central. Dans aucun autre mouvement révolutionnaire, les participants au drame ne se sont montrés aussi inconscients de leurs rôles et de leurs répliques. Le mouvement ressemble à une grande avalanche, essentiellement « anonyme. Aucun parti organisé n'a présidé à sa naissance. Aucun grand intellectuel n'a prescrit son programme, formulé sa doctrine, esquissé ses objectifs »

Ses chefs militaires

« étaient des enfants du soulèvement. La Révolution les a faits, leur a donné les moyens et l'appui. Ils étaient les instruments d'un mouvement ; Ils n'y sont pas parvenus et ont à peine pu le guider. » Il se déplaçait par à-coups, et dans de nombreuses directions à la fois ; Il emportait avec lui les bastions du pouvoir et les huttes de paille de la paysannerie. Lorsqu'il fut terminé, il avait profondément modifié les caractéristiques de la société mexicaine. Plus que toute autre révolution du XXe siècle, elle nous donne donc un aperçu des conditions de déséquilibre qui sous-tendent une époque révolutionnaire.

Presque immédiatement, deux zones de participation rurale se sont délimitées, une zone sud centrée sur Morelos, et une zone nord centrée sur Chihuahua. Les sudistes furent dirigés par Emiliano Zapata, les nordistes par Doroteo Arango, plus connu sous son nom d'adoption de Pancho Villa.

Pour comprendre ces mouvements, il faut en savoir plus sur leurs zones d'origine respectives. Située dans la zone tempérée, Morelos avec son agriculture bien irriguée supportait, en 1910, une densité de population relativement élevée de soixante personnes par mile carré. La concentration de la population, à son tour, avait joué un rôle déterminant dans le maintien des coutumes indiennes et de l'utilisation du nahuatl chez les Indiens. Les colonies d'Espagnols dans la région avaient été rares. Ses vallées favorisaient l'exploitation commerciale de la canne à sucre dans des plantations d'abord occupées en grande partie par de la main-d'œuvre esclave noire importée et appartenant à de puissants propriétaires terriens et ordres religieux situés dans la ville voisine de Mexico. Les communautés indiennes ont survécu dans les collines environnantes. Cependant, avec la loi de réforme qui privait les corporations de leur propriété foncière, les haciendas privées commencèrent à empiéter sur les terres de l'Église et sur les terres indiennes. Leur but n'était pas seulement d'obtenir de bonnes terres supplémentaires à des fins productives, mais – plus encore – de priver la population indigène de terres suffisantes, les forçant ainsi à dépendre des plantations de

canne à sucre. D'abord réticents à moderniser les techniques et les plantes au début du régime Diaz, les sucriers de Morelos ont été contraints, par la concurrence, d'améliorer leurs plantations. En 1880 *« les premières machines utilisant la méthode de la centrifugeuse ont été installées dans les haciendas, Santa Clara étant la première à utiliser cette procédure moderne. Cet événement allait changer radicalement la vie de l'État. Pour augmenter la production de sucre, les propriétaires d'haciendas ont naturellement tenté d'augmenter la superficie cultivée, ce qui a dû se faire nécessairement au détriment des terres des villages ; Les travaux d'irrigation se sont étendus et l'administration même a dû modifier ses impôts et sa méthode d'utilisation. En un mot, on peut dire que l'établissement de machines modernes a apporté un changement complet, les propriétaires terriens ont prospéré, leur canne a rapporté plus de bénéfices, le gouvernement a augmenté ses impôts, seuls les villages ont été forcés de céder leurs terres et leur approvisionnement en eau. Peu à peu, ils commencèrent à se réduire, quelques-uns disparurent complètement, et l'on perdit en intensité le déséquilibre social qui devait être brisé par la Révolution de 1910. »*

Au tournant du siècle, Morelos était de loin le plus grand producteur de sucre parmi les différents États mexicains.

Bien que les haciendas aient pris le contrôle des terres indiennes dans la mesure du possible, elles n'avaient cependant pas pris le contrôle de la plupart des villages indiens environnants eux-mêmes. Cela était probablement dû au fait que la production de sucre nécessite d'importantes quantités de main-d'œuvre, mais sur une base saisonnière ; Le plus grand nombre de travailleurs est nécessaire pour la période de récolte relativement courte de deux à trois mois par an. Ainsi, ils étaient tout à fait disposés à utiliser les villages indiens comme réserves de main-d'œuvre, en exploitant leur main-d'œuvre – si nécessaire – par le biais de mécanismes tels que les avances de dette. Cependant, ils ont cependant laissé intactes des unités sociales cohésives, qui possédaient l'avantage d'une solidarité sociale construite sur de longues périodes de temps, par rapport à l'organisation plus lâche des travailleurs des haciendas, souvent issus de nombreux villages sans lien de parenté.

Ces communautés étaient également très conscientes de leur liberté et de leurs intérêts particuliers, intérêts qui consistaient en une résistance résolue à l'empiètement des propriétaires d'haciendas. San Miguel Anenecuilco, par exemple, avait, au fil des siècles, mené de nombreuses batailles juridiques généralement couronnées de succès contre le pouvoir supérieur des hacendados. Cette bataille avait été menée sous la direction du conseil des anciens de la communauté. En 1909, une assemblée de tous les membres de la communauté, sous la direction du conseil, élit un comité de défense. Le chef du comité était un ranchero local du nom d'Emiliano Zapata. Tous les membres de la communauté ont contribué à un trésor commun, et Zapata s'est vu confier la garde des documents juridiques de la communauté, remontant au début du XVII^e siècle. Quand, au début de la saison des pluies de 1910, l'hacienda voisine commença à occuper les terres communautaires déjà préparées pour la plantation de maïs, Zapata organisa un groupe de quatre-vingts hommes pour mener à bien l'opération de plantation au mépris de l'hacienda. Peu de temps après, Villa de Ayala et Noyotepec – deux autres communautés – ont commencé à contribuer au fonds de défense de Zapata. Sur ce, Zapata s'empara des terres communales occupées par les haciendas, détruisit les clôtures qu'elles avaient érigées et distribua des terres aux villageois.

Historiquement, la révolte de Zapata présente des analogies intéressantes avec la révolte antérieure – dans la même région – menée par José Maria Morelos de 1810 à 1815. Ce n'est probablement pas un hasard si un certain nombre d'ancêtres de Zapata ont pris part à ce mouvement. Comme Zapata, Morelos s'est avéré être un chef de guérilla de premier ordre. Comme Zapata, sa zone d'opérations resta largement confinée à la partie sud de la mesa centrale. *« Morelos n'a eu aucun effet sur la principale zone agricole et minière du plateau ; il a combattu dans la région chaude du Pacifique ; il organisa ses avancées à partir de petites colonies, et ses triomphes les plus importants : Tixtla, Taxco, Izucar, Tenancingo, bien qu'ils aient menacé les villes de Toluca et Puebla, n'ont jamais vraiment remis en question le sort de la colonie. »*

Comme Zapata après lui, Morelos a également appelé à la dissolution des haciendas et à la restitution des terres aux communautés indiennes. Comme les zapatistes, enfin, les insurgés de 1810 ont utilisé le symbole de la Vierge de Guadalupe au visage sombre comme protagoniste surnaturel. Des écrivains ont parlé de la dévotion « thaumaturgique » de Morelos à la Vierge de Guadalupe. Apparue à un Indien peu de temps après la conquête espagnole, la Vierge de Guadalupe était venue au fil des siècles représenter les espoirs mexicains d'une délivrance surnaturelle de l'Espagne et d'un retour à un âge d'or. En revanche, le parti pro-espagnol adopta pour son surnaturel Capitana General la Vierge blanche des Remèdes. Les zapatistes portaient tous deux l'image de la Vierge de Guadalupe dans leurs drapeaux de bataille et sur leurs chapeaux à larges bords, validant ainsi leurs revendications pour un retour à un ancien ordre agraire avec des symboles qui promettaient également un retour à un état surnaturel plus primitif.

Bien que la lutte zapatiste ait son origine dans les problèmes locaux d'une paysannerie orientée localement, elle ne s'est pas développée entièrement indépendamment des mouvements plus larges qui ont commencé à ébranler les fondements de l'ordre social. Zapata lui-même ne dépendait pas des terres communales des villages : son père était propriétaire d'une petite ferme, les Zapata étaient des rancheros. La famille a été identifiée aux luttes passées contre le parti conservateur au Mexique et contre les Français. Un grand-oncle avait combattu avec Morelos dans les guerres d'indépendance ; l'épouse d'un héros morelien des guerres, Francisco Ayala, était peut-être une parente. Son grand-père et son père, ainsi que ses oncles paternels, avaient servi avec Diaz contre les Français. La famille avait également l'habitude de défendre la région contre les incursions des bandits. De plus, Emiliano Zapata était habitué aux chevaux et à l'équitation ; il était, comme l'a dit Octavio Paz, un « charro des charros », un cow-boy parmi les cow-boys, familier avec le cheval, symbole dominant de la maîtrise introduit dans le pays par les Espagnols, tandis que son usage restait refusé aux Indiens. Il s'habillait toujours, non pas à la manière des villageois, mais en charro, avec des pantalons serrés, de grands éperons, un gilet court et un grand chapeau tressé d'or. Tous les généraux zapatistes devaient copier son style vestimentaire.

De plus, ses amis et ses parents sur lesquels il comptait au début de la rébellion étaient des cavaliers comme lui. Ses deux beaux-frères étaient, l'un, muletier, l'autre cavalier ; son frère Eufemio était marchand de fruits. Un ami, Jesus Sánchez, était un ranchero ; un autre ami, Gabriel Tepepa, un vétéran des guerres contre les Français, était devenu contremaître dans une hacienda voisine. Il est également incorrect que Zapata ne savait ni lire ni écrire ; il fréquenta l'école pendant deux ans à Anenecuilco, apparemment assez longtemps pour pouvoir lire les journaux. Il participa à la campagne politique infructueuse de Morelos en 1909 en faveur du général Leyva contre le candidat porfirien et avait fait la connaissance d'Otilio Montafio, l'instituteur radical d'Ayala. Un autre ami était l'épistolier du village et avocat amateur, Pablo Torres Burgos, communément appelé le « Petit Encrier ». De plus, au cours d'un bref séjour à Mexico, il avait rencontré un certain nombre d'intellectuels, parmi lesquels Diaz Soto y Gama, qui allait devenir l'idéologue de la rébellion zapatiste, Dolores Jiménez y Muro, une institutrice, et les trois frères Magafia, dont l'un, Gildardo, devait jouer un rôle militaire et intellectuel important dans la Révolution. Le rôle idéologique de Montafio est éclairé par une lettre écrite en 1909 à Francisco Bulnes et paraphrasée par le destinataire :

« Je ne crois pas que la Révolution française ait été préparée avec plus d'audace et de matériaux pour la destruction que la Révolution mexicaine qui est en préparation. Je suis horrifié ! Les orateurs de Leiva, sans hésitation ni honte, ont levé le drapeau sacré de la guerre des pauvres contre les riches ; tout appartient maintenant aux pauvres ; les haciendas, avec toutes leurs terres et leurs eaux, leur bétail et leurs pâturages de broussailles ; les femmes, l'honneur et la vie de ceux qui ne sont pas Indiens. Le crime est prêché comme un nouvel évangile, les propriétaires terriens doivent être tués comme des vipères, en leur fracassant la tête avec une pierre. Leurs femmes et leurs enfants appartiennent au peuple, pour se venger de la luxure des propriétaires d'hacienda sans entraves, qui violent les vierges du peuple. La charité et la compassion sont considérées

comme de la lâcheté : déjà celui qui ne peut se venger n'est pas un homme, et il n'y a que celui qui veut donner quartier à son père, qui ne soit pas même capable de se venger. Les haciendas appartiennent aux pauvres parce qu'elles leur ont été volées par les Espagnols. Lorsqu'il est fait une juste comptabilité des salaires journaliers qui appartiennent au peuple et qu'il a reçu de ses exploiters, les propriétaires d'haciendas du Mexique 31 se retrouvent endettés, même après avoir payé avec leurs haciendas. Tels étaient les thèmes de l'oratoire de Leivista, enseigné par le professeur de Villa de Ayala, don Otilio Montafio, qui enseigne l'école normale, aux tribuns du peuple, afin qu'ils puissent l'enseigner aux paysans illettrés, à la peau foncée (zambos) et aux paysans tordus, appelés en 1908 pour la révolution rédemptrice des opprimés, choisissant – comme Montafio le voulait et l'a réalisé – Tlaltizapan comme « capitale prolétarienne du Mexique. »

Nous voyons donc dans la fabrication de la révolution zapatiste deux ingrédients d'une importance capitale : l'un, la participation dès le début d'intellectuels mécontents ayant des liens urbains ; et deuxièmement, l'importance d'un groupe paysan doté de ressources indépendantes suffisantes pour s'engager sur la voie d'une action politique indépendante. L'idiome anarcho-syndicaliste servait de lien entre eux. De Ricardo Flores Magón est venu le slogan « tierra y Libertad », prononcé pour la première fois par le leader anarchiste à Regeneracion le 19 novembre 1910, et un doux son aux oreilles des Indiens qui s'étaient levés pour défendre et reconquérir leurs terres. Ayant commencé à redistribuer des terres en tant que chef du comité de défense d'Anenecuilco, Zapata en a fait l'objectif principal de son mouvement. Avec l'aide de Diaz Soto y Gama, il prononça en novembre 1911 son Plan de Ayala :

« Que l'on sache que les terres, les bois et les eaux qui ont été usurpés par les hacendados, les científicos ou les caciques, par la tyrannie et la justice vénale, seront immédiatement restitués aux pueblos ou aux citoyens qui ont les titres correspondants sur ces propriétés, dont ils ont été dépouillés par la mauvaise foi de nos oppresseurs. Ils conserveront cette possession à tout prix par la force des armes. »

Aussi importants que soient ces ingrédients idéologiques du mouvement zapatiste, le mouvement lui-même était principalement basé sur la paysannerie et luttait à des fins paysannes. C'était à la fois son avantage et sa limite. La base des zapatistes se trouvait dans les villages, où ils retournaient après les combats. Ils combattaient en unités de trente à trois cents personnes, vêtus de leurs chapeaux à larges bords, de leurs sandales, de leurs chemises et pantalons en sergé de coton blanc. Parmi leurs dirigeants, il y avait des femmes aussi bien que des hommes, des coronelas aussi bien que des coronels. Leurs armes étaient rudimentaires ; ils ont utilisé des grenades artisanales et de la dynamite ; des armes à feu et des canons modernes qu'ils ont obtenus de l'ennemi. Ils n'avaient pas de système organisé de ravitaillement. Leur proximité avec Mexico leur permettait de saisir des approvisionnements destinés à la capitale, ou ils vivaient de la terre, en particulier des haciendas dont ils s'étaient emparés. Lorsqu'ils firent leur entrée victorieuse à Mexico, les membres de l'armée, armés jusqu'aux dents, frappèrent humblement aux portes des maisons privées et demandèrent à manger. L'armée combattait mieux sur son propre territoire, mais les soldats paysans ne voulaient pas se battre dans des zones qui leur étaient inconnues. Leur capacité militaire était défensive plutôt qu'offensive ; Malgré cela, ils remportèrent quelques succès notables contre les armées du gouvernement et les tinrent à distance pendant des années. Forte de 70 000 hommes en 1915, l'armée zapatiste est tombée à 30 000 en 1916. En 1919, il n'en restait plus que 10 000.

Essentiellement, l'armée voulait des terres ; Une fois qu'ils ont obtenu des terres, toutes les autres questions semblaient dérisoires en comparaison. Cette focalisation étroite des objectifs, ainsi que la réticence des zapatistes à étendre leurs opérations militaires au-delà des environs de Morelos, limitaient leur attrait à d'autres Mexicains qui n'étaient pas déterminés par le même milieu et qui n'étaient pas pris dans les mêmes circonstances. Zapata, par exemple, n'avait aucune compréhension des besoins et des intérêts des travailleurs de l'industrie et n'a jamais su comment obtenir leur soutien. De même, la lutte agraire à Morelos avait été menée principalement contre les propriétaires terriens mexicains, et non contre les étrangers. Les zapatistes avaient donc peu de

compréhension pour la lutte des nationalistes mexicains pour affirmer l'intégrité nationale du Mexique face à l'influence et aux investissements étrangers. Lorsque Zapata a atteint cette perspicacité, en 1917, il est arrivé trop tard pour éviter la défaite aux mains d'hommes aux horizons plus larges et à la plus grande capacité à construire des coalitions politiques viables.

Le deuxième foyer de la rébellion rurale était situé à Chihuahua, et a trouvé son capitaine à Pancho Villa. Chihuahua ressemblait à une grande partie du nord, avec sa plus grande mobilité de main-d'œuvre sur les domaines, les mines et les chemins de fer ; sa classe supérieure terrienne, doublant dans une certaine mesure une élite industrielle et commerciale ; ses groupes moyens urbains de petits marchands, de professionnels et d'éleveurs. Cependant, les tendances à la concentration de la propriété foncière avaient été féroces dans cette région. En 1910, dix-sept personnes possédaient les deux cinquièmes de l'État ; la famille Terrazas était devenue propriétaire de cinq millions d'hectares ; 95,5 % de tous les chefs de famille ne possédaient aucune propriété foncière individuelle (Lister et Lister, 1966, 176 ; McBride, 1923, 154). Beaucoup de bétail a été vendu aux États-Unis ; l'extraction de l'argent battait son plein ; La construction du chemin de fer avait jeté les bases d'un réseau qui reliait la région à la fois au centre et aux États-Unis. Les villes s'étaient développées rapidement. En dépit de l'accaparement presque complet de la terre, une classe moyenne urbaine dynamique s'est développée. « En contraste frappant avec le reste du Mexique », dit Michael C. Meyer,

« dans la première décennie du XXe siècle, Chihuahua possédait une classe moyenne relativement importante de marchands, d'artisans, de cochers, de cheminots et de commis. Certains éléments semblent indiquer que ces groupes intermédiaires ont maintenu un contact limité avec leurs homologues sociaux aux États-Unis et, à l'instar du secteur intermédiaire mieux défini au nord du Rio Grande, souhaitaient améliorer leur sort. En conséquence, les groupes intermédiaires au sein de l'État étaient particulièrement sensibles au flot ininterrompu de propagande révolutionnaire qui saturait Chihuahua pendant les dernières années de la dictature de Diaz. »

Deux autres catégories de personnes pouvaient compter sur l'appui de la Révolution. L'un d'eux était la population de cow-boys, travaillant dans les grands ranchs de bétail. Paradoxalement, alors que le cheptel bovin avait connu une augmentation constante, les ventes n'avaient pas suivi l'augmentation du cheptel, et certaines régions ont même subi une baisse temporaire. Cela a peut-être eu des répercussions économiques parmi les vachers, toujours très mobiles, et montés à cheval, facilement mobilisables en opposition aux grands propriétaires terriens. En même temps, cependant, ils méprisaient aussi les cultivateurs sédentaires et ne montraient aucun intérêt à devenir des paysans sédentaires : tout au long de la période révolutionnaire, l'une de leurs caractéristiques marquantes serait leur désintérêt pour les problèmes de la réforme agraire. Liés au segment des cow-boys, il existait également des groupes d'opérateurs illégaux dont l'implication dans la contrebande, le banditisme et le vol de bétail bénéficiait autant de la proximité des États-Unis que de l'asile que leur offraient les montagnes et le désert.

Un rapport, rédigé à Zacatecas une cinquantaine d'années plus tôt, nous donne un aperçu du mode de vie de ces groupes

« Il y a d'autres classes d'hommes dans les ranchs qu'on ne peut pas proprement appeler des agriculteurs et dont le caractère, les occupations, les coutumes et le style de vie diffèrent grandement du caractère et des coutumes des cultivateurs. »

Ils se composent de divers groupes sociaux. Quelques

« sont des artisans ou des artisans, généralement très arriérés dans les techniques, ou des marchands avec peu de capital qui s'installent dans les haciendas avec ou sans l'autorisation du propriétaire. Ils vivent dans l'opposition et l'inimitié continues avec ce même propriétaire, tendent à s'occuper du commerce de détail, et comme il n'est pas de l'intérêt du propriétaire de le permettre, ils le font toujours frauduleusement, subjuguant tous les gens de la campagne avec leurs contrats les plus sordides et usuraires. La plupart d'entre eux achètent et vendent également du tabac de contrebande ; sont en contact avec tous les passeurs ; approvisionner les établissements

ruraux en cartes à jouer et en boissons enivrantes ; acheter aux cow-boys et aux bergers les animaux qu'ils volent au propriétaire de l'hacienda ; tenir des tavernes et des tripots dans leurs maisons ; offrir l'hospitalité aux vagabonds et aux bandits, et, enfin, agir en tant que receleurs de biens volés, en particulier en ce qui concerne le vol de bétail. Ceux qu'on appelle les fermiers élèvent de nombreux animaux, principalement des mulets et des chevaux, occupation qui demande peu de travail ; ils renoncent généralement sur le loyer qu'ils devraient payer pour le pâturage de leurs animaux ; ils refusent de cultiver, et passent la plupart de leurs journées comme les Arabes, montés sur de très bons chevaux, à errer dans la campagne déserte. ou la promotion de disputes et de bagarres dans les hameaux. Le reste de leur temps, et surtout les jours de fête, ils le passent à danser et à s'enivrer, à des jeux de hasard et à des combats de coqs pour lesquels ils montrent une attraction irrésistible et forte. Les bergers... sont presque nomades, et dans la solitude de la campagne s'abandonnent à toutes sortes de vices et d'excès. Ils s'approprient pour eux-mêmes et leurs familles les meilleurs animaux qu'ils ont sous leur garde, et les volent également afin de les vendre. Les cow-boys mènent également une vie solitaire, comme les bergers ; toujours montés sur d'excellents chevaux, ils parcourent le pays à travers le pays, occupés à les entraîner. Comme leurs salaires sont très bas, ils s'endettent lourdement auprès des propriétaires de l'hacienda ; ils volent beaucoup d'animaux qui leur sont confiés, et généralement les vendent à des voleurs de grand chemin et à des contrebandiers, ou vont dans les grandes villes vivre comme des cavaliers ou des domestiques. Là, ils établissent le contact avec les voleurs et les hors-la-loi professionnels qui habitent la partie inférieure de la ville, et comme ils sont habiles à gérer les chevaux, ils s'engagent finalement dans une bande de voleurs. »

Les conditions militaires de la Révolution dans le nord étaient donc susceptibles d'être tout à fait différentes de celles qui prévalaient à Morelos. Zapata était ancré dans une paysannerie capable et désireuse de se battre dans les montagnes, mais ne voulant pas quitter sa redoute montagnaise. En revanche, la rébellion du Nord pouvait compter sur d'importantes troupes de cavalerie composées de cow-boys et de bandits, et donc capables dès le début d'un large éventail d'opérations. Les zapatistes étaient limités dans leur capacité à se procurer des armes et à approvisionner leur base et les environs. Les Nordistes pouvaient confisquer le bétail et le coton et les vendre aux États-Unis en échange d'armes de contrebande.

Pancho Villa, le chef de cette révolte militaire, s'adaptait parfaitement à ces circonstances. Il avait été péon dans une hacienda et avait été impliqué dans le meurtre d'un propriétaire d'hacienda qui aurait été tué pour se venger du ravissement d'une sœur. En s'élançant dans les collines, il était devenu un muletier à temps partiel, capable de construire un vaste réseau de relations sociales, et un bandit. En volant dans les grandes haciendas, il était devenu une figure légendaire parmi les péons, un Robin des Bois qui prenait aux riches pour donner aux pauvres. Lorsque la Révolution éclata, il fut rapidement rallié à sa cause et devint l'un de ses principaux dirigeants. Emprisonné par le général Huerta qui s'appuyait sur la machine Diaz pour restaurer une dictature de type Diaz, il rencontra en prison Gildardo Magafia, l'intellectuel zapatiste qui lui enseigna les rudiments de la lecture et de l'écriture, et lui fit connaître le programme agraire de Zapata. Après avoir réussi à s'évader de prison, il rassembla une force de trois mille hommes, qui devint le noyau de sa División del Norte. À la fin de 1914, il était à la tête d'une armée de quarante mille soldats (Quirk, 1960, 82). Friedrich Katz a dit de cette force redoutable qu'elle était moins une armée qu'une « migration populaire » :

« Les femmes et les enfants accompagnaient les soldats et étaient nourris par eux. Rien n'est plus caractéristique des armées révolutionnaires mexicaines que les soldaderas, les femmes soldats, qui voyageaient par milliers avec l'armée. »

Le cœur de la rébellion de Villa était Chihuahua où il a attiré ses premiers adeptes parmi les cow-boys, les éleveurs et les mineurs. Cependant, lorsque Villa commença à saisir les propriétés des propriétaires terriens espagnols et des Científicos, celles-ci ne furent pas divisées entre les paysans, comme dans le sud, mais remises à « l'État » à condition que les revenus qu'elles tiraient

nourrissent les veuves et les orphelins après la guerre. Bien qu'il ait lui-même été favorable aux exigences du Plan d'Ayala, prononcé par les zapatistes, il n'a jamais mené de réforme agraire plus large dans les zones sous son contrôle. Katz attribue cela à un certain nombre de facteurs : la prise de conscience que les domaines d'élevage de bétail ne pouvaient pas être subdivisés en petites parcelles économiquement viables ; que le bétail était nécessaire en grand nombre pour fournir la marchandise avec laquelle les Villistas pouvaient se procurer des approvisionnements et des armes aux États-Unis ; et le peu d'intérêt que les cow-boys avaient pour une réforme spécifiquement agraire. Le facteur décisif, cependant, pourrait bien avoir été le développement d'une nouvelle « bourgeoisie » au sein de l'armée du Nord elle-même. De nombreux domaines saisis sont rapidement passés entre les mains des généraux de Villa qui les ont utilisés pour se garantir un mode de vie de classe supérieure, devenant ainsi un groupe de propriétaires terriens avec leurs propres intérêts. Bien sûr, ils étaient directement opposés à la réforme agraire. Quelques-uns des plus entreprenants de ces nouveaux propriétaires terriens militaires ont même conclu des alliances régulières avec des entreprises aux États-Unis et ont commencé à bénéficier du commerce et de la contrebande avec les États-Unis. En plus du bétail du nord, ils en sont venus à contrôler le pays cotonnier de la Laguna. Ainsi, le mouvement de Villa n'entreprit jamais de réforme agraire viable, contrairement aux Zapatistes. Le 27 mars 1915, les délégués de Villa à la Convention révolutionnaire d'Aguascalientes défendaient même « les droits traditionnels du XIXe siècle de la propriété privée et de l'individu » contre les zapatistes radicaux. Ils avaient atteint le cycle complet.

Ainsi, alors que les armées de Villa et les forces de Zapata ont contribué à détruire le pouvoir du régime de Diaz et de son successeur épigone Victoriano Huerta, elles ont elles-mêmes été incapables de prendre les mesures décisives pour instituer un nouvel ordre au Mexique. Zapata, parce qu'il était incapable de transcender les exigences de sa paysannerie révolutionnaire, se concentra sur une région étroite du Mexique, et Villa se glorifiait de la guerre, mais n'avait aucune compréhension pour les exigences sociales et politiques. Symbole de cette ineptie tragique des deux partis, leur rencontre historique à Mexico à la fin de 1914, lorsqu'ils ont célébré leur union fraternelle mais n'ont pas pu créer une machine politique capable de gouverner le pays. « Pancho Villa et Emilio Zapata », dit Pinchon dans sa biographie de Zapata, « – les régionalistes typiques sans expérience dans le domaine des affaires nationales – non seulement refusèrent toute fonction, mais se sentaient non seulement en mesure de faire plus que de fournir une protection temporaire pour la formation d'un gouvernement révolutionnaire. Mais aucun homme du bon calibre pour la présidence n'est apparu. Au-dessus du Palacio Nacional était suspendue une pancarte mélancolique : « Recherché, un honnête homme. »

C'est ainsi qu'une troisième force sortit de l'impasse, l'armée constitutionnaliste de seulement vingt-six mille hommes. Il s'agissait d'une coalition entre deux ailes, une aile libérale orientée vers la réforme politique et une aile radicale orientée vers la réforme sociale. L'aile libérale était dirigée par Venustiano Carranza, l'aile radicale par Alvaro Obregon. Chacun représentait en sa personne l'orientation sociale que lui imprimaient ses origines différentes. Carranza, comme Madero, était un propriétaire terrien. Sous Diaz, il avait occupé un certain nombre de postes mineurs, dont celui de sénateur. Il rejoignit le mouvement Madero afin d'obtenir le rétablissement des garanties constitutionnelles et de la liberté fédérale. Son public était composé de « les mêmes libéraux de la classe moyenne, les législateurs de style Madero, et leur objectif était également le même : s'assurer que le contrôle politique du Mexique reste entre les mains de la classe moyenne des États. Les hommes de Carranza étaient fédéralistes... troglodytes au milieu du XXe siècle : ils imaginaient que les problèmes du Mexique pouvaient être résolus par une série de mesures qui avaient échoué au cours du siècle dernier. »

Contrairement à Madero, Carranza s'était rendu compte que le rétablissement des garanties constitutionnelles formelles resterait une mesure creuse, tant que la machine – civile et militaire – de Diaz resterait en position de pouvoir. Il avait averti Madero que sa concentration exclusive sur les libertés formelles signifierait la mort de la Révolution. Il partageait donc la vision de Madero

d'une réforme politique, mais d'une réforme politique dotée de dents. Cela l'a amené à se lancer dans la lutte contre la machine Diaz, aujourd'hui dirigée par Victoriano Huerta. Pourtant, il espérait façonner un État qui ne reviendrait pas au centralisme despotique de Diaz, ni n'irait de l'avant avec les réformes sociales troublantes proposées par les radicaux.

« L'anarchie et le centralisme étaient, pour les libéraux, les principaux ennemis de la révolution carranciste. L'anarchie s'incarnait chez les agrariens radicaux qui espéraient transformer la révolution politique en un mouvement social à caractère violent. Et le centralisme s'est incarné dans l'ancien régime et les partisans de Huerta. Les libéraux ont opté pour un moyen terme : ils voulaient créer une république fédérale et démocratique, dans laquelle la classe moyenne jouerait le rôle principal. »

Les radicaux, cependant, avaient une orientation différente et obéissaient à des impulsions différentes. Beaucoup d'entre eux étaient venus de Sonora et de Sinaloa, le nord-ouest mexicain ; Sonora et Sinaloa partageaient certaines des caractéristiques des provinces arides du centre-nord comme Chihuahua, mais avec une différence importante. À Sonora et à Sinaloa aussi, il y avait eu une croissance de grands domaines fonciers. En 1910, il y avait 265 exploitations de plus de 1 000 hectares à Sinaloa, dont 35 de plus de 10 000 hectares ; 94,7 % de tous les chefs de famille étaient sans terre. Dans l'État de Sonora, 77 exploitations étaient composées de plus de 1 000 hectares chacune ; sept d'entre eux avaient une superficie supérieure à 10 000 hectares chacun. Le pourcentage de chefs de famille sans terre s'élevait à 95,8. Avec l'avènement des chemins de fer, cependant, une grande partie de ces terres était passée sous le contrôle des entreprises américaines ; « en fait, les lignes servaient mieux de pipeline entre l'intérieur du Mexique et les marchés des États-Unis qu'elles ne stimulaient le marketing intérieur et le développement économique ». En 1902, les entreprises américaines détenaient le Mexique 39 plus d'un million d'hectares à Sonora ; à Sinaloa, ils possédaient 50 % de la plaine deltaïque productive et 75 % de toutes les terres irrigables, où le sucre, le coton et les légumes frais étaient cultivés pour le marché. En même temps, la commercialisation croissante avait également suscité l'apparition d'un petit groupe intermédiaire, à la fois stimulé par le contact avec les États-Unis et de plus en plus hostile à son influence. Il vivait également en vive concurrence avec les commerçants chinois qui en venaient à contrôler une grande partie du commerce local. L'un des premiers actes de la Révolution serait d'expulser les Chinois de l'État. Pourtant, il s'agissait également d'un groupe intermédiaire de caractère beaucoup plus rural que son homologue de Chihuahua.

Obregón représentait bien son orientation rurale. Son père était un éleveur indépendant qui avait perdu sa propriété à cause des inondations et des pillards indiens. Le fils devint successivement mécanicien, vendeur itinérant pour un fabricant de chaussures, mécanicien dans une sucrerie, éleveur de pois chiches cultivant des pois chiches sur des terres louées et l'inventeur d'un planteur mécanique de pois chiches qui fut bientôt adopté dans toute la région de la rivière Mayo. Il a appris à parler à la fois le mayo et le yaqui. Lecteur du journal de Flores Magón, *Regeneracion*, depuis 1905, il favorisa la révolution de Madero et, en 1912, rassembla quelque trois cents éleveurs aisés comme lui dans une force de combat qui fut connue sous le nom de Bataillon de l'homme riche. Il n'était en aucun cas socialiste, mais était en faveur d'une législation nationaliste et de réformes agraires et du travail qui réduiraient à la fois l'empiétement des États-Unis, briseraient le pouvoir des grandes familles terriennes et élargiraient les opportunités sur le marché pour le travail et son type de classe moyenne.

Pour exprimer leurs revendications radicales en faveur d'une réforme agraire et du travail, les zapatistes et les villistes avaient convoqué une convention dominée par une rhétorique anarchiste et socialiste. Il appelait sans équivoque à la liquidation du système des latifundia, à la restitution des terres aux communautés indiennes, à la nationalisation des terres détenues par les ennemis de la Révolution et les étrangers, à un programme de réforme agraire ; Des voix se sont fait entendre pour réclamer une législation limitant les heures de travail, protégeant les femmes et les enfants qui travaillent, l'assurance contre les accidents du travail, la création de coopératives et de

sociétés de secours mutuelles, l'éducation laïque, la formation de syndicats et le droit de grève. Alors que les orateurs étaient pour la plupart des intellectuels radicaux comme Diaz Soto y Gama, Miguel Mendoza Lépez et Pérez Taylor, les délégués étaient pour la plupart des généraux révolutionnaires des forces de Villa et de Zapata, des capitaines d'armées paysannes et de cow-boys. Dotés de titres militaires par la Révolution, ils n'étaient pas principalement des militaristes, mais presque toujours « des chefs de bandes paysannes qui défendaient une sorte de réforme agraire ». Les libéraux au sein de la coalition constitutionnelle ont écouté ces appels avec horreur. Ils *« ont refusé d'accepter la souveraineté de la Convention lorsqu'ils se sont rendu compte que cet organisme était dominé par les villistes et les zapatistes, ou plutôt par les radicaux, par la populace de la Révolution. Ils pensaient que la stabilité ne pourrait jamais être atteinte si les rênes du gouvernement étaient placées entre les mains des radicaux. Les constitutionnalistes étaient contrôlés, d'autre part, par divers avocats et hommes expérimentés dans l'art de gouverner. Carranza avait été sénateur et gouverneur. Palavicini, Macias, Cabrera et Rojas avaient été membres du Congrès pendant l'administration de Madero. Ici, ceux qui travaillaient à leur goût étaient des avocats, pas des généraux. »*

Ils se sont opposés aux réformes :

« Comme la classe moyenne avait déjà pris le pouvoir – et que le régime de Carranza était entièrement libéral et civil – ils pensaient que les réformes sociales de type avancé, à cette époque, aboutiraient à la destruction de l'ordre et du progrès pacifique. Si l'on laissait le flot de la Révolution se propager, les éléments de la classe moyenne perdraient le contrôle du gouvernement, permettant aux dirigeants radicaux désordonnés des masses de se déchaîner. »

Avec le passage des événements, cependant, il est devenu clair qu'il devrait y avoir une réforme. Il y avait des radicaux non seulement dans les armées de la Convention, mais aussi au sein des forces constitutionnalistes elles-mêmes. Dès le début, Obregon et ses disciples avaient compris qu'ils ne pouvaient briser l'emprise de Villa et de Zapata qu'en promettant des réformes sociales viables. Leurs arguments commencèrent à gagner du poids, alors que le régime constitutionnaliste était poussé au pied du mur par le succès continu des avancées de Villa et Zapata en 1914 et au Mexique en 1915. Au début de 1915, Carranza commença à faire de vagues déclarations en faveur de la réforme sociale de Veracruz. Déjà en août 1914, Obregón avait rouvert la Casa del Obrero Mundial au Mexique, et à la mi-février 1915, cette organisation socialiste signa un pacte avec Carranza dans lequel elle promettait de fournir des bataillons « rouges » contre Villa et Zapata. En 1915, le général constitutionnaliste Salvador Alvarado entra dans le Yucatan et abolit le servitude pour dettes dans l'État. De tels accommodements ont énormément aidé la cause constitutionnaliste et ont attiré de nombreux sympathisants.

Les méthodes constitutionnalistes sont bien illustrées par l'invasion du Yucatan. Depuis le milieu du XIXe siècle, la péninsule a connu une expansion constante de la production de sisal, en particulier après 1878, lorsque l'introduction de la moissonneuse McCormick a fourni un marché croissant pour la ficelle de balles aux États-Unis. En 1900, l'industrie yucatèque était bien engagée sur la voie de la mécanisation, avec des râpes à vapeur installées sur plus de cinq cents haciendas. Le marché était largement contrôlé par International Harvester par l'intermédiaire de son représentant yucatèque à qui la plupart des planteurs yucatèques devaient bientôt des dettes considérables. La main-d'œuvre pour l'industrie en pleine croissance a été obtenue grâce à un vaste système de péonage pour dettes qui a attiré entre la moitié et un tiers de la population de langue maya de la péninsule dans les haciendas. La main-d'œuvre maya a été complétée par l'introduction de travailleurs chinois et coréens, et par la déportation des Yaqui de Sonora au Yucatan après leur dernière rébellion. Le 8 juin 1910, il y avait eu un soulèvement dans la ville de Valladolid, sur la côte est, vaguement en faveur des réformes politiques de Madero ; il a été réprimé de sang-froid. L'année 1911 avait été marquée par des hausses marginales dans l'arrière-pays. Pourtant, l'oligarchie porfirienne restait fermement aux commandes de l'État. En février 1915, cependant, une armée constitutionnaliste du Sud-Est, dirigée par le général Salvador Alvarado, débarqua dans

le Yucatan et vainquit une force armée locale envoyée contre elle. Alvarado décréta immédiatement la fin du péonage, promulgua des lois du travail, instaura une éducation laïque et favorisa l'autonomie municipale. Il a également promu l'organisation syndicale et mis en place une commission pour superviser la vente de sisal. Ce produit constituait une source lucrative de revenus pour les constitutionnalistes, depuis le début de la Première Guerre mondiale, qui avaient mis l'accent sur les approvisionnements du Yucatèque. Pour maintenir ce flux de revenus, Alvarado n'a rien fait pour modifier le modèle de propriété et de contrôle dans l'industrie du sisal. Des rebelles agraires gênants comme ceux qui avaient levé le drapeau de la rébellion à Temax ont été emprisonnés. Pourtant, les réformes résolues d'Alvarado « d'en haut » ont trouvé un large écho dans de nombreuses régions du Mexique où les péons attendaient ardemment l'heure de leur libération.

C'est ainsi que d'autres avantages revinrent aux armées constitutionnalistes. N'occupant que des positions périphériques à l'intérieur du pays, sur la côte du Golfe et dans l'extrême nord-ouest, ils contrôlaient néanmoins des ressources qui pouvaient être transformées en dollars pour acheter des armes : Tampico fournissait des quantités toujours croissantes de pétrole, le Yucatén avait du sisal. Veracruz, une porte d'entrée facile par la mer, offrait des revenus grâce aux droits de douane. Il est intéressant de noter à cet égard combien cette stratégie victorieuse ressemblait à la stratégie réussie suivie par Benito Judrez, à la fois dans sa lutte contre les conservateurs et plus tard contre les Français. L'utilisation de Veracruz, en effet, lui a permis d'empêcher la consolidation de ses ennemis sur le plateau central. De plus, Carranza et Obregon savaient trouver un juste milieu entre les exigences des États-Unis et de l'Allemagne, qui allait bientôt s'affronter dans une guerre majeure. Là où Zapata avait peu de compréhension des affaires internationales et où Villa était ouvertement pro-américain, les constitutionnalistes pouvaient jouer le jeu nationaliste, en assumant une position indépendante entre deux camps rivaux. Finalement, le commandement d'Obregon s'avéra supérieur à celui de Villa. Le destin de Villa a été scellé en 1915 lors de la bataille de Celaya, au cours de laquelle les troupes d'Obregon, numériquement inférieures, ont remporté la victoire en tournant à leur avantage la prédilection de Villa pour les charges de cavalerie et les attaques d'infanterie. L'infanterie constitutionnaliste bien retranchée, équipée de mitrailleuses, réduit en pièces les charges de Villista. Obregon « avait appris de la guerre européenne ce que Villa n'avait apparemment pas appris : les attaques de masse ne pouvaient pas réussir contre les tranchées, les mitrailleuses et les barbelés ». De son propre aveu, Villa perdit six mille hommes tués à Celaya. Des cadavres, a dit un observateur américain de l'occasion, « étaient éparpillés des deux côtés de la piste aussi loin que l'œil pouvait l'enseigner ». Le 19 octobre 1915, les États-Unis décident de reconnaître Carranza. La guerre d'indépendance continua, mais Villa ne se remit jamais du coup subi à Celaya, et Zapata se retrouva de plus en plus isolé dans sa redoute montagnaise.

Cependant, alors que le vent commençait à tourner en faveur des constitutionnalistes, l'aile libérale au sein de la coalition commença également à renier ses promesses de réforme. En janvier 1916, Carranza dissout à nouveau les bataillons rouges et expulse la Casa del Obrero Mundial des quartiers du Jockey Club de Mexico (aujourd'hui Sanborn's) où ils s'étaient installés. En août 1916, il se sentait assez fort pour menacer de mort les grévistes dans les industries qui nuisaient au bien-être public. Pourtant, les Carrancistes menaient clairement une action d'arrière-garde au sein de leurs propres forces. D'une part, ils ne pouvaient plus se permettre de se mettre à dos les chefs militaires de leurs propres armées qui s'étaient renforcés grâce aux succès continus de la cause constitutionnaliste. Le cabinet Carranza était entièrement composé de civils et ne pouvait pas se permettre de mettre en péril leur alliance avec le plus radical Obregon. D'autre part, ils ont été victimes de leurs propres principes. Lorsqu'ils lancèrent l'appel à une assemblée constitutionnelle à Querétaro à la fin de 1916, ils interdirent d'y assister non seulement aux hommes de Huerta et aux catholiques, mais aussi aux adeptes de Villa et de Zapata.

« Pourtant, les libéraux ont permis à la politique régionale de dominer le résultat des élections. C'est ainsi que furent élus des dirigeants locaux, de simples chefs, dont beaucoup d'hommes,

comme les conventionnistes, étaient des radicaux agraires, avec le résultat évident que, dès le début, le rêve d'une convention et d'une constitution libérales fut condamné à mort. »

La constitution qui en résulta porta l'empreinte des radicaux. L'éducation laïque, la séparation de l'Église et de l'État, la liquidation du latifundium et la réforme agraire, une législation du travail de grande envergure et l'affirmation du domaine éminent de la nation sur les ressources à l'intérieur du pays ont tous été inscrits dans des dispositions constitutionnelles qui sont devenues la loi du pays. À cette époque, le sort de la Révolution était également décidé. Zapata lui-même a été traîtreusement pris en embuscade et assassiné en 1919. Carranza a perdu le pouvoir et a été assassiné en 1920 ; Obregon l'a suivi à la présidence et à la direction d'un Mexique post-révolutionnaire plus stable, engagé dans le changement et la réforme. Pancho Villa fit la paix avec Obregon en 1920 et se retira dans une ferme à Chihuahua, où il fut assassiné en 1923. La Révolution a peut-être coûté jusqu'à deux millions de vies. Pourtant, avec toute son horreur, il avait jeté les bases d'un nouveau Mexique dans lequel, paradoxalement, une fois de plus, les principes des vaincus allaient redevenir les lignes directrices des vainqueurs. Ainsi, dit Robert Quirk,

« Zapata, inarticulé et militairement inefficace, a accompli dans la mort ce qu'il n'a pas pu gagner dans la vie. Son esprit a survécu et, dans un étrange retournement du destin, illogique, mais totalement mexicain, il est devenu le plus grand héros de la Révolution. Dans l'hagiographie de la Révolution, le caudillo de Morelos continue à chevaucher »

Les réformes elles-mêmes ont été initiées, avec des hauts et des bas, sur une période de vingt ans. De même qu'il a fallu beaucoup de temps à la Révolution mexicaine pour définir son programme, il a fallu beaucoup de temps pour que le programme abstrait devienne une réalité institutionnelle. L'abolition du péonage a créé les conditions légales de la libre circulation de la main-d'œuvre, mais il n'y a pas eu de redistribution générale des terres. Les communautés indiennes qui avaient récupéré leurs terres des domaines par la force des armes – comme à Morelos – ont été autorisées à les conserver, et les communautés qui avaient un titre de propriété clair sur la terre ont été autorisées à récupérer leurs possessions ; mais une réforme agraire massive a dû attendre l'avènement du régime de Cardenas en 1934. La législation du travail a mis une certaine influence politique entre les mains d'un mouvement syndical élargi, mais il n'a reçu une voix politique plus forte qu'en échange d'un soutien politique au nouveau gouvernement. Dans le même temps, sous Obregon et son successeur Calles, le gouvernement se consolida lentement dans son pouvoir, résistant à un certain nombre de défis militaires de la part des chefs de l'armée ainsi que des rebelles ruraux du centre-ouest du Mexique qui se soulevèrent pour défendre les privilèges cléricaux contre la législation anticléricale. En 1929, Calles organisa le parti révolutionnaire national. D'abord simple coalition de généraux et de dirigeants politiques qui comprenaient qu'ils pendraient séparément s'ils ne restaient pas ensemble, elle devait devenir plus tard un instrument politique souple qui permettait une certaine représentation à divers groupes de force politique suffisante pour faire entendre leur voix dans les conseils de gouvernement. Des réformes prudentes et une consolidation politique, à leur tour, ont rendu le gouvernement plus capable et plus disposé à défier les compagnies pétrolières américaines et britanniques prédatrices qui opéraient sur le sol mexicain et, à travers le défi lancé aux entreprises étrangères, à remettre également en question l'influence étrangère au Mexique en général. Calles, qui succéda à Obregon en tant que chef incontesté de la « famille révolutionnaire » pendant un certain temps (1928-1934), renversa la tendance à la réforme et au nationalisme. La réforme agraire et du travail s'est arrêtée, le capital étranger a de nouveau été favorisé par rapport au capital mexicain et le Mexique s'est rapproché de la coopération avec les États-Unis.

Cependant, le recul redonna de la force à la poussée en faveur de la réforme. Les concessions faites au capital étranger et aux États-Unis ont généré une réaction nationaliste généralisée, renforcée par les effets de la dépression mondiale de 1929. Le général Lazaro Cardenas, qui succéda à Calles en 1934, ouvrit les vannes pour initier une réforme agraire et une organisation du travail à grande échelle. Cardenas a fait ce qu'aucun dirigeant mexicain n'avait

tenté avant lui : il a démantelé le pouvoir politique des propriétaires d'haciendas et distribué les terres de l'hacienda aux paysans. Avant Cardenas, environ 17 millions d'acres de terres avaient été redistribués ; Au cours des six années de son mandat, ce total a été porté à 41 millions d'acres. La plupart de ces terres ont été accordées aux communautés villageoises dans le cadre de formes foncières communales (*ejidos*). L'organisation syndicale progressait à un rythme soutenu. Le capital mexicain a de nouveau été favorisé par rapport au capital étranger ; Les capitalistes mexicains sont devenus des partisans enthousiastes du régime. Les riches champs pétrolifères de la côte est du Mexique ont été expropriés et les actionnaires étrangers ont été privés de leur influence dans la gestion du système ferroviaire national. La vaste mobilisation des paysans et des ouvriers industriels dans les syndicats agraires et industriels a fourni au gouvernement un instrument de grande puissance politique dans sa confrontation interne avec les propriétaires d'haciendas et dans ses relations extérieures avec les gouvernements étrangers, en particulier avec les États-Unis. Le parti gouvernemental a gagné en force grâce à l'inclusion de nouveaux représentants paysans et ouvriers dans sa prise de décision.

Les années Cardenas (1934-1940) ont ainsi jeté les bases d'une avancée vigoureuse des affaires et de l'industrie mexicaines, en particulier dans la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, les progrès marqués dans un secteur ont de nouveau attiré l'attention sur la stagnation relative d'autres parties de la société. L'industrialisation accélérée a produit une élite industrielle et commerciale forte, avec de vastes liens avec le gouvernement. La réforme agraire est redevenue le beau-fils de l'économie : la propriété foncière privée est privilégiée par rapport aux arrangements communaux, et les fonds excédentaires sont allés à l'industrie, au commerce et à l'agriculture privée commerciale plutôt qu'au soutien financier du programme d'*ejido*. Alors que la croissance industrielle et urbaine s'est accélérée, les campagnes ont une fois de plus pris du retard, renforçant une fois de plus le fossé entre le Mexique qui a et le Mexique qui n'a pas, pour reprendre l'expression du sociologue Pablo Gonzalez Casanova. Les capitaux étrangers sont à nouveau les bienvenus dans le pays. Le parti gouvernemental est devenu autant un instrument de contrôle qu'un instrument de représentation. Au sein de celle-ci, des groupes d'intérêt – organisés en associations formelles d'agriculteurs, d'ouvriers, d'entrepreneurs, de militaires, de bureaucrates et de professionnels – sont liés à des groupes territoriaux, basés sur les différents États mexicains fédérés. Ce lien en fait un exécutif puissant, capable de monter les groupes d'intérêt contre les unités territoriales et les groupes d'intérêts les uns contre les autres. Le produit final ressemble fortement à la structure de l'État corporatif de l'Italie ou de l'Espagne fascistes, bien qu'avec la rhétorique de la justice sociale et du socialisme, ce qui a amené certains intellectuels mexicains à parler d'un nouveau Porfiriato.

C'est ainsi que la révolution mexicaine a produit, au cours du temps, un nouveau centre de pouvoir stable, issu des multiples contradictions et oppositions du passé. Les lois de réforme du milieu du dix-neuvième siècle avaient favorisé la propriété privée de la terre comme moyen de soutenir la croissance de la ferme familiale ; Mais la terre, ainsi libérée de ses entraves sociales, ne fit qu'intensifier la croissance du latifundium. Ainsi, les grands domaines avides de terres poussaient de plus en plus fort contre les communautés indiennes restantes et les petites fermes. Le grand domaine avec sa main-d'œuvre liée contrastait également fortement avec une industrie en pleine croissance et des services de transport, occupés par une main-d'œuvre libre qui, cependant, n'avait pas encore reçu la protection d'une législation du travail efficace. Ces oppositions s'étaient également fait sentir dans la tension entre la périphérie sud – avec sa forte composante indienne organisée en communautés d'entreprises – et la périphérie nord – de plus en plus orientée vers la commercialisation et fortement nationaliste – toutes deux rangées contre le centre, contrôlées par une bureaucratie de plus en plus inflexible. Ce groupe de pouvoir central avait parrainé une politique de commercialisation et d'industrialisation, mais ces processus n'avaient bénéficié qu'à une petite élite, tandis que les nouveaux aspirants au pouvoir et les nouveaux groupes d'intérêt créés par le processus n'avaient bénéficié ni d'une audience ni d'une représentation. Contrairement à

d'autres révolutions que nous examinerons, notamment celles de la Russie, de la Chine et du Viêt-Nam, la révolution mexicaine n'a pas été dirigée par un parti révolutionnaire étroitement organisé, doté d'une vision d'une société nouvelle. Bien que certains thèmes idéologiques aient été évoqués au cours de la guerre – qu'ils soient liés aux appels de l'anarchisme ou à la Vierge de Guadalupe – ceux-ci étaient restés muets dans l'orchestration générale de la violence. Encore une fois, contrairement à d'autres cas, le soulèvement révolutionnaire était entièrement interne. La dernière fois qu'une puissance étrangère s'est immiscée massivement et carrément dans les affaires mexicaines, c'était près de cinquante ans avant la Révolution ; un bref épisode de l'intervention des États-Unis par un débarquement à Veracruz en 1914 ne s'est avéré qu'un irritant mineur. Des factions de prétendants au pouvoir ont émergé au cours de la lutte, plutôt que d'être présentes dès le début. Le succès initial est allé aux guérillas paysannes de Morelos et aux armées de cow-boys du nord, mais la victoire finale a récompensé une élite qui avait créé une armée viable, démontré sa compétence bureaucratique et consolidé son contrôle sur le secteur vital des exportations de l'économie. Cette élite s'est également montrée suffisamment flexible pour initier des réformes agraires et ouvrières exigées par les généraux révolutionnaires dans le cadre d'une politique plus large de progrès économique national, conforme aux intérêts d'une classe moyenne croissante d'entrepreneurs et de professionnels. Le résultat a été la formation d'un exécutif central fort qui favorise le développement capitaliste, mais qui est en mesure d'équilibrer les revendications des paysans et des ouvriers de l'industrie avec celles des entrepreneurs et des groupes de la classe moyenne. En développant un système politique d'associations fonctionnelles qui recoupent les unités territoriales au sein d'un parti officiel global, le système politique mexicain a finalement reproduit, dans des circonstances historiques et politiques différentes, certains aspects des « hiérarchies parallèles » qui, comme nous le verrons, devaient jouer un rôle si important dans les mouvements révolutionnaires chinois et vietnamiens.

RUSSIE



Le développement du servage russe présente certaines ressemblances avec le développement du pèonage au Mexique. Il y avait eu des esclaves en Russie, mais au XVIe siècle, leur nombre était devenu tout à fait négligeable. Au cours du XVIe siècle, cependant, il est apparu dans la région de la

Rus' de Moscou une sorte de péon lié par des dettes, un travailleur sous contrat sur la terre sous la forme de la *kabala kholop*, qui travaillait la terre soit en échange d'un prêt (*kabala*), soit d'une autre forme d'assistance. Au fur et à mesure que les terres labourables entre les mains des seigneurs s'étendaient, les seigneurs ont commencé à exercer plus de pression pour obtenir une main-d'œuvre sûre, incitant de plus en plus de paysans libres ou à moitié libres à accepter la servitude pour dettes. « Cela se faisait généralement en prêtant des terres en friche, ainsi que des prêts d'argent et de semences pour des périodes déterminées allant de trois à cinq ans, à dix à vingt ans, en échange d'un travail obligatoire sur la propriété du seigneur (*barshchina*), et de paiements en nature ou en argent (*obrok*). Cependant, ce système d'exploitation croissante de la paysannerie ne pouvait pas fonctionner tant qu'il restait une frontière ouverte et tant que le paysan restait libre de s'éloigner de son lieu d'engagement. Le système du travail migratoire du sol ne pouvait pas non plus être remplacé par le système plus productif des trois champs, tant que le paysan conservait sa mobilité. Jusqu'à la fin du XVI^e siècle, les déplacements sans entrave d'un domaine à l'autre ou à la frontière étaient encore courants ; Les paysans étaient encore en mesure de rembourser leurs obligations et d'éteindre leurs dettes. Souvent, ils ont été attirés par des promesses faites par des propriétaires fonciers ailleurs, voire enlevés. Les guerres continuelles et les famines récurrentes renforcèrent également cette tendance migratoire du paysan russe. Sir John Maynard a écrit du paysan russe (*moujik*) qu'il a toujours été

« un paysan avec une différence ; un paysan chez qui le nomade a survécu jusqu'à hier, aussi bien chez lui en Asie qu'en Europe. . Il y a en lui quelque chose du marin de terre, avec une gamme allant de Minsk à Vladivostok, et avec un peu de cette souplesse d'esprit qu'un marin acquiert. La terre l'entraînait, comme la mer intérieure entraînait le marin, d'une promontoire à l'autre »

Et il interprète la croissance du servage comme

« L'histoire de la limitation de ce « papillonage », et de l'organisation du peuple pour le service, militaire et agricole, sous le contrôle d'une seigneurie.

« Mettons côte à côte les deux aspects de la vie rurale russe : le paysan qui a dans le sang l'inquiétude du nomade, et l'État policier qui lui impose les obligations statiques du statut de serf : l'envie d'être debout et de bouger d'une part, et le passeport et l'autorité poursuivante d'autre part: et vous avez la clé de certaines des contradictions de l'histoire russe. »

Après l'adoption de lois de plus en plus restrictives du droit du paysan à la libre circulation, le paysan fut finalement lié au servage total à un domaine donné dans le code juridique de 1649 ; et la fuite a été érigée en infraction pénale en 1658. Il y eut de nombreuses rébellions contre cette servitude, le plus souvent en conjonction avec des soulèvements cosaques contre le centre politique. Les historiens soviétiques ont eu tendance à assimiler les soulèvements paysans aux révoltes cosaques de Bolotnikov (1606-1607), Razine (1667-1671), Boulavine (1707-1708) et Pougatchev (1773-1775) : mais les principaux moteurs de ces mouvements étaient les cosaques réagissant contre la centralisation croissante de l'État plutôt que la paysannerie opprimée. Aucun des mouvements cosaques n'était dirigé contre l'institution du servage elle-même ; au contraire, les paysans des zones dominées par les Cosaques sont devenus des Cosaques, échappant ainsi à la paysannerie plutôt que de résoudre le problème de l'oppression paysanne. En même temps, les soulèvements cosaques bénéficièrent des troubles paysans, et les troubles paysans reçurent à leur tour une impulsion de la rébellion cosaque. Entre la fin de la rébellion de Pougatchev et la fin du XVIII^e siècle, il y a eu quelque 300 émeutes dans 32 provinces, et il n'y a jamais eu un moment où la paysannerie était complètement tranquille. Entre 1826 et 1861, il y a eu 1 186 soulèvements paysans, montrant une augmentation constante tous les cinq ans (1949, 370). Le paysan russe n'a pas non plus oublié son ancienne condition de liberté. Avant le servage, la Saint-Georges, le 26 novembre, était le jour traditionnel pour changer de propriétaire.

« Aujourd'hui encore, après trois siècles de servitude, le moujik n'a pas oublié la fête qui autrefois lui a rendu la liberté : la fête de saint Georges est incorporée dans de nombreuses expressions proverbiales de déception. »

Au milieu du XVIII^e siècle, les serfs constituaient la majorité de la population : en 1762-1766, les serfs représentaient 52,4 % d'une population rurale totale de 14,5 millions d'habitants en Grande-Russie et en Sibérie. À la fin du XVIII^e siècle, la population totale de serfs mâles s'élevait à 10,9 millions, un chiffre qui est resté presque inchangé jusqu'à l'émancipation du servage en 1861. Au moment de l'émancipation, les serfs représentaient plus de 55 % de la population rurale dans la région agricole centrale, dans l'est de la Russie blanche, dans l'ouest de l'Ukraine et dans la région de la Volga centrale ; entre 36 et 55 % dans l'ouest de la Russie blanche, la région des lacs, la région industrielle centrale, l'est de l'Ukraine et la région de la Basse-Volga. Ailleurs, les pourcentages étaient plus faibles. Au sein de la population serf, il y avait deux grandes catégories : à la fin du XVIII^e siècle, environ la moitié des serfs appartenaient à des écuyers individuels, tandis qu'un peu moins de la moitié appartenaient à l'État. Les serfs de l'État étaient un peu mieux lotis que les serfs privés : leurs paiements étaient payés en obrok, qui était fixé à des niveaux relativement modérés, et ils étaient moins exposés aux idiosyncrasies personnelles des écuyers individuels. Cependant, ils constituaient une réserve de main-d'œuvre à partir de laquelle les dirigeants pouvaient accorder des subventions à des propriétaires privés.

Néanmoins, l'agriculture serf russe n'a pas été un grand succès économique. Elle dépendait entièrement de la technologie agricole traditionnelle et extensive de la paysannerie ; Les rendements sont restés faibles et stationnaires pendant la majeure partie du XIX^e siècle. Le rapport rendement/semences était de 3,5 pour 1 en 1801-1810, et de 3,7 en 1861-1870. Toute augmentation des revenus tirés de l'agriculture a donc été obtenue « par l'expansion quantitative de ses superficies et la production extensive de céréales au moyen de l'intensification de l'exploitation du travail paysan, c'est-à-dire en surchargeant encore plus le ménage paysan ». Il n'y avait pas de comptabilité analytique adéquate ni d'ajustement économique aux fluctuations des marchés. Les contraintes politiques siphonnaient tout ce que le paysan pouvait produire.

Comme indiqué ci-dessus, les deux modes d'utilisation du travail des serfs étaient la *barshchina*, le travail dans les champs du seigneur avec les outils et le bétail du paysan, et l'*obrok*, le paiement en nature. « Ceux-ci se sont souvent produits dans une variété de combinaisons ; Pourtant, les cotisations de travail étaient plus répandues dans le pays de la Terre Noire, tandis que les paiements avaient de l'influence dans les provinces du Nord qui n'étaient pas à terre noire. Le pays de la terre noire était fertile, et les excédents provenaient principalement des opérations agricoles. Au fur et à mesure que les exportations de céréales augmentaient, il était dans l'intérêt des propriétaires terriens de cette région de maximiser leurs propriétés foncières et d'augmenter la quantité de main-d'œuvre paysanne dépensée sur leurs terres. La quantité de terres allouées à la subsistance des paysans avait donc tendance à être faible ; La parcelle attribuée à chaque « âme » paysanne dépassait rarement entre 6,75 et 8,10 acres. Les écuyers détenaient plus de 50 % des terres arables. Tout au long du XIX^e siècle, il y avait une tendance à augmenter la quantité de travail paysan sur les terres des écuyers, de trois jours par semaine à quatre, cinq ou même six jours. De plus, les paysans devaient travailler sur des chantiers de construction et dans la fabrication de briques, tandis que les femmes produisaient du lin et de la laine. Les paysans devaient également fournir des charrettes et de la main-d'œuvre pour transporter les produits de l'écuyer au marché, une obligation qui accaparait 30 % de leur temps de travail en hiver et 8 % pendant les mois d'été. Dans certaines fermes, les écuyers ont même réussi à convertir les cotisations de travail en travail salarié pur et simple, dans lequel l'ouvrier n'avait pas accès à la terre, mais recevait un paiement en nourriture et en vêtements pour le travail sur le domaine du seigneur.

Contrairement au système des cotisations de travail, le paiement en nature ou en argent prévalait dans les provinces du nord où l'agriculture était à la fois moins productive et moins rentable, mais où l'emploi des paysans dans l'artisanat domestique ou les industries urbaines pouvait rapporter des paiements en nature. Comme les terres avaient moins de valeur que dans le sud, les propriétaires fonciers ne conservaient que 20 à 25 % des terres arables et accordaient des lots plus importants par « âme », variant en moyenne entre 10,8 et 13,5 acres. Cette terre permettait

au paysan de se nourrir et de nourrir sa famille, tandis que les redevances en argent ou en nature permettaient aux propriétaires fonciers d'écrémer le surplus produit par le paysan par un mécanisme de contrainte sociale et politique. Ces paiements ont également augmenté régulièrement pendant la période du servage. Il valait environ 10 à 12,5 roubles en moyenne à la fin du XVIII^e siècle ; Dans la deuxième décennie du XIX^e siècle, leur valeur était passée à 70 roubles.

En 1861, les serfs furent libérés dans le cadre d'une importante réforme agraire, stimulée par la crainte exprimée par le tsar Alexandre II qu'« il vaut mieux libérer les paysans d'en haut » que d'attendre qu'ils prennent leur liberté en se soulevant « d'en bas ». Les pressions en faveur de l'émancipation ont été ressenties différemment dans le sud des terres noires et dans les autres pays du nord. Dans les zones de terre noire où la culture était productive et rentable, il était dans l'intérêt des propriétaires terriens de s'approprier autant de terres arables qu'ils le pouvaient et de laisser le paysan le moins possible, le forçant ainsi à travailler dans les domaines nobles. Dans le nord, l'agriculture était pauvre et les terres de peu de valeur, mais lorsque le surplus du propriétaire provenait du paiement de droits en nature ou en argent, il était dans l'intérêt du propriétaire de se débarrasser des terres improductives et de chercher plutôt une compensation maximale pour la liberté personnelle de ses serfs. Servant de médiateur entre ces intérêts divergents, Alexandre II et ses conseillers, agissant dans l'intérêt de l'État dans son ensemble, cherchaient à éviter une situation dans laquelle les serfs obtiendraient leur liberté personnelle, mais perdraient leurs terres. Avec la liberté au lieu de la terre,

« Le paysan n'aurait recouvré sa liberté que pour tomber dans une condition souvent plus misérable que celle qu'il a endurée à l'époque de sa servitude. Il serait resté pendant des années, peut-être des siècles, totalement exclu de la possession de terres. Toute cette foule de liberté aurait été transformée en une nation de prolétaires... En donnant des terres aux serfs, on espérait avec confiance éviter le prolétariat, et éviter le prolétariat, c'était se tenir à l'écart des troubles sociaux et politiques de l'Occident »

Il en résultait un compromis dans lequel le paysan n'était pas privé de toute terre, tout en étant obligé de payer pour la libération de sa personne. Pour répondre aux exigences différentes des « propriétaires terriens du Nord et du Sud, le compromis a été appliqué différemment dans les ceintures de terre noire et celles sans terre noire. Dans les provinces de terre noire, l'allocation de terres par personne concédée était généralement plus petite qu'elle ne l'était avant la réforme ; dans seize provinces de terre noire, la superficie moyenne allouée avant la réforme était de 9,18 acres ; après cela, elle était de 6,75 acres. Dans les provinces industrielles où la terre n'est pas noire, en revanche, où l'obrok avait dominé, c'est l'inverse qui s'est produit. Les propriétaires fonciers en ont profité en se débarrassant des terres improductives, les transférant aux paysans sur la base d'évaluations excessives. Dans huit de ces provinces, la superficie moyenne allouée par personne avant la réforme était de 10 acres ; après la réforme, elle était de 11,6 acres.

« La totalité de l'attribution n'a été accordée à la paysannerie qu'avec des conditions supplémentaires. Les paysans, s'ils possédaient suffisamment d'argent, pouvaient acheter leur liberté directement. Pour faciliter le processus, l'État a avancé 80 % de la somme nécessaire ; le paysan devait fournir les 20 % restants. Ces avances de l'État devaient être remboursées par les paysans dans le cours de quarante-neuf ans à un taux d'intérêt annuel de 6 %. Malheureusement, cette entreprise n'a pas été couronnée de succès. Même lorsque les paysans ont été en mesure de réunir les 20 % nécessaires, ils ont rencontré de grandes difficultés pour maintenir les paiements nécessaires et se sont retrouvés de plus en plus en retard de paiement. Ceux-ci sont passés de 22 % du total des paiements annuels en 1875 à 119 % à la fin du siècle. D'autres paysans encore devinrent des personnes temporairement obligés qui devaient continuer à payer aux écuyers des redevances de douze roubles par parcelle entière dans le pays des obroks, ou à fournir quarante jours de travail par an pour les hommes et trente pour les femmes. En 1881, il restait, dans trente-sept provinces, plus de trois millions de paysans soumis à de telles obligations temporaires. Leur situation sociale avait donc peu changé ; un journaliste russe a plaisanté en disant qu'ils auraient

besoin d'une autre émancipation. Enfin, il y avait beaucoup de paysans qui ont accepté une allocation réduite en échange de leur liberté complète, achetant ainsi leur liberté personnelle au prix de l'appauvrissement économique.

« La réforme a donc été une grande déception pour beaucoup.

« Lorsque fut publié le manifeste du 19 février 1861, exposant les conditions de l'émancipation, les paysans ne purent cacher leur déception. Dans les églises, où l'on leur lisait le manifeste impérial annonçant la liberté, ils murmuraient à haute voix ; plus d'un secoua la tête en s'écriant : « Quelle sorte de liberté est-ce là ? » »

Dans de nombreuses localités, les paysans refusaient de croire que le manifeste était authentique. Il y eut des troubles, et il fallut faire appel à des troupes pour disperser les foules en colère.

« Le bruit courait dans les villages que le manifeste lu dans les églises était une invention des propriétaires terriens, et que la véritable loi d'émancipation serait présentée plus tard ; il se peut même qu'il y ait encore des paysans qui attendent qu'elle apparaisse. Il y en a assurément beaucoup qui dans les longues soirées d'hiver rêvent d'une nouvelle émancipation avec une redistribution des terres, gratuite cette fois-ci. »

Encore quelques années plus tard, « certains prophètes du peuple [...] annoncèrent que, par la volonté de Dieu, la terre serait bientôt cédée aux paysans, sans rien à payer ». Avec une perspicacité notable, Leroy-Beaulieu a noté que ces agitations provenaient de locaux qui avaient « un caractère semi-juridique ».

« Il est évident que chez le peuple, obscurément, mais jusqu'à une grande profondeur, une tradition a survécu, le souvenir d'une époque où la propriété foncière n'était pas encore, ou dans une large mesure, entre les mains des nobles, où presque toutes les prairies et les forêts en particulier étaient utilisées indistinctement et d'une manière indéfinie par tous. Pendant un bref instant, le paysan a eu la vision du retour de ce bon vieux temps, et même maintenant il nourrit fermement la conviction que le gouvernement, s'il avait le droit et le pouvoir de supprimer le servage, a le droit et le pouvoir non moins incontestables de changer toutes les autres conditions de la propriété foncière, du moins celles qui sont exaspérantes pour le paysan. »

Ainsi, les attaques des radicaux contre la réforme inadéquate

« ne font qu'un avec les instincts secrets du moujik, et s'efforcent de toutes ses forces de les seconder encore plus en lui démontrant qu'une nouvelle expropriation des nobles propriétaires terriens et une redistribution de la terre seront la suite naturelle et l'aboutissement de la tâche laissée inachevée lors du premier volet.

« Bien que l'émancipation ait rendu le paysan légalement propriétaire de son propre lot, transférant le droit de propriété du propriétaire foncier au paysan, elle n'a cependant pas supprimé en même temps les multiples limitations imposées à l'utilisation de la propriété paysanne par ses compatriotes paysans. La nouvelle propriété, coupée de son lien vertical avec le propriétaire, restait soumise aux exigences de la commune du village, le mir. Au contraire, la nouvelle législation renforça la commune comme l'un des remparts contre la propagation du désordre social.

« La persistance du mir en Russie – et des formes d'organisation communautaire entre paysans ailleurs, comme au Mexique – a inspiré une vaste littérature romantique prônant le supposé communautarisme paysan, comme si les paysans individuels ne s'efforçaient jamais de maximiser leurs avantages individuels. Les antiromantiques, d'autre part, ont souligné les nombreux symptômes de l'égoïsme paysan pour discréditer cette image de chaleur et de solidarité de groupe. En réalité, les formes d'organisation communautaire n'abolissent pas l'effort individuel ; ils s'efforcent simplement de les contrôler. A l'inverse, un individualisme rampant pouvait parfois soumettre l'organisation communale à ses propres fins, comme lorsqu'une oligarchie de paysans puissants prenait le contrôle d'une commune et l'utilisait pour plier les autres à leurs fins. Nous ne devons donc pas penser que le communautarisme paysan et l'individualisme s'excluent

mutuellement. Au contraire, ils dépendent l'un de l'autre ; ils travaillent souvent l'un contre l'autre dans une contrainte mutuelle dans un cadre commun.

« En apportant son soutien au maintien de la commune en tant qu'unité principale dans le cadre de l'organisation rurale, l'État a donc aussi fait de chaque commune un champ de bataille entre des tendances sociales mutuellement dépendantes et pourtant divergentes.

« Comment le mir était-il organisé et quelles étaient ses fonctions ? Il était généralement formé par d'anciens serfs et leurs descendants installés dans un seul village, bien qu'à l'occasion un village comprenne plus d'une commune ou qu'une commune puisse à son tour comprendre plusieurs villages. Dans le cadre de la commune, chaque ménage avait droit à une attribution. Avant l'émancipation, chaque ménage de la commune avait droit à une attribution de terres de la commune ; de plus, chaque ménage possédait sa maison et son potager en tenure héréditaire. Il n'y avait pas de culture collective ; chaque ménage cultivait son lotissement de son propre chef. Les droits sur les pâturages, et parfois sur les prairies et les forêts, étaient cependant détenus conjointement par la commune. Enfin, dans la Grande-Russie et la Sibérie, la commune avait le pouvoir de réattribuer des terres à intervalles réguliers entre les ménages qui la composaient. Environ les trois quarts des ménages paysans des cinquante provinces de la Russie européenne – sans compter la Pologne du Congrès et la Finlande – détenaient plus des quatre cinquièmes des terres en tenure « répartitionnelle ». La tenure héréditaire prédominait en Ukraine et dans les provinces occidentales.

« Les principes régissant la répartition différaient d'une région à l'autre. Alors qu'il était habituel de redistribuer des terres à quelques années d'intervalle, une commune donnée pouvait s'abstenir de redistribuer des terres à tout moment, conservant ainsi son pouvoir de restitution à l'avenir. Selon Lazar Volin, la pression démographique a été un facteur important dans la réalisation de la réadaptation. Dans les années 1880, 65 % des 6830 communes de soixante-six districts dispersés de la Russie européenne n'avaient pas repartagé leurs terres ; mais au cours de la période 1897-1902, seulement 12 % n'y parvinrent pas. La plupart d'entre elles (59%) se sont réparties sur la base des hommes dans la famille, une minorité sur la base des adultes qui travaillent (8%), sur le nombre total d'âmes dans le ménage (19%), tandis que 2 % n'ont réparti que partiellement. Tant que la commune revendiquait les droits de relotissement, elle imposait de sévères restrictions à la liberté du paysan d'utiliser sa terre selon ses intérêts. Le paysan ne pouvait pas vendre, hypothéquer ou hériter de la terre sans le consentement de toute la commune. Le paysan ne pouvait pas non plus refuser d'accepter une nouvelle concession, moins productive que celle qu'il avait auparavant. La commune limitait également le droit du paysan de cultiver les cultures qu'il voulait en imposant un système de culture rigide. Les champs ont été divisés en bandes, afin d'égaliser les chances en ce qui concerne le sol, la topographie ou la distance du village ; toute exploitation paysanne donnée se composait de bandes dans divers champs ; ils n'étaient pas entourés de clôtures et, lorsque la culture était terminée, ils étaient ouverts en même temps aux pâturages communs. »

Il était gouverné par un conseil de tous les chefs de famille, appelé le *shkod*, de *shkodit*, pour se réunir. A la tête du conseil se tenait l'ancien du village ou *starosta*, dont la fonction était de formuler le consensus de l'assemblée du village et de la représenter dans ses relations avec les étrangers.

Wallace nous a décrit le fonctionnement d'un tel conseil de village :

« La simplicité de la procédure, ou plutôt l'absence de toute procédure formelle, dans les assemblées, illustre admirablement le caractère essentiellement pratique de l'institution. Les réunions se tiennent en plein air, car dans le village il n'y a pas de bâtiment, à l'exception de l'église, qui ne peut être utilisée qu'à des fins religieuses, assez grand pour contenir tous les membres ; et ils ont presque toujours lieu les dimanches ou les jours fériés, lorsque les paysans ont beaucoup de loisir. Tout espace ouvert peut servir de forum. Les discussions sont parfois très animées, mais il y a rarement une tentative de prise de parole. Si un jeune membre montre une

inclination à se livrer à l'art oratoire, il est sûr d'être interrompu sans ménagement par certains des membres plus âgés, qui n'ont jamais aucune sympathie pour les beaux discours. L'assemblée a l'apparence d'une foule de personnes qui se sont réunies par hasard et discutent en petits groupes de sujets d'intérêt local. Peu à peu, un groupe, composé de deux ou trois paysans qui ont plus d'influence morale que leurs semblables, attire les autres, et la discussion devient générale. Deux paysans ou plus peuvent parler à la fois et s'interrompre librement – en utilisant un langage simple, sans fard, pas du tout parlementaire – et la discussion peut devenir un vacarme confus et inintelligible ; mais au moment où le spectateur s'imagine que la consultation est sur le point de se transformer en combat libre, le tumulte s'apaise spontanément, peut-être qu'un éclat de rire général annonce que quelqu'un a été frappé avec succès par un argumentum ad hominem fort, ou une remarque personnelle mordante. En tout cas, il n'y a aucun risque que les parties en viennent aux mains. Aucune classe d'hommes au monde n'est plus bonne et plus pacifique que la paysannerie russe. Théoriquement, l'assemblée du village a un président, en la personne de l'ancien du village. Le mot orateur est étymologiquement moins répréhensible que le terme président, car le personnage en question ne s'assied jamais, mais se mêle à la foule comme les membres ordinaires. On peut objecter à ce mot que l'Ancien parle beaucoup moins que beaucoup d'autres membres, mais on peut en dire autant du Président de la Chambre des Communes. Quel que soit le nom qu'on lui donne, l'Ancien est officiellement le personnage principal de la foule, et porte l'insigne de la fonction sous la forme d'une petite médaille suspendue à son cou par une fine chaîne de laiton. Ses devoirs, cependant, sont extrêmement légers. Rappeler à l'ordre ceux qui interrompent la discussion n'entre pas dans ses fonctions. S'il appelle un honorable membre « Durak » (imbécile), ou s'il interrompt un orateur par un laconique « Moltchi » (tiens ta langue!), il ne le fait pas en vertu d'aucune prérogative spéciale, mais simplement conformément à un privilège séculaire, dont jouissent également tous les présents, et qui peut être utilisé impunément contre lui-même. En effet, on peut dire en général que la phraséologie et la procédure ne sont soumises à aucune règle stricte. L'Ancien ne s'avance que lorsqu'il s'agit de saisir le sens de la rencontre. Dans de telles occasions, il peut se tenir un peu en retrait de la foule et dire « D'accord ! D'accord ! »

Cette citation montre à la fois l'état d'esprit égalitaire de la commune et sa manière de parvenir au consensus. L'obtention de l'unanimité a produit

« un profond sentiment de satisfaction et de solidarité villageoise, et les membres du village rassemblés au mir se dispersent sans qu'un vote n'ait eu lieu, sans qu'aucun comité ne soit formé et pourtant le sentiment que chaque homme sait ce que l'ont attend de lui. »

La commune avait également des fonctions en plus de celles impliquées dans la régulation de l'agriculture. Elle élisait l'Ancien, le collecteur d'impôts de la communauté et le gardien de la communauté. Co-responsable des impôts depuis 1722, elle supervisait la performance fiscale de ses membres. Elle vota l'admission de nouveaux membres et délivra des permis à ceux qui désiraient partir, après s'être assuré que les émigrants fournissaient une garantie pour l'accomplissement des dettes passées et futures. Les hommes pouvaient être rappelés s'ils ne payaient pas leurs impôts : la commune pouvait embaucher un membre du ménage défaillant pour travailler à l'abri des impôts ; ou il pourrait destituer un chef de famille inefficace et en nommer un autre pour le remplacer. La commune préparait et signait tous les contrats entre la commune et les étrangers, ou entre la commune et l'un de ses membres. Enfin, elle exerçait un contrôle social féroce sur la conduite de ses membres, allant des châtiments corporels en cas de non-paiement des impôts à l'humiliation publique. « L'esprit de leur communauté... a donné de la force aux membres lorsqu'ils étaient d'accord avec elle, et ils vivaient dans la misère et l'isolement lorsqu'ils rompaient, en pensée ou en humeur, avec l'opinion et le sentiment de leurs voisins ».

Mais le *mir* était plus qu'une forme d'organisation sociale. Son rôle en tant que sorte de surmoi collectif lui conférait une aura véritablement religieuse. Le terme *mir* signifie à la fois

communauté et univers, comparable au mot grec *kosmos*. Sir John Maynard a suggéré qu'il n'aurait pas été inapproprié de traduire *mir* par « congrégation », et il dit :

« L'idée qu'une congrégation de fidèles, qui n'inclut pas nécessairement les ecclésiastiques, est le dépositaire de la vérité, entre profondément dans la pensée russe, peut-être la doctrine la plus caractéristique et la plus fondamentale de l'orthodoxie russe, et est passée par des voies étranges et inattendues dans l'équipement mental de l'orthodoxie communiste moderne. »

Au lieu du concept occidental de la vérité comme une série d'approximation permettant des négociations, le *mir* était considéré comme étant en possession de la vérité absolue, représentée par la pratique consistant à obtenir des décisions unanimes dans l'assemblée du village.

Mi-laïque et mi-religieuse, la commune fonctionnait idéalement comme une machine à égaliser les chances entre ses membres. C'était, selon les mots de Leroy-Beaulieu, *« une place forte imprenable pour les petits propriétaires. La propriété commune est inaliénable et constitue donc une sorte d'engin, à cette différence que, alors que l'enjambe familiale n'assure l'avenir qu'aux premiers-nés de la famille, l'héritage commun assure à tous les membres de la communauté. Dans les deux cas, les générations à naître sont protégées contre l'économie des vivants, les enfants contre les méfaits ou l'imprévoyance du père. Il y a un degré de misère ou de désastre au-dessous duquel un père ne peut entraîner ses descendants ou lui-même. Pour les déshérités, le mir offre un abri. C'est sous cet angle que les paysans eux-mêmes considèrent la question, et c'est pourquoi ceux d'entre eux qui ont acquis la compétence et sont devenus des propriétaires fonciers individuels hésitent à sortir de la commune. S'ils ne peuvent pas s'occuper de leur lot, ils le louent ou en donnent l'usage à d'autres, considérant les terres communales comme une planche de sécurité pour leurs enfants ou pour eux-mêmes, au cas où leur fortune privée serait détruite. »*

En plus de fixer un minimum de moyens de subsistance pour l'homme, la commune a également égalisé les charges fiscales, en fixant la

« loi aux riches, leur imposant des sorts supplémentaires et les obligeant ainsi à payer plus que leur part des droits. Dans le nord, où les paysans vivent souvent principalement de l'industrie et du commerce, il n'est pas rare qu'une commune laisse entrer un artisan particulièrement habile ou un commerçant plus habile que d'habitude pour deux lots, c'est-à-dire pour une double quote-part d'impôts, ce qui n'est qu'une autre façon d'imposer le capital ou le revenu. »

Mais vingt ans après l'émancipation, les opérations d'égalisation du village n'avaient pas réussi à enrayer le processus de différenciation. Les plus aisés, qui représentaient 20 % de l'ensemble des ménages, avaient clairement atteint une position dominante dans la concentration des lotissements de terres et dans l'achat ou la location de terres supplémentaires. Parce que ces ménages étaient généralement plus grands, comprenant entre 26 et 36 % de la population rurale, ils recevaient également des allocations plus importantes où les allocations étaient distribuées sur la base des « âmes ». De plus, ils avaient acheté des terres de leur propre chef, souvent à la noblesse qui, entre 1877 et 1905, a perdu par la vente près d'un tiers de leurs terres. Ces 20 % des ménages paysans possédaient donc, à la fin du siècle, entre 60 et 99 % des terres achetées dans les différentes provinces. De nouveau, ils étaient les principaux locataires de la terre de leurs pauvres compatriotes villageois. Dans les différentes provinces, ils en sont venus à contrôler entre 49 et 83 % de l'ensemble des terres louées, tandis que les pauvres des villages représentaient à leur tour entre 63 et 98 % de toutes les terres louées à des fins de location. Ainsi, à la fin du siècle, les paysans riches utilisaient entre 35 et 50 % de toutes les terres ; les paysans moyens, qui représentaient 30 % de tous les ménages paysans, utilisaient entre 20 et 45 % des terres ; les pauvres, qui constituaient 50 % de tous les ménages, n'utilisaient que 20 à 30 % de toutes les terres. Enfin, les 20 % les plus riches représentaient également la moitié de tous les établissements industriels et commerciaux et constituaient entre 48 et 78 % de tous les ménages utilisant des ouvriers salariés.

Parmi ces paysans aisés, il y en avait aussi beaucoup qui devinrent les prêteurs d'argent aux pauvres. « Il y a dans ces villages russe, dit Leroy-Beaulieu,

« des hommes qu'on appellerait en Occident des exploiters, des vampires : des hommes entreprenants, intelligents, qui s'engraissent aux dépens de la communauté. Le moujik porte pour eux le nom effroyablement expressif de « mangeurs de mir ». Dans de nombreux gouvernements, ceux de Kalouga, de Saratof et d'autres, la plupart des villages sont dépeints comme étant sous le contrôle de deux ou trois paysans riches, qui séduisent la commune hors de ses meilleures terres « pour une chanson » - ou sans aucune compensation... C'est généralement par l'endettement que les pauvres tombent dans le pouvoir des riches. Le vampire étend au paysan réduit au besoin par imprévoyance, maladie ou accident, des prêts au-delà de sa capacité de remboursement. Les mauvaises récoltes fréquentes dans le sud-est sont un danger permanent pour les nécessiteux, une opportunité permanente pour les riches sans scrupules. Le débiteur insolvable est contraint de céder à son créancier, souvent pour une somme modique, un lot qu'il n'a plus les moyens de labourer. L'alcool est l'appât le plus librement utilisé, et le gardien du kabak (tenancier de saloon), l'habituel « mangeur de mir ». L'usure est l'ulcère qui ronge les forces vitales des paysans, et la tenure collective n'est pas exemple de tout reproche en cela. »

Comme la terre ne pouvait pas être hypothéquée ou saisie en garantie de prêts, le crédit restait personnel, accordé au taux de 10 % par mois, et atteignant souvent 150 % par an.

Comme les mangeurs de mir en sont venus à dominer de plus en plus les villages sur le plan économique, ils en sont également venus à les dominer socialement et politiquement. Ils sont devenus véritablement les « maîtres du village ». Les réunions de la commune reconnaissaient formellement tous les membres sur un pied d'égalité, mais le paysan comprenait bien que la volonté des puissants était plus importante que la volonté des pauvres. Ce développement d'une oligarchie villageoise s'accordait, en outre, avec le pouvoir croissant de l'Ancien du village après l'émancipation. Alors qu'il n'avait été qu'un simple agent de la volonté collective du village avant la réforme, après 1861, on le subordonna au surintendant de police de district dans son propre village. Comme la police rurale était sous-payée, les mangeurs de mir pouvaient souvent acheter leur coopération, tout comme ils pouvaient assurer la nomination d'un de leurs hommes de main au poste d'Ancien du village. Ainsi, la différenciation économique s'est également accompagnée d'une différenciation dans la capacité d'influencer les décisions du village.

Avec la population paysanne comprimée sur des quantités réduites de terres, les communes ont commencé à fonctionner comme de véritables cocottes-minute de demande et de mécontentement. Les paysans commencèrent à acheter des terres et à les louer, souvent à la noblesse. La part des paysans dans la totalité des terres détenues est passée de 32 à 47 % entre 1877 et 1917, ce qui a incité Treadgold à faire remarquer que « si la grande propriété foncière était le principal coupable du problème agraire, alors la Révolution l'a peut-être tué, mais elle était déjà en train de mourir. Certains paysans ont acheté ces terres individuellement, mais plus des deux tiers de ces achats entre 1877 et 1905 ont été effectués par des communes, agissant au nom de leurs membres. Les paysans constataient également qu'ils ne possédaient souvent pas assez de pâturages et de terres forestières, qui étaient souvent restées entre les mains des écuyers après l'émancipation. Les paysans pour leur propre compte, les associations paysannes et les communes commencèrent ainsi à louer à la fois des terres et des ressources supplémentaires et nécessaires. Une telle location ne faisait qu'accroître l'impression chez les paysans que la noblesse ne remplissait aucune fonction utile. Au printemps de 1902 et en 1905, dans les provinces à terre noire, les désordres éclatèrent le plus fortement dans les communes paysannes adjacentes à de grands domaines et reliés à eux par baux ou d'autres liens économiques. Pourtant, l'achat et la location coûtent de l'argent, et pour de nombreux paysans, cela reste la plus rare des substances. La population augmentait régulièrement – une tendance renforcée en partie par le fait que les chefs de famille plus nombreux pouvaient revendiquer des parts plus importantes dans la propriété – mais la quantité de terres par habitant disponible pour la paysannerie a diminué d'un tiers entre l'émancipation et 1905. Souvent, en outre, les paysans n'avaient pu acquérir que les terres les plus pauvres. De nombreux paysans manquaient d'argent pour acheter et louer des terres et des pâturages, et étaient forcés d'acheter du bois pour le

combustible, de la paille, de la litière et du foin pour les animaux nourris à l'étable. Beaucoup d'entre eux ont dû abandonner complètement l'élevage. Dans le même temps, les impôts ont continué à augmenter, attirant un nombre croissant de personnes dans une économie monétaire à laquelle leur participation était en même temps réduite par la rareté des ressources. Il y avait une augmentation constante des petites exploitations de taille naine, justifiant les critiques qui avaient condamné les communes comme des « maisons nationales de pauvres agricoles ».

En même temps, la commune restait pour le paysan à la fois un bouclier contre les problèmes du monde et un corps corporatif capable d'agir pour lui et en son nom. Pour le paysan, rêvant de plus de terres et de ressources dans sa cabane séparée (*izba*), il commença également à suggérer la possibilité d'une action collective. « Même maintenant », prophétisait Leroy-Beaulieu en 1876,

« quand il fait encore la sourde oreille à tous les prêches « nihilistes », le moujik n'est-il pas enclin à se croire spolié au profit du pomieschchik, à rêver, pour lui et pour ses enfants, de nouvelles distributions de terres ? De sorte qu'au lieu de fermer à jamais la porte de l'isba du villageois au révolutionnaire, le mir pourrait bien un jour la leur ouvrir. C'est au nom du mir, qui nous est présenté comme la sauvegarde de la société, que le paysan sera invité à « rassembler » son lot, à rassembler toutes les terres dans un domaine communal. La commune russe, telle qu'elle existe dans l'ancienne Moscovie, est en effet un moyen facile de s'emparer du sol au profit des masses . . . »

Ce n'est donc pas un hasard si, parmi les vingt gouvernements où les déprédations contre les propriétaires fonciers furent les plus lourdes à l'automne révolutionnaire de 1905, seize affichèrent une prédominance de la répartition foncière sur les propriétés héréditaires des ménages individuels. Ces régimes étaient en outre beaucoup moins fréquents dans les régions non-noires où il existait des sources alternatives d'emploi dans l'artisanat et l'industrie, mais ils étaient plus concentrés dans les provinces noires qui dépendaient si fortement de l'agriculture. En 1905, le procureur de la Cour d'appel de Kharkov, Hrulov, écrivait que

« on remarque presque universellement parmi la population paysanne une conviction équivalant à une légende populaire, selon laquelle ils ont une sorte de droit naturel sur la terre, qui tôt ou tard doit passer en leur possession »

En essayant de comprendre les révoltes paysannes de 1902 et 1905, le gouvernement se rendit compte que la commune de redistribution, loin de constituer un rempart efficace contre les désordres sociaux, avait en fait favorisé ces derniers. En 1906, il s'opposa à la commune avec un plan de réforme agraire destiné à démanteler la structure communale traditionnelle. Les propriétés foncières des communes qui avaient renoncé à la redistribution furent transformées en propriétés privées de familles individuelles. Dans les communes qui continuaient à redistribuer les terres, tout propriétaire foncier avait le droit de demander à tout moment que les terres à lesquelles il avait droit par redistribution lui soient attribuées en propriété personnelle. De plus, il avait le droit de recevoir ces terres en un seul bloc, plutôt que par bandes largement dispersées. Enfin, des communes entières pouvaient passer à la propriété individuelle par un vote de leurs membres. L'intention était de créer une force militaire russe solide en s'appuyant, selon les mots de Stolypine, l'auteur de la réforme, sur « les forts et les sobres », afin de

« détourner les paysans du partage des terres des nobles par le partage de leurs propres terres au profit de la partie la plus prospère de la paysannerie »

La réforme a connu un certain succès, notamment dans l'ouest et dans la région industrielle centrale, où de nombreux paysans ont vendu leurs terres et se sont tournés vers l'industrie, ainsi que dans les steppes du sud, où la commune était faible et où l'agriculture commerciale prospérait sous l'impulsion du marché des céréales d'Europe occidentale. Au total, environ trois millions de paysans ont quitté les communes. Paradoxalement, la réforme n'a pas réussi dans le cœur de la Russie. Elle a même pu renforcer la commune par des mesures destinées à éliminer les dissidents potentiels. La réforme a entraîné une réduction substantielle du nombre de pauvres dans les villages.

Environ 900 000 paysans ont obtenu des titres de propriété sur leurs terres, les ont vendues et ont ensuite quitté le village. En même temps, la réforme a permis aux plus prospères de se « séparer » et de créer des fermes commerciales prospères en dehors de ses limites. Le résultat net fut de laisser dans les communes quelque six millions de paysans qui ne voulaient pas ou ne pouvaient pas faire la transition vers une exploitation individuelle indépendante. Dans la plupart des cas, ils n'avaient pas les moyens d'acquérir les terres et l'équipement nécessaires pour créer une ferme indépendante ; ou ils continuaient à faire paître leur bétail sur les terres communales, un avantage considérablement réduit ou absent dans les fermes indépendantes ; ou ils ne voulaient pas renoncer à la sécurité que conférait la détention de parcelles dans des zones dispersées comme assurance contre les maladies et les facteurs climatiques, alors qu'une exploitation consolidée signifiait mettre tous ses œufs dans le même panier consolidé. Ainsi, écrivait A. Tioumenev en 1925,

« L'égalitarisme communautaire que Stolypine craignait et qu'il était déterminé à détruire persistait dans les parties du vieux centre de Moscou où il ne cessait de menacer les demeures des hobereaux. La politique de Stolypine a eu le plus de succès dans les périphéries extérieures de la colonie, là où son objectif politique était le moins évident. . . c'était la non-différenciation du Centre, la prédominance d'une phalange compacte de ce qu'on appelait «la paysannerie moyenne» qui garantissait et garantit encore le pouvoir du gouvernement communiste »

Non seulement la réforme a-t-elle contribué à réduire les différences dans les communes, mais elle a aussi réussi à opposer cette « phalange compacte de la soi-disant « paysannerie moyenne » aux «séparatistes» plus prospères. Elle a grandement exacerbé la comparaison détestable entre les terres des riches à l'extérieur des communes et les conditions à l'intérieur : « il restait un reste de population dans les zones rurales, qui contemplait avec envie les nouvelles améliorations mais était impuissante à les partager ». L'envie et la haine envers les séparatistes qui s'étaient retirés des terres des communes, auparavant accessibles à tous, et qui les utilisaient à leur avantage personnel, allaient, lors de la Révolution de 1917, se traduire par des mouvements de masse pour priver les nouveaux paysans de leurs terres et les refouler dans les communes par la force et la violence.

La commune a ainsi survécu aux vicissitudes du changement, tout comme l'institution du conseil de village et du village, en tant que petit monde autodéterminé, fondé sur le consensus. Centralisée au sommet, la société était à la base un agrégat d'innombrables communes villageoises, à bien des égards au-delà de l'influence, au-delà de la sphère de vision de l'État. Cette autonomie sociale était, en outre, renforcée par une autonomie considérable dans la sphère religieuse. Stephen et Ethel Dunn ont noté que

« la religion officielle administrée par l'Église orthodoxe russe, et le cycle paysan centré sur les fêtes d'origine païenne, étaient fonctionnellement indépendants. Le prêtre ne jouait aucun rôle important dans aucune des fêtes populaires, sauf à Pâques, où il effectuait des tournées pour collecter une contribution stipulée auprès de chaque ménage »

Par ailleurs :

« En raison de difficultés organisationnelles et de pénuries de personnel, l'Église orthodoxe n'a pas réussi à maintenir un contrôle actif sur de nombreuses régions rurales qui étaient nominalement orthodoxes. Par conséquent, indépendamment de la question du cycle des fêtes paysannes et de l'influence sectaire, la pratique religieuse des paysans s'écarterait des cérémonies officielles de l'Église. Ces écarts allaient parfois jusqu'à ce que les paysans qui se considéraient comme orthodoxes étaient considérés comme des schismatiques par la hiérarchie de l'Église et étaient traités en conséquence. C'est un exemple particulièrement significatif de la manière dont fonctionne l'écran culturel entre le paysan et le citadin. Le fonctionnement de cet écran dans la Russie prérévolutionnaire a produit en fait deux cultures dans un même pays, tant sur le plan religieux que dans d'autres domaines de la vie. »

Ce fossé entre l'Église et les croyants fut encore renforcé par le schisme religieux de Craskol qui, en 1666, divisa les vieux croyants de l'Église orthodoxe. Affectés par les tendances à la centralisation

et à la modernisation, les vieux croyants rompirent avec l'Église sur des questions apparemment mineures telles que la question de savoir si le signe de croix devait être fait avec deux ou trois doigts, si l'on devait réciter « alléluia » deux ou trois fois, si Jésus devait être écrit Isus ou Usus. Bien que quelques nobles aient rejoint le mouvement, il resta « en grande partie un mouvement paysan », avec « un culte laïc dépendant exclusivement des ressources intellectuelles et morales de la campagne ». Les Vieux-croyants étaient fortement opposés à l'État, identifiant le tsar à l'Antéchrist. Ils en vinrent à croire en un Royaume de la Terre dans les mythiques Eaux Blanches, gouverné par un tsar blanc, qui s'élèverait un jour pour régner sur la Russie. Ne reconnaissant aucune loi à part leurs propres croyances et coutumes, ils donnèrent également asile aux serfs évadés et autres victimes de l'ordre social. Ils avaient de fortes idées d'égalitarisme social et économique qui devaient s'épanouir lors de la Révolution avec l'établissement de communes égalitaires avec propriété commune et dédiées aux joies du partage. Vivant « au sein de l'État russe, ils ne lui appartenaient pas. Ils constituaient une espèce d'anarchistes passifs au sein de l'empire ». Leur nombre absolu avant la Révolution est inconnu. On estime qu'ils représentaient environ un tiers de la population chrétienne au XIXe siècle et environ un quart au moment de la Révolution (1962, 24). En 1928, leur nombre était estimé à neuf millions. Il ne fait aucun doute que leur millénarisme paysan a joué un rôle important dans le succès de la Révolution. Léon Trotsky (1932, II, 30) fait référence au

« l'œuvre des idées sectaires qui s'étaient emparées de millions de paysans. « J'ai connu beaucoup de paysans », écrit un auteur bien informé, « qui acceptaient... la révolution d'Octobre comme la réalisation directe de leurs espoirs religieux. »

Il faut noter qu'en plus des Vieux-croyants originels, il existait également d'autres sectes issues du tronc principal du mouvement Raskol, telles que les Molokani ou buveurs de lait, les Subbotniki ou Sabbatariens, les Skoptsy et les Doukhobors. À leur influence s'ajouta celle des Baptistes ou Stundistes qui explosèrent en 1824. Ces sectaires étaient au nombre de six millions en 1917.

Les courants de réforme créèrent une autre source d'opposition à la structure centralisée du tsarisme : les institutions rurales appelées *zemstvos*. Selon le statut de 1864, ces *zemstvos* devaient être des organismes représentatifs chargés de fonctions locales, assurées auparavant, au moins en partie, par les propriétaires terriens, telles que la construction et l'entretien des routes, la création et la dotation en personnel des établissements scolaires et médicaux, et les fonctions désormais subsumées sous le concept de services de vulgarisation agricole. La conception formelle des *zemstvos* était en contradiction curieuse avec leur fonction réelle. Ils devaient être des organisations représentatives au sein d'une autocratie centralisée sans constitution. Le pouvoir central s'efforçait donc de limiter leur fonctionnement politique par tous les moyens possibles. Créés en partie pour donner une voix à la paysannerie, cette voix était limitée par des règles électorales qui accordaient une représentation majoritaire à la noblesse numériquement inférieure et à la population urbaine – les paysans ne détenaient au début que 40 % de tous les sièges, un pourcentage qui fut encore réduit à 30 en 1890. Créés pour fonctionner au niveau du district, ils ne disposaient d'aucun mécanisme pour mettre en œuvre les décisions à des niveaux inférieurs au district ; pour cela, ils devaient s'appuyer sur les officiers civils et policiers de l'administration centrale. De même, ils pouvaient adresser des pétitions au ministère de l'Intérieur sur des questions techniques, mais n'avaient pas d'accès direct au tsar et ne pouvaient pas soulever de questions politiques plus vastes. Leurs présidents furent nommés et dotés du droit de mettre fin aux discussions et de fermer les réunions, une prérogative qu'ils finirent par partager avec le gouverneur de province qui fut progressivement habilité non seulement à suspendre les réunions mais aussi à réviser les élections aux *zemstvos* et à annuler les nominations faites par eux, dans le but d'éliminer les « personnes mal intentionnées ». Ainsi, la structure était représentative dans sa forme, mais fonctionnellement « sans fondation – flottant dans l'air » et « sans toit ».

Politiquement impuissants, les *zemstvos* ont néanmoins contribué à un certain nombre de services sociaux vitaux et ont attiré dans ces services une partie enthousiaste et compétente de l'intelligentsia. Pour la première fois, des écoles laïques ont été créées dans les villages russes et les enseignants ruraux

« étaient habitués à considérer leur travail comme une sorte de devoir social qui devait être accompli, non pas comme un moyen de subsistance ou comme une profession technique, mais comme une haute vocation, choisie de leur propre initiative, pour le bien du pays. »

Les médecins et les chirurgiens, les statisticiens et les agronomes travaillaient dans le même esprit. Pourtant, leurs rôles étaient nécessairement contradictoires. Les *zemstvos*, îlots d'autonomie dans une mer d'autocratie, ne pouvaient que menacer cette autocratie par l'exemple même de leur existence. Inévitablement, les hommes en vinrent à espérer une extension du gouvernement représentatif. Inévitablement aussi, l'intelligentsia des *zemstvos*

« qui traitaient des réalités, des hommes liés par leur travail quotidien aux classes les plus basses de la population, connaissant ses besoins, partageant ses peines, sympathisant avec toutes ses misères »

s'est révélée être la principale porteuse de cet espoir, avec la promesse d'une plus grande réussite de leur travail. La réponse du gouvernement aux pétitions des *zemstvos* adressées au tsar semble tout aussi inévitable. « Je sais », a déclaré Nicolas II en 1895, peu après son accession au trône, *« que dans certaines réunions des zemstvos, des voix se sont élevées ces derniers temps par des personnes emportées par des illusions absurdes (« des rêves insensés... ») quant à la participation des représentants des zemstvos aux affaires de gouvernement intérieur. Que chacun sache qu'en consacrant toutes mes forces au bien-être du peuple, j'ai l'intention de protéger le principe de l'autocratie aussi fermement et inébranlablement que l'a fait mon défunt père, que nous n'oublierons jamais. »*

Tout aussi impressionnante, avec le recul que l'histoire nous permet, est la réponse des libéraux qui espéraient une extension de l'autonomie des *zemstvos* :

« Si l'autocratie, en paroles et en actes, se proclame identique à la toute-puissance de la bureaucratie, si elle ne peut exister que tant que la société est muette, sa cause est perdue. Elle creuse sa propre tombe et tôt ou tard, en tout cas dans un avenir pas très lointain, elle s'effondrera sous la pression des forces sociales vivantes. ... Vous avez défié les zemstvos de Russie, et avec eux la société russe, et il ne leur reste plus maintenant qu'à choisir entre le progrès et la fidélité à l'autocratie. . . . Vous avez commencé la lutte, et la lutte viendra »

Dans cette lutte, de nombreux membres du « troisième élément » désillusionné des *zemstvos* – comme on appelait alors l'intelligentsia des *zemstvos*, en tant que troisième groupe après les bureaucrates d'État et les représentants élus – allaient se rallier aux révolutionnaires et à la cause de la révolution qui renverserait l'ancien régime.

Pourtant, la Russie du dix-neuvième siècle n'était pas seulement un pays de paysans ; Il a également été pris dans un mouvement rapide vers une industrialisation sans cesse croissante. Pour comprendre tout l'impact de cette évolution, il faut savoir qu'il existait depuis longtemps un lien étroit entre l'agriculture et l'industrie depuis le XVIIe siècle, en particulier dans les provinces du nord où le sol n'est pas noir . Là-bas, l'agriculture n'avait donné que peu de résultats sur les sols pauvres qui régnaient, et sa maigre production devait être complétée par des industries domestiques telles que le tissage, le travail du bois, la fabrication de poteries, la vannerie. ou la métallurgie, ou par des emplois saisonniers dans l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la conduite ou le transport de marchandises. À la fin du XVIIIe siècle, entre un cinquième et un tiers de la population masculine adulte des provinces où l'on n'est pas à terre noire s'était déjà tourné vers des moyens de subsistance non agricoles. Cependant, le développement d'une main-d'œuvre permanente a été grandement handicapé par les restrictions sur les contrats de travail gratuits imposés par le servage. Jusqu'en 1835, un propriétaire foncier pouvait à tout moment rappeler ses serfs de l'industrie pour les remettre au travail à la ferme. Ainsi, dans la troisième décennie du XVIIIe siècle, les travailleurs

des usines textiles, dont les parents avaient également été ouvriers, ne représentaient encore qu'environ 10 % de tous les travailleurs employés.

Ces limitations renforçaient le lien permanent avec la terre. « Les modèles dominants d'emploi industriel qui se cristallisaient dans ces conditions étaient soit l'industrie à domicile, organisée selon un système de mise à disposition, soit la migration saisonnière vers l'emploi industriel, associée à un retour saisonnier au travail agricole. « Ce basculement saisonnier entre la ferme et l'usine était connu sous le nom d'*otkhodnichestvo*, un modèle qui s'est poursuivi jusqu'au XXe siècle. À la fin de la saison agricole en automne, des groupes d'hommes partaient travailler dans l'industrie et rentraient chez eux à temps pour les semailles du printemps. Ces groupes développèrent une forme d'organisation caractéristique, connue sous le nom d'artel ». Les membres du groupe

« Les membres de l'artel s'engageaient entre eux, et collectivement avec un employeur, à travailler pour un salaire fixe en espèces et en avantages sociaux afin de partager les bénéfices de manière égale. Les contrats étaient conclus par un agent (artel'shchik), qui agissait pour le compte du groupe. Tous les membres de l'artel effectuaient des fonctions spécifiques ; les plus jeunes garçons servaient de cuisiniers et d'aides généraux. Cette forme d'organisation était également utilisée dans les opérations d'exploitation forestière et de pêche, bien que dans ces cas, l'artel ne travaillait pas comme un employé collectif mais comme un entrepreneur collectif. Mais le principe de partage égal des bénéfices s'appliquait toujours. »

En 1860, un tiers des 800 000 ouvriers de l'industrie étaient encore des serfs, mais l'émancipation a donné une puissante impulsion à la formation d'une main-d'œuvre industrielle permanente et libre. Elle a créé un réservoir de main-d'œuvre de paysans qui n'avaient aucune terre – un nombre estimé à plus de 2,5 millions d'hommes – qui avaient besoin de trouver un emploi supplémentaire. En outre, il y avait probablement environ un million de paysans qui avaient reçu des parcelles de moins d'une déciatine, soit 2,7 acres, et qui avaient besoin de trouver un emploi supplémentaire pour augmenter leurs revenus. À la fin du XIXe siècle, il y avait environ 3 millions de personnes dans l'industrie. L'augmentation du nombre de travailleurs dans l'industrie était particulièrement frappante dans les plus grandes usines. Alors qu'en 1866, il y avait 644 usines employant plus de 100 ouvriers, en 1890, il y en avait plus de 951. Dans le même temps, le nombre d'usines employant plus de 1 000 ouvriers est passé de 42 usines employant 62 800 ouvriers à 99 usines employant 213 300. Le pourcentage de tous les ouvriers employés dans des usines employant 1 000 ouvriers et plus est ainsi passé de 27,1 pour cent du nombre total d'ouvriers en 1866 à 45,9 pour cent de tous les ouvriers en 1890.

Une telle concentration de travailleurs dans des usines géantes est remarquable, surtout si on la compare à d'autres pays. « Dans la concentration de la production », explique Manya Gordon « En 1895, la Russie avait déjà dépassé l'Allemagne. Cette année-là, les salariés des usines russes de plus de 500 employés constituaient 42 % de l'ensemble des travailleurs, alors qu'en Allemagne ces grandes entreprises ne représentaient que 15 % de la population active. Les ouvriers des établissements de 10 à 50 employés étaient 16 % en Russie et 32 % en Allemagne. En 1912, les ouvriers des usines russes de plus de 500 employés représentaient 53 % de l'ensemble. En 1925 encore, en Allemagne, les établissements de 1 000 employés ou plus comptaient 30 pour cent de tous les ouvriers des usines de plus de 50 ouvriers. En 1912, la Russie comptait 43 % d'ouvriers dans des usines de 1 000 personnes et plus. La comparaison avec les États-Unis est encore plus frappante. En 1929, les ouvriers des entreprises de plus de 500 ouvriers représentaient 47 % des employés des entreprises de 500 ouvriers et plus aux États-Unis. En 1912, ils représentaient 61 % en Russie. Grâce au capital étranger, l'empire slave arriéré, industriellement pygmée par rapport aux États-Unis, avait une plus grande concentration de production. » Cette forte tendance à la concentration d'une nouvelle classe ouvrière est également évidente sur le plan géographique. Près de 60 % de tous les ouvriers d'usine de la Russie d'Europe étaient concentrés dans huit régions étroites : la région industrielle de Moscou, Saint-Petersbourg en

Pologne, Krivoi Rog et le bassin du Donets en Ukraine, Kiev et la Podolie, Bakou et la Transcaucasie. Relativement minuscule par rapport à la population totale, le prolétariat russe en pleine croissance a développé une grande densité sociale dans quelques usines, situées dans quelques régions, un élément important à prendre en compte pour évaluer la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917. De même, la main-d'œuvre chargée des liaisons ferroviaires entre ces centres et l'arrière-pays a grandi. La longueur des voies ferrées est passée de 1 488 verstes en 1861 à 61 292 verstes en 1906 ; le nombre de cheminots est passé de 32 000 à 253 000.

Alors que ce processus de concentration touchait un nombre croissant de travailleurs, il transformait également un nombre croissant de paysans en travailleurs à temps partiel et de travailleurs à mi-temps en travailleurs à temps plein.

À la fin des années 1890, la moitié des ouvriers russes avaient des pères qui avaient travaillé dans l'industrie avant eux. Dans le même temps, un nombre croissant d'ouvriers ne retournaient plus au village pour effectuer des travaux agricoles. Une enquête menée dans la région industrielle de Moscou dans les années 1880 a montré que cette tendance était particulièrement importante dans les industries mécanisées, telles que le tissage mécanisé, l'impression et la finition du coton et la métallurgie. Cependant, dans les métiers manuels, tels que le tissage du coton et le tissage de la soie, le pourcentage d'ouvriers qui partaient encore pour travailler aux champs se maintenait à des niveaux aussi élevés que 72 % et 63 % respectivement. Le taux de rotation du personnel restait élevé pour tous les ouvriers. Ces travailleurs industriels migrants assuraient un lien permanent entre les villes et les villages, un lien qui était certainement important pour la diffusion de nouvelles idées et aspirations dans les campagnes. De manière plus indirecte, par le biais du commerce, les artisans villageois étaient en contact avec le monde extérieur. Leur nombre était estimé en 1901 à 4 600 000, travaillant dans cinquante provinces.

Quelle influence ces évolutions ont-elles eu sur la structure de la société russe dans son ensemble ? Quels réalignements sociaux ont-ils entraînés, et quelles ont été, le cas échéant, les conséquences de ces réalignements sur l'édifice tsariste ? Cet État s'est initialement développé comme un appareil militaire. Il est entré dans la période moderne, d'abord en réaction violente contre les invasions des Mongols venus de l'est, plus tard contre l'empiétement des Livoniens, des Suédois et des Polonais venus de l'ouest. Selon les mots de l'historien russe Kliuchevski, la Russie « est devenue un camp armé entouré sur trois côtés par des ennemis ». Le résultat a été la croissance d'une grande machine militaire, consacrée à une croisade religieuse au nom de Moscou en tant que troisième Rome. Sous Ivan III (1462-1505) et Ivan IV (1533-1584), la noblesse russe perdit son ancienne autonomie et fut placée entièrement sous l'égide du tsar. Les nouveaux et les anciens nobles recevaient des terres en échange de leurs services et devenaient des « esclaves » héréditaires du tsar. Cette machine militaire intégra en outre les modèles mongols de recensement et de taxation, tout comme elle s'inspirait plus tard de la technologie industrielle occidentale pour construire sa propre industrie d'armement. De plus, la période moderne a été confrontée à un système bancaire centralisé, dans lequel le directeur du département du crédit du Trésor d'État contrôlait l'ensemble de l'appareil financier du pays. Le budget militaire représentait 60 à 70 pour cent des dépenses de l'État au XVIIe siècle et n'était pas descendu en dessous de 50 pour cent dans la première moitié du XIXe siècle.

Dans un tel État, la position du noble était ambiguë et faible. Les nobles russes n'ont jamais été de grands propriétaires terriens, capables d'exercer un pouvoir local indépendant contre l'État. Au contraire, les tsars ont travaillé d'arrache-pied pour que le statut social de tout noble à la cour ne dépende pas d'un quelconque pouvoir autonome qu'il pourrait posséder, mais d'un système d'organisation dans lequel le service définissait le statut de noble, tandis que la noblesse en tant que telle n'impliquait pas le droit d'exercer un type particulier de service. Ainsi, le système d'organisation bureaucratique prenait le pas sur tout lien personnel de fidélité. En même temps, les nobles vivaient comme des rentiers dans les villes et les cités, plutôt que comme des

gestionnaires agraires sur leurs domaines ; la datcha de campagne était une maison de vacances, pas un centre administratif. En matière agricole, ils s'appuyaient en dernière instance sur leurs baillis et sur les représentants élus des communes villageoises. « Ils en vinrent ainsi à dépendre de l'État, qui gouvernait d'en haut, et de la commune paysanne, avec ses coutumes et ses pratiques agricoles, qui limitaient leur capacité à prendre des décisions d'en bas (voir Con fino, 1963). Sous les ordres d'en haut et sous la contrainte d'en bas, ils habitaient une sorte de no man's land social, dans lequel ils substituèrent aux solidarités locales et territoriales la solidarité de l'appartenance à certaines écoles et régiments. Comme l'a formulé Pouchkine au début du XIXe siècle, le pensionnat de Tsar skoe Selo était devenu « notre patrie ». Avec l'avènement de Pierre le Grand, de plus en plus de non-nobles furent admis au service et donc à des grades. La décision de 1762 de rendre le service de la noblesse volontaire plutôt qu'obligatoire, souvent présentée comme un gain pour la noblesse, a en fait déclaré que l'État avait trouvé des couches supplémentaires de la population dans lesquelles puiser des serviteurs loyaux (Raeff, 1966, 109), et que le monopole du service de la noblesse avait été définitivement abrogé. Ainsi, la noblesse russe n'a jamais formé une

« un véritable domaine avec une vie corporative autonome, dont les membres, les droits et les privilèges seraient basés sur leurs rôles créatifs et socialement utiles dans l'économie, le gouvernement local et l'expression des idées et des opinions. L'échec de la création d'un véritable domaine de la noblesse a perpétué le déracinement du noble moyen et sa dépendance à l'égard de l'État ; il a continué à se tourner vers l'État pour obtenir des conseils dans tout ce qui concernait le développement et la transformation du pays. »

Au lieu de cela, ils ont de plus en plus substitué à leurs fonctions de service spécifiques la fonction générale de diffusion de la culture occidentale – en particulier de la culture française – aux masses de la Russie « arriérée ». Le noble artilleur ou navigateur de l'époque de Pierre le Grand s'est transformé en « philosophe-noble ». Kliuchevski le décrit avec mordant comme

« le représentant typique de cette classe sociale dont la tâche était de mener la société russe en avant dans la voie du progrès ; il est donc nécessaire de signaler ses principales caractéristiques. Sa position sociale était fondée sur l'injustice politique et couronnée par l'oisiveté. Des mains de son maître, le chantré et le clerc de l'église du village, il passa sous la direction d'un précepteur français,

complétait son éducation dans des théâtres italiens ou des restaurants français, utilisait ses connaissances dans les salons de Saint-Petersbourg et finissait ses jours dans un cabinet particulier à Moscou, ou à la campagne, un volume de Voltaire à la main. Sur la Povarskaïa [une des belles avenues de Moscou], ou à la campagne, dans la province de Toula, un volume de Voltaire à la main, il était un phénomène étrange. Toutes ses manières adoptées, ses coutumes, ses goûts, ses sympathies, sa langue elle-même, tout était étranger, importé ; ... il n'avait aucun lien organique avec son entourage, aucune sorte d'activité sérieuse dans la vie. Étranger parmi les siens, il essayait de se sentir chez lui parmi les étrangers et, dans la société européenne, il était une sorte d'enfant adopté. En Europe, on le considérait comme un Tatar relooké et, chez lui, on voyait en lui un Français né en Russie »

De serviteurs de l'État, ils étaient devenus les habitants d'une société avec laquelle ils n'avaient que peu de liens actifs. Au lendemain des guerres napoléoniennes, beaucoup d'entre eux ressentirent le poids de leur « maudite réalité russe ». Éloignés de l'État, de leurs liens locaux, aliénés aussi d'autres groupes sociaux de leur propre société, ils finirent par trouver leur « foyer » dans la prolifération de « cercles », de loges et de sociétés secrètes qui devenaient de plus en plus critiques à l'égard de l'ordre établi. En 1825, ces tendances produisirent le soulèvement avorté des décembristes, au cours duquel des militaires et quelques fonctionnaires tentèrent de produire une révolution par en haut. Politiquement impuissants, ils étaient également inefficaces économiquement.

« Vers la fin de l'ère du servage, l'endettement des propriétaires fonciers a atteint des proportions énormes et, à la veille de l'émancipation, les deux tiers de tous les serfs privés avaient été

hypothéqués par leurs maîtres auprès d'institutions d'État pour des prêts d'un montant total d'environ 400 000 000 de roubles, soit plus de la moitié de la valeur marchande de ces serfs aux prix alors en vigueur - et cela n'inclut pas les prêts de sources privées, pour lesquels les propriétaires payaient un intérêt plus élevé »

Alors que la noblesse perdait de son pouvoir effectif, d'autres groupes sociaux commencèrent à gravir les échelons de la fonction publique. « L'État avait besoin de fonctionnaires : il avait besoin d'hommes qualifiés, comme des médecins, des ingénieurs et des enseignants. Pour les fournir, l'État commença à promouvoir l'éducation : l'école des cadets pour les fils de la noblesse céda la place, après 1825, à l'université. Les possibilités croissantes d'éducation devaient avoir des conséquences importantes pour la société russe. Paradoxalement, l'éducation en Russie « était beaucoup moins une affaire de riches qu'en Occident ». De 1865 à 1914, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants passa de 105 à 545, soit cinq fois plus. Dans les écoles supérieures, l'augmentation fut encore plus marquée ; Les inscriptions ont été multipliées par sept entre 1865 et 1914. De plus, un nombre croissant d'enfants d'ouvriers et de paysans ont commencé à recevoir une éducation. Entre 1880 et 1914, les enfants d'ouvriers et d'artisans dans les universités sont passés de 12,4 % à 24,3 % de tous les étudiants. Les enfants de paysans ne constituaient que 3,3 % en 1880 ; mais en 1914, ils constituaient 14,5 % des étudiants universitaires. C'est donc l'éducation qui a fourni la voie stratégique pour la mobilité sociale des *raznochintsy*, le peuple dont le rang n'avait pas été fixé par la table des rangs de Pierre le Grand, mais qui fournissait les nouveaux services nécessaires à l'État. C'est sur les échelons de l'échelle de l'éducation, menant du séminaire au gymnase et à l'université « que les *raznochintsy* ont grimpé à la lumière du jour ; sans lui, ils n'auraient jamais pu exister ».

Pourtant, le processus éducatif a eu des conséquences imprévues. L'État tsariste pouvait utiliser ses talents techniques, mais il ne pouvait pas faire face aux implications sociales plus larges d'une élite éduquée. L'éducation a donné naissance non seulement à du personnel technique, mais aussi à une intelligentsia spécifiquement russe. C'est dans les universités que les membres de la noblesse, devenus écrivains, critiques ou professeurs, rencontrèrent les enfants des autres classes, et ce furent les universités qui répandirent l'antagonisme des cultivés contre le pouvoir absolutiste de l'État. Il en résulte le développement d'un grand nombre d'hommes et de femmes – appréciations en 1835 à des milliers, mais en 1897 déjà entre la moitié et les trois quarts d'un million – issue de toutes les classes, mais unis dans un rejet commun de l'État. Ils ne ressemblaient, selon Berdiaïev, à rien d'autre qu'à un « ordre ou une secte monastique », dont l'attitude envers l'ordre existant était enracinée dans un sens quasi religieux selon lequel « le monde entier repose dans la méchanceté » (Jean 5:19). Sous la pression continue de la censure et du harcèlement de l'État, de larges sections de cette intelligentsia devinrent une classe d'« étudiants expulsés et de journalistes censurés, qui, en désespoir de cause, furent poussés à l'extrême de la conspiration », et proliférèrent, dans la dernière partie du XIXe siècle, de nombreuses conceptions de conspiration organisée de l'intelligentsia contre l'État. Une telle multiplication d'organisations conspiratrices avait commencé dans toute l'Europe dans la période qui a suivi les guerres napoléoniennes, lorsque « les perspectives politiques ressemblaient beaucoup aux opposants de tous les pays européens, et les méthodes pour réaliser la révolution – le front uni de l'absolutisme excluait pratiquement toute réforme pacifique dans la majeure partie de l'Europe – étaient à peu près les mêmes. Tous les révolutionnaires se considéraient eux-mêmes, avec une certaine raison, comme de petites élites de l'émancipé et du progressiste opérant au milieu d'une masse immense et inerte de gens du peuple ignorants et trompés, qui accueilleraient sans doute favorablement la libération. lorsqu'elle serait, mais dont on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils prennent une grande part à sa préparation. Tous avaient tendance à adopter le même type d'organisation révolutionnaire, voire la même organisation : la confrérie insurrectionnelle secrète »

L'une de ces organisations avait uni les jeunes aristocrates, qui, en 1825, se soulevèrent contre le tsar ; Mais cette insurrection fut facilement réprimée. D'autres, cependant, ont suivi leurs traces. Si le modèle conspirateur était paneuropéen – et s'étendait même à l'Amérique latine –
« il avait un attrait particulier pour les Russes, et c'est cette addiction à la conspiration clandestine, aux méthodes de cape et d'épée et aux programmes de terreur, qui a fait que la Russie de la fin du XIXe siècle se démarquait du ton général de la vie européenne »

Dans la lignée ininterrompue des conspirateurs qui s'appuient sur les rebelles de 1825 aux révolutionnaires de 1917, la figure de Sergueï Netchaïev se démarque, à la fois parce qu'il a développé le concept de révolutionnaire professionnel et parce que ses écrits et ses activités ont captivé l'imagination de la société russe éduquée, comme l'exprime le plus clairement le livre de Dostoïevski, *Les Possédés*, qui traite de la conspiration néchaïeviste. Netchaïev, fils d'un serf qui avait réussi à obtenir suffisamment d'éducation pour devenir professeur et fréquenter l'université de Saint-Petersbourg, est l'auteur probable du *Catéchisme du Révolutionnaire* écrit en 1869. Il y dépeint le révolutionnaire comme

« un homme à part. Il n'a pas d'intérêts personnels, pas d'émotions, pas d'attachements ; Il n'a aucun bien personnel, pas même un nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt exclusif, une seule pensée, une seule passion, la révolution... Tous les sentiments doux et affaiblissants de parenté, d'amour, de reconnaissance et même d'honneur doivent être réprimés en lui par la seule passion froide de la révolution. La ferveur révolutionnaire est devenue chez lui une habitude quotidienne, mais elle doit toujours être combinée avec un calcul froid. En tout temps et en tout lieu, il doit faire ce que l'intérêt de la révolution exige, quelles que soient ses inclinations personnelles »

Ces révolutionnaires professionnels devaient former des groupes de cinq, disposés dans une hiérarchie révolutionnaire au sommet de laquelle devait se trouver le Comité qui

« combine les révoltes dispersées et donc infructueuses et transformer ainsi les explosions séparées en une grande révolution populaire »

Cent cinquante-deux néchaïevistes furent jugés pour conspiration en 1871. Ils ont été décrits par l'un de leurs avocats comme

« le prolétariat intellectuel russe. Quel que soit le revenu de l'un ou de l'autre des accusés, ils appartiennent collectivement à la classe des gens qui ont reçu une meilleure éducation, qui ont goûté aux fruits de la science et absorbent les idées européennes, mais à qui l'on refuse une place correspondante dans la vie. Au mieux, ils peuvent gagner leur vie, mais ils n'ont aucun droit, aucune tradition, aucune sécurité, et ils sont donc tout naturellement le matériau dans lequel de nouvelles idées peuvent s'enraciner et se développer rapidement. »

Le procès a donné une large publicité à leurs opinions. Un agent de la police secrète a écrit que
« ce procès représente une étape importante dans la vie du peuple russe. À l'heure actuelle, il n'y a guère d'endroit dans toute notre vaste patrie où les manifestates de Netchaïev ne soient pas lus parmi les masses incultes qui accordent naturellement une attention particulière aux points où l'on parle de la souffrance du peuple et des hommes qui en sont responsables. Jusqu'à présent, de tels enseignements avaient été tenus secrets, et la distribution de proclamations était punissable comme un crime. Aujourd'hui, tout cela est devenu de notoriété publique, distribué dans toute la Russie à des dizaines de milliers d'exemplaires dans les journaux. »

Le concept d'une armée de révolutionnaires professionnels allait devenir le prototype d'un certain nombre de mouvements terroristes tout au long du dernier quart du siècle, et ressemble fortement au concept de Lénine du parti révolutionnaire en tant qu'état-major de la révolution. . Ce que Lénine a accompli, en substance, pourrait être caractérisé comme la fusion d'un concept russe d'une bande organisée de conspirateurs avec des idées marxistes sur le rôle du prolétariat dans la révolution. Selon les mots de Trotsky :

« Pour conquérir le pouvoir, le prolétariat avait besoin de plus qu'une insurrection spontanée. Il a besoin d'une organisation adaptée, il a besoin d'un plan ; Il a besoin d'une conspiration. Telle est la vision léniniste de cette question. »

Dans *Que faire ?* écrit en 1902, Lénine a attribué ce rôle crucial de direction à des révolutionnaires professionnels recrutés parmi « la jeune génération des classes éduquées ». Alors que les ouvriers livrés à eux-mêmes ne pouvaient développer qu'une conscience syndicale et les paysans que des revendications petites-bourgeoises pour la terre, ce seraient les directeurs intellectuels qui mèneraient la révolution au nom des ouvriers et des paysans.

Le déclin du pouvoir de la noblesse et l'influence croissante de l'intelligentsia n'ont été que partiellement compensées par l'activité politique active d'un groupe croissant d'entrepreneurs. Le développement d'une classe d'entrepreneurs indépendants avait longtemps été retardé, le commerce se concentrant soit entre les mains de commerçants parrainés par l'État, soit entre les mains de commerçants travaillant pour des nobles et des monastères. Il a même été avancé que l'activité entrepreneuriale est apparue en marge de la société, dans les communautés religieuses schismatiques anti-étatiques des Vieux-Croyants, plutôt que dans le centre stratégique de l'ordre social. Chassés dans les forêts du nord par la persécution religieuse, les Vieux-Croyants organisèrent un commerce monastique et des communautés d'artisans comme Vyg, Rogozhsk et Preobrazhensk ; ce sont ces organisations qui, aux XVII^e et XVIII^e siècles, ont jeté « les bases de certaines des plus grandes fortunes parmi les entrepreneurs russes ». Le XIX^e siècle, avec l'expansion du commerce par bateau et par chemin de fer, a encore encouragé la croissance de cette nouvelle classe, mais elle est restée fortement marquée par ses origines paysannes et artisanales. *« Parmi la vingtaine de familles qui constituaient les rangs supérieurs de la bourgeoisie moscovite à la fin du XIX^e siècle, une moitié était issue de la paysannerie au cours des trois dernières générations, tandis que l'autre moitié remontait à une ascendance de petits artisans et marchands venus à Moscou à la fin du XVIII^e ou au début du XIX^e siècle. »*

L'émancipation a permis à un nombre encore plus élevé de paysans entrepreneurs et astucieux d'entrer dans les rangs des entrepreneurs. Pourtant, paradoxalement, les entrepreneurs sont restés politiquement impuissants. Ils n'ont trouvé aucun lien avec la noblesse qui refusait de se marier avec eux. Leurs entreprises restèrent en grande partie sur une base familiale ; Ce n'est qu'après le tournant du XX^e siècle que des arrangements corporatifs qui auraient lié les entreprises familiales et fourni la base organisationnelle d'une plus grande cohésion de classe ne se sont développées. Ils continuaient également à dépendre fortement de l'État et se faisaient concurrence les uns les autres pour les avantages ou les tarifs, les contrats et les subventions fournies par le gouvernement. Ils devinrent de plus en plus dépendants du capital étranger, qui constituait un tiers de toutes les ressources en capital dans les années 1890 et près de la moitié en 1900, ce qui amena Trotsky à parler d'eux avec mépris comme d'une « bourgeoisie semi-compradore » :

« l'autocratie russe d'une part, la bourgeoisie russe de l'autre, contient des traits du compradorisme, de plus en plus clairement exprimés. Ils ont vécu et se sont nourris de leurs liens avec l'impérialisme étranger, l'ont servi et, sans son soutien, n'auraient pas pu survivre. Certes, ils n'ont pas survécu à long terme, même avec son soutien. La bourgeoisie russe semi-compradore avait des intérêts impérialistes mondiaux dans le même sens qu'un agent travaillant sur des pourcentages vit des intérêts de son employeur. »

Leur rôle dans la société a été peu reconnu par la société. Le terme *kupez* (commerçant) a conservé des connotations de « scélérat, tricheur » ; Et ils étaient eux-mêmes fortement influencés par des croyances religieuses qui considéraient que le gain commercial était une sorte de péché. Beaucoup d'entre eux ont donné des sommes considérables à des fins religieuses. Ils n'ont pas non plus établi de lien avec l'intelligentsia croissante qui restait hostile aux activités pécuniaires. Il est remarquable que tant de grands écrivains russes – Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï, Gorki – ont amèrement condamné l'acquisition commerciale et ont contribué à créer cet « état d'hostilité envers une société

monétaire qui a imprégné le monde intellectuel et littéraire de la Russie tout au long du XIXe siècle ».

Nous sommes donc confrontés à une société possédant une vaste machine militaire mais avec des classes faibles, encore incertaines dans leur capacité à exprimer leurs intérêts de manière significative dans un domaine politique ; avec sa population éduquée largement étrangère de ses objectifs et de ses procédures ; une société qui lutte avec un succès incertain pour résoudre ses problèmes agricoles et qui est pourtant en proie à une révolution industrielle ramifiée. L'implication dans la Première Guerre mondiale paralyserait son armée et démontrerait son incapacité à contenir la propagation du désordre social, et dans le vide créé par l'échec militaire et politique, les intellectuels armés, qui pourraient profiter des grèves de masse parmi les travailleurs. et de la rébellion rurale parmi les paysans pour prendre le pouvoir par l'insurrection.

Dans la Révolution qui devait en finir avec l'État tsariste et ses classes faibles, trois facteurs étaient primordiaux : le développement de la grève industrielle de masse, l'augmentation des désordres paysans et la désertion massive de l'armée, composée principalement de paysans et d'ouvriers appelés aux armes. Le succès de la Révolution dépendait de la synchronisation réussie de ces trois mouvements. Tous étaient évidents sous une forme naissante dans la Révolution de 1905, et sous une forme développée dans la Révolution de 1917.

Les grèves industrielles de masse de la Révolution de 1905 ont été précédées d'un nombre croissant de grèves à partir de 1880. En 1902 eu lieu la grève des chemins de fer de Vladikavkaz dans le Caucase et de Rostov-sur-le-Don en Nouvelle-Russie. Le gouvernement a répliqué par la mise en place de syndicats sous contrôle policier qui ont produit des résultats paradoxaux. De nombreux ouvriers procédèrent de l'expérience d'organisation dans ces syndicats, mais allèrent rapidement au-delà des exigences jugées permises par la police tsariste. Tout au long de cette période, les ouvriers se familiarisèrent avec la tactique consistant à lever des fonds pour la grève et à nommer des comités de grève. Oscar Anweiler pense que ceux-ci se sont d'abord développés parmi les travailleurs juifs des provinces occidentales, d'où ils ont été introduits en Russie proprement dite en 1896-1897. En mai 1905, une grève de masse de 70 000 ouvriers a eu lieu dans le centre textile d'Ivanovo Voznessensk, situé à 200 milles au nord-est de Moscou dans la région de la Volga centrale. C'est là que le comité de grève de 150 personnes, dont un quart étaient des sociaux-démocrates, s'appela pour la première fois conseil ou *soviet* et commença à assumer des fonctions politiques et militaires locales.

Le mouvement paysan a été en partie déclenché par les soulèvements industriels, en partie indépendante de ceux-ci. En 1902, les grèves des chemins de fer dans le Caucase déclenchèrent des troubles paysans dans la région. En même temps, cependant, et déclencheur de la grève industrielle, un soulèvement a eu lieu à Vitebsk, en Russie blanche, au cours duquel les paysans ont exigé la publication de la « vraie » Proclamation d'émancipation de 1861. De là, les troubles paysans se sont propagés dans la région agricole centrale. Dans l'ensemble, ces soulèvements étaient des affaires locales, mais partout ils produisaient les mêmes revendications fondamentales : l'abolition du contrôle officiel sur la vie des paysans, la fin des paiements de rachat, l'acceptation des impôts et le partage des terres. . Ce n'est que dans la région de la Moyenne-Volga qu'il y avait un lien entre les paysans émeutiers et les révolutionnaires urbains ; dans les provinces de Saratov et de Penza, le Parti socialiste-révolutionnaire avait réussi à organiser plusieurs confréries paysannes armées. Pourtant, à mesure que les mois passaient, les paysans commençaient partout à entendre parler des grèves de masse dans les villes des paysans nouvellement rentrés dans les villages, et des défaites militaires subies dans la guerre contre le Japon. L'appel des réservistes affecte encore plus la vie des paysans. Il y a donc eu une réponse accumulée des paysans à la création de syndicats paysans, stimulée en été par les libéraux des *zemstvos* et les professionnels révolutionnaires vivant dans les zones rurales. Ainsi, dans la province de Vladimir, un instituteur local, aidé par le greffier du district et son assistant, organisa un syndicat paysan, exhortant les paysans à occuper les terres détenues par les propriétaires fonciers et à refuser le paiement des impôts. Dans la province de Saratov, un

vétérinaire local dirigeait un mouvement paysan qui organisa sa propre milice, institua un clergé électif à la place des prêtres nommés et transforma les églises en écoles et en hôpitaux. À la fin de juillet, une Union paysanne panrusse fut organisée lors d'une réunion de 100 paysans et de 25 membres de l'intelligentsia à Moscou. En novembre, l'Union paysanne comptait 200 000 membres dans 26 provinces. Au sein des syndicats paysans, nous pouvons noter un processus qui devait se répéter en 1917, avec des conséquences capitales pour la distribution du pouvoir politique : les délégués paysans locaux se sont révélés beaucoup plus radicaux que la direction centrale. Lors de la deuxième réunion de l'Union paysanne au début de novembre, ces délégués réclamèrent l'usage de la violence et la saisie et le partage des terres sans compensation. Leurs revendications radicales à l'égard de la Russie ont trouvé un écho dans l'organisation soviétique de l'industrielle Saint-Petersbourg. « Pour la première fois dans l'histoire du pays, il était possible que le mécontentement urbain et rural s'unisse dans une action contre le gouvernement ».

La recrudescence des grèves et des troubles paysans affecte également les forces armées. Il y eut des mutineries dans l'armée dans plusieurs villes, et des mutineries dans la flotte, comme sur le célèbre cuirassé Potemkine à Cronstadt. Ici et là, des soviets de marins et de soldats ont vu le jour, mais dans l'ensemble, l'armée a tenu et, en décembre 1905, le gouvernement démontrait sa capacité renouvelée à réprimer les révoltes par la force. Entre octobre et février-mars 1906, le nombre d'ouvriers en grève est passé de son pic de 475 000 à 50 000. Les troubles paysans avaient touché 240 comtés à l'été de 1905 ; À l'automne de 1906, seuls 72 comtés signalent des problèmes ; À l'automne 1907, ce nombre avait été réduit à 3.

La Révolution de 1905 devait être le « prologue », un prologue dans lequel, disait Trotsky, « tous les éléments du drame étaient inclus, mais non menés à bien ». Cette fois, les forces de dissolution étaient encore trop faibles et insuffisamment synchronisées ; Le gouvernement était encore trop fort.

Après une accalmie initiale, il y a eu un retour d'activité de grève. En 1910, 46 623 grévistes se sont retirés en 222 grèves ; en 1912, 725 491 et 2 032 frappes ; en 1914, 1 337 458 et 3 534 frappes. Au cours de la même période, de 1910 à 1914, les troubles paysans se sont épanchés à 13 000. La mobilisation des ouvriers et des soldats en 1914 ralentit naturellement le mouvement de grève. Pourtant, en 1915, il y avait à nouveau 928 grèves avec 539 500 participants grévistes. En 1916, 951 700 grévistes se sont retirés pour 1 284 grèves ; et au cours des deux mois cruciaux de janvier et février 1917 seulement, 676 300 ouvriers ont fait grève dans 1 330 grèves.

C'est à nouvelle une grève qui déclencha les événements du 8 mars 1917 ; Mais cette fois, les grévistes se sont liés aux soldats mutins d'une manière imprévue en 1905. Le 8 mars, 90 000 travailleurs se sont mis en grève à Saint-Petersbourg. Beaucoup d'entre elles étaient des femmes – « la partie la plus opprimée et la plus opprimée du prolétariat – les ouvrières du textile, parmi lesquelles sans doute de nombreuses épouses de soldats. Les fichiers d'attente pour le pain avaient fourni le dernier stimulant ». Le 9 mars, le nombre de travailleurs en grève avait doublé ; le 10 mars, le nombre de grévistes a atteint 240 000. La police entra en action contre la foule rassemblée, mais dans la nuit du 10 mars, la garnison militaire de Pétrograd se mutina et passa du côté des ouvriers. Un soviet de députés ouvriers et soldats a vu le jour sous la direction socialiste, comme en 1905, tandis que l'Assemblée nationale élisait un gouvernement provisoire composé de non-socialistes. Le 14 mars, le tsar abdiqua. C'est ainsi qu'a commencé une période de compétition pour le pouvoir entre deux corps politiques rivaux, entre un gouvernement provisoire faible, doté d'un pouvoir formel, et le soviet de Petrograd, qui contrôlait les rues de la capitale.

Les résultats de cette lutte inégale sont de l'histoire. Le gouvernement provisoire a tout misé sur la poursuite de la guerre et sur l'ajournement de la réforme intérieure jusqu'à ce que la guerre soit gagnée. Les bolcheviks, sous la direction de Lénine, appelaient à la fin immédiate de la guerre. D'autres partis ont temporisé. Seuls les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche comprenaient que la guerre touchait à sa fin parce que, comme le disait Lénine, les « soldats votaient avec leurs pieds » ; lors de l'offensive de juillet organisée par le gouvernement, les soldats

refusèrent de se battre et commencèrent à désertier ; Le front s'effondrait. Dans le même temps, les paysans devenaient de plus en plus radicaux dans leurs revendications, avançant de loin, comme en 1905, leurs porte-parole urbains plus prudents. Le nombre des expropriations massives de grands domaines et de forêts n'a cessé d'augmenter de mois en mois : les saisies ont été au nombre de 17 en mars ; 204 en avril ; 259 en mai ; 577 en juin ; et 1 122 en juillet.. À l'automne, les deux mouvements se sont fusionnés.

« Une armée de douze millions d'hommes se disloquait, inondant les campagnes de paysans en uniforme qui retournaient de mauvaise humeur dans les villages qu'ils avaient quittés dans l'égaré et le désespoir. Dans leur masse écrasante, ils étaient soit bolcheviks, soit SR de gauche, soit extrémistes non partisans. Ils ramenèrent avec eux une vive animosité amère contre le parti dont l'influence était primordiale dans le village, et un fort préjugé en faveur d'un homme qui les avait libérés de l'armée, de la Russie ou des conséquences de sa désertion. ... Les parents et les voisins du soldat-paysan s'en remettaient à lui, généralement à son jugement, toujours à son fusil. Ce n'était pas le patriarche barbu honorant la Mère de Dieu et désirant toujours dans son cœur le tsar, mais le jeune paysan d'âge moyen de retour de la guerre, habitué à la violence et ne répugnant pas à l'utiliser, qui, pendant les derniers mois de 1917 et longtemps après, dicta le cours des affaires dans le village. »

Plus de la moitié de ces épidémies de désordre se produisent dans la région cruciale de la région agricole centrale et dans la région de la Volga moyenne. De plus, la violence n'a arrêté d'augmenter. En mai, moins de 10 % de tous les troubles impliquaient la destruction et la dévastation de biens. En octobre, ces événements représentaient plus de la moitié (57,5 %) de tous les événements. Partout, les « séparateurs » étaient contraints de revenir dans le cadre des communes villageoises.

Ainsi, dans les campagnes, tout le pouvoir passait entre les mains de paysans et de paysans-soldats, organisés en soviets paysans. Mais ces soviets, à leur tour, n'étaient rien d'autre que les anciens conseils de village déguisés en révolutionnaire. En réalité, il s'agissait d'un processus de décentralisation complète au niveau local. « La paysannerie locale », Trotsky cite un commissaire rural disant,

« qu'ils ont l'opinion arrêtée que toutes les lois civiles ont perdu leur force et que tous les rapports juridiques doivent maintenant être réglés par des organisations paysannes. »

Ce point de vue a été soutenu par un commissaire de Voronej : « Maintenant, chaque comité de village dicte au comité de district et chaque comité de district dicte au comité provincial ». Et un plus tard, le comité révolutionnaire provincial de Viatka devait dire que

« Le bonheur du village consiste à ne pas avoir d'officiels pour essayer de voir comment leurs ordres sont exécutés. Le village commence alors à mener une vie complètement indépendante. »

Là où le mir avait arrêté d'exister depuis longtemps, les terres saisies étaient à nouveau attribuées à des particuliers. Mais là où le mir s'est avéré « vivant et actif bien que l'État soit en suspension », la commune de terre a refait surface. « Dans cette mesure, dit Owen, la Révolution de 1917 a été une résurgence de l'ancienne propriété foncière coutumière.

« La colonisation foncière de la décennie précédente a été anéantie dans de nombreuses parties de la renaissance du mir. L'étendue totale des terres saisies par les communes en 1917-18 pour la redistribution a été estimée à environ 70 millions de déciatines (189 millions d'acres) des paysans et à environ 42 millions de déciatines (114 millions d'acres) des grands propriétaires. Environ 4,7 millions d'exploitations paysannes, c'est-à-dire environ 30,5 % de toutes les exploitations paysannes, ont été mises en commun et divisées. L'effet de la révolution agraire fut donc en premier lieu d'anéantir toute grande propriété, mais aussi et non moins de supprimer la grande propriété paysanne. En effet, comme nous l'avons vu, on enleva et on donna plus de terres aux paysans propriétaires qu'aux grands propriétaires, et la tendance au nivellement et à la péréquation s'accrut après octobre 1917 et fut sanctionnée par la loi de janvier 1918, en vertu de laquelle la terre fut socialisée. »

Une partie de la population paysanne russe entra même, dans le premier enthousiasme de la révolution, et sous la double influence du *raskol* et du millénarisme socialiste, dans des communes égalitaires où

« les membres travaillaient ensemble sans être payés, mangeaient à une table commune et réussissaient dans un dortoir. Ils n'avaient que faire de l'argent ; Tout sauf les vêtements, et parfois même cela, était propriété collective. Selon un ancien pamphlet, « Dans la commune, tout le monde travaille et est censé contribuer selon ses capacités, et chacun reçoit selon ses besoins et ses exigences, c'est-à-dire de manière égale, puisque tous sont égaux et sont dans des conditions égales de vie et de travail. »

Dans les circonstances de 1917, les premiers décrets bolcheviks du 8 novembre, appelant à la cessation immédiate des hostilités et à la fin de toute propriété privée sur la terre, n'ont fait que donner un sceau d'approbation à des processus qui étaient déjà en cours dans les campagnes, et la Russie, à laquelle aucun parti politique n'aurait pu résister, même s'il l'avait voulu. La critique des socialistes allemands, comme Rosa Luxemburg, selon laquelle les bolcheviks avaient créé « des obstacles insurmontables à la transformation socialiste des relations agraires » en permettant aux paysans de s'approprier la terre pour eux-mêmes, était certainement hors de propos. Ils ont été forcés de permettre que cela se produise, simplement « parce que la majorité du peuple le veut » (Lénine).

Pourtant, les bolcheviks ont clairement abdicqué dans le fait du village renaissant non seulement parce qu'ils étaient incapables de faire autrement, mais parce que c'était dans leur intérêt politique de le faire, s'ils voulaient prendre le pouvoir. Les saisies de terres et la restauration de l'autonomie des villages signifiaient que l'énergie de la paysannerie et celle des paysans-soldats de retour étaient dirigées vers des fins étroites et paroissiales. Le soutien bolchevique à la rébellion rurale a créé des alliés paysans pour une prise de pouvoir communiste, tandis qu'en même temps, l'absorption dans les processus locaux réels de saisie et de réorganisation a atomisé les forces paysannes. Ainsi, la révolution russe a embrassé d'une part un mouvement paysan qui s'est éloigné de manière centrifuge des sources de pouvoir, et d'autre part une insurrection d'ouvriers en grève et de soldats mutins sous la direction bolchevique qui occupait les sommets stratégiques du pouvoir.

« Les bolcheviks n'ont renversé que peu de choses ou rien. Le gouvernement de la Russie avait, à toutes fins utiles, arrêté de fonctionner avant que la Révolution n'ait lieu. Ce soir-là, Lénine et ses acolytes grimpaient au sommet de l'épave. »

Il semble peu probable que ce développement aurait pu se produire sans l'effondrement de l'armée et la participation ultérieure de l'armée au processus révolutionnaire. La désintégration de l'armée a créé le vide du pouvoir au centre, qui a été occupé par la coalition d'ouvriers en grève et de soldats insurrectionnels qui ont porté Lénine au pouvoir. En même temps, il n'y avait pas de troupes dans les campagnes capables de repousser les paysans rebelles ; au contraire, l'impact dramatique de millions de paysans-soldats sur les villages a mis la rébellion paysanne en synchronisation avec le mouvement urbain. Finalement, c'est la coalition des ouvriers et des soldats au centre et des paysans et des soldats au cœur de la commune qui a pu résister au rassemblement des forces contre-révolutionnaires le long de la périphérie du pays.

Contrairement aux révolutionnaires chinois sous Mao Tsétoung, les bolcheviks ont peu fait – ou pu peu – pendant les années de guerre civile pour influencer la structure du village. Cela était dû à leur dépendance au prolétariat urbain et à leur désir de s'identifier à la classe ouvrière. D'autre part, c'était dû au fait qu'ils combattaient à partir d'une zone de base établie qu'ils détenaient par le contrôle des villes et des communications entre les villes. Les communistes chinois, d'autre part, devaient venir dans leur région de base de l'extérieur, forcés de fuir à l'intérieur des terres loin des villes et sous la pression de s'enraciner dans un paysage social essentiellement rural. Les bolcheviks russes se contentaient de puiser dans les ressources paysannes, mais faisaient peu pour changer la structure par laquelle ces ressources étaient médiatisées.

Ils avaient surtout besoin de nourriture et, plus tard, d'hommes pour leur nouvelle Armée rouge. La crise alimentaire a été la plus aiguë pendant les mois d'été de 1918. Ils l'ont relevé en organisant des comités des pauvres pour réquisitionner de la nourriture dans les campagnes. Leurs principales cibles étaient les excédents alimentaires des koulaks et des paysans riches. Ces comités étaient particulièrement actifs dans les provinces de la terre noire de la région agricole centrale. Beaucoup de leurs dix mille membres étaient d'anciens travailleurs urbains ou des travailleurs migrants qui avaient déménagé entre la ville et la campagne. Théoriquement, les paysans qui utilisaient de la main-d'œuvre salariée mais produisaient des produits principalement pour les besoins des paysans plutôt que pour le marché plus large étaient également éligibles en tant que membres. Cependant, les réquisitions se transformèrent rapidement en une guerre non déclarée entre les comités et les paysans les plus aisés, et il devint clair que des collectes incontrôlées finiraient par aliéner également les paysans moyens. En 1918, il y eut vingt-six soulèvements paysans en juillet contre les confiscations, quarante-sept en août et trente-cinq en septembre. À la mi-août, les bolcheviks commencèrent à mettre en garde contre les violations des intérêts de la paysannerie moyenne, exigeante que

« les Comités des Pauvres doivent être des organisations révolutionnaires de toute la paysannerie contre les anciens propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands et les prêtres et non pas seulement des organisations des prolétaires de village, c'est-à-dire tout le reste de la population villageoise. »

Le 8 novembre 1918, les comités furent officiellement abolis et fusionnèrent avec les soviets de village. La politique soviétique devait être, selon les mots de Lénine,

« parvenir à un accord avec la paysannerie de la classe moyenne, ne relâchant pas un instant la lutte contre le koulak et ne comptant fermement que sur les pauvres. »

Finalement, le VIII^e Congrès du Parti, tenu en 1919, déclare que

« Le parti vise à séparer la paysannerie de la classe moyenne des koulaks, à l'attirer du côté de la classe ouvrière par une attitude attentive à ses besoins, en combattant son arrivée par la persuasion, et non par des méthodes de répression. »

Les besoins alimentaires étaient couverts en partie par des prélèvements forcés continus, en partie par des achats sur le marché privé ou par des voyages privés de cueillette dans les villages. Alors que le régime soviétique survit à la crise majeure de l'été 1918, les approvisionnements alimentaires restèrent inférieurs aux besoins pendant toute la période de guerre civile.

L'autre revendication bolchevique sur les villages était celle des soldats, une fois qu'il devenait évident que la Révolution devait être défendue contre ses ennemis étrangers et intérieurs par la force des armes. C'est ainsi que la paysannerie qui, en 1917, avait voté « avec ses pieds » pour la fin d'une guerre sanglante, fut de nouvelle entraînée dans la bataille par l'enrôlement et la conscription, cette fois sous les auspices de l'Armée rouge nouvellement formée. Les bolcheviks ont fait face au début de la guerre civile avec une seule division de fusiliers lettons et quelque 7 000 gardes rouges – des travailleurs armés – à Petrograd et à Moscou. Le 1^{er} août 1918, l'Armée rouge comptait 331 000 hommes ; à la fin de cette année-là, 800 000. À la fin de la guerre civile, il s'élèverait à 5,5 millions d'hommes, dont environ la moitié combattit sur les fronts en expansion, tandis que l'autre moitié gardé à l'intérieur. Les premières recrues étaient des volontaires, mais à la fin de l'été 1918, la conscription a été décrétée. Les premiers conscrits étaient des ouvriers.

« Ce n'est que lorsque le noyau prolétarien de l'armée fut solidement établi que Trotsky commença à appeler les paysans, d'abord les pauvres, puis les serednyaks (les paysans moyens). Ceux-ci désertaient souvent en masse et leur moral fluctuait violemment au gré des hauts et des bas de la guerre civile. »

La désertion demeurait un problème chronique

« dans l'Armée rouge, encore plus dans les Armées blanches. L'énorme majorité des paysans, qui constituaient essentiellement la principale source de recrues pour les deux camps dans la guerre civile, avaient connu tous les combats qu'ils désiraient pendant la guerre mondiale. Lorsqu'un

gouvernement fut suffisamment établi pour mener à bien la mobilisation avec des menaces de camps de concentration, de confiscation des biens et d'exécution des recrues récalcitrantes et des déserteurs, les paysans y allèrent préalablement comme soldats ; Mais ils saisissaient souvent la première occasion pour s'enfuir et rentrer chez eux. Le nombre de désertions dépendait naturellement en grande partie du cours de la guerre : il augmentait lorsque l'Armée rouge perdait du terrain et diminuait lorsqu'elle avançait. »

Néanmoins, l'Armée rouge teinte bon. Deutscher attribue cela

« au fait qu'elle était constituée en un certain nombre d'anneaux concentriques et de plus en plus larges, chacun issue d'une couche sociale différente et représentant chacun un degré différent de loyauté à la révolution. Dans chaque division et régiment, le noyau interne des bolcheviks emportait avec lui les éléments prolétariens et, à travers eux, la masse paysanne douteuse et chancelante. »

Il n'est pas étonnant que Trotsky ait appelé les communistes, dont peut-être jusqu'à la moitié étaient dans l'armée – 180 000 en octobre 1919 ; 278 000 en août 1920 – un « nouvel ordre communiste des samouraïs »

Alors que les bolcheviks faisaient de l'Armée rouge un instrument de pouvoir fiable, un mouvement anarchiste se produisit parmi les paysans du sud-est de l'Ukraine, le soi-disant Makhnovshchina, du nom de son fondateur, Nestor Makhno, fils d'une famille paysanne presque démunie de Guliai-Pole. Vacher, ouvrier agricole et ouvrier dans une fonderie locale, Makhno a été arrêté dans sa jeunesse pour implication dans des activités terroristes et envoyé en prison à Moscou pendant neuf ans. C'est là qu'il rencontre Petr Arshinov, un ancien métallurgiste et ancien bolchevik devenu anarchiste, qui familiarise Makhno avec les écrits de Kropotkine et de Bakounine. Libéré en février 1917, Makhno retourna dans sa ville natale pour organiser une association de paysans de Guliai-Pole. Guliai-Pole est souvent décrit comme un village ; c'était cependant une ville d'une trentaine de milliers d'habitants, avec plusieurs usines. De plus, elle était située dans une région qui différait par certaines caractéristiques majeures du reste de l'Ukraine, l'« Ukraine des steppes », colonisée seulement après avoir été arrachée à la Turquie dans le premier quart du XVIIIe siècle. La croissance de la culture céréalière commerciale dans cette région à faible population avait encouragé très tôt l'utilisation de la main-d'œuvre salariée et des machines plutôt que des serfs. Au cours du XIXe siècle, ses paysans résistèrent amèrement à l'expansion du servage par des éruptions répétées de violence. La région différait donc à la fois de l'Ukraine orientale, plus industrielle, où l'influence bolchevique était forte parmi les travailleurs urbains, et de l'Ukraine occidentale, plus agricole, où plus de la moitié de la population avait été serf avant 1861.

L'Association des paysans de Guliai-Pole s'est rapidement emparée des propriétés des propriétaires terriens locaux et de la distribution parmi les paysans. Des communes de cent à trois cents membres sont constituées sur la base du volontariat. De petites usines ont été livrées aux ouvriers. Les céréales produites dans la zone agricole étaient échangées contre des produits manufacturés dans les villes. Pour défendre cette nouvelle redoute anarchiste, Makhno organise une armée de partisans très mobile, faisant un usage intensif de la cavalerie – basée sur l'abondance de chevaux dans les villages – et de mitrailleuses montées sur de petites charrettes tirées par des chevaux (tachanki) . Les troupes se rassembleront rapidement et se disperseront tout aussi rapidement dans les villages où elles fusionneront discrètement avec les paysans jusqu'à ce que le signal de la prochaine attaque arrive. Les commandants étaient pour la plupart issus de la paysannerie ; très peu étaient des travailleurs ; la majorité d'entre eux provenaient des environs de Guliai-Pole. L'un d'eux était un ancien instituteur. À l'apogée du mouvement de Makhno à la fin de 1919, on estime que cette armée possédait entre 14 000 fantassins et 6 000 cavaliers et 40 000 fantassins et 15 000 cavaliers. En capturant les armes ennemies, il était entré en possession de canons de campagne, de trains blindés, de voitures blindées et de 1 000 mitrailleuses. Tout au long de ses opérations, de 1917 à 1921, elle est restée une force de combat autonome, opérant comme «une république sur le *tachanki* » sous son propre drapeau anarchiste noir. Refusant d'accepter la

cession bolchevique de l'Ukraine à l'Autriche-Hongrie et à ses alliés ukrainiens dans le traité de Brest-Litovsk, Makhno coopéra néanmoins à plusieurs reprises avec les bolcheviks contre la menace d'une invasion blanche ; à l'automne 1919, il contribua à étouffer l'avance du général Dénikine vers le nord. En même temps, de graves différences séparaient les anarchistes ukrainiens des bolcheviks. En plus des différences doctrinales, ils se sont brouillés sur leurs vues respectives du problème paysan. Les bolcheviks voulaient nationaliser toutes les plantations de betteraves à sucre et les vignobles, ainsi que le bétail et le matériel saisis chez les propriétaires terriens locaux ; Les paysans jugeaient que la terre et l'équipement devaient leur appartenir. Ces différences font croire à certains paysans de Makhno

« qu'un nouveau parti était arrivé au pouvoir à Moscou. Ils étaient, ils proclamaient, pour les bolcheviks qui leur avaient donné la terre, mais ils étaient contre les communistes qui essayaient maintenant de les voler. »

Les bolcheviks voulaient aussi attiser le conflit entre les paysans pauvres et les koulaks dans les villages ; les makhnovistes, tout en reconnaissant le problème posé par la présence des koulaks, espéraient une solution volontaire aux antagonismes villageois. Dans le même temps, le mouvement Makhno restait d'orientation purement rurale. Ils ne comprenaient pas certains des problèmes économiques complexes posés par une économie urbaine basée sur la spécialisation et le paiement des salaires. Là où les paysans pouvaient se nourrir en se retirant dans l'autosuffisance rurale, les urbains dépendaient de travailleurs payés dans une monnaie acceptable. Les makhnovistes, en acceptant toutes les monnaies, passées et présentes, en usage dans les villes qu'ils occupaient, provoquèrent une inflation galopante qui retourna rapidement les travailleurs contre eux. Tant que les bolcheviks avaient besoin du soutien anarchiste dans leur lutte dans le sud, ils coopéreraient volontiers avec Makhno. Cependant, lorsqu'il devenait évident que les armées blanches étaient en train de s'effondrer, elles rompirent de plus en plus leurs liens avec les makhnovistes et, en 1921, procédèrent à l'élimination complète de ce mouvement rival en Ukraine. À ce moment-là, la paysannerie avait été saignée à blanc, et l'approvisionnement stratégique en chevaux et en nourriture dans les villages, sur lesquels Makhno avait compté jusque-là en l'absence de toute organisation d'approvisionnement propre, commença à diminuer. Après une lutte sanglante au cours de laquelle la Tchéka bolchevique exécuta sommairement des milliers de partisans de Makhno, tandis que les Makhnovites tuaient des membres du parti bolchevique, des tchéka, des milices, des collecteurs d'impôts et des organisateurs paysans, la force croissante de l'Armée rouge s'avéra décisive. Makhno a été contraint de fuir à l'étranger et est mort à Paris en 1935.

Certaines ressemblances : la dépendance à l'égard du soutien local au sein d'un territoire circonscrit marqué par une histoire et une identité communes ; la domination d'une idéologie libertarienne mettant l'accent sur l'organisation des communes ; l'absence d'une organisation formelle des approvisionnements ; l'utilisation de tactiques de guérilla ; l'incapacité à comprendre les problèmes des travailleurs urbains et à établir des contacts viables avec eux – rend la Makhnovchtchina comparable au mouvement zapatiste au Mexique. De même, dans les deux domaines, l'incapacité – ou la réticence – des deux mouvements à développer un cadre organisationnel capable de soutenir la structure d'un État. La victoire finale dans les deux domaines est tombée entre les mains des hommes qui comprenaient l'importance de l'organisation : les constitutionnalistes au Mexique, les bolcheviks en Russie.

Pourtant, lorsque l'Armée rouge a gagné ses batailles, le mir est redevenu la forme dominante d'organisation sociale et économique dans les campagnes et le restera jusqu'à la période de collectivisation forcée sous Staline. En 1917, les bolcheviks avaient conquis les sommets du pouvoir, mais la « vieille Russie rurale a survécu jusqu'en 1929 ». « Lire les archives du Parti de 1925-1926, c'est saisir quelque chose de la saveur d'une armée d'occupation en territoire hostile », commente Merle Fainsod, sur la base des archives du Parti communiste de la province de Smolensk en Russie blanche. En 1924, dans la province de Smolensk, par exemple,

« il n'y avait que seize communistes pour 10 000 habitants des campagnes en âge de travailler, soit environ un membre du Parti pour dix villages. Étant donné que plus de 90 % de la population de la province se trouve dans les zones rurales, l'extrême faiblesse du Parti dans les campagnes devient évidente.

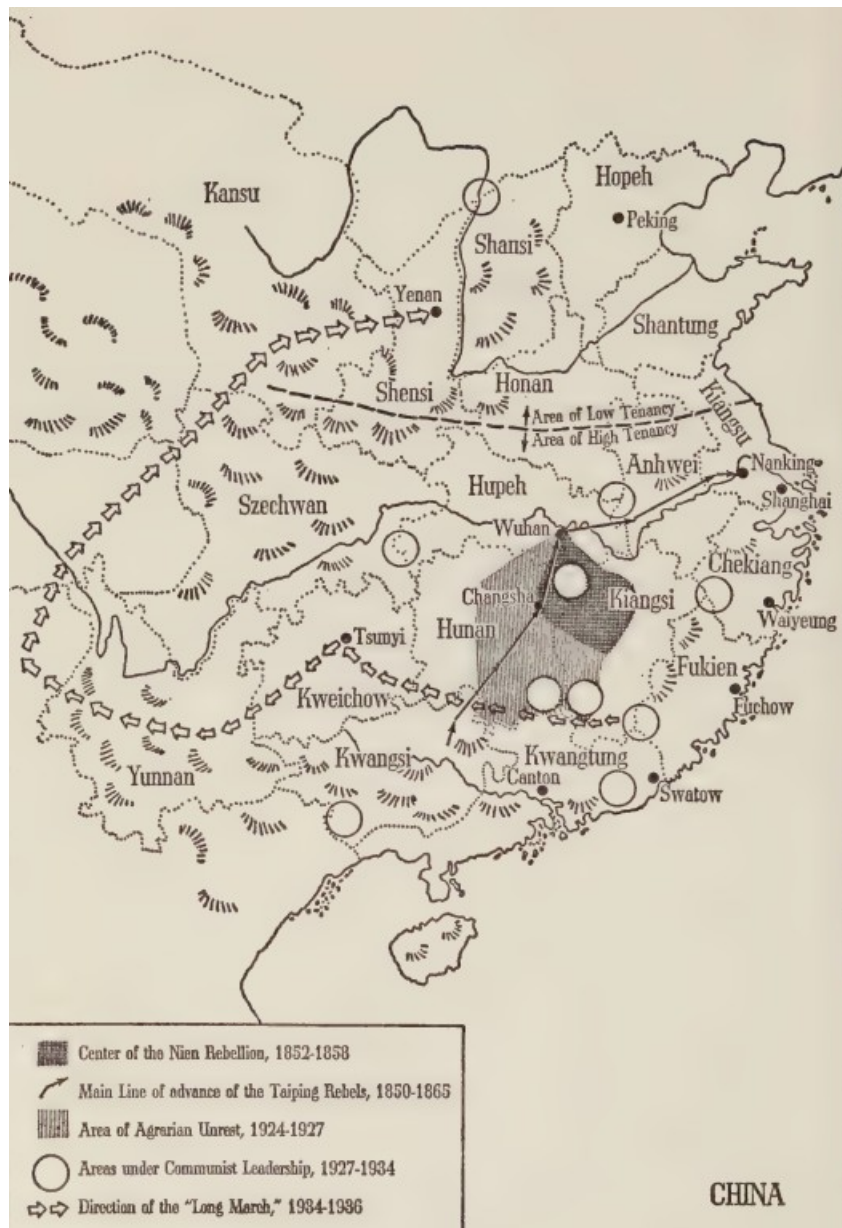
« La situation des communistes de village, dont la majorité était classée comme paysanne pauvre, a été décrite comme tout aussi déplorable. Beaucoup d'entre eux étaient analphabètes ou semi-analphabètes et exerçaient peu d'influence sur leurs voisins.

« Dans une mesure non négligeable, le Parti était à la merci des villages, de leur capacité de résistance passive et de sabotage silencieux. La formation des nouveaux cadres de village était au mieux un processus lent et douloureux, et même les nouveaux cadres avaient des racines dans la campagne, ce qui créait des loyautés croisées et des allégeances divisées. »

Ainsi, pendant une longue période, la Russie rurale s'est trouvée dans une situation où, ouvertement et plus fréquemment, secrètement, « chaque comité de village dicte au comité de district et chaque comité de district dicte au comité provincial ». Le travail de la Russie dans les années 1930 et après serait une tentative gigantesque d'inverser cette chaîne de commandement et de défaire les faits que la première révolution avait mis en place. Cette seconde révolution serait menée « d'en haut » par l'appareil d'État contre la paysannerie « petite-bourgeoise ».

Après son achèvement réussi, la révolution russe est devenue, pour les communistes comme pour les non-communistes, un modèle sacré de la façon dont les révolutions ont été faites et guidées vers une conclusion réussie. Pourtant, il y a plus de caractéristiques de la société qui a incubé cette révolution qui sont uniques que générales. Inhabituel était le fort développement de l'autocratie centrale, qui s'est renforcé aux dépens des divers groupes. Inhabituel aussi était le modèle des confréries révolutionnaires conspiratrices, dont le parti communiste était le dernier exemple. Alors que la Russie ressemble au Mexique à la fois par la persistance d'une paysannerie liée et par son organisation communautaire, ni le servage ni les communautés paysannes corporatives ne sont des caractéristiques universelles de la société paysanne. De même, la Révolution elle-même a montré une série de caractéristiques uniques. L'armée s'est désintégré au cours des événements qui ont accompagné les soulèvements révolutionnaires : peu d'autres révolutions ont eu lieu dans un vide de pouvoir similaire. Il y avait une insurrection simultanée de paysans – devenus ouvriers dans les villes et une rébellion paysanne dans les campagnes – la révolution russe était unique dans cette synchronisation. Enfin, l'Armée rouge combattit vers l'extérieur à partir du centre, plutôt que dans les villages, ce qui donne à la paysannerie l'occasion de se consolider selon les lignes traditionnelles. Une telle séquence de causalité et d'événements n'est pas universelle et ne peut donc pas constituer la base d'un dogme universel. Les rapports entre l'armée et le parti, entre le prolétariat, la paysannerie et les intellectuels de la classe moyenne, se conjuguent diversement dans des situations différentes et ne s'épuisent pas dans de simples formules.

CHINE



Le Mexique en 1910 avait une population de 16,5 millions d'habitants, la Russie au tournant du siècle en comptait 129 millions. La Chine – la société dont nous parlerons ensuite – doit cependant être tracée à une échelle beaucoup plus grande. De Pékin à la frontière occidentale de la Chine, il y a à peu près aussi loin que de New York à l'Oregon. Même en 1775, elle contenait environ 265 millions d'habitants ; 430 millions en 1850 ; environ 600 millions en 1950. De plus, c'est la plus ancienne civilisation primaire vivante : la seule encore existante des grandes sociétés qui ont franchi le seuil entre le tribalisme néolithique et la civilisation. Ses méthodes de culture intensive, ses grandes usines d'irrigation et de contrôle des inondations, sa bureaucratie d'érudits sélectionnées par une série d'examens ouverts, son état d'avancement technologique, sa tradition philosophique et son grand art ont attiré l'admiration des nombreux visiteurs qui y seront de l'extérieur. Pour les Chinois eux-mêmes, c'était l'Empire du Milieu, le centre de l'univers, son souverain porteur du Mandat du Ciel. Fréquemment envahi par les barbares du nord, il les avait toujours absorbés et les avait transformés en Chinois.

Les derniers grands envahisseurs de la Chine par le nord avaient été les Mandchous, les membres de la tribu des Tougous sinisés de la frontière nord-est.

En 1644, ils avaient pris le contrôle total de la Chine pour leur dynastie, les Ch'ing. La dynastie et ses soldats occupaient les postes les plus élevés de l'ordre politique et maintenaient un établissement militaire et résidentiel séparé. Mais ils étaient trop peu nombreux pour administrer un grand empire bureaucratique, et ont donc été forcés de compter – comme toute dynastie a dû le faire avant eux – sur les administrateurs instruits qui avaient géré la Chine depuis des temps immuables de mémoire humaine. Ce groupe d'administrateurs instruits constituait le moyeu indispensable des rouages de l'administration. Ils étaient des érudits parce qu'ils ont obtenu leur position en participant à des examens successifs et en obtenant des diplômes universitaires. Ils étaient de la noblesse parce que, comme leurs homologues anglais, ils constituaient une classe d'environ un million de personnes qui fournissait à la fois les titulaires de fonctions politiques formelles et la plupart des détenteurs d'un pouvoir social informel dans le pays. L'État chinois devait pourvoir environ 40 000 postes officiels, du pivot central de l'État jusqu'au niveau du magistrat de district, à tout moment. Les occupants de ces 40 000 postes ont été choisis à partir d'un bassin d'environ 125 000 titulaires de charge disponibles ou en attente. Pourtant, il est évident qu'un pays aussi vaste que la Chine n'aurait pas pu être gouverné avec un si petit nombre de fonctionnaires : un magistrat de district devait superviser en moyenne 200 000 personnes. Entre les masses de la paysannerie et la bureaucratie formelle, il y avait de la noblesse érudite, non pas titulaire d'une fonction formelle, mais dotée d'un large pouvoir social. Ils organisèrent et supervisèrent les travaux publics nécessaires à l'entretien et à l'amélioration des systèmes d'irrigation et de contrôle des inondations nécessaires au soutien de l'agriculture et des transports. Ils s'occupaient des canaux et des routes. Ils supervisaient l'entreposage des surplus de grain et sa distribution en cas de besoin. Ils réglaient les différends locaux. Ils ont joué un rôle important dans les sacrifices religieux locaux et, grâce à leurs contributions, ont entretenu les temples et les écoles confucéennes locales. En retour, ils pourraient recevoir des privilèges spéciaux. Ils pouvaient être exemptés de corvée ; ils pouvaient porter des vêtements spéciaux ; On pouvait leur donner le droit d'y aller accompagnés de domestiques lorsqu'ils paraissaient en public ; Ils avaient des prérogatives spéciales s'ils comparaissaient devant le tribunal. De plus, pour leurs services, ils pouvaient recevoir une compensation de la part de l'État. Ils n'occuperont peut-être pas l'un des 40 000 postes ; Mais ils pouvaient recevoir des fonds de l'État sur la base d'une sorte de sous-traitance informelle. Les fonds de l'État, à leur tour, ont été consacrés à l'achat de terres, pour les louer aux paysans. En plus des fonds de l'État et des rentes agricoles, la noblesse tirait également ses revenus du commerce et des affaires. Au total, cette couche de personnes de haut rang comptait, au début du XIXe siècle, environ un million d'individus ; à la fin du siècle, ils étaient 1,5 million. Avec leurs familles, ils représentaient peut-être 7,5 millions de personnes, soit 2 % de la population totale du pays.

Bien que les intérêts de la noblesse érudite soient étroitement liés à l'État établi, et que l'État s'appuie sur lui pour fournir les membres d'une bureaucratie fiable, la lutte pour le pouvoir et la position entre les divers segments de la noblesse pouvait provoquer des dissensions individuelles ou sectorielles ou une désaffection à l'égard de l'ordre établi. Les membres de la petite noblesse étaient certainement désavantagés dans la lutte pour les postes et les avantages de la fonction. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais eu accès aux fonds de l'État qui auraient pu être utilisés pour accroître leur patrimoine. D'autres n'ont jamais bénéficié des privilèges spéciaux somptuaires et juridiques. Certaines sections de la noblesse avaient servi la dynastie précédente et ne voulaient pas ou ne pouvaient pas servir leurs nouveaux maîtres. L'augmentation de la population augmenta également régulièrement le nombre d'aspirants, issus des familles de la noblesse en croissance rapide, tandis que le nombre de bureaux restait stationnaire. Enfin, à partir de la fin du XVIIIe siècle, l'État se montre de plus en plus disposé à vendre des diplômes savants à des hommes prêts à contribuer aux caisses de l'État ; Un érudit vertueux qui avait obtenu son diplôme par des examens successifs pouvait se trouver court-circuité par un parvenu nouvellement riche. Ainsi, il existait, sous n'importe quelle dynastie, une population importante de noblesses érudits qui étaient potentiellement hostiles à un gouvernement qui refusait de leur accorder leur dû et qui, dans des circonstances données, soutiendrait une réaction locale ou régionale contre le pouvoir central. Dans une telle entreprise, ils pouvaient être rejoints par des propriétaires terriens locaux ou d'autres détenteurs de pouvoir qui n'appartenaient pas du tout à la noblesse, mais qui détenaient un pouvoir économique et social dans le village. Il se pourrait bien qu'à un moment donné, plus de la moitié de toute la noblesse n'ait pas été récompensée par l'État et ait constitué un puissant potentiel de mécontentement et d'agitation. En même temps, une telle dissidence potentielle concernait toujours plus la distribution du butin au sein du système étatique que tout effort visant à restructurer l'État en tant que tel. Ce n'est que lorsque l'État chinois s'est sérieusement affaibli face à l'empiétement étranger au cours du XIXe siècle que la dissidence a commencé à remettre en question la nature même de l'État et de la société en Chine.

Tout son mode de vie, ses attentes et son comportement, son idéologie ont séparé la noblesse du reste de la population, dont la plupart étaient des paysans. Le paysan chinois, cependant, différait considérablement des autres paysans du monde entier. Tout d'abord, son accès à la terre était réglementé en grande partie par des concepts de droits privés sur la propriété foncière exprimés en termes monétaires. Deuxièmement, il était potentiellement mobile : s'il avait accès à la formation littéraire appropriée, lui ou ses fils pouvaient s'élever dans la couche de la noblesse universitaire grâce au système d'examen. Troisièmement, la noblesse et la paysannerie étaient souvent liées par la parenté dans ce qu'on appelait des clans ou *tsu*.

Depuis l'époque des Song (1114-1234), la propriété privée de la terre a été la forme dominante de tenure en Chine. L'État, à un moment ou à un autre, s'est réservé des terres royales pour soutenir la cour, des terres de bannière pour soutenir l'aristocratie militaire, des terres pour la colonisation militaire, des terres pour le soutien des temples servant au culte de l'État et des terres entre les mains du gouvernement provincial ou de district. Au début du XVIIIe siècle, les terres royales et gouvernementales représentaient 27 % de l'ensemble des terres, les terres des temples 14 %, les terres de la colonisation militaire 9 %, tandis que le reste était entre les mains de propriétaires privés, qu'il s'agisse d'individus ou de sociétés claniques. Au cours des dernières phases de la domination mandchoue, cependant, le secteur privé s'est développé de plus en plus jusqu'à ce qu'il représente environ 93 % de toutes les terres. Les droits sur les terres privées pouvaient être achetés et vendus ; Les droits sur le sous-sol et sur la surface du sol pouvaient être aliénés indépendamment les uns des autres. Le résultat a été que la plupart des paysans chinois avaient accès à la terre soit par héritage, soit par un ensemble complexe de baux et de loyers. Les propriétaires et les cultivateurs ont été liés, non pas par une série héréditaire de privilèges et d'incapacités, mais en tant que « parties à un contrat commercial ». Enfin, un paysan pouvait, dans des circonstances

financières et bureaucratiques favorables, inscrire ses fils aux examens impériaux et les voir s'élever dans les rangs de la noblesse savante.

Cependant, lorsqu'un paysan s'élevait dans la noblesse, il devait laisser derrière lui les coutumes de la paysannerie et adopter le style de vie du groupe de statut supérieur. Là où le paysan était illettré et parlait son dialecte local ou régional, la noblesse était alphabétisée, appréciant sa formation en calligraphie et son style classique (*wen-hua*) d'expression littéraire. Alors que la paysannerie ne voyait que rarement du riz et de la viande, et qu'elle subsistait dans une large mesure grâce à un régime de patates douces dans le sud et de céréales secondaires dans le nord, la noblesse mangeait du riz, du poisson et de la volaille, souvent servis selon des canons culinaires sophistiqués. La noblesse portait des vêtements élaborés, le paysan une simple veste matelassée et un pantalon. L'art graphique caractéristique de la noblesse s'inspirait de ses compétences calligraphiques avec toutes ses contraintes formelles ; L'art paysan, en revanche, était « plus intéressé par la personne et le symbole, s'approche du surnaturel directement et sans conscience de soi, et met l'accent sur la couleur violente et non modulée ». Dans la commémoration des ancêtres, la paysannerie se préoccupait principalement du culte des ancêtres immédiats dans la génération parentale et grand-parentale ; L'important panthéon paysan était composé de divinités qui contrôlaient les cultures, l'eau, la santé et la maladie. La noblesse respectait les normes confucéennes de bonne conduite filiale et accordait une attention particulière aux cultes élaborés des ancêtres, liés au maintien de lignées durables et de clans ramifiés. La famille de la noblesse était nombreuse et étendue, avec de nombreux descendants et leurs familles vivant sous le même toit ; Les familles paysannes étaient petites et comprenaient rarement plus d'un membre vivant de la génération parentale. Le mariage était, pour la noblesse, un mécanisme majeur de mobilité sociale : les mariages étaient soigneusement arrangés entre les familles ; les femmes sont soumises aux décisions de leurs tuteurs masculins ; Un statut élevé était démontré par le fait que les femmes étaient soumises à des handicaps spéciaux, tels que le bandage des pieds, qui limitait leurs mouvements à l'extérieur de la maison. Les paysans se mariaient pour acquérir des travailleurs forts et volontaires. Les paysans se remariaient facilement ; La noblesse appréciait la chasteté des veuves. La noblesse érudite méprisait les activités militaires comme inférieures à leur propre activité de lettrés. Le paysan adorait de nombreuses divinités avec des titres militaires et regardait favorablement l'homme de violence, sachant que l'activité militaire avait souvent été la clé du succès. Le fait est que le paysan chinois, loin d'être le fils pacifique de l'Orient généralement décrit, a une forte affinité pour les héros militaires, en particulier pour ceux qui émanent de sa propre couche sociale. La cynosure caractéristique du paysan est le bandit social qui prend aux riches pour donner aux pauvres. Ce penchant a trouvé son expression littéraire dans un roman populaire largement connu dans toute la Chine, le *Shui Hu Chuan*, ou *Le bord de l'eau*, que Pearl Buck a traduit en anglais sous le titre de *All Men Are Brothers* et qui traite de 108 héros qui sont des fugitifs de la loi exercée par des fonctionnaires injustes. L'apparition du banditisme et de la violence paysanne est étroitement liée à l'état général de la société. Ils se produisent généralement pendant les phases d'effondrement, lorsqu'une dynastie autrefois puissante s'est affaiblie et incapable de gérer les affaires de l'État, et que les gens cherchent des solutions alternatives au désordre répandu. Au cours de ces périodes de désintégration, un bandit qui réussit à consolider ses forces peut devenir un prétendant viable au pouvoir dynastique, parfois même le fondateur d'une nouvelle dynastie. Le premier empereur Han et le fondateur de la grande dynastie Han (202 av. J.-C. – 221 ap. J.-C.) avait lui-même été un tel bandit qui était devenu, au cours des événements, empereur de Chine et porteur du Mandat du Ciel.

Bien que la noblesse et la paysannerie soient culturellement différenciées, elles partageaient néanmoins une forme d'organisation sociale, le groupe de parenté corporatif ou *tsu*, comprenant des membres des deux classes en une seule unité sociale. Ces unités de parenté sont généralement appelées clans dans la littérature. Les membres de ces clans étaient considérés comme étant liés les uns aux autres par une descendance patrilinéaire d'un ancêtre commun ; Les femmes, lorsqu'elles

se marient, deviennent membres du clan de leur mari. Lorsqu'un clan ou un segment de clan devenait prospère, il célébrait sa descendance et son appartenance communes en érigeant un temple de clan, où les généalogies du clan étaient déposées et les tablettes des ancêtres conservées. Lorsqu'un clan s'agrandissait, il pouvait se subdiviser en sections, chacune avec son propre temple et son propre attirail religieux. Cependant, les rituels de clan requis ne pouvaient être célébrés que par un membre de la noblesse érudite, et ces temples étaient le plus souvent situés dans les villes où la haute noblesse maintenait ses résidences. De nombreux villages, habités par des sections les plus pauvres de ces clans, n'avaient pas de temples de clan propres. La taille des clans peut également varier considérablement. Certains peuvent comprendre aussi peu que quatre familles, d'autres bien plus d'un millier : la plupart semblent avoir eu entre quarante et soixante-dix familles. Les clans du sud de la Chine étaient à la fois plus grands et plus importants que ceux du nord, et remplissaient d'importantes fonctions économiques, tout en servant des fins cérémonielles et sociales : ils possédaient souvent des terres et d'autres biens et un village entier pouvait appartenir à un clan. Dans le nord, un village pouvait contenir plusieurs petits clans, et leurs fonctions étaient principalement sociales et cérémonielles plutôt que purement économiques. Nous verrons bientôt quelques-unes des raisons de cette variabilité.

Tous les membres du clan pouvaient se considérer comme des descendants d'un ancêtre commun, mais tous les membres n'avaient pas une voix égale dans les affaires du clan. Habituellement, les activités du clan étaient guidées par les membres ayant la plus grande richesse, l'éducation, l'influence et le statut. Bien que ce groupe puisse inclure des paysans riches, les tâches de prendre des décisions au nom du clan étaient généralement entre les mains de la noblesse. C'était particulièrement pertinent lorsque le clan possédait des terres. Les terres n'étaient pas cultivées collectivement, mais louées à des locataires individuels. Alors que les étrangers, qui n'étaient pas membres d'un clan, pouvaient être considérés comme des locataires, les membres avaient une revendication prioritaire sur l'attribution des terres, un privilège important dans les zones où une population dense se disputait les quantités de terres disponibles. Les membres et les non-membres, cependant, payaient le même montant de loyer une fois admis à la location. Les revenus de la location foncière étaient utilisés pour couvrir les coûts d'entretien des temples et des cimetières du clan, de financer le banquet annuel du clan, d'offrir des bourses d'études aux enfants talentueux du clan ou de se défendre contre les bandits. De temps en temps, les revenus en argent étaient distribués entre tous les membres du clan ; Plus fréquemment, cependant, il était de nouveau investi dans des terres ou d'autres transactions commerciales par les dirigeants du clan. Le clan a également agi comme une organisation de défense de ses membres, ainsi que comme un instrument de soutien aux revendications contre les clans rivaux ou les représentants du gouvernement. « Les intérêts des membres du clan pouvaient ainsi diverger sensiblement. » Les membres de la noblesse d'un clan étaient principalement intéressés par l'utilisation de la structure du clan pour renforcer et étendre leur pouvoir ; Ils étaient les principaux agents du maintien de l'institution. Cela leur a permis d'assurer une gestion efficace d'un large éventail de ressources et d'accroître leur position par rapport aux autres membres de leur classe et au sein du gouvernement. Les membres paysans, d'autre part, ont principalement bénéficié de l'accès à des terres rares et de leur capacité à invoquer la solidarité clanique lorsqu'ils avaient besoin de protection et d'influence. Cette convergence d'intérêts pouvait rassembler la noblesse et la paysannerie pour résister aux exactions du gouvernement central ou à la concurrence des clans rivaux. À d'autres moments, cependant, l'exécutif de la noblesse traitait les membres paysans du clan simplement comme les propriétaires ont toujours traité leurs locataires. Souvent, en outre, les règles du clan contenaient des dispositions qui permettaient à l'exécutif du clan d'expulser les membres qu'il jugeait indésirables. Ces règles pouvaient stipuler que l'appartenance continue à un clan nécessitait certaines contributions financières ou la possession de certains vêtements de cérémonie. Ils pouvaient également exiger l'expulsion de tout membre qui donnerait ses enfants en adoption ou vendrait des filles en servitude ou à la prostitution. De par leur nature même, de telles dispositions étaient fortement

discriminatoires à l'égard des membres des clans les plus pauvres qui n'avaient pas les moyens nécessaires pour maintenir les dépenses cérémonielles ou qui étaient contraints de limiter la taille de leur famille en cas de besoin.

Nous avons dit que le clan était une institution plus importante dans le sud de la Chine que dans le nord de la Chine. Cela est dû, en partie, à des raisons historiques : les Chinois ont colonisé le sud sur une longue période de temps : il est concevable que cela ait été fait par des groupes de clans établissant leurs propres villages de clans. Ici aussi, les Song du sud ont parrainé un renouveau confucéen contre les nomades pastoraux Ch'itan et Jurchen, un effort qui comprenait le soutien de l'État pour le développement de nombreux grands clans ramifiés. Plus tard, des considérations régionales sont entrées en jeu. Le sud était le plus éloigné du siège du pouvoir central à Pékin au nord ; Par conséquent, la base de pouvoir locale et régionale de la noblesse, telle qu'illustrée par le clan, était susceptible d'être plus forte ici que dans le Nord. Enfin, il ne faut pas oublier que les contacts et la pénétration du commerce étranger ont commencé dans le sud et que l'ouverture des possibilités de migration à l'étranger a attiré des centaines de milliers de Chinois à chercher fortune en Asie du Sud-Est et à travers le Pacifique. Le contact avec les entreprises et les gouvernements étrangers a stimulé le développement des clans en organisations quasi commerciales, tandis que les envois massifs de fonds par les Chinois d'outre-mer qui souhaitaient être reconnus et commémorés dans leur pays d'origine ont fourni beaucoup de richesses pour le soutien du cérémonial et de l'affichage des clans. En tant que bénéficiaires de cet afflux de capitaux, de nombreux clans sont devenus, comme l'a dit Chen Han-seng, comme des services publics avec de nombreux actionnaires, mais contrôlés par quelques-uns qui s'approprient et disposent de la plupart des bénéfices. Alors que la rente foncière devenait une source de capital de plus en plus importante et que les capitaux étaient de plus en plus investis dans un marché national et international en constante expansion, les déficits créés par les exactions des membres les plus pauvres du clan ont commencé à l'emporter sur les avantages associés à l'adhésion continue au clan. Ainsi, la tendance à consolider les terres entre les mains des clans a également accentué les conflits internes au sein des clans entre riches et pauvres. Ainsi, de 1924 à 1927, Kwangtung,

« La province où le système clanique était le plus intact fut le théâtre des soulèvements paysans les plus violents et le siège des syndicats paysans les plus puissants, qui unissaient les paysans pauvres et moyens ainsi que les ouvriers agricoles de différents clans dans la lutte commune contre leurs frères de clan et leurs ennemis de clan – les riches propriétaires terriens et les marchands »

Une autre caractéristique de la société chinoise à laquelle participaient à la fois les paysans et la noblesse était la société secrète. Au milieu du XIV^e siècle après J.-C., une organisation de ce type, le Lotus Blanc, avait levé le drapeau de la rébellion contre la dynastie Yüan, établie par les envahisseurs mongols, associant son attrait nationaliste aux attentes messianiques d'un nouveau Bouddha-Matréya, un sauveur qui inaugurerait un nouveau règne de justice. Le Lotus Blanc, à son tour, a donné naissance à un certain nombre d'autres sociétés telles que les Huit Trigrammes, le Nien, le Grand Couteau, les Boxeurs, la Société de la Foi et les Lances Rouges. Une autre grande société, la Triade, impliquée dans la rébellion des Taiping du milieu du XIX^e siècle, dont nous parlerons plus loin, engendra à son tour des organisations telles que le Ko-lao-hui (la Société des Anciens et des Anciens), la Bande Verte, le Petit Couteau. Toutes ces sociétés. – et il y en avait beaucoup d'autres – tiraient leurs membres de la noblesse mécontente, de la paysannerie, surtout de la paysannerie dépossédée et marginale, et des artisans, des petits marchands, des contrebandiers, des soldats démobilisés et des bandits. Organisés intérieurement selon des lignes strictement hiérarchiques, munis de codes et de symboles secrets appris dans des procédures d'initiation complexes, ces groupes en sont venus à constituer de véritables « contre-ordres » à l'ordre établi, avec leurs propres ensembles de normes et de sanctions sociales. Politiquement, ils ont dirigé leurs efforts contre le gouvernement central, en particulier lorsque ce gouvernement était aux mains d'envahisseurs étrangers, comme cela avait été le cas avec la dynastie mongole (1280-1368) et devait être à nouveau le cas avec les Mandchous qui ont régné de 1644 à 1912. Idéologiquement, ils

avaient tendance à être anticonfucéens et utilisaient des éléments taoïstes et bouddhistes dans leur symbolisme. Certaines sociétés, par exemple, ont maintenu la croyance en une Vieille Mère ou un Vieux Père-Mère qui n'a jamais été créé, un être surnaturel unitaire, correspondant au concept taoïste d'un Ciel Prieur, existant avant que le monde ne soit divisé en éléments opposés du yin et du yang. L'orientation taoïste soutenait qu'un âge d'or putatif dans le passé avait cédé la place au désordre du présent.

L'orientation bouddhiste prévoyait l'avènement des bouddhas messianiques. Le point commun de ces deux orientations, c'est leur tendance convergente à considérer le présent comme une période de désordre qu'il faut dépasser. Cela a mis les sociétés secrètes en opposition directe avec le confucianisme favorisé par l'État qui s'efforçait de créer un système hiérarchique de relations sociales appropriées, construit autour de l'axe de la piété filiale. De nombreuses sociétés secrètes présentaient d'autres tendances hétérodoxes. La plupart d'entre elles étaient fortement féministes, contrairement à la pensée confucéenne qui affirmait la domination du yang masculin sur le yin féminin : les sociétés secrètes avaient tendance à accorder un statut égal aux femmes. Ils ont également utilisé la langue familière, pai-hua, par opposition aux formes linguistiques classiques wen-yen de la noblesse confucéenne. Certains d'entre eux étaient aussi fortement puritains ; le Lotus Blanc, par exemple, interdisait l'usage de l'alcool, du tabac et de l'opium. La contribution particulière de la société secrète à la vie politique en Chine, dit Franz Michael, *« était leur organisation politique militante. Ils ont été formés comme des fraternités de persécutés et de ceux qui n'avaient ni voix ni pouvoir dans la structure politique et sociale existante. Ils ont formé des organisations politiques clandestines, rivales et potentiellement hostiles à l'organisation étatique existante. Leurs membres avaient juré de s'entraider en cas de détresse, de donner refuge aux membres qui se cachaient des fonctionnaires et de se soutenir mutuellement dans les conflits avec les étrangers ainsi qu'avec le gouvernement. La loyauté envers les frères de la société était la première obligation, mais au-dessus de la fraternité des membres égaux se trouvait une hiérarchie de fonctionnaires de la société qui pouvaient imposer une autorité et une discipline absolues. Les sociétés étaient des ordres secrets de tous ceux qui n'avaient pas d'autre moyen de se défendre contre les pressions de l'État et des dirigeants sociaux privilégiés. Ils prospérèrent surtout dans les villages ruraux et parmi les paysans, mais ils comptaient souvent parmi leurs membres la noblesse savante inférieure. »*

Ces sociétés « ont donc fourni un modèle d'après lequel une organisation rebelle pouvait être modelée ». De ce point de vue, le parti communiste du XXe siècle n'a pas violé les attentes traditionnelles, mais s'est parfaitement inscrit dans un modèle établi d'obtention d'un effet de levier économique et politique. De plus, de nombreux dirigeants communistes, comme Chu Teh, Ho Lung, Liu Tzu-tan, avaient été membres de sociétés secrètes telles que les Ko-Lao et devaient utiliser leurs liens avec les sociétés secrètes pour faire avancer la cause des communistes.

Superficiellement statique, la société chinoise était en réalité sujette à la fois à des rébellions répétées et à des périodes de désintégration suivies de nouveaux cycles de consolidation et d'intégration. Beaucoup de rébellions récurrentes impliquaient des soulèvements de la paysannerie. Ceux-ci se conformaient à une séquence structurée. Au cours de la première étape d'un tel soulèvement, un certain nombre de paysans, chassés de leurs maisons et de leurs terres pour un certain nombre de raisons, cherchaient refuge dans le désert. Devenus bandits, ils attaquaient les voyageurs ou les riches propriétaires. Habituellement, ils maintenaient le contact avec leurs villages d'origine et y tiraient des approvisionnements continus, tout en protégeant les villageois contre l'incursion de bandes rivales.

Au cours de la deuxième étape, la bande étendrait son rayon d'action, empiétant ainsi sur la zone d'opérations des autres bandes. Le conflit qui en résulterait conduirait à l'élimination des unités moins viables, et a établi la domination de la bande la plus forte et la mieux organisée. Lorsque cela se produisait, les rivaux ne pouvaient plus menacer la base du village de la bande de bandits ; Cela a libéré le groupe pour d'autres activités.

Au cours de la troisième étape, la bande a commencé à rencontrer de la résistance de la part des propriétaires terriens forcés de payer des montants supplémentaires de tribut. Tentant de résister, les propriétaires terriens firent appel au gouvernement de la ville la plus proche. Les bandits attaquèrent donc la ville, tentant de couper cette source d'aide au groupe de propriétaires terriens. Si les troupes gouvernementales réussissaient à repousser les assaillants, la bande de bandits se retirait dans l'arrière-pays, pour se séparer sous l'impact de la défaite. « Ensuite, le cycle recommençait. Cependant, les troupes gouvernementales pouvaient faire cause commune avec les rebelles, tandis que la noblesse locale mécontente trouverait cette coopération avec les rebelles dans son propre intérêt en s'opposant à l'autorité centrale de l'État. En conséquence, la ville pourrait céder à la pression des bandits, offrant aux bandits un pivot urbain pour d'autres activités.

Au cours de la quatrième étape, la bande victorieuse étendit son emprise sur d'autres villes et se prépara à défendre son butin contre les troupes gouvernementales. Pour obtenir d'autres succès, ils ont dû conclure des alliances de plus en plus étroites avec la noblesse savante de la région, car celle-ci détenait le monopole des compétences bureaucratiques et sociales nécessaires à une administration efficace. Les bandits se sont d'abord adaptés aux normes de la noblesse ; plus tard, ils les ont adoptés comme les leurs. Ainsi, le chef des bandits victorieux devenait un général, un duc ou un empereur. S'appuyant sur le soutien continu de la noblesse érudite, il devint à son tour un pilier de l'ordre établi.

Un bon exemple d'un bandit qui a obtenu son diplôme à travers ce cycle en quatre étapes est celui du fondateur de la dynastie Ming, Chu Yiianchang. La Chine était alors aux mains d'une dynastie mongole, les Yiian. Vers le milieu du XIV^e siècle, une série de catastrophes naturelles et d'échecs politiques provoquèrent le déclin des installations d'irrigation et de transport ; Les impôts ont augmenté précipitamment, tandis que les réserves alimentaires s'épuisaient. Une série de bandes se sont formées principalement dans les régions de Honan, du nord d'Anhui et du nord du Kiangsu ; ils étaient associés à la société du Lotus Blanc, une organisation secrète qui proclamait que « l'empire est en révolte, Bouddha-Matrya doit naître, un dirigeant éclairé apparaîtra ». Les bandes exerçaient leur emprise contre un gouvernement désuni, incapable d'amener toutes ses forces à des points décisifs. L'une des recrues de la cause des bandits était un orphelin issu d'une famille paysanne qui avait passé une partie de sa vie en tant que moine mendiant. Il a entraîné après lui un groupe de partisans de son village natal ; Beaucoup d'entre eux étaient de véritables parents ou fils adoptifs (*i-erh*). Peu à peu, il élimina la concurrence des bandes rivales : l'une des sources de sa force résidait dans sa capacité à combiner un fort appel anti-étranger, dirigé contre les dirigeants mongols, avec les griefs sociaux et les motivations religieuses qui avaient favorisé le soulèvement. Au fur et à mesure qu'il étendait son pouvoir sur la majeure partie de l'Anhui et du Kiangsu, avec Nankin comme centre de son pouvoir, il utilisa de plus en plus des lettrés issus de la noblesse érudite de la région. En 1367, il repoussa le dernier héritier de la dynastie mongole dans la steppe du nord et devint empereur de Chine. Les familles de la noblesse qui l'avaient soutenu dans sa lutte reprirent les postes de noblesse qui avaient servi l'envahisseur étranger. Le personnel de l'élite dirigeante a donc subi un changement complet, tandis que la structure du système est restée à peu près la même.

Les mouvements qui ont ainsi commencé comme des rébellions paysannes sont souvent devenus, s'ils étaient couronnés de succès, le moyen d'une nouvelle concentration du pouvoir à la tête de l'État, permettant à la société chinoise de se réintégrer et de se consolider. Le nouveau dirigeant favoriserait la noblesse de ses propres partisans en les nommant à des postes officiels, tout en privant la noblesse de l'opposition de postes et de propriétés foncières. Souvent, une telle période de renversement s'accompagnait d'une large distribution des terres prises aux ennemis du régime – distributions calculées pour gagner le soutien de larges segments de la paysannerie et de la noblesse locale pour le nouveau dirigeant. Avec la centralisation renouvelée de la bureaucratie gouvernementale et une plus grande efficacité fiscale, il est également devenu possible de consolider et d'étendre le grand système hydraulique dont dépendait l'agriculture chinoise pour ses

excédents, augmentant ainsi à la fois la quantité et la productivité des terres irrigables. Pourtant, l'expansion même du système tendait à produire des forces contraires. Les détenteurs du pouvoir local ont augmenté et élargi leur pouvoir ; les impôts qui avaient nourri le gouvernement central furent de nouveau détournés vers des mains privées ; le système hydraulique a souffert et s'est délabré de plus en plus ; L'exploitation foncière est devenue plus concentrée. Les exactions s'abattaient plus lourdement sur la paysannerie locale. La noblesse mécontente, qui n'avait pas été récompensée, se fit de plus en plus entendre dans son mécontentement. Les soulèvements sporadiques deviendraient endémiques jusqu'à ce qu'une rébellion majeure produise un nouveau chef qui se lèverait sur la crête du soutien paysan pour mener un retour à l'ordre et à la centralisation. Au cours de l'histoire chinoise, de nombreuses dynasties ont ainsi connu des hauts et des bas, leur ascension et leur chute étant largement motivées par des causes internes. Au XIXe siècle, cependant, à ces causes internes s'est ajoutée la forte pression de l'influence étrangère qui a simultanément affaibli la capacité de la dernière dynastie à résister à la désintégration et rendu de plus en plus difficile pour le pays de parvenir à un retour à l'ordre social et à la cohésion selon ses propres termes.

Les commerçants et les missionnaires européens, Portugais, Espagnols, Hollandais et Anglais, avaient longtemps échangé en Orient contre de la soie, des épices, du thé et de la porcelaine, et avaient cherché à introduire leurs variantes respectives de la religion chrétienne. Pourtant, avant l'avènement du XIXe siècle, ils avaient accepté la structure politique et religieuse de l'Empire chinois, et regardaient même la culture chinoise avec un sentiment d'admiration et d'espoir. Après le tournant du siècle, cependant, les intérêts commerciaux britanniques ont commencé à exercer une pression de plus en plus forte sur le gouvernement chinois pour qu'il renonce à ses monopoles sur le commerce et permette la libre importation de l'opium et des textiles. Les guerres de l'opium (1839-1842) brisèrent la résistance chinoise aux importations étrangères. Les traités successifs ont abaissé la barrière à l'introduction de l'opium à grande échelle, réduit les droits de douane sur les marchandises importées et ouvert un certain nombre de ports aux étrangers. Il a également forcé le gouvernement à payer des indemnités à la Grande-Bretagne pour avoir mené la guerre, le premier d'une série de paiements de ce type qui ont finalement ruiné le trésor chinois. Une conséquence immédiate de cette ouverture de la Chine aux négociants étrangers a été l'augmentation considérable des sorties d'argent chinoises nécessaires pour payer les importations. À la suite de la sortie de l'argent, le solde interne de l'argent par rapport au cuivre, les monnaies utilisées pour les transactions locales, est passé de 1:2 à 1:3. Cela nuisait grandement aux paysans dont les impôts et les loyers étaient payés en argent, mais qui ne recevaient que du cuivre pour leurs produits vendables.

L'ouverture des ports du traité a fait de la Chine un satellite du monde industriel. Le développement industriel qui a eu lieu par la suite s'est largement concentré dans les ports du traité ou à proximité, alimenté par des investissements étrangers et protégé par des armes étrangères. Les ports du traité sont devenus de véritables bastions d'intérêts étrangers en Chine. Non seulement les étrangers étaient soumis à leurs propres lois, et donc libres de toute restriction par la loi chinoise, mais les Chinois qui avaient des relations juridiques avec des étrangers devaient également être jugés en vertu de la loi étrangère. La défaite et l'empiétement des étrangers qui en a résulté ont grandement nui au prestige de la dynastie mandchoue et à sa capacité à conserver une emprise sur le pays. Au fur et à mesure qu'elle s'affaiblissait sur le plan intérieur, elle était forcée de s'appuyer de plus en plus sur des puissances extérieures qui avaient désormais un intérêt déterminé à renforcer ses défenses internes en tant qu'instrument fiable d'ordre dans l'arrière-pays. Ils cherchaient un gouvernement « assez faible pour accepter des ordres et des contrôles de l'étranger, mais assez fort pour donner des ordres et exercer un contrôle à l'intérieur ».

Dans le même temps, les attitudes des missionnaires envers les Chinois ont commencé à changer, en particulier avec l'avènement du premier missionnaire anglais non conformiste en Chine, Robert Morrison. Là où les émissaires chrétiens précédents avaient regardé les Chinois avec un

sentiment de parenté et d'admiration, il y avait maintenant une tendance à les voir comme des païens ignorants qui devraient abandonner une culture déficiente et inférieure en faveur d'une culture construite sur les modèles de l'Occident protestant. Les traités qui légalisaient l'importation de l'opium prévoyaient également le droit absolu des missionnaires européens de répandre leurs enseignements. Selon les mots de l'historien britannique Joshua Rowntree (1905, 242), l'opium et l'Évangile « se sont réunis, se sont répandus ensemble, ont été combattus ensemble, et finalement légalisés ensemble ». On dit parfois que le christianisme a eu peu d'impact sur la société chinoise parce que ses normes se sont révélées incompatibles avec les modèles familiaux chinois et les formes de commémoration des ancêtres. Pourtant, il a eu des effets à court et à long terme. Les effets à court terme sont clairs dans le syncrétisme religieux de la rébellion des Taiping, dont nous parlerons plus tard. Le chef des Taiping se considérait comme un frère cadet de Jésus-Christ et utilisait la Bible comme un livre sacré. Le mouvement était suffisamment chrétien pour amener les Églises à envoyer des enquêteurs pour découvrir si ses principes coïncidaient suffisamment avec ceux du christianisme orthodoxe pour recevoir l'aide occidentale. Le rapport de l'enquête était négatif – on est amené à spéculer sur ce qui se serait passé si les missionnaires impliqués avaient pris une décision moins fondamentaliste et plus œcuménique. En 1937, il y avait environ trois millions de Chinois catholiques, recrutés principalement dans les classes inférieures, et un demi-million de convertis au protestantisme, principalement issus des classes moyennes et supérieures. Pourtant, il est vrai que les effets de l'effort chrétien résident moins dans la conversion que dans la transmission des idées et des techniques occidentales. Robert Elegant a dit à ce sujet :
« *Le vaste établissement missionnaire chrétien en Chine a été l'un des efforts les plus réussis d'une culture pour en influencer une autre. Si les missionnaires ont produit peu de chrétiens, ils ont encouragé beaucoup de sceptiques ; s'ils n'établissaient pas la morale chrétienne, ils engendraient le mécontentement ; s'ils n'ont pas tourné l'esprit des hommes vers la contemplation de l'éternité ou éveillé le désir de l'illumination spirituelle, ils ont fait connaître les bienfaits matériels dont jouissaient les nations chrétiennes.* »

Le tissu de la société chinoise est encore affaibli par une série de guerres menées par des puissances extérieures : la guerre anglo-française contre la Chine en 1860-1861 ; l'annexion de ce qui est aujourd'hui le Viêt-Nam par les Français ; la guerre japonaise contre la Chine en 1894-1895 ; et la guerre russo-japonaise de 1904-1905 qui s'est déroulée sur le sol chinois. Mais il y a aussi eu deux grandes rébellions internes – parmi un certain nombre de plus petites – qui ont mis à rude épreuve et déchiré le tissu de l'intérieur : la rébellion des Taiping (1850-1865) et la rébellion des Nien (1852-1868). Ces rébellions sont importantes non seulement dans leur contexte historique, mais aussi parce qu'elles se sont avérées être des répétitions d'un événement encore plus grand, la révolution communiste paysanne du XXe siècle. Ils présentent des thèmes organisationnels et idéologiques qui devaient prendre tout leur sens un siècle plus tard. De plus, de nombreux dirigeants communistes ont été élevés à une époque où le souvenir de ces mouvements était encore vert. Chu Teh, par exemple, dans sa jeunesse, entendit l'histoire des Taiping d'un tisserand errant qui avait pris part au mouvement.

La rébellion des Taiping a commencé dans le sud, dans les provinces de Kwangtung et de Kwangsi, une unité naturelle séparée du reste de la Chine par une chaîne de montagnes et orientée vers la ville portuaire de Canton. C'est à Canton que les négociants étrangers avaient posé le pied pour la première fois sur le sol chinois, et c'est par Canton que l'influence étrangère a poussé son principal coin d'entrée après l'ouverture de la Chine au commerce extérieur. La région était très hétérogène sur le plan ethnique et professionnel. Il contenait – enclavés parmi les Chinois – d'importants groupes minoritaires d'affluence chinoise et non chinoise. La plus grande minorité était les Hakka méprisés, des Chinois qui étaient arrivés plus tard dans la région, contrairement aux Chinois Han établis depuis plus longtemps. Leurs coutumes et leur dialecte diffèrent de ceux des Han jusqu'à ce jour, où ils sont environ vingt millions. Il y avait aussi des peuples tribaux dans la région – Miao, Yao et Lolo – qui avaient autrefois occupé une grande partie du sud de la Chine et

ont été repoussés vers des terres marginales et montagneuses par les Chinois entrants. Il existait également des groupes professionnels présentant des caractéristiques distinctives et des organisations professionnelles sous leur propre direction, qui nourrissaient des griefs particuliers. Parmi eux se trouvaient les boat people dont les services dans la navigation sur les canaux avaient souffert aux mains du transport étranger côtier ; des pirates dont les activités lucratives en haute mer avaient été restreintes par les marines étrangères ; les contrebandiers de sel qui ont activement contourné le monopole du sel du gouvernement en exploitant eux-mêmes les zones de production de sel de Kwangtung et de Kwangsi ; Mineurs; et des charbonniers. Ceux-ci s'enrôlèrent volontiers dans les armées des Taiping. Le chef des Taiping, Hung Hsiu-ch'tian (1814-1864) était un pauvre paysan Hakka du Kwangtung. Sa famille s'était sacrifiée pour payer ses études qui devaient faire de lui un instituteur, mais il échoua aux examens qui lui auraient permis d'entrer dans la bureaucratie. Un tract missionnaire protestant a servi de catalyseur pour le lancer dans une autre carrière de chef religieux. Au cours d'une vision, il en vint à se considérer comme le frère cadet de Jésus-Christ et donc comme le deuxième fils de Dieu, choisi pour détruire les démons sur la terre afin de créer un nouveau Royaume de Dieu. Il reçut également une formation de deux mois dans une mission américaine à Canton sous la tutelle du révérend fondamentaliste Issachar Roberts du comté de Sumner, au Tennessee. La Bible a pris sa place parmi les livres sacrés de la nouvelle religion. Le mouvement s'étendit rapidement à onze provinces au sud du fleuve Yangtze ; sa répartition géographique coïncide nettement avec la région dans laquelle les communistes se sont établis pour la première fois après la Première Guerre mondiale. Avant d'être finalement écrasé par les troupes gouvernementales avec une perte d'environ vingt millions de vies, il avait mis en branle toute une série de processus qui devaient finalement provoquer la désintégration de l'État chinois de l'intérieur, tout comme l'empiétement étranger avait provoqué la désintégration de l'État de l'extérieur.

Le soulèvement des Taiping s'est soldé par une défaite, mais il a fait une forte impression sur le peuple chinois. Les objectifs annoncés du mouvement ont encore une sonorité étrangement moderne, cent ans après les événements sanglants de l'insurrection. Ils ont été les premiers, depuis l'ouverture de la Chine par l'Occident, à annoncer certains des thèmes repris et développés par la suite par les communistes chinois. Il n'est donc pas surprenant que, dans les écrits communistes actuels, les Taiping apparaissent comme les ancêtres et les précurseurs du mouvement actuel.

Quelles sont ces caractéristiques « modernes » des Taiping ? Tout d'abord, ils ont envisagé un ordre social qui éliminerait la domination de la noblesse chinoise. Les Taiping, dit Franz Michael, « cherchaient à introduire un ordre moniste dans lequel l'État serait tout ». Au lieu de la division traditionnelle de la société en noblesse savante, paysannerie et militaire, la paysannerie, la soldatesque et les administrateurs devaient ne faire qu'un. « Toute la société devait être organisée en cellules de paysans-soldats de vingt-cinq familles commandées par un sergent. Chaque famille recevait une terre pour travailler mais pas pour posséder. Tout excédent de cHina 121 au-delà de la quantité nécessaire pour nourrir la famille serait transféré dans un grenier public surveillé par le sergent. Quatre cellules, soit cent familles, devaient être commandées par un lieutenant ; Cinq lieutenances formeraient un capitaineat, cinq capitaineries un coronelcy, cinq coronelcies un grade de général. Chaque officier militaire serait à la fois fonctionnaire administratif, juge et guide religieux. Un sergent, par exemple, ne se contenterait pas de diriger une unité militaire de vingt-cinq paysans-soldats et d'administrer leur grenier ; Il présidait également les services du week-end et les cérémonies du cycle de vie. Toute question qu'il ne pourrait pas résoudre serait transmise à la chaîne de commandement pour être résolue au niveau supérieur. Les bonnes performances seraient récompensées par une promotion, les mauvaises performances par la rétrogradation ou la peine capitale. De plus, les Taipings dirigeaient leurs attaques non seulement contre la noblesse érudite, mais aussi contre leur idéologie, le confucianisme, en tant que religion d'une classe d'ennemis ; à sa place, ils institueraient leur propre vision du Royaume Céleste comme religion de tous les Chinois. Au monisme qui imprégnait leur vision d'une nouvelle société politique, ils alliaient un monisme

idéologique. « Cela a dressé les Taiping non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre les défenseurs de l'ordre social existant lui-même, la noblesse et tous ceux qui croyaient au système confucéen. »

Il est très probable que les Taiping n'ont pas créé cet idéal d'une société et d'une politique monistes de toutes pièces, mais qu'ils se sont inspirés de sources d'inspiration plus anciennes pour leurs concepts de ce que devrait être l'ordre social. Il est généralement admis qu'ils ont utilisé le Chou-li, un ancien document censé avoir été écrit par le duc de Chou, le premier ministre de Wu Wang, qui a vaincu la dynastie Shang au XII^e siècle av. J.-C. Le duc de Chou envisageait un État féodal étroitement organisé dans lequel les barons devraient allégeance aux vicomtes, les vicomtes aux comtes, les comtes aux marquis, les marquis aux ducs, les ducs au Fils du ciel. Ces cinq grades de vassaux correspondent aux cinq grades d'officiers envisagés par les Taiping. Au bas de cette pyramide se trouvait la paysannerie, organisée autour d'unités agricoles de neuf fermes, dont l'une devait être publique, tandis que les huit fermes environnantes devaient être privées. Les paysans devaient cultiver la ferme publique, ainsi que leurs propres lots privés. La ressemblance avec le système Taiping est intrigante. Néanmoins, il faut souligner que le duc de Chou reconnaissait également que ses cinq types de feudataires seraient chacun servis par cinq types de noblesse : ministre, grand officier, érudit supérieur, érudit moyen et érudit inférieur. De plus, toutes les positions devaient être héréditaires. De plus, il semblerait que les paysans ne devaient pas porter les armes. Pourtant, on peut supposer qu'il existait une tradition de pensée politique qui pouvait s'écarter de ces principes premiers, principes qui étaient clairement divergents et en opposition avec les concepts ultérieurs d'une société orientale administrée par une noblesse érudite non héréditaire. Il est certainement vrai que dans une tradition littéraire qui s'appuie fortement sur des citations des classiques, quiconque souhaite marquer un point intellectuel doit le fortifier par de telles citations. Il est également curieux de noter que le Chou-li a également été invoqué par Wang An-Shih (a.p. 1021-1086), le réformateur du « New Deal » de la dynastie Sung. Wang An-Shih croyait lui-même au système de huit fermes privées et d'une ferme publique. Pourtant, lorsqu'il rencontra de l'opposition à sa restauration, il se concentra moins sur la réforme agraire en tant que telle que sur le développement de l'institution du grenier public qui s'approvisionnerait auprès des paysans et, à son tour, leur prêterait des fournitures en cas de besoin. En même temps, il lança également des plans militaires qui faisaient de chaque paysan un soldat en même temps. En opposition à l'utilisation de mercenaires, Wang An-Shih « essaierait de former de tels soldats civils, remplaçant progressivement les armées impériales par eux, et reviendrait à l'ancienne méthode d'un soldat-fermier » (Miyakazi, 1963, 87). Il attaqua en outre les traditions littéraires de la noblesse et prôna un système de spécialisation technique, attaquant ainsi la justification idéologique de la noblesse érudite elle-même. Ces réformes ont échoué, mais il ne semble pas improbable que les concepts de système de champs de puits, de grenier public, de soldat-paysan et d'époques hiérarchiques de dirigeants qui remplissent simultanément un certain nombre de fonctions aient été maintenus en vie dans la tradition idéologique chinoise plus large.

Les Taiping avaient un certain nombre d'autres caractéristiques qui en font des précurseurs des révolutionnaires du XX^e siècle. Ils ont accordé l'égalité aux femmes, y compris l'accès aux grades de direction ; il y avait des femmes soldats dans l'armée des Taiping. Il y avait des édits contre le bandage des pieds, la prostitution et le commerce des femmes. Le mariage devait être basé sur l'attraction mutuelle entre les partenaires, et non sur des arrangements financiers entre les familles comme par le passé ; La cravate devait être monogame. Toutes ces mesures étaient dirigées contre la noblesse avec ses arrangements matrimoniaux à des fins de mobilité sociale, l'utilisation du bandage des pieds féminins comme marque de statut social, l'emploi du concubinage, l'affirmation de la domination masculine sur les femmes. Les Taiping soutenaient également l'utilisation de la langue populaire par opposition aux formes linguistiques des lettrés. Ils préconisaient l'introduction d'un calendrier moderne de type occidental. L'opium, le tabac et l'alcool étaient interdits. Enfin, le mouvement était fortement iconoclaste, détruisant non seulement

les tablettes des ancêtres – qui touchaient à la continuité des lignées et des clans, l'un des mécanismes de la domination de la noblesse – mais visait également à éliminer les images bouddhistes, taoïstes et confucianistes.

La plupart de ce programme est resté visionnaire et n'a pas été mis en pratique ; un écrivain communiste, Fei Min, a parlé du programme des Taiping comme d'un « socialisme imaginaire ». Pourtant, il y a un doute quant à savoir si cela devrait même être décrit comme du « socialisme ». L'objectif des Taiping était moins de bénéficier à la paysannerie que de l'organiser selon un nouveau schéma social, dans lequel le pouvoir politique serait réparti différemment, mais dans lequel le paysan serait toujours le principal porteur du fardeau de la nouvelle société. La vision projetée de la réforme agraire n'a en fait pas été réalisée ; l'augmentation constante des impôts finit par retourner la paysannerie contre les Taiping. Ce revers fut habilement exploité par les troupes gouvernementales qui leur étaient opposées. Les Taiping ne purent finalement pas compter sur la paysannerie parce qu'ils n'avaient pas su retenir leur loyauté.

La deuxième grande rébellion fut celle des Nien, qui se soulevèrent dans le nord où l'on cultivait le millet et le kaoliang. Les Nien étaient fortement anti-mandchous ; leur chef commun s'est déclaré Grand Prince Han avec le Mandat Céleste. Leurs symboles et cérémonies étaient dérivés de la Société bouddhiste anti-mandhique du Lotus Blanc. Leurs chefs intermédiaires provenaient pour l'essentiel des détenteurs de degrés inférieurs de la noblesse et de leurs clans puissants. Moins idéologiques que les Taiping, ils étaient cependant plus aptes à organiser un soutien de masse pour leur entreprise. Leur modèle était d'enrôler des communautés entières et de les organiser en corps d'autodéfense derrière de grands murs de terre entourés d'une zone de terre brûlée pour faciliter l'attaque et la défense. Ils ont ouvert des prisons et organisé des procès pour vengeance contre les fonctionnaires. « Ils organisaient la production et effectuaient des distributions de céréales. Ils ont fait un usage intensif de la cavalerie, utilisant des milliers de chevaux. Leur modèle d'organisation, cependant, présentait trois faiblesses frappantes, habilement exploitées par les troupes gouvernementales adverses. Ils sont restés principalement ruraux, ne voulant pas et ne pouvant pas s'emparer des villes et les tenir. Leurs efforts étaient largement décentralisés, chaque communauté restant largement préoccupée par ses propres gains immédiats et sa défense ; Et ils ont fini par s'aliéner la paysannerie avide de terres avec leur politique de la terre brûlée. L'habile chef du gouvernement Tseng Kuo-Fan exploita ces faiblesses en isolant les communautés les unes après les autres, en coupant les pillards de cavalerie de leurs bases d'origine et en attirant du côté du gouvernement de nombreux paysans qui avaient souffert de la politique défensive des Nien.

D'un point de vue historique, les rébellions du XIXe siècle ont eu un effet paradoxal sur le cours du développement chinois au XXe siècle. Les rébellions ont été vaincues, mais seulement au prix de la levée d'importantes forces armées régionales sous la direction de dirigeants régionaux. Ceux-ci, généralement des membres de la haute noblesse et des fonctionnaires honorés de l'État, se sont ainsi retrouvés dans des positions de pouvoir indépendant croissant. L'État leur avait délégué la tâche de détruire les rebelles ; pourtant, ce faisant, il avait en fait hypothéqué l'avenir de la Chine à des fonctionnaires qui étaient en même temps détenteurs du pouvoir régional. De plus, le nombre de militaires a fortement augmenté pendant les rébellions. Certains de ces nouveaux hommes de pouvoir étaient destinés à devenir les premiers entrepreneurs industriels en Chine. « Ils ont favorisé le développement industriel pour renforcer leur propre pouvoir par opposition à celui du gouvernement central ; ils ont également cherché à créer des instruments industriels et commerciaux adéquats capables de résister à l'impact croissant de l'étranger. Pourtant, en tant que membres de la noblesse érudite traditionnelle, ils ont également continué à voir dans ces instruments principalement les moyens de préserver l'essence (*t'i*) de la Chine traditionnelle, confucéenne et agraire. Ils n'avaient pas à la fois l'expérience technique dans la gestion des entreprises modernes et la vision sociale qui leur aurait permis d'utiliser la propriété foncière comme un complément à l'industrie et au commerce, plutôt que de subordonner l'industrie et le

commerce à la propriété foncière traditionnelle. Ainsi, même s'ils se sont rapprochés du capitalisme occidental, ils sont restés la noblesse d'abord et les entrepreneurs ensuite.

Alors que ces grands fonctionnaires étaient encore pris dans le dilemme entre les valeurs confucéennes et l'entreprise privée moderne, ils ont rapidement été dépassés par un grand groupe d'entrepreneurs qui étaient beaucoup moins attachés à l'ordre ancien et plus engagés dans de nouvelles façons de faire des affaires. Il s'agissait des marchands portuaires ou compradores, comme on les appelait en portugais, agents des entreprises étrangères en Chine. Selon les valeurs confucéennes traditionnelles, leur activité commerciale avait été tenue en piètre estime ; le marchand avait un statut inférieur dans la société chinoise, qui donnait la priorité sociale à la fois au paysan et à l'érudit. Le marchand avait

« drainait du paysan l'excédent au-delà du minimum nécessaire à la survie. En même temps, le marchand était en concurrence pour cet excédent avec la noblesse-propriétaire foncier, et avec toute la structure bureaucratique officielle qui était finalement soutenue par l'impôt et de multiples exactions coutumières sur le produit agricole total. Il s'ensuivait que dans l'idéologie dominante, le marchand était considéré comme essentiellement parasite des deux classes auxquelles on accordait les postes les plus élevés dans l'ordre traditionnel de la noblesse : fonctionnaire, paysan, artisan, marchand. »

L'entrée dans le monde des affaires à l'étranger leur a ainsi donné une position et une estime qu'ils n'avaient pas reçues dans le passé impérial. Leur rôle dans la nouvelle orbite commerciale-industrielle restait toutefois subsidiaire ; Dans leurs activités, ils ont dû faire face à la forte pression concurrentielle des établissements commerciaux étrangers et des gouvernements. La plupart d'entre eux restaient financièrement faibles et exposés aux vicissitudes de l'évolution des prix intérieurs et extérieurs. En 1918, sur 956 entreprises chinoises, 653, soit 69 pour cent, détenaient un capital de moins de cinquante mille yuans ; Seules 33 entreprises, soit 4 % de l'ensemble des entreprises, fonctionnaient avec un capital de plus d'un million de yuans. Cette richesse n'était pas non plus facilement convertible d'une entreprise commerciale à une autre, tandis que les entreprises européennes mélangeaient opérations bancaires, investissements industriels et gestion dans une symbiose facile. Une entreprise étrangère comme Jardine & Matheson, liée à des banques de Hong Kong et de Shanghai, avait des participations simultanées dans des chantiers navals, des transports publics, des compagnies d'assurance et des mines de charbon. Les entreprises chinoises dépendaient également des entreprises étrangères pour une grande partie du carburant et de l'énergie nécessaires à l'entraînement de la nouvelle machinerie, ainsi que des importations de cette machinerie elle-même. Ils étaient handicapés par d'innombrables taxes locales prélevées sur la circulation des marchandises en Chine, tout en étant incapables de se défendre contre la concurrence des produits étrangers qui étaient protégés par une limite de 5 % imposée par l'étranger aux droits de douane chinois. En outre, la plupart de leurs marchandises voyageaient de haut en bas du fleuve Yangtze et à l'étranger par des transporteurs étrangers. Leurs propres ressources étaient donc insuffisantes pour garantir une base de pouvoir indépendante ; Leur gagne-pain dépendait de leurs relations symbiotiques avec les entreprises étrangères. Ils ne se souciaient pas des voies des diables étrangers, mais ils étaient victimes du pacte qu'ils avaient signé avec eux. Leurs activités ont affecté l'ensemble du tissu de la vie chinoise, mais ils n'étaient pas eux-mêmes les arbitres des termes du changement qu'ils ont apporté. Ils pouvaient à l'occasion négocier de meilleurs contrats, mais la condition fondamentale de leur existence ne faisait d'eux rien de plus que les adjudants de puissances étrangères sur le sol chinois. Ils n'ont pas été en mesure de se libérer des chaînes qui les liaient aux schémas bureaucratiques du passé chinois, et pourtant impuissants à affirmer leur indépendance face aux forces auxquelles ils devaient leur statut nouveau.

Pourtant, l'ordre ancien était condamné, et la bureaucratie confucéenne héritée avec lui. Affaibli par les exactions étrangères et par les rébellions internes, de plus en plus fragmenté en blocs de pouvoir régionaux composés de fonctionnaires et de soldats qui commençaient à entretenir des relations avec différentes entreprises et puissances étrangères, l'Empire chinois s'est effondré en

1911 pour laisser place à une république désordonnée et divisée. Les rebelles nationalistes, rêvant d'une Chine forte et unie, capable de maintenir l'ordre chez eux et de résister aux pressions étrangères, prennent les rênes du gouvernement. Pourtant, l'effondrement de l'autorité centrale avait laissé la voie grande ouverte à la prise de pouvoir local ou régional par les seigneurs de la guerre. Il s'agissait, selon l'expression de Lattimore, de « politiciens avec des armées privées ». De tels politiciens-soldats pouvaient être trouvés à tous les niveaux, exerçant leurs dominions sur des villes, des régions, une province ou plusieurs provinces. Ils collectaient des impôts et des cadeaux, saisissaient le butin des opposants politiques et étaient dans une position idéale pour promouvoir la contrebande, les jeux d'argent ou la production et la distribution d'opium. Ils coopéraient fréquemment avec la noblesse locale, désormais libérée du contrôle central, et tous deux trouvaient leur alliance à leur avantage mutuel. Ils ont également formé des coalitions les uns contre les autres ou se sont battus les uns contre les autres, souvent en réponse à l'influence de groupes d'affaires étrangers ou nationaux qui favorisaient tantôt la consolidation, tantôt le conflit. Ils recrutaient leurs armées principalement parmi les paysans appauvris, incapables de joindre les deux bouts. « Ceux-ci étaient engagés comme soldats mercenaires ; À quelques reprises, un jeune paysan talentueux pouvait devenir lui-même un officier de haut rang ou un seigneur de guerre. Le processus, bien sûr, a mis en place un cercle vicieux : plus le nombre de seigneurs de guerre et de mercenaires était grand, plus les chances de troubles continus dans les campagnes étaient grandes, plus la tendance des paysans et des fils de la noblesse à entrer dans une carrière militaire était grande. La ligne de démarcation entre l'activité militaire accréditée et le banditisme pur et simple était très mince et s'effaçait facilement dans le processus.

Dans le même temps, avec l'avènement du XXe siècle, l'agriculture chinoise est entrée dans un état de déséquilibre ouvert. Les experts attribuent une importance différente à l'un ou l'autre facteur, mais il n'est pas douteux que plusieurs de ces forces, agissant conjointement, ont augmenté le poids du fardeau qui pesait sur le paysan chinois. Tout d'abord, et peut-être le plus important, il y avait le problème séculaire de savoir comment nourrir une population croissante entassée sur des quantités limitées de terres ; La population passera de 430 à 600 millions d'habitants entre 1850 et 1950. Un tel taux d'augmentation de la population aurait en soi entraîné des tensions considérables. Pendant des décennies, l'agriculture chinoise s'était montrée capable de nourrir ce nombre croissant de personnes ; Pourtant, en 1900, la pression démographique sur les ressources commençait à dépasser les limites tolérables. Cette pression a été encore intensifiée par le modèle séculaire de l'héritage chinois qui insistait sur un partage égal des terres entre les héritiers disponibles. La population croissante était donc de plus en plus comprimée sur des parcelles de plus en plus petites. Le deuxième point en importance était le déclin de la lutte efficace contre les inondations et de la gestion de l'eau, ainsi que l'incapacité d'entreprendre des projets d'agrandissement et de construction de nouveaux ouvrages. L'incapacité à gérer ces œuvres, dont dépendait une grande partie de l'agriculture chinoise, avait toujours accompagné le déclin dynastique ; Le pouvoir central devenait de plus en plus incapable de rassembler les hommes et les biens nécessaires à l'entretien des digues et des canaux. Troisièmement, à mesure que le pouvoir central déclinait, les seigneurs de guerre locaux et régionaux ont commencé à conserver les impôts qu'ils avaient auparavant transférés dans les coffres impériaux et à exiger de nouvelles taxes imprévisibles pour remplir leurs propres coffres au trésor et financer leurs propres entreprises. De plus, les levées étaient extorquées par les troupes excédentaires cantonnées à la campagne ou par des bandits qui n'étaient souvent que les soldats vaincus de militaristes infructueux. Quatrièmement, le déclin des Mandchous et l'avènement de la république mirent fin à l'institution du grenier public dans lequel les denrées alimentaires excédentaires étaient accumulées sous les auspices du gouvernement en cas de besoin. Les restes des stocks existants ont été vendus en 1912 pour couvrir les frais de la Révolution et n'ont jamais été remplacés.

Cinquièmement, les excédents générés par les modèles séculaires de location et d'usure ont été de plus en plus convertis en instruments d'expansion commerciale. Dans une certaine mesure,

tous les facteurs mentionnés précédemment – pression démographique, échec du contrôle de l'eau, fragmentation politique, épuisement des réserves alimentaires – avaient déjà fait leur apparition au cours de l'histoire chinoise. Le XXe siècle, cependant, s'est distingué en facilitant la diffusion du capitalisme entrepreneurial privé dans les zones rurales de la Chine et en générant des réactions spécifiquement chinoises à cette propagation.

Cette déclaration ne doit pas être interprétée comme signifiant qu'il n'existait pas de tradition d'entrepreneuriat privé en Chine avant l'avènement des Européens. Nous avons vu que la Chine a longtemps permis l'achat et la vente de terres. La société chinoise a également permis à la noblesse d'amasser des excédents paysans dans le cadre de leurs relations sous-contractuelles informelles avec l'État, et l'utilisation du crédit à des taux d'intérêt élevés était répandue et habituelle. L'État autorisait également un minimum de prise de profit privé dans les entreprises commerciales, et nous entendons parler de marchands de Pékin qui tiraient plus d'un revenu du prêteur sur gages, du prêt d'argent et de la tenue d'un magasin que de la location foncière. Mais alors que dans l'histoire de l'Europe occidentale, le pouvoir politique a souvent dû faire des concessions aux groupes marchands indépendants des villes, en Chine, l'État était extrêmement fort. Il pouvait compter sur une énorme population paysanne pour lui fournir la subsistance dont il avait besoin et pour y parvenir sans aucune machine économisant de la main-d'œuvre ; Dans sa noblesse érudite, elle avait trouvé un instrument fiable de contrôle politique et social. Ainsi, l'État chinois n'a jamais eu besoin d'une alliance politique avec des groupes privés d'entrepreneurs mercantiles. Il limitait leur activité par l'exploitation de grands monopoles d'État et maintenait leur propriété « faible » et soumise à l'État. De plus, le pouvoir social et le prestige découlaient de la propriété de la terre et de la possession de titres savants ; S'ils voulaient obtenir l'un ou l'autre, les marchands devaient donc réinvestir leurs gains dans l'achat de terres et dans la carrière éducative de leurs enfants.

Mais l'empiètement des puissances étrangères sur la Chine et les résultats combinés de la politique de la « porte ouverte » ont simultanément produit la désintégration de l'appareil d'État et la libération de l'activité commerciale et industrielle des contrôles politiques et sociaux traditionnels. L'industrie s'est développée, mais probablement pas assez rapidement pour fournir une source alternative fiable d'investissement à la majorité de ceux qui avaient des capitaux à investir. « Il y a eu une forte augmentation de la production de cultures de grande valeur marchande, telles que le tabac et l'opium. Cependant, les cultures vivrières ont également été impliquées dans ce développement. À Chu Hsien, dans la province d'Anhui, par exemple, *« Selon des estimations informelles, au cours d'une bonne année de récolte, plus de cinquante pour cent du riz récolté à Ch'uh sien est destiné à un marché extérieur. La valeur du riz comme moyen d'obtenir de l'argent est telle que de nombreux agriculteurs ne mangent leur propre riz qu'à des moments particuliers de l'année. Dans de nombreux cas, ils préfèrent écouler toute leur récolte, à l'exception des semences, et investir une partie de leur revenu dans des denrées alimentaires moins chères pour leur propre consommation. C'est ainsi que de nombreux riziculteurs de Ch'uh sien mangent du maïs comme aliment de base. Souvent, l'agriculteur ne cultive pas de jardin personnel. Étant donné que les légumes verts sont un élément important de l'alimentation chinoise, l'agriculteur qui en manque doit les obtenir par le biais du commerce ou de l'achat. Dans des conditions normales de production, il est donc tout à fait évident que la famille d'agriculteurs chinois est loin d'être autosuffisante. »*

Dans certaines régions, cela a produit

« L'émergence, à côté des petits propriétaires fonciers qui vivent dans les villages et sont associés à leurs locataires dans l'agriculture, d'une classe de propriétaires absents dont le lien avec l'agriculture est purement financier. Le développement se produit naturellement le plus rapidement dans le voisinage des grandes villes, dans les districts où les conditions statiques de la vie rurale sont brisées, par l'expansion du commerce et de l'industrie, et dans des régions comme certaines parties de la Mandchourie, qui ont été récemment colonisées par une population immigrée. Les

symptômes qui l'accompagnent sont la spéculation foncière et l'intrusion entre propriétaire et locataire d'une classe d'intermédiaires. Dans le Kwangtung, dit-on, il est de plus en plus courant que de grands blocs de terres soient loués par des marchands aisés, ou même par des sociétés spécialement formées à cet effet, puis soient sous-loués au coup par coup à un loyer forfaitaire aux paysans. Ailleurs, l'augmentation de la propriété absentéiste a pour résultat l'emploi d'agents, qui soulagent le propriétaire de l'affaire de presser lui-même ses locataires, intimident les locataires par des menaces d'expulsion pour qu'ils paient plus qu'ils ne le doivent, et gagnent de l'argent en trichant par les premiers et en intimidant les seconds. »

L'introduction de cultures commerciales et la commercialisation des terres ont affecté les prix des terres, les conditions d'occupation et les loyers. Les prix des terres ont doublé et triplé dans certaines régions, et la sécurité d'occupation a été remplacée par des contrats à court terme. Dans le même temps, les loyers augmentaient carrément ou augmentaient grâce à l'utilisation de mécanismes tels que les collectes anticipées ou le paiement de cautions de loyer pour garantir les droits d'occupation permanente.

Ailleurs, la croissance du marché a mis en concurrence l'artisanat rural habituel avec les produits industriels, étrangers ou nationaux. Il semblerait que cette concurrence n'ait pas conduit à un déclin absolu de la production artisanale ; Une industrie artisanale comme la fabrication de tissus a même bénéficié de l'introduction du fil fabriqué à la machine. Cependant, la conversion croissante vers l'utilisation de produits fabriqués à la machine s'est avérée une menace directe pour les nombreux ménages paysans qui avaient complété leurs maigres revenus de l'agriculture par une production artisanale marginale. C'est pour cette raison que les anthropologues chinois Fei Hsiao-tung et Chang Chih-I ont conclu leur étude de trois communautés du Yunnan avec la conclusion que l'agriculture seule ne pouvait plus nourrir la population chinoise.

« La révolution industrielle en Occident menace enfin les paysans des villages chinois en leur qualité d'industriels. Quelle que soit leur habileté, ils mènent une bataille perdue d'avance contre la machine. Mais ils doivent continuer à se battre, sinon ils ne peuvent pas vivre. Le résultat est que la Chine est progressivement réduite à un pays agraire, purement et simplement ; et une Chine agraire est inévitablement une Chine affamée. »

Il ne faut pas s'imaginer que ces processus nouveaux progressent partout au même rythme et avec la même intensité. Selon les circonstances locales, l'introduction de cultures commerciales pourrait favoriser les paysans propriétaires terriens ou les propriétaires terriens ou les associations commerciales absentéistes engagées dans l'agriculture. Dans une localité ou une région, les modes de location pourraient se poursuivre sur une base traditionnelle, avec des propriétaires aux attentes traditionnelles ; dans un autre, l'expansion de la location pourrait être associée à l'agriculture commerciale. L'artisanat d'un type pourrait en souffrir, mais l'artisanat d'une autre branche, exercé ailleurs, pourrait trouver des débouchés rentables. Certaines régions avaient des banques, d'autres, peut-être trop incertaines politiquement, en étaient dépourvues. Certains propriétaires fonciers investissaient leur argent dans des entreprises commerciales, d'autres, dans un village voisin, enterraient leur or dans le sol. Ces différences ont produit de grandes variations locales et ont soutenu des relations sociales différentes dans une localité par rapport à une autre, dans une région par rapport à une autre. Les rapports de force différaient en conséquence. En conséquence, l'économie, la société et la politique sont devenues de plus en plus décousues. Pourtant, la même dynamique globale était partout apparente, attirant les ressources de microstructures différentes dans un vortex en expansion. Les contrôles structurels exercés par l'État se désagrègent ; Le prestige associé à la possession de terres et à l'obtention de titres savants a diminué. À l'inverse, de nouvelles possibilités d'investir la richesse dans le commerce et l'industrie se développèrent rapidement et offrirent de nouvelles opportunités aux marchands comme aux fonctionnaires et aux seigneurs de guerre qui avaient hérité des fragments de l'appareil d'État brisé. C'est grâce à une nouvelle symbiose entre propriétaires terriens, fonctionnaires, soldats et marchands, réalisée au niveau local ou régional dans les années vingt et trente, que des richesses potentiellement capitalisables ont été

mobilisées dans les campagnes et combinées à des capitaux importés de la côte est. Dans cette symbiose a émergé ce que Chen Hanseng a appelé des « êtres quadrilatéraux » :

« Ce sont des collecteurs de loyers, des marchands, des usuriers et des agents administratifs. Beaucoup de propriétaires-usuriers deviennent des propriétaires-marchands ; De nombreux marchands-propriétaires se transforment en politiciens-marchands. En même temps, de nombreux marchands et politiciens deviennent des propriétaires terriens. Les propriétaires possèdent souvent des brasseries, des moulins à huile et des magasins de grains. D'autre part, les propriétaires d'entrepôts et d'épicerie sont des créanciers hypothécaires de la terre, et éventuellement ses seigneurs. C'est un fait bien connu que les prêteurs sur gages et les magasins commerciaux des propriétaires fonciers sont, d'une manière ou d'une autre, affiliés aux banques des autorités militaires et civiles. Alors que certains grands propriétaires pratiquent l'usure comme leur profession principale, presque tous ont quelque chose à voir avec cela. Encore une fois, de nombreux propriétaires sont des fonctionnaires militaires et civils. »

Pourtant, la terre et la rente foncière restaient une préoccupation vitale pour beaucoup dont la principale activité formelle était associée à d'autres moyens de gagner leur vie. Même lorsque les gens se sont déplacés vers les villes, l'investissement dans la terre est resté une source importante de revenus.

« Sur les 391 personnes de la classe moyenne de Peiping, auprès desquelles des informations ont été obtenues [en 1936-1937], 191, soit 48 %, possédaient des terres ; sur 21 de nos informateurs (commis, marchands et propriétaires d'ateliers) à Shanghai, 11 ou 52 % avaient des terres.

« Les sources de revenus professionnelles supplémentaires ont joué un rôle encore plus important dans la vie économique des classes supérieures que dans celle de la classe moyenne. Il n'était pas rare qu'un fonctionnaire perçoive un salaire de 200 \$ par mois et un revenu de la terre entre 100 et 150 \$ par mois. Souvent, les informateurs parmi les marchands ne pouvaient pas dire si leur principale source de revenu était le commerce ou la terre. Sur les 231 familles de la classe supérieure du nord de la Chine qui ont fourni des informations, 126 (54 % (sans compter les propriétaires) possédaient des terres ; beaucoup possédaient des maisons. Les investissements dans les magasins, les usines et les prêts ont joué un rôle important. »

Pour les paysans, même dans des villages très éloignés et isolés, cela signifiait que leurs excédents étaient puisés par une hiérarchie étendue de détenteurs du pouvoir qui détenaient de plus en plus les hypothèques sur leurs moyens de subsistance. À Ten Mile Inn, dans le comté de Wu An, de ce qui est devenu la région frontalière communiste contre les Japonais au nord, par exemple, un grand propriétaire foncier a exploité une entreprise dans laquelle il avançait du tissu aux paysans au printemps en échange de livraisons de coton à l'automne lorsque les prix étaient bas ; possédait cent mou de terres fertiles ; et avait acheté le droit de recouvrer les dettes dues à un propriétaire dans le village voisin de Stone Cave. Un autre cultivait et tenait un magasin où les articles les plus rentables étaient la vente d'héroïne à crédit, avec des terres en garantie, et le prêt d'argent, lui-même emprunté à des propriétaires d'un village voisin.

« Ainsi, l'image d'ensemble était celle de pyramides dans les pyramides, c'est-à-dire l'une des plus petites pyramides composées des petits propriétaires terriens eux-mêmes. Ainsi, les grands propriétaires fonciers utilisaient les moindres, et les petits propriétaires utilisaient ceux qui étaient encore plus petits, ou ils utilisaient des paysans riches. Ceux-ci utilisaient à leur tour des paysans moyens ou même pauvres comme agents. L'argent prêté par la boutique Hsin Hsung à Ten Mile Inn, par exemple, à 100 % d'intérêt tous les vingt jours, a été emprunté à l'origine – en aucun cas sans intérêt – au propriétaire Chang « Lao-wantze » de West Harmony. »

M. Chang, dont le surnom signifie Vieille boule de viande, a à son tour traité avec des propriétaires plus puissants que lui. Au sommet de la pyramide dans le comté de Wu An se tenait Chang Hsin-hai. Il possédait quarante mille mou de terres cultivables, quatre cents fois plus que le propriétaire le plus riche de Ten Mile Inn, en plus de contrôler les locations de quatre-vingts villages et de posséder quarante cours en ville.

Pourtant, tout au long de cette période de commercialisation croissante de l'agriculture, la Chine est restée principalement, comme elle l'avait été dans le passé, une terre de paysans ayant accès à la terre par la propriété ou la location. En 1930, on estimait qu'environ la moitié de la paysannerie était propriétaire de ses terres, qu'un autre quart possédait des terres et en louait d'autres, et qu'un autre quart encore était composé de locataires de terres (Tawney, 1932, 34). La propriété était toutefois inégalement répartie. Des études portant sur quatre hsien ou districts du nord de la Chine en 1936 ont montré que les propriétaires terriens qui constituaient 3 à 4 % de la population possédaient 20 à 30 % des terres ; Les paysans pauvres formaient entre 60 et 70 % de la population, mais contrôlaient moins de 20 à 30 % des terres. Dans le sud, représenté par quatre hsien du sud, les propriétaires fonciers représentaient 2 à 4 % de la population et détenaient 30 à 50 % des terres. Tawney estimait en 1932 qu'« entre 40 et 50 % des familles paysannes n'avaient pas assez de terres pour leur fournir de la nourriture ». Il est difficile d'obtenir des estimations du nombre total de personnes sans terre. Une enquête menée auprès de 3 552 familles dans les années 1920 a montré que seulement 16 % d'entre elles n'avaient aucune terre. En 1927, Mao Tsétoung a qualifié le chiffre de 20 % de la population paysanne du comté de Changsha, dans le Hunan, de « totalement démunie »,

« c'est-à-dire des gens qui n'ont ni terre ni argent, qui sont sans aucun moyen de subsistance et qui sont forcés de quitter leur maison et de devenir des mercenaires, des ouvriers ou des mendiants errants. »

La plupart des travaux agricoles étaient encore effectués par les paysans eux-mêmes ou par leurs familles ; seulement environ un cinquième de tout le travail agricole était effectué par des ouvriers salariés. Une discussion sur les formes de travail agricole en Chine souligne à quel point les ouvriers agricoles ne constituaient pas une classe à part.

En étudiant la forme de travail agricole en Chine, il est très

« Il est important de se rappeler qu'en général les ouvriers agricoles embauchés en Chine sont en même temps des paysans pauvres qui cultivent des terres possédées ou louées, et qui, de temps en temps, sont aussi embauchés comme coolies. Tandis que le phénomène général parmi les riches ruraux est une trinité de propriétaires, de marchands et d'usuriers, celui parmi les pauvres ruraux est une autre trinité de locataires pauvres, d'ouvriers agricoles et de coolies. D'après un enquêteur de terrain qui, en 1933, a travaillé dans toute la province du Honan, les paysans sans terre et ceux qui ont des terres insuffisantes doivent passer rapidement d'une ferme à l'autre. Un jour, ils font des travaux de terrain sur leur propre terre ou sur la terre qu'ils ont louée ; le lendemain, ils travaillent comme ouvriers salariés dans le domaine de quelqu'un d'autre ; Et le lendemain, ils travaillent comme coolies pour transporter des marchandises des magasins de la ville. Ces ouvriers partiellement embauchés à Honan sont beaucoup plus nombreux que les ouvriers à temps plein, et la même situation se retrouve également dans de nombreuses autres provinces »

Le profil social qui en résulte est celui d'une société rurale dominée non pas « par l'ouvrier salarié, mais par le paysan propriétaire foncier ». Pourtant, cette paysannerie terrienne luttait en même temps avec acharnement pour se maintenir sur la terre, doublement menacée qu'elle était par les pressions de la commercialisation d'en haut et la perspective de la misère d'en bas.

Tous ces développements – l'empiétement étranger continu, les luttes intestines des armées des seigneurs de la guerre, l'expansion de l'industrie et du commerce, et l'aggravation du mécontentement agricole – ne pouvaient manquer de créer une effervescence croissante parmi une population de plus en plus plongée dans le désordre et de plus en plus désespérée de l'espoir que l'ordre puisse être rétabli dans le Royaume Céleste. L'effervescence était particulièrement marquée dans trois nouveaux segments de cette population, parmi la classe ouvrière chinoise en développement, produite par la croissance de l'industrie et du commerce ; parmi les étudiants, de plus en plus pris dans les contradictions entre les normes contradictoires du passé et du présent ; et parmi les paysans, profondément touchés par les vicissitudes de l'agriculture. Au fur et à mesure que le XXe siècle avançait, de nouvelles formes politiques, de nouveaux partis et de nouveaux types

d'institutions politiques apparaissaient, que tenteraient d'incorporer et de diriger ces nouveaux éléments sur le plan politique.

En 1919, le nombre d'ouvriers industriels avait atteint 1 500 000. Les trois quarts d'entre eux étaient engagés dans les transports ou l'industrie légère, en particulier dans la production textile. « Les trois cinquièmes travaillaient dans des entreprises appartenant à des Chinois, les deux cinquièmes dans des entreprises appartenant à des étrangers. La plupart d'entre eux étaient concentrés dans l'est de la Chine : Shanghai comptait à elle seule quelque 300 000 ouvriers industriels ; la superficie de Hong Kong environ 50 000 ; les provinces jumelles de Hupeh et Hunan, 100 000. La grande majorité étaient d'anciens paysans récemment recrutés dans l'industrie et transplantés dans la ville. Ils laissaient souvent leur famille à la campagne, résidant souvent dans des dortoirs ou dans les ateliers eux-mêmes pendant leur travail. Souvent, ils retournaient à la campagne pendant la période des récoltes, ce qui entraînait des taux élevés d'absentéisme industriel. Ils se rendaient souvent à la campagne : les frais de transport pour ces visites constituaient le troisième poste le plus important de leur budget, suivis de près par les dépenses pour la nourriture et l'habillement. Leurs liens locaux et régionaux sont restés forts. Souvent, ils étaient embauchés dans la même région par le même patron syndical ; Certains d'entre eux ont continué à se spécialiser localement ou régionalement, comme la fabrication d'encre ou la menuiserie, dans des circonstances industrielles. Ils ont également montré une tendance à former des associations régionales ou des sections régionales de syndicats. Peu d'entre eux étaient des travailleurs qualifiés ; La plupart des postes nécessitant des compétences industrielles ont été occupés par de la main-d'œuvre étrangère. Dans le même temps, la main-d'œuvre industrielle permanente fusionnait imperceptiblement avec une masse urbaine beaucoup plus importante d'ouvriers dans les magasins d'artisanat traditionnels, les coolies, les colporteurs et autres intermédiaires caractéristiques de la scène urbaine. Cette masse urbaine pouvait compter environ dix fois le nombre d'ouvriers industriels eux-mêmes. Beaucoup de ces personnes se livraient à des activités qui frôlaient l'illégalité ou étaient en fait illégales, soutenues par une prolifération d'organisations clandestines de pauvres plus ou moins organisées. Ces organisations ont fusionné, à leur tour, avec les sociétés secrètes plus traditionnelles qui recrutaient également des membres de la nouvelle classe ouvrière. Il existait donc tout un réseau de relations, liant les nouveaux ouvriers à la paysannerie dans les campagnes et se ramifiant à travers la masse urbaine, au-delà de la main-d'œuvre industrielle elle-même. Pourtant, en 1918, le premier syndicat industriel fit son apparition – par opposition aux associations de métiers ou régionales mentionnées ci-dessus – et ce n'est qu'un an plus tard que les travailleurs étaient déjà en grève pour soutenir les étudiants nationalistes. En 1925, un million de travailleurs se sont mis en grève pour soutenir des causes politiques. En 1927, les syndicats comptaient trois millions de membres, et une tentative d'insurrection urbaine s'appuyant fortement sur le soutien des travailleurs a failli réussir à prendre le pouvoir en mai de la même année.

Un deuxième élément était le mouvement des étudiants nationalistes. L'ancien système d'examen confucéen avait été aboli en 1905 ; l'érudition confucéenne traditionnelle perdait rapidement de son prestige traditionnel. Au lieu de cela, une nouvelle population étudiante cherchait ardemment à acquérir la maîtrise de nouvelles techniques et coutumes au cours de carrières éducatives orientées vers l'Occident. Déjà en 1915, il y avait environ quatre millions d'étudiants chinois engagés dans des études au-delà du niveau primaire, enseignées par quelque 200 000 enseignants. Plus de cent mille sont allés étudier à l'étranger entre 1872 et 1949. En gros « Ils étaient issus d'une élite économique. Même les frais de scolarité annuels, le logement et les repas relativement bas de l'université publique équivalaient peut-être à cinq mois de salaire d'un ouvrier du textile de Shanghai. Le même ouvrier devait dépenser cinq ans et demi de revenus pour que son fils suive quatre années d'université missionnaire. En bref, une famille devait avoir un revenu de la classe moyenne supérieure pour envoyer un enfant dans un collège public et un revenu de la classe supérieure pour l'envoyer dans une institution missionnaire. »

Alors qu'au début les valeurs de ce groupe étaient encore fortement enchaînées aux normes traditionnelles de la noblesse savante, leur implication dans les problèmes posés par leur nouvelle éducation et leur nouveau cadre les rendait de plus en plus résistants à l'influence de l'autorité parentale et de plus en plus ouverts à l'influence de nouvelles valeurs. De plus en plus, ils réagissaient contre le familisme étroit de leurs parents et en faveur d'objectifs sociaux plus larges. En 1915, Ch'en Turhsiu, professeur à l'Université de Pékin et plus tard fondateur du Parti communiste chinois, exprima leurs sentiments dans son *Appel à la jeunesse* :

« *Soyez indépendants, pas serviles !*

Soyez progressistes, pas conservateurs !

Soyez agressif, ne vous retirez pas !

Soyez cosmopolite, pas isolationniste !

Soyez utilitariste, pas formaliste !

Soyez scientifique, pas imaginaire ! »

Coincé entre les normes contradictoires de l'ancien et du nouveau ; entre l'Est et l'Ouest ; entre le monde de leurs parents avec leurs loyautés plus particulières, et leurs propres implications avec des camarades de classe venus de toute la Chine ; confrontés à des conditions économiques souvent incertaines et menacés par le chômage ; et de plus en plus conscients de l'impuissance de la Chine face à la menace étrangère grandissante, les étudiants réagissent à leur situation avec un nationalisme accentué. Ils firent sentir leur présence pour la première fois le 4 mai 1919, lorsque des étudiants à Pékin protestèrent contre l'empiètement japonais et la volonté des politiciens chinois de céder aux exigences japonaises. Les protestations se sont rapidement étendues à d'autres villes étudiantes et les travailleurs ont commencé à soutenir le mouvement étudiant par des grèves. Gagnant un large soutien du public pour leurs actions, l'effort du 4 mai a établi le modèle pour l'implication future des étudiants en politique.

Au fil du temps, l'ancienne génération d'étudiants, en particulier ceux qui avaient étudié à l'étranger, s'est de plus en plus adaptée aux circonstances, la plupart d'entre eux entrant dans des entreprises occidentales et occidentalisées. Pourtant, une minorité active de l'ancienne génération et un nombre toujours croissant de nouveaux étudiants joueront un rôle important dans la lutte anti-japonaise et dans le virage à gauche qui se terminera par la prise de pouvoir finale du parti communiste en 1949.

L'implication politique croissante de la main-d'œuvre située dans les centres industriels et commerciaux a longtemps obscurci l'autre grand mouvement de mobilisation politique – la formation de ligues à orientation politique parmi la paysannerie. Le mouvement paysan du XXe siècle trouve son origine en 1921 lorsque P'eng Pai, fils d'un riche propriétaire devenu instituteur dans son village natal de Haïfeng et l'un des fondateurs du parti communiste à Canton, organisa l'Association paysanne de Haïfeng. Haifeng est située dans les districts de l'East River de la province de Kwangtung : une fois de plus, le sud de la Chine a commencé à jouer son rôle stratégique en levant le drapeau de la rébellion en Chine. C'est là que les Chinois avaient connu le contact le plus long et le plus intense avec les régions d'outre-mer et les idées étrangères. C'est là que les Taiping étaient originaires, et c'est du sud qu'ils ont lancé leurs efforts pour arracher le contrôle de la Chine à la dynastie mandchoue. C'est du sud, une fois de plus, que Sun Yat-sen avait défié la domination impériale à Pékin pour établir la république en 1911, et c'est à Canton, au sud, qu'il s'était retiré pour défendre la constitution républicaine contre les seigneurs de la guerre. C'est là que lui et ses successeurs devaient recevoir le soutien de milliers de Chinois d'outre-mer qui avaient cherché de nouvelles opportunités à l'étranger et en étaient venus à imaginer des alternatives au règne du passé. Or, le Sud avait de nouveau incubé un mouvement de paysannerie qui, au cours de trente ans, devait prêter ses énergies à un effort visant à transformer la société chinoise selon des lignes entièrement nouvelles. En mai 1925, les associations paysannes du Kwangtung comptaient environ 180 000 syndicalistes paysans.

Pourtant, la tâche d'organiser la paysannerie n'a pas été uniformément couronnée de succès, et certains des problèmes soulevés au cours de l'effort d'organisation ont été récurrents – sous une forme ou une autre – dans toutes les tentatives ultérieures d'organisation de la paysannerie chinoise. Roy M. Hofheinz, qui a discuté en détail du processus d'organisation à Kwangtung, a noté deux sources principales de difficultés. Premièrement, tous les paysans ne se prêtent pas également à la tâche de l'organisation. Contrairement à la croyance commune selon laquelle

« Il y avait une forte corrélation entre les taux élevés de location et l'incidence des troubles ruraux [...] Les faits semblent démontrer le contraire. C'est précisément dans les régions où le fermage était le plus élevé – le delta hsien au sud immédiat de Canton – que le mouvement paysan avait le plus de difficultés. »

Ici, l'agriculture était productive, et la région de Canton, avec sa forte demande de produits, la rendait rentable. Les locataires pouvaient participer à des aubaines pendant les bonnes années ou lorsque les niveaux d'eau étaient adéquats. De plus, la prévalence du banditisme dans cette région rendait souvent les propriétaires réticents à percevoir les loyers. Par conséquent, ils voyaient peu de raisons de mettre en danger leur position en rejoignant le mouvement paysan. Mais il y avait un deuxième aspect à leur réticence. La révolution républicaine de 1911 n'avait pas fait grand-chose pour modifier la structure du pouvoir local. Le contrôle était fermement entre les mains de la noblesse locale, souvent soutenue par des armées privées (*min t'uan*). De nombreux membres de la noblesse travaillaient main dans la main avec les bandits locaux – « il arrivait souvent que des villages entiers passent aux enfers ». Les liens entre les clans étaient également forts ; Souvent, un village entier appartenait au même clan. Dans le même temps, les villages étaient reliés les uns aux autres par la société secrète de la Triade. Ici, les réformateurs étaient donc confrontés à tout un tégument de pouvoir local qu'ils devaient d'abord percer avant que la paysannerie puisse commencer à jouer un rôle politique indépendant. Hofheinz a dit que les associations paysannes « a tenté de grandir dans une véritable forêt d'autres groupes sociaux. Tant que les structures traditionnelles restaient intactes, il fallait les concurrencer. Les faits suggèrent que, dans de nombreux cas, la croissance du mouvement paysan a été sévèrement limitée par une telle concurrence. »

Là où ils ont eu le plus de succès, c'est à Haifeng sur la côte est et dans le district de Kwangning dans la région de la rivière de l'Ouest, où les terres étaient montagneuses et moins productives ; Ici, plus de 20 % de la population paysanne a répondu à leur appel à la réduction des loyers.

Pourtant, même là, il est rapidement devenu évident que le mouvement paysan ne serait pas en mesure d'obtenir ses revendications par lui-même. Tant qu'il n'adoptait rien de plus que ce que Hofheinz appelle une « approche d'action sociale chrétienne », il ne pouvait pas surmonter les barrières politiques qui s'opposaient à lui. Le mouvement paysan n'obtint qu'un succès partiel lorsque celui-ci s'allia aux forces militaires du Kuo Min 'Tang opérant à partir de Canton et fut en mesure de faire appel à l'appui militaire pour mettre en œuvre la réforme et contrôler le pouvoir de la noblesse. En 1925, le mouvement commença ainsi à s'étendre, faisant « la transition du réformisme modéré à la subversion locale indépendante à des attaques éclair en tenaille combinant la force interne et externe ». La mobilisation paysanne s'est donc avérée impossible sans levier politique et militaire. Ce levier devait être fourni par de nouvelles institutions politiques et militaires.

Les ouvriers, les étudiants et les paysans organisés en ligues paysannes constituaient quelques-uns des nouveaux éléments majeurs qui, dans les années vingt, ont été incorporés dans des partis de masse à grande échelle d'un type jusqu'alors inconnu en Chine. Le premier d'entre eux était le Kuo Min Tang ou parti nationaliste, basé sur les organisations révolutionnaires qui avaient réussi à renverser l'empire et à créer la république en 1911. L'autre parti était le Kung Ch'an Tang, le « Parti de la production partagée ou Parti communiste », fondé en 1921. À la recherche d'alliés étrangers qui pourraient l'aider dans la lutte pour l'intégrité nationale contre les puissances étrangères déjà représentées sur le sol chinois, le Kuo Min Tang trouva en 1923 un tel allié dans

L'Union soviétique, qui avait renoncé en 1920 à toutes les exigences territoriales et extraterritoriales à l'égard de la Chine. En 1923, une liaison officielle a été établie entre le KMT et le parti communiste de l'Union soviétique. En vertu de cet accord, l'Union soviétique a envoyé des conseillers pour transformer le KMT en une organisation de parti disciplinée avec un public de masse organisé. Dans le même temps, le Parti communiste chinois naissant a été poussé à renoncer à son autonomie et à fusionner ses forces avec le KMT. L'objectif était de créer une organisation capable de mener une lutte anti-impérialiste efficace et d'introduire des réformes libérales en Chine, de créer un État démocratique national, mais d'éviter la révolution. L'effet était de transformer le Kuo Min Tang

« Des méthodes d'agitation et de propagande ont été introduites. Pour créer la base d'une armée imprégnée des idées du Kuomintang et mettre fin à la dépendance antérieure vis-à-vis des militaristes à l'ancienne, les Russes fondèrent en mai 1924 l'Académie militaire de Whampoa. Cette académie était approvisionnée et exploitée avec des fonds russes, avec des conseillers militaires russes. Bientôt des navires chargés d'armes russes arrivèrent dans le port de Canton pour approvisionner les armées qui se rallièrent à la nouvelle bannière dès que le Kuomintang commença à montrer la nouvelle force dont toutes ces activités le dotaient. Le Parti communiste chinois, organisateur en chef du nouveau mouvement, se limita religieusement à construire le Kuomintang et à propager son programme. Ses membres étaient les plus infatigables ouvriers du parti, mais ils ne se sont jamais présentés comme communistes ni ne présentèrent leur propre programme. Le parti communiste est devenu en fait et en essence, dans son travail et dans la manière dont il éduquait ses propres membres, l'appendice de gauche du Kuomintang. »

Les deux principales institutions qui se sont développées au cours de l'alliance KMT-CP étaient l'Académie militaire de Whampoa et l'Institut de formation des agriculteurs. L'Académie Whampoa, organisée en 1924, a fourni l'état-major militaire pour les efforts visant à briser le règne indépendant des seigneurs de guerre en Chine et à fournir une base militaire pour un gouvernement centralisé efficace. Ses diplômés devinrent responsables de la triple expédition vers le nord qui devait conduire le gouvernement du Kuo Min Tang de Canton à Nankin. Son personnel était principalement issu des hsien ruraux des provinces du sud, avec un pourcentage disproportionné du Hunan, du Kwangtung et du Chekiang. La forte participation du Hunan s'est avérée particulièrement importante dans les succès du mouvement militaire vers le nord. Finalement, l'académie fournirait des chefs militaires à la fois au Kuo Min Tang et au Parti communiste après la fin de leur première période de collaboration.

L'Institut de formation des agriculteurs a également été créé en 1924 et a fonctionné de 1924 à 1926. Son but était de former des dirigeants ruraux qui retourneraient dans leurs régions d'origine et organiseraient la paysannerie locale. La plupart de ces zones étaient situées à proximité des principaux centres économiques et de transport, en particulier le long des principales voies d'attaque qui porteraient les expéditions du nord du sud vers le nord jusqu'à la vallée du Yangtze en 1926-1927. L'organisation politique des paysans dans cette région et les soulèvements armés de la paysannerie organisée ont fourni la base logistique de la Campagne du Nord.

L'effort de mobilisation de la paysannerie pour la Chine fut particulièrement significatif dans cette expansion vers le nord de la Chine. Depuis le milieu du XIXe siècle, le Hunan « a été un centre de réaction créative et parfois agressive à l'impact occidental ». Tseng Kuo-fan avait dirigé avec succès les troupes du Hunan contre les rebelles Taiping et les avait organisées en une armée qui devait servir de prototype pour les armées régionales et provisoires des seigneurs de guerre jusqu'au milieu du XXe siècle. Ainsi, les Hunanais avaient été pris très tôt dans la fragmentation politique de la Chine et avaient développé des habitudes de réaction régionale au centralisme de Pékin. Au début du XXe siècle, le Hunan avait connu une certaine industrialisation et une certaine commercialisation, et au début du XXe siècle, les financiers du Hunan ont commencé à exprimer une opposition croissante à l'influence étrangère. Il y avait donc une base indigène pour un nationalisme anti-étranger croissant. Le nationalisme était également un problème dans les

premières mobilisations de masse dans la région. En 1923, le parti communiste avait commencé avec succès à organiser les cheminots et les mineurs du Hunan et à étendre sa campagne d'organisation dans les villages avec le slogan de « renverser les sacs d'argent étrangers ». La mobilisation paysanne s'y est d'abord moins concentrée sur les questions spécifiques soulevées par les relations entre propriétaires et locataires que sur les luttes pour empêcher la hausse des prix du riz causée par les exportations de riz de la province de Hofheinz. L'organisation paysanne donna un nouvel élan à l'organisation paysanne avec l'arrivée de l'armée du sud, représentée localement par la Division indépendante de la quatrième armée, sous la direction directe des communistes. Contrairement au Kwangtung où la zone la plus commerçante près de Canton s'est avérée la plus imperméable à l'organisation paysanne, dans le Hunan, les communistes ont remporté leurs plus grands succès dans les zones commerciales, notamment à l'est de Changsha. Ici, le contrôle de la noblesse semble avoir été faible, et les propriétaires vivaient en ville plutôt que sur la terre. Il n'y avait pas de bandits, et les organisations de défense de la noblesse étaient également faibles. Les communistes, d'autre part, ont établi de bonnes relations avec les sociétés secrètes dominantes localement, en l'occurrence les Ko-lao-hui. Le principal mot d'ordre utilisé n'était pas celui de la réduction des loyers, comme dans le sud, mais des tentatives de garantir la « nourriture du peuple » par la saisie des entrepôts et la baisse des prix. L'ensemble du tégument du contrôle semble avoir été plus faible, donnant une plus grande latitude au mouvement de mobilisation paysanne.

Le chef militaire qui mena l'expédition du nord et qui devait arracher aux communistes les fruits de la coalition communiste de Kuo Min Tang était Tchang Kai-shek. Dans sa position de prédilection, il pouvait s'appuyer librement sur le soutien et les armes russes, ainsi que sur la force des organisations ouvrières et paysannes déclenchées par les communistes. En tant que directeur de l'Académie Whampoa, il commandait les cadets de Whampoa et savait comment exploiter à la fois ceux qui avaient des sympathies traditionnelles et ceux qui favorisaient la gauche pour en faire une force de combat efficace. En même temps, il commença à construire sa propre machine politique, financée par les contributions des compradores de Shanghai qui espéraient ainsi à la fois garantir son éventuelle ascendance sur les communistes, ainsi qu'acheter leur propre sécurité. « L'expédition du nord s'est avérée être un succès militaire et politique majeur ; dans son sillage, Tchang fut en mesure à la fois de prendre le contrôle de Canton, subordonnant l'influence communiste à la sienne, et de coupler la conclusion de la campagne avec l'expulsion du parti communiste du Kuo Min Tang et sa quasi-liquidation dans les grandes villes. S'attendant à l'entrée victorieuse des troupes du sud, les ouvriers de Shanghai avaient entamé une série de grèves qui se terminèrent le 21 mai 1927 par la prise de la ville. Au plus fort de l'insurrection, plus d'un demi-million d'ouvriers étaient impliqués dans les grèves, tandis que la tâche de s'emparer de la ville était déléguée à une milice ouvrière d'environ cinq mille hommes. Le 26 mars, Tchang entra dans la ville. Écrivant à Moscou, Léon Trotsky – alors déjà en opposition à la principale ligne communiste – a correctement prédit la forme des événements à venir lorsqu'il a écrit que

« la politique d'un Parti communiste enchaîné servant d'agent de recrutement pour amener les travailleurs dans le Kuomintang est une préparation à l'établissement réussi d'une dictature fasciste en Chine. »

À peine les frappes avaient-elles placé Tchang aux commandes de la ville qu'il s'assura la coopération de son élite financière et de l'organisation de gangsters appelée le Gang Vert pour tourner la prise de pouvoir à son propre avantage. Le 12 avril 1927, le coup est tombé. Dans le massacre qui s'ensuivit, environ cinq mille communistes perdirent la vie et le Kuo Min Tang sous Tchang obtint une domination incontestée.

La prise de Shanghai marqua la fin de la participation ouvrière au mouvement politique et des espoirs communistes que la révolution pourrait être gagnée par la classe ouvrière naissante de Chine. Cet espoir devait s'évanouir jusqu'en 1930, lorsque les communistes tentèrent un autre soulèvement, basé sur l'insurrection urbaine associée au soutien rural, pour s'effondrer dans une

défaite finale dans les villes. Dès lors, le parti se tournerait de plus en plus résolument vers le mouvement paysan comme seule et dernière base de victoire.

De la débâcle de 1927 émergea une nouvelle stratégie communiste, cette fois fermement basée sur la mobilisation de la paysannerie. Il y avait toujours eu un mécontentement paysan, mais pour la première fois, il devait être exploité dans une tentative massive de créer une nouvelle structure de pouvoir qui remplirait le vide politique laissé par les désordres internes et l'intervention étrangère. Le protagoniste de cette nouvelle approche était Mao T'se-tung, fils d'un riche paysan du Hunan, alors étudiant et l'un des fondateurs du parti communiste. Dès le 20 décembre 1926, Mao avait déclaré que le problème paysan était la question centrale de la révolution en Chine, et avait initié des confiscations et des redistributions de terres par des associations paysannes dans le Hunan. Il a émergé de la destruction du parti communiste à Shanghai pour devenir le principal porte-parole d'une politique d'action communiste indépendante, soutenue par le soutien des paysans plutôt que par la dépendance envers les travailleurs des villes. En 1938, il écrivit que dans les pays capitalistes, caractérisés par des régimes démocratiques bourgeois, il convenait d'utiliser une longue lutte légale pour mobiliser le prolétariat. Les insurrections ne devaient pas être déclenchées avant que les possibilités de la lutte légale ne soient épuisées. Une fois que le temps des soulèvements était arrivé, « les villes devaient être prises en premier, et seulement plus tard les villages, et non l'inverse ». Mais

« en Chine, c'est différent. La Chine n'est pas un État démocratique indépendant, mais un pays semi-colonial et semi-féodal. il n'y a pas d'assemblée législative à utiliser, pas de droit légal d'organiser les ouvriers pour faire grève. Ici, la tâche fondamentale du Parti communiste n'est pas de passer par une longue période de lutte légale avant de lancer une insurrection ou une guerre civile. Sa tâche n'est pas de s'emparer d'abord des grandes villes, puis des campagnes, mais de prendre la route dans la direction opposée. »

Il y avait trois conditions pour cette nouvelle stratégie. Premièrement, la révolution ne pouvait plus compter sur des alliances avec les Kuo Min Tang ; il devait créer sa propre base de pouvoir politique à la campagne, indépendamment de la bureaucratie de Kuo Min Tang. Deuxièmement, il devait gagner le soutien de la paysannerie. Troisièmement, il a dû créer sa propre Armée rouge. Sa tâche était, selon Mao, de rendre possible
« le recrutement de nouvelles troupes, la soviétisation de nouvelles zones rurales et, surtout, la consolidation sous le pouvoir soviétique des régions qui étaient déjà tombées aux mains de l'Armée rouge. »

Le cadre géographique de cette nouvelle stratégie était d'abord le centre-sud de la Chine, notamment les régions de Kiangsi-Fukien et d'Oyiwian (Hupeh-Honan-Anhwei). Chassées de ces régions en 1934, les forces rouges marchèrent vers le nord sur une distance de six mille kilomètres pour s'établir à nouveau d'abord à Shensi, puis s'étendirent à Shansi et Hopeh où leur arrivée à Shensi avait été préparée par des commandants de l'armée ayant de fortes sympathies communistes qui avaient parrainé de nombreux soulèvements dans les collines traditionnellement rebelles du nord de Shensi depuis 1925.

Pour gagner le soutien de la paysannerie, la stratégie communiste est passée par plusieurs phases distinctes. Au cours des premiers mois de la retraite dans l'arrière-pays, il y a eu beaucoup de discussions et d'actions visant à une réforme agraire radicale qui confisquerait toutes les terres et les regrouperait dans des collectifs nouvellement créés. Cette première phase, cependant, a rapidement cédé la place à une stratégie plus réfléchie, visant à enrôler les sympathies des paysans moyens et riches du côté des révolutionnaires. Mao croyait que le parti avait
« de faire une évaluation correcte du caractère vacillant des classes intermédiaires, et . . . concevoir des politiques pour tirer pleinement parti des contradictions existant dans le camp réactionnaire. »

La confiscation complète ne ferait qu'aliéner les catégories intermédiaires de la paysannerie et servir à isoler les paysans pauvres. Au jugement de Mao

« Les politiques agraires de la première année avaient été trop radicales. Parce que le parti avait attaqué sans relâche les petits propriétaires fonciers et les paysans riches, ces classes avaient incité les troupes réactionnaires à mettre le feu à un grand nombre de maisons de paysans révolutionnaires ». Selon le jugement de Mao, les paysans pauvres étaient isolés dans les zones rouges par la politique du PCC. Mao croyait que la solution à ce problème résidait dans une politique plus indulgente envers les classes intermédiaires, qu'il définissait dans les villages comme de petits propriétaires terriens et des paysans riches. La tâche politique majeure du parti, tant qu'il ne contrôlait qu'une base petite et faible, était de gagner le soutien de ces classes. Nous avons ici la source de la « ligne paysanne riche » de Mao. »

Cette « ligne paysanne riche » était, à tout le moins, trop réussie. En 1933, Lo Fu, le secrétaire du Comité central du parti, écrivait de Juichin, la capitale soviétique, que *« La terre a été divisée, mais les propriétaires fonciers et les paysans riches ont également reçu des terres et de meilleures terres. Un certain nombre de propriétaires terriens et de paysans riches conservent encore leur autorité et leur position dans les villages. Un grand nombre d'entre eux contrôlent les institutions du parti et du gouvernement et les utilisent pour promouvoir leurs propres intérêts de classe. Dans de nombreux endroits, le problème de la terre semble être entièrement résolu, mais en y regardant de plus près, il semble que même les propriétaires fonciers aient reçu des terres et que les paysans riches conservent encore leurs terres supérieures. »*

Mao T'se-tung lui-même a écrit dans la même veine que

« Des faits provenant d'innombrables endroits ont prouvé qu'ils ont usurpé le pouvoir provisoire, se sont infiltrés dans les forces armées, ont contrôlé les organisations révolutionnaires et ont reçu des terres plus nombreuses et de meilleure qualité que les paysans pauvres. »

Cela a amené les communistes à se rendre compte que la distribution des terres, en tant que telle, n'était pas suffisante pour obtenir un soutien solide parmi la paysannerie. Afin de gagner un soutien paysan adéquat à leurs objectifs, ils devaient prendre pied directement dans l'unité sociale où la lutte pour les ressources était menée de première main. Cette unité sociale était le village. Dans les années 1930, ils ont expérimenté les coopératives villageoises comme moyen de pénétrer le village, mais ils ont constaté qu'une telle organisation « du haut vers le bas » n'apportait pas de réponse à leurs problèmes. Cette réponse, ils l'ont trouvée après leur longue marche vers le nord-ouest. Il ne s'agissait pas de la redistribution des terres en tant que telle, mais de la mise en place de contrôles politiques dans les villages. Cette tâche a été facilitée dans leur nouveau foyer par le fait que les inondations et autres catastrophes naturelles avaient souvent entraîné des déplacements à grande échelle et des réinstallations de population, de sorte que les relations villageoises possédaient moins de force et de résistance traditionnelles qu'ailleurs. Des soulèvements contre les propriétaires terriens et d'autres soulèvements avaient poussé de nombreux propriétaires à partir, même avant l'avènement des communistes. D'autres ne tardèrent pas à fuir devant la menace d'une invasion japonaise. Leur départ a laissé un vide politique dans les villages que les communistes ont pu et voulu combler.

Dans le nord-ouest, en fait, ils sont devenus encore plus libéraux dans leur gestion de la réforme agraire qu'ils ne l'avaient été auparavant sur la base de la ligne paysanne riche de Mao. Ils ont exproprié certaines terres des propriétaires terriens, en particulier celles des propriétaires qui restaient dans l'opposition politique, ainsi que les terres appartenant aux fonctionnaires. Avec cette terre et les terres gagnées sur les terres en friche, ils ont récompensé les paysans pauvres, créant ainsi

« Une toute nouvelle classe. C'étaient les hommes et les femmes qui étaient sortis des rangs des pauvres autrefois endettés pour devenir propriétaires fonciers et une force dans leur village. Ils étaient connus sous le nom de « nouveaux paysans moyens »

Pourtant, ils n'ont pas anéanti tous les propriétaires terriens, et ils ont scrupuleusement gardé les terres des paysans riches qui travaillaient leur propre terre, bien qu'avec de la main-d'œuvre agricole. Au lieu de cela, ils se sont appuyés sur un impôt foncier progressif pour introduire une

plus grande équité sociale, et ils ont considérablement réduit la capacité de la haute société du village à exiger des excédents paysans par le biais de prêts et d'endettements. Ils ont remis toutes les dettes paysannes pendant un an, puis ont commencé à offrir des prêts gouvernementaux à 5 %, tout en autorisant les prêts privés à des taux allant jusqu'à 10 %. Ce programme de réforme relativement modéré a probablement été facilité par le fait que de nombreux propriétaires fonciers étaient partis, et aussi par le fait que le pouvoir des propriétaires terriens dans la région nord avait été généralement plus faible que dans le sud. Alors que les terres louées aux locataires dans le sud représentaient entre 42 et 47 pour cent de la superficie des terres agricoles, dans la région septentrionale de blé, ces pourcentages se situaient entre 12 et 17. Quarante-six pour cent des paysans étaient des locataires dans la région rizicole du sud ; Dans la région du blé du nord, seulement 17 pour cent étaient des locataires. La réforme ici pourrait également profiter aux paysans moyens et élever de nombreux paysans pauvres à la stature de paysan moyen.

Trois caractéristiques du succès communiste dans le nord sont donc étroitement liées à la zone dans laquelle ils ont construit leur nouvelle redoute. Tout d'abord, ils ont construit leur nouvel édifice de pouvoir parmi une paysannerie appauvrie mais propriétaire terrienne. En 1934, les données disponibles indiquent que les communistes étaient concentrés dans les zones où la réforme agraire était la plus nécessaire. En 1945, ils étaient concentrés dans les zones où la réforme agraire était le moins nécessaire ». Ils étaient situés dans une zone marginale, qui avait pourtant possédé une grande importance stratégique depuis les débuts de l'histoire de la Chine. Et, finalement, ils se sont déplacés dans une zone relativement libre de la domination de détenteurs de pouvoir supérieurs. Leurs réformes relâchèrent encore plus l'étai des quelques propriétaires fonciers qui étaient restés.

La réforme a également introduit de nouvelles formes d'organisation – conseils de village, équipes de travail, syndicats paysans – qui ont donné aux paysans les plus pauvres et aux sans-terre un levier politique pour influencer le cours des décisions villageoises. Les Crooks, décrivant ce processus pour le village de Ten Mile Inn dans les montagnes T'aihang, montrent comment ces organisations sont devenues

« un terrain d'entraînement pour le développement d'une capacité de direction et pour une action organisée indépendante de la part des masses elles-mêmes. Peu à peu, un double pouvoir va s'établir dans le village. Et bien qu'au départ, l'union paysanne ne devait être qu'une organisation fantôme ou secondaire, son objectif était de former des dirigeants qui prendraient en charge le gouvernement du village. »

Les nouvelles organisations ont souvent utilisé des mécanismes assez traditionnels d'aide mutuelle et de coopération, généralement basés sur la coopération de parents ou d'amis ; mais ils ont été faits pour servir les nouveaux objectifs d'organisation et de défense des villages sous la direction des paysans. Lorsque les nouveaux jeunes dirigeants ont prouvé leur courage, ils ont été pris dans le parti ou dans des organisations de masse contrôlées par le parti.

« Cette « pénétration du village naturel » était, par essence, la grande réalisation de la période Yen'an. Les équipes de travail et de combat avaient vu le jour sur une base traditionnelle de coopération au travail, mais, par l'intermédiaire de leurs dirigeants, elles avaient été transformées en un nouveau type d'organisation qui servait les objectifs politico-militaires et socio-économiques du Parti communiste chinois. L'équipe faisait indissolublement partie du village, mais en même temps elle se transcendait. »

Ainsi, si les organisations villageoises fournissaient une base de soutien parmi la paysannerie, un autre moyen d'obtenir ce soutien devait être le parti communiste lui-même. Orientée d'abord vers le travail dans les villes, elle n'acquiesça que peu à peu l'appui des paysans. Le nombre de ses membres était passé de 57 en 1921 à près de 16 000 en 1927 ; il avait été réduit à 10 000 à la fin de 1927, après la scission avec le Kuo Min Tang. Certaines sources affirment qu'il avait de nouveau atteint 300 000 en 1933-1934, mais après le transfert vers le nord-ouest, il n'en comptait plus que 40 000. Lorsque la guerre prit fin et que les communistes s'apprêtèrent à s'emparer de

toute la Chine, le nombre de membres comptait plus de 1 000 000 de membres. Socialement, la haute direction communiste ressemblait à celle du Kuo Min Tang.

« Dans les deux partis, les dirigeants ont été le plus souvent choisis parmi une couche supérieure relativement mince de la population chinoise. Dans les deux partis, ces hommes étaient souvent les fils de propriétaires terriens, de marchands, d'érudits ou de fonctionnaires, et ils venaient généralement de régions de la Chine où l'influence occidentale avait d'abord pénétré et où la pénétration elle-même était la plus vigoureuse. Tous avaient fait des études supérieures et la plupart avaient étudié à l'étranger. Les dirigeants des deux partis, malgré un statut relativement élevé dans la vie privée, ont montré une réticence ou peut-être une incapacité à établir des carrières privées. La majorité étaient des intellectuels aliénés, des hommes et des femmes dont l'éducation occidentale les isolait des principaux courants de la société chinoise. Quel que soit le parti auquel ils appartenaient, communiste ou Kuomintang, ils différaient de l'élite impériale. . en ce sens qu'ils ont été tirés d'un cercle beaucoup plus large [...] les récentes révolutions chinoises ont mis en avant les fils des compradores nouveaux riches, d'autres classes d'affaires des villes côtières, les fils de propriétaires terriens et, récemment, même, les fils de paysans riches. »

Cependant, il y avait aussi des différences caractéristiques :

« Le chef communiste caractéristique était le fils d'un propriétaire foncier ou d'un riche paysan, tandis que le chef caractéristique du Kuomintang était le fils d'un marchand ou d'un autre urbain. L'élite du Kuomintang venait plus largement des zones côtières, en particulier autour de Shanghai et de Hong Kong, tandis que la plus grande concentration de dirigeants communistes venait de Chine centrale, le bassin du Yangtze. »

D'ailleurs, la lutte entre la gauche et la droite a accentué ce profil ; « le déclin de la gauche et la montée de la droite ont été l'un des facteurs qui ont fait du Kuo Min Tang un parti de marchands de plus en plus et, de moins en moins, un parti de propriétaires terriens ou d'orientation rurale ». En revanche, l'émigration du parti communiste dans l'arrière-pays favorisa le remplacement au sein du parti d'intellectuels issus de la classe moyenne et de la classe supérieure par des fils de la paysannerie. L'Armée rouge est notamment devenue un canal de mobilité paysanne. Il n'est donc pas surprenant qu'en 1949, lorsque les communistes étaient prêts à prendre le contrôle de toute la Chine, environ 80 % des membres du parti étaient des paysans. En 1956, les paysans représentaient encore près de 70 % des membres ; les trois quarts étaient des paysans pauvres, un quart des paysans moyens.

Le troisième élément du nouveau parallélogramme des forces destinées à émerger des années passées dans l'arrière-pays était l'Armée rouge. Il est également passé par un certain nombre d'étapes différentes au cours de son développement. La première étape fut marquée par la mutinerie de plusieurs régiments d'élite de l'Armée révolutionnaire nationale de Kuo Min Tang qui avaient mené l'expédition du nord, les soi-disant « Tronsides ». Ceux-ci, forts de 20 000 personnes, se révoltent à Nanchang le 1er août 1927. Ils furent rejoints par 3 000 cadets militaires, mineurs et autres ouvriers. Au même moment, Mao Tsé-toung organisait une armée de partisans dans le Hunan composée de mineurs, de gardes paysans et de soldats mutins du Kuo Min Tang. Contrairement aux modèles de recrutement ultérieurs, les travailleurs étaient fortement représentés dans cette première Armée rouge. La participation des mineurs des plus grandes mines de fer de Chine, les mines de Hanyehping près de Wuhan, qui avaient fermé en 1925 et jeté cent mille mineurs au chômage, était particulièrement remarquable. Les mineurs étaient également représentés dans l'armée du Hunan de Mao. Pourtant, cette première Armée rouge a été décimée dans la première phase infructueuse de l'insurrection, alors que le parti communiste espérait encore s'emparer des villes et n'avait pas encore décidé de se retirer dans l'arrière-pays. Des 25 000 participants à l'insurrection de Nanchang, il n'en resta plus que 1 200. Mao atteignit le sanctuaire avec seulement un millier de survivants de son armée du Hunan. Pourtant, en recrutant des paysans, une fois décidée la politique de s'appuyer sur l'arrière-pays, l'armée reprit de la force dans ses nouvelles redoutes de l'intérieur, jusqu'à ce qu'elle compte à nouveau 200 000 réguliers en 1934. Ceux-ci étaient soutenus par un

nombre égal de gardes rouges et de guérilleros. Il recruta de nombreux paysans, mais il reçut également des renforts provenant d'autres mutineries parmi les troupes de Kuo Min Tang. Quelque 600 à 700 min t'uan, agissant comme auxiliaires du Kuo Min Tang, désertèrent pour les Rouges à Kian en 1929, et 20 000 soldats du KMT arrivèrent à Ningtu en 1931. Ces troupes ont tenu bon dans la région soviétique centrale jusqu'en 1934, date à laquelle une pression militaire écrasante les a forcées à évacuer et à entreprendre leur marche de six mille kilomètres vers le nord-ouest. Sur ces 310 000 hommes, seulement environ 100 000 survécurent aux rigueurs de la Longue Marche. Pourtant, en 1945, l'armée était plus nombreuse que jamais, comptant près de 500 000 hommes. Pendant tout ce cycle de décimation et de résurrection, la participation des paysans à l'armée avait considérablement augmenté. Nym Wales fournit des chiffres en pourcentage pour le premier front de l'Armée rouge du Soviet central à Kiangsi :

« 58 % des hommes de cette armée venaient de la paysannerie ; 38 % provenaient principalement du « prolétariat rural », qui comprenait des ouvriers agricoles, des apprentis, des artisans de l'industrie villageoise, des travailleurs du transport et autres, tandis qu'une partie de ces 38 % était composée d'ouvriers industriels des usines urbaines, des mines, des poteries, etc. Les 4 % restants provenaient de la petite bourgeoisie et étaient généralement les fils cadets de petits propriétaires terriens, de marchands, d'intellectuels, etc. »

La mobilisation du village pour le parti et l'armée et l'occupation par les communistes des ganglions importants de la communication et du contrôle ont été considérablement intensifiées et accélérées par l'invasion japonaise en 1937. Contrairement au Kuo Min Tang, qui tentait de gagner du temps pour un renforcement militaire en cédant de l'espace aux agresseurs, la Longue Marche avait carrément placé l'Armée rouge sur le chemin de la poussée japonaise. Cette décision avait été prise consciemment pour échapper à l'encerclement des Kuo Min Tang, mais aussi pour montrer que l'Armée rouge était prête à défendre la Chine contre ses ennemis étrangers, tandis que les Kuo Min Tang gaspillaient des ressources et des hommes dans une lutte interne contre leurs compatriotes chinois. Chalmers Johnson a soutenu que l'invasion japonaise a fourni le principal catalyseur dans le ralliement de la paysannerie à la cause communiste :

« elle a réussi parce que la population est devenue réceptive à un type particulier d'appel politique ; et le Parti communiste – sous l'un de ses nombreux déguisements – a fait précisément cet appel : il a proposé de répondre aux besoins du peuple en matière de direction dans l'organisation de la résistance et dans l'atténuation de l'anarchie induite par la guerre dans les zones rurales. »

Au cours de la guerre, les relations entre le village, le parti et l'armée se sont consolidées, l'Armée rouge s'est élargie pour inclure un demi-million d'hommes et les communistes ont terminé la guerre avec le contrôle d'une population dix fois plus importante que les neuf millions qu'ils contrôlaient dans les provinces du nord-ouest en 1938. L'établissement de la redoute nord dans une zone de paysannerie terrienne a permis la construction d'un appareil de pouvoir qui devait servir de tremplin pour l'expansion du pouvoir révolutionnaire dans toute la Chine en 1949. Nous pouvons attribuer le succès des communistes dans la construction de cette base de pouvoir à leur succès dans le ralliement de cette paysannerie tactiquement mobile à leurs côtés dans des conditions de guerre, d'abord contre le Kuo Min Tang, puis contre les Japonais. Sans la guerre comme catalyseur, il est peu probable que la coalition dirigée par les communistes avec la paysannerie aurait pu remporter le succès notable qu'elle a obtenu. Ce succès contraste d'ailleurs de manière frappante avec l'échec de la partie de la Chine qui est restée sous le contrôle de Kuo Min Tang. De nombreuses et divergentes explications sont disponibles pour l'échec de Kuo Min Tang. Les armées de Kuo Min Tang ont échoué là où les armées communistes ont réussi ; les tentatives de réforme agraire du régime de Kuo Min Tang n'ont pas abouti, où la réforme dans les zones communistes s'est avérée un succès retentissant ; là où la guerre et l'inflation ont fatalement affaibli le régime de Tchang Kaï-chek, elles ont renforcé à tous les niveaux la capacité des communistes à survivre. Ce succès a été possible parce qu'il a fait appel à la participation d'un type particulier de paysannerie dans une zone

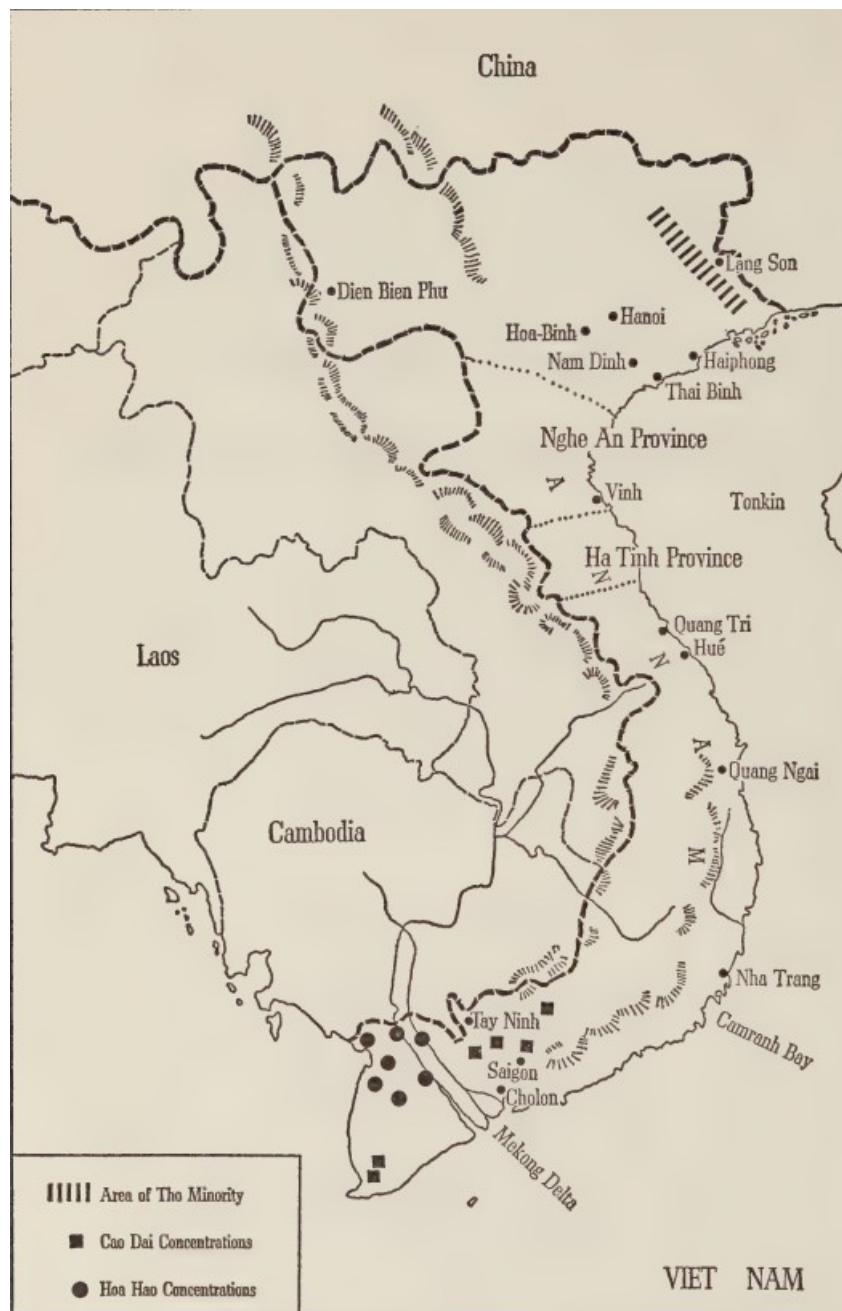
marginale de la Chine. En même temps, les communistes ne sont pas devenus un « parti paysan », même s'ils ont recruté des paysans dans leur organisation jusqu'à ce que ceux-ci fournissent la grande majorité des membres. Ils ont pu exploiter les énergies paysannes, mais à des fins jamais imaginées par la paysannerie.

La Révolution a renversé la structure de la société chinoise et a fait des rêves millénaristes des rébellions paysannes passées une réalité sociale. Le nouvel État chinois prétend être une progéniture des Taiping, plutôt que celle des érudits confucianistes. Pourtant, il y a aussi des continuités. Le concept traditionnel de l'élite dirigeante en tant que classe non héréditaire et ouverte recrutée par examen a beaucoup en commun avec le concept communiste d'un parti recruté dans l'ensemble de la population. De même, avec sa grande tradition de gestion hydraulique et de travaux publics, l'État s'est toujours considéré comme la source première et ultime des décisions. Enfin, l'État n'était pas seulement une entité politique, mais le porteur d'un ordre moral, exprimé dans les rituels et les cérémonies. « Les cérémonies sont le lien qui unit les multitudes », déclare l'ancien Livre des Rites, « et si le lien est supprimé, ces multitudes tombent dans la confusion. » Dans la Chine communiste, l'idéologie s'est vu attribuer un rôle d'une importance cruciale, tout à fait en désaccord avec la tradition marxiste

« Mao et ses compagnons d'armes ont réussi à s'implanter dans l'une des régions les moins dotées de Chine, traditionnellement en proie à la famine, en démontrant aux paysans semi-alphabétisés qu'ils étaient porteurs d'un nouveau rituel collectiviste et bénéfique pour tous. »

Le passé a été marqué par les définitions confucéennes des relations sociales significatives. Cette tâche est tombée dans le présent à la pensée de Mao, avec son insistance sur le fait que les sanctions ultimes dans la nouvelle société sont moins le résultat de la force que de la persuasion morale.

VIETNAM



Les Vietnamiens sont le produit d'une fusion de populations autrefois installées plus au nord, dans ce qui est aujourd'hui le sud de la Chine en dessous du fleuve Yangtsé, et de la population indigène qu'ils ont rencontrée au Viet Nam proprement dit. Cette fusion était le produit de l'expansion chinoise qui avait repoussé certains des éléments de la population qui allaient devenir vietnamiens toujours plus au sud, au-delà des limites des montagnes du Yunnan. La domination chinoise de leur nouvelle patrie s'ensuivit. Il n'a été jeté qu'au Xe siècle après J.-C.,

bien qu'un hommage symbolique rendu par le Petit Empereur Dragon du Viet Nam au Grand Empereur Dragon de Chine ait continué jusqu'à l'arrivée des Français.

Ce que les Vietnamiens pouvaient être avant leur sinisation est montré par leurs parents linguistiques et culturels, les Muong, dont environ 200 000 habitent encore la région des hautes terres sur la frange sud-ouest de la vallée de la rivière Rouge. Ils sont divisés en une élite de familles nobles, tho lang, et une paysannerie. Les tho lang sont les descendants des premiers colons de la terre. Chaque premier colon a été déifié comme un ancêtre de la région qu'il occupait, et leurs descendants en ligne patrilinéaire détiennent le titre de propriété de la terre colonisée par leur ancêtre. Les familles tho lang maintiennent leurs cultes d'ancêtres, avec des autels spéciaux et des plaques laquées contenant les noms de leurs ancêtres, comme signe extérieur de leurs privilèges. « Les paysans n'ont pas de titre de propriété sur la terre ; Le titre est conféré au chef local qui revendique la descendance Tho lang appropriée. Les chefs de village locaux et les nobles supérieurs forment une hiérarchie de seigneurs héréditaires qui sont à la fois prêtres, administrateurs et soldats. Au fur et à mesure que l'influence chinoise se répandait parmi les Vietnamiens, ils ont progressivement modifié ce modèle en direction des modèles chinois. Comme en Chine, l'État est devenu le principal sponsor et organisateur des travaux d'irrigation. Le concept de noblesse érudite a été introduit. Une hiérarchie fixe des fonctionnaires de l'État a été établie en 1089 ; Une académie de formation des fonctionnaires fut créée en 1076 et les examens furent initiés en 1075.

Néanmoins, le Viêt-Nam était déchiré par des tensions constantes entre les tentatives de l'empereur et de son personnel de centraliser l'État et les efforts des détenteurs du pouvoir local pour se rendre indépendants. Les membres de la classe supérieure avaient appris les coutumes chinoises : cela leur a finalement donné « la capacité de gouverner et l'ambition de gouverner sans les Chinois grâce à une formation, un monde d'idées et un mode de vie importé par les Chinois ». Ils soutiendraient ainsi leur propre dirigeant vietnamien dans le but d'obtenir une plus grande autonomie vis-à-vis de la Chine. Mais

« leur désir personnel d'être libres de toute restriction dans leurs relations avec leurs propres sujets s'est avéré plus fort que le désir d'affirmer la revendication du pays sur l'ensemble de sa production et le droit des Vietnamiens à leur propre mode de vie et de règlement de leurs affaires publiques. La structure de la société vietnamienne créée par les Chinois était manifestement tout à fait du goût des patrons locaux semi-féodaux et semi-mandarinaux une fois que l'autorité centrale de l'État a été éliminée. Leur principale objection sous les Chinois avait été les impôts nécessaires à une administration nationale et l'ingérence dans leur gouvernement local dans l'intérêt de l'économie nationale et de la défense. Mais c'est précisément ce qui les a également excités contre leurs propres monarques après le départ des Chinois, et pourquoi ils ont créé un état d'anarchie politique lourd de dangers plus grands pour le Viêt-Nam qu'un autre siècle de sinisation. »

Le paysan, quant à lui,

« s'est accroché à ses coutumes et à ses idées religieuses pré-chinoises, et il s'accrochera à certaines d'entre elles jusqu'à ce jour, sous un manteau extérieur tissé d'importations ultérieures. Il a continué avec son habitude non chinoise de mâcher la noix de bétel. Il gardait sa foule de génies villageois et d'esprits de la maison, des rivières et des montagnes. Il se réjouissait de ses cérémonies et de ses festivals qui trouvaient leur origine dans un passé préchinois. Il s'en est tenu à sa forme spéciale de culte des ancêtres. Et il a même conservé les souvenirs de Van Lang et d'Au Lac [royaumes vietnamiens pré-chinois dans la région de la rivière Rouge avant 200 8.c.], dans lesquels il a versé son désir d'une vie de paix et d'abondance, libre des vexations de la domination étrangère. Il était, en fait, plus Vietnamien en l'an 900 de notre ère qu'il ne l'avait été au premier siècle avant J.-C. »

La classe supérieure sino-vietnamienne n'a pas non plus perturbé les modèles culturels de la paysannerie, tant que les paysans travaillaient la terre et payaient des cotisations à leurs suzerains. Les villages conservaient une autonomie considérable ; Ils « ont conservé leur originalité et sont devenus les lieux de reproduction d'une nation. »

L'État, quant à lui, orienta ses efforts vers la construction et la gestion d'ouvrages hydrauliques, ainsi que vers l'acquisition de nouvelles terres. Dans cet effort, l'expansion vers le sud, menée dans une guerre continue contre les royaumes rivaux Cham et cambodgien, s'est avérée particulièrement importante. La région autour de Hué a été atteinte au début des années 1300 et le Viet Nam central a été colonisé aux XIV^e et XV^e siècles. Le pouvoir Cham a été brisé en 1471. La rivière Bassac a été atteinte dans la première moitié du XVIII^e siècle. Cette lente progression était *« exercé principalement par un type de paysan-soldat pour lequel ce peuple semble avoir développé une aptitude très tôt. Le paysan devenait soldat chaque fois qu'un ennemi s'approchait, soit pour piller, soit pour chasser les Vietnamiens d'un territoire nouvellement colonisé. »* La population ennemie a été soit absorbée, soit repoussée dans des zones marginales. Ainsi, à ce jour, il reste des restes épars de Chams au Viet Nam, et une population cambodgienne d'environ 350 000 personnes.

En plus de l'expansion par des moyens militaires, le souverain – comme en Chine – a fréquemment essayé d'améliorer le sort de la paysannerie et de réduire le pouvoir des suzerains par des moyens tels que la division des terres des familles qui collaboraient avec les Chinois ; confisquer les terres en friche pour les redistribuer aux cultivateurs qui les rendraient productives ; assurer la redistribution périodique des terres communales entre les paysans nécessiteux ; et la création de colonies militaires dont les membres cultiveraient en temps de paix et combattraient en temps de guerre. Pourtant, ce n'est que rarement que l'État a été en mesure de contrer les tendances des chefs à prendre et à conserver le pouvoir dans les provinces, et à freiner l'autonomie du village vietnamien. Le dernier cycle de renouveau et d'unification s'est mis en place à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. À cette époque, les Européens étaient déjà arrivés en Asie du Sud-Est et faisaient sentir leur présence sur tout son périmètre maritime.

L'unification a été stimulée, pour l'essentiel, par deux facteurs. L'une d'entre elles est sans aucun doute la conquête de la Cochinchine, achevée en 1757, qui ouvre de nouvelles terres et ressources aux Vietnamiens. La deuxième série de facteurs impliquait une série d'événements militaires et politiques qui ont servi à introduire l'équipement militaire et les techniques militaires occidentaux au Viet Nam. Ces événements peuvent être divisés en deux phases. La première phase est marquée par la rébellion de Tay-Son, un soulèvement mené par trois frères dont le village natal donne son nom à l'événement. Au cours d'une série de ratissages militaires réussis, ils ont réussi à arracher le pouvoir aux factions et aux dynasties du Sud et du Nord (1771-1786) et, en 1789, ils ont pu repousser une armée chinoise envoyée contre eux pour soutenir les Tulers discrédités. Leur règne, cependant, fut, à son tour, bref ; Ils furent renversés une fois de plus en 1802. Les racines sociales de la rébellion ne sont pas bien comprises. Le grand-père des trois frères avait été membre de la classe supérieure, déporté à Tay-Son. La rébellion a commencé lorsque l'aîné des frères s'est enfui dans les bois, à la tête d'une bande de bandits typique. Ils tiraient leurs partisans d'une paysannerie dépossédée et opprimée, échaudée par la perte de ses terres et de lourds impôts et cotisations de travail ; le mouvement a été financé par des marchands indépendants qui voulaient élargir les liens du commerce national et international, et souhaitaient également éliminer la concurrence commerciale chinoise. Plusieurs caractéristiques de la rébellion rappellent les mouvements de rébellion populaires chinois : leur utilisation de responsables militaires plutôt que civils à tous les niveaux de l'administration ; leur emploi de la langue vernaculaire, nom, par opposition au chinois, dans la traduction des classiques chinois et dans les œuvres d'un mouvement littéraire vietnamien florissant ; leur amabilité envers les convertis catholiques ; leur soutien à la Société des Triades qui s'était révoltée dans le Sichuan chinois. Cependant, ils n'ont pas réussi à améliorer le sort de la paysannerie de quelque manière que ce soit ; les paysans ont simplement subi un changement de maîtres et, à la fin, n'ont rien fait pour soutenir les Tay-Son à l'heure où ils en avaient besoin. L'anti-confucianisme des Tay-Son leur opposa également la noblesse érudite confucéenne VIET NAM 163, orientée vers la Chine. Ils ont été battus par Nguyen-Anh qui a réuni le pays, cette fois avec l'aide militaire française. Dès 1615, les Portugais avaient équipé

l'un des prétendants rivaux au trône d'une fonderie pour la production locale d'armes lourdes. Cet armement à l'étranger et les conseils de conseillers militaires étrangers, d'officiers de marine et d'ingénieurs étaient probablement responsables du succès du nouveau dirigeant. Ce monopole de l'armement neuf lui a également permis de franchir l'étape décisive suivante, celle de séparer le contrôle de la terre de l'occupation de la fonction publique. Alors qu'auparavant les fonctionnaires étaient également propriétaires de terres ou bénéficiaires du tribut payé par la population rurale, la nouvelle dynastie a fait des examens officiels la seule voie d'accès au pouvoir et a mis tous les fonctionnaires sur des salaires de riz et d'argent. Ces mesures ont limité la tendance des fonctionnaires, qui étaient également des propriétaires terriens, à constituer des blocs de pouvoir locaux, phénomène qui avait provoqué la rechute répétée du Viet Nam dans des périodes de désintégration et d'anarchie.

Les mesures ont toutefois produit des résultats contradictoires. Ils n'ont pas seulement restreint le pouvoir des riches et de la noblesse ; ils éliminèrent de la compétition pour le pouvoir tous les détenteurs du pouvoir, à l'exception de ceux qui étaient « des employés de l'État et n'étaient responsables que devant l'empereur ». Au sein de cette classe officielle, le pouvoir était fortement concentré. Quelques

« 20 mandarins de haut rang occupaient la plupart des postes élevés dans l'administration civile et dans les forces armées, une douzaine d'entre eux résidant dans les provinces, le reste travaillant ou servant à des postes de conseillers de l'empereur dans le gouvernement central à Hué. »

Certains responsables clés ont occupé plusieurs postes en même temps. Il n'était pas rare qu'un seul haut fonctionnaire agisse à la fois en tant que gouverneur de province, ministre et chef militaire » (1962, p. 16). De plus, les trois grades supérieurs du mandarinat, contrairement aux six grades inférieurs, occupaient à la fois des postes civils et militaires. Cela signifiait que le pouvoir dans les rangs supérieurs de la bureaucratie était autant militaire qu'il était basé sur l'apprentissage confucianiste. Les Nguyen avaient en effet unifié l'État contre les revendications rivales des suzerains féodaux ; mais « la véritable base de leur pouvoir était la puissance militaire et non la légalisation de l'autorité impériale » (1962, 66). S'il est vrai que l'État est plus centralisé qu'il ne l'a été par le passé, le recours à de puissants mandarins civilo-militaires en charge des différentes provinces produit inévitablement de fortes tendances centrifuges, ainsi qu'une concurrence continue à la cour pour les enjeux de l'influence sur l'empereur. Cette dispersion de l'autorité a été renforcée par l'existence de nombreuses sociétés secrètes qui reliaient les dirigeants au niveau national à des groupes locaux ou régionaux. Beaucoup d'entre eux étaient, comme en Chine, à la fois religieux et laïcs, combinant des fonctions d'entraide et de sécurité avec la participation à des rituels ou à des manipulations politiques. Il existait donc un monde souterrain obscur de liens clandestins, souvent plus significatifs et plus importants que les mascarades sociales et politiques du monde extérieur visible. L'accoutumance à l'activité souterraine, ici comme en Chine, fournirait une base à l'activité révolutionnaire à l'avenir.

Un deuxième résultat découlait de la nature du recrutement des mandarins. Les qualifications pour la fonction étaient établies par un système d'examen qui exigeait la connaissance de la sagesse accumulée du passé, comme l'illustrent les philosophes chinois. Peut-être parce qu'il représentait une ramification provinciale de la tradition chinoise prototypique, le système vietnamien semble avoir été encore plus formaliste que l'original chinois. Les empereurs eux-mêmes en étaient conscients. Minh-mang était d'avis que

« Pendant longtemps, le système d'examen a déformé l'éducation. Dans les essais, on n'utilise que des clichés éculés et des formules creuses, on ne cherche à briller qu'à travers l'étalage d'un savoir inutile. »

Mais il était aussi conscient « que l'habitude est figée et qu'il est difficile d'en changer tout de suite ». Rendus intellectuellement immobiles par leur adhésion aux canons du passé, les mandarins vietnamiens se sont également montrés exceptionnellement rapaces. Les salaires assignés se sont avérés ridiculement bas ; Mais l'autorité a cédé le pouvoir d'exiger des amendes et des cadeaux.

Ainsi dotés d'un fort intérêt dans le système qui leur donnait de l'autorité, les mandarins vietnamiens du étaient en même temps dotés d'une sorte de compréhension du monde de moins en moins adaptable aux circonstances qui leur imposaient de nouvelles exigences.

En 1850 commença la deuxième phase de l'engagement étranger au Viêt-Nam lorsque les Français, poussés par un désir de grandeur impériale, prirent des mesures décisives vers l'ouverture du Viêt-Nam par la force des armes. En 1861, ils s'emparent des trois provinces orientales de la Cochinchine ; En 1867, ils occupèrent les provinces de l'Ouest. Après une guerre de dix ans, Hanoï est prise en 1882. Des traités signés en 1883 et 1884 confirment la domination française sur la Cochinchine et établissent un protectorat français sur le Tonkin et l'Annam. L'Annam devait rester nominalement autonome sous la supervision française ; Le Tonkin devait être administré, avec l'aide de mandataires vietnamiens, par un commissaire résident français. La résistance, cependant, continua, principalement menée par les mandarins qui étaient déterminés à empêcher toute forme de changement.

« Si l'Occident pénètre au Vietnam, il mettrait en branle des développements qui détruiraient les bases de la domination mandarine. La défense du pouvoir et des privilèges mandarinaux est devenue identique à la défense du Vietnam. »

Un soulèvement, dirigé par des mandarins, commença en 1885 et se poursuivit dans le nord de l'Annam jusqu'en 1896 ; au Tonkin, une bande rebelle tint bon jusqu'en 1909. Mais les jours des mandarins étaient comptés. Lorsque leur tentative de restaurer le passé mort a échoué, il est devenu clair que « si la résistance nationale devait jamais acquérir la force nécessaire pour évincer les Français, elle devait viser au-delà de la simple restauration de l'ancien Vietnam ».

L'une des conséquences immédiates de l'occupation française a été . faire du riz un produit d'exportation majeur. Avant l'avènement des Français, le riz n'avait pas été expédié à l'étranger en quantité appréciable ; Les exportations en 1860 ne s'élevaient qu'à 57 000 tonnes. Les exportations en 1937, avant le début de la Seconde Guerre mondiale, s'élevaient à 1 548 000 tonnes. Pour rendre cette augmentation possible, il y a eu une classe de grands propriétaires terriens, capables de produire de gros excédents de riz, contrairement aux petits propriétaires terriens qui consommaient la plupart de ce qu'ils cultivaient. Ces nouveaux propriétaires terriens ont été les bénéficiaires directs des efforts français pour réattribuer d'anciennes terres ou pour coloniser de nouvelles terres, dans le cadre de leur nouvelle mission coloniale.

Une partie des terres remises aux nouveaux propriétaires appartenait à ceux qui avaient été tués lors du soulèvement de 1862, ou avait été temporairement désertée par leurs survivants.

« Lorsque les paysans déplacés, généralement longtemps après la fin des combats, retournèrent dans leurs villages et commencèrent à replanter leurs anciens champs, ils furent stupéfaits et consternés d'apprendre que ces terres appartenaient maintenant à quelqu'un d'autre. Ceux qui insistaient sur leurs droits de propriété étaient traités comme des voleurs et chassés. Ils ne pouvaient rester que s'ils acceptaient l'offre des nouveaux propriétaires de travailler la terre ou d'en louer une petite partie à un prix exorbitant, généralement pas moins de la moitié de la récolte. »

Une telle expropriation était particulièrement caractéristique du Tonkin. Le résultat a été qu'au Tonkin, 500 grands propriétaires terriens, français et vietnamiens, en sont venus à posséder 20 % des terres ; 17 000 autres détenaient 20 % supplémentaires. Les petits détenteurs restants, au nombre d'environ un million, se répartirent le reste ; La superficie moyenne d'une exploitation représentait moins d'un demi-hectare par famille.

L'autre source de propriété foncière pour les nouveaux grands propriétaires terriens était les terres drainées et irriguées par les Français dans le sud du Vietnam, grâce à la construction de nouveaux ouvrages hydrauliques. Les terres ainsi obtenues furent ensuite vendues par lots et à bas prix, dans l'espoir de récupérer le coût de l'aqueduc. En 1938, environ la moitié des terres arables du sud du Vietnam étaient cultivées en riz. Sur ce total, près de la moitié était entre les mains de 2,5 % de tous les propriétaires fonciers. Soixante-dix pour cent de tous les propriétaires terriens ne

possédaient que 15 % des terres arables. La classe des locataires sans terre dans le Sud était encore plus nombreuse, comptant environ 350 000 familles et constituant environ 57 % de la population rurale. La plupart des grands propriétaires terriens du Viet Nam étaient des Sudistes. Sur les quelque 7 000 grands propriétaires terriens du Viet Nam avant la Seconde Guerre mondiale, plus de 90 % étaient situés dans le sud du Vietnam.

Cette nouvelle bourgeoisie foncière investit principalement dans l'agriculture ; sa participation à l'industrie manufacturière, au commerce et à la banque était sévèrement limitée par des réglementations françaises discriminatoires. Ses principaux revenus provenaient de la terre sous forme de loyers payés par leurs locataires, sous forme d'intérêts des prêts consentis aux paysans et de la vente du riz aux exportateurs français et chinois de Saigon. Impuissants sur le plan national, ils sont cependant devenus « les maîtres politiques du peuple vietnamien au niveau des villages et des communautés », les nouveaux notables. Bénéficiaires de l'occupation française, beaucoup d'entre eux ont acquis la nationalité française et ont fait instruire leurs enfants en France. Politiquement, ils étaient favorables à la coopération avec les Français, bien qu'ils soutenaient une plus grande autonomie pour eux-mêmes. Leur instrument politique dans les luttes de pouvoir après la Première Guerre mondiale était le parti constitutionnaliste fondé en 1923.

La commercialisation du riz a lié la population vietnamienne aux vicissitudes du marché mondial. Ainsi, les prix payés pour le riz sur le marché de Saigon ont baissé des deux tiers entre 1929 et 1934 ; le pouvoir d'achat d'une quantité donnée de riz par rapport à d'autres produits a diminué de moitié. Pendant l'inflation qui a suivi l'occupation japonaise du Viet Nam pendant la Seconde Guerre mondiale et le blocus du pays par les Alliés qui en a résulté, les prix du riz ont de nouveau augmenté de 25 %, mais n'ont pas pu suivre les prix payés pour d'autres biens rares, qui ont augmenté jusqu'à 200 % (1966a, 57). Nous devons également nous rappeler que les gains de la culture du riz ont été inégalement répartis. Une enquête menée en 1936 a montré que le bénéfice de la vente du riz exporté de Saigon était réparti comme suit : 26 % sont allés au producteur primaire, 33,6 % aux intermédiaires, 21 % aux transporteurs, 5 % aux transformateurs, 14,4 % au trésor public (Robequain, 1944, 346, note 1). Dans le même temps, la consommation de riz par habitant est tombée de 262 kilogrammes en 1900 à 226 kilogrammes en 1913 et à 182 kilogrammes en 1937. On estime qu'entre 220 et 270 kilogrammes sont nécessaires pour nourrir un individu adulte.

Une autre entreprise agricole parrainée par les Français fut la production de caoutchouc dans des plantations situées en Cochinchine et dans certaines parties du Cambodge, à partir de 1897, lorsque des plantes de caoutchouc furent introduites de Malaisie. Le caoutchouc devint le deuxième produit d'exportation de la colonie, fournissant tout le caoutchouc dont la métropole avait besoin. Avant la Seconde Guerre mondiale, la culture était cultivée dans 1 005 plantations ; Vingt-sept entreprises, cependant, possédaient 68 % de la superficie plantée ; De plus, de nombreuses entreprises possédaient de nombreuses plantations et étaient à leur tour liées dans des sociétés holding. Le capital et le crédit pour la production de caoutchouc étaient donc étroitement concentrés. Comme le caoutchouc était cultivé principalement dans le sud du Vietnam, qui n'était jusque-là que peu peuplé, les nouvelles entreprises ont dû importer de la main-d'œuvre d'ailleurs. Ce besoin a été comblé par un recrutement intensif de main-d'œuvre, en particulier dans la vallée densément peuplée de la rivière Rouge, dans le Nord. Tout d'abord, les notables locaux ont été habilités à recruter des travailleurs potentiels dans leurs villages ; Plus tard, c'est devenu la fonction des patrons syndicaux ou *cais*. Le *cai* est ainsi devenu une figure d'une importance sociale majeure. Selon Virginia Thompson,

« La fonction du cai était variée – il pouvait être un agent de recrutement, un contremaître ou un commerçant de domaine – mais il était toujours interposé entre l'employeur et ses employés. En tant que sous-traitant, le cai a engagé et payé le nombre requis de travailleurs et il a organisé leur production. Dans d'autres domaines, il ne pouvait recruter que des ouvriers. Dans d'autres cas encore, il a simplement dirigé leur travail. Parfois, le cai était le seul fournisseur de nourriture des ouvriers. Mais dans chacune de ces fonctions, il a eu l'occasion de faire des gains illicites ; Il était

souvent brutal et sans scrupules lorsqu'il imposait des déductions sur les salaires, retenait les provisions, etc. Le gouvernement n'est intervenu que pour mettre fin aux abus perpétrés par le cai en tant qu'agent recruteur et pour l'empêcher de faire du profit dans les magasins de l'entreprise. Le gouvernement justifia le fait qu'il continuait de tolérer le cai dans ses autres fonctions par le fait qu'il était manifestement dans l'intérêt des employeurs d'éliminer tout le système afin qu'avec le temps le cai soit volontairement supprimé. »

La contrainte, cependant, restait l'essence de ce système de recrutement de la main-d'œuvre, et pas seulement une excroissance occasionnelle. Les conditions dans les plantations de caoutchouc de Cochinchine étaient notoires. Les hommes travaillaient de l'aube au crépuscule pour une somme de misère qui leur était versée par le cai à qui ils devaient ensuite acheter leur nourriture. Ils vivaient dans des casernes, entassés comme des sardines, et étaient fréquemment soumis à des amendes et à des châtements corporels pour des infractions présumées à la discipline de travail. En conséquence, le taux de désertion des plantations de caoutchouc est resté élevé ; Un travailleur sur deux semble avoir échappé au régime ouvrier en s'enfuyant. Toutes sortes de forces et de ruses devaient être utilisées pour attirer des remplaçants pour les déserteurs. On estime que « pour maintenir une main-d'œuvre qui n'a jamais dépassé 22 000 personnes, il a fallu recruter près de 75 000 individus entre 1925 et 1930 ». Ce n'est que dans les années 1930 que le taux de désertion est tombé à un ou deux sur cinq. L'impact de la dépression mondiale sur une région à forte croissance démographique, comme le Viet Nam, a fait en sorte que les possibilités d'emploi étaient rares. La législation du travail parrainée par les gouvernements du Front populaire de l'époque a peut-être également contribué à améliorer les conditions de travail dans la colonie.

Tout comme le cai s'est avéré être une figure clé dans le recrutement de la main-d'œuvre pour les plantations, il s'est avéré être un intermédiaire indispensable pour attirer les paysans vers des emplois industriels. L'industrie restait limitée en raison des restrictions imposées au développement de la colonie par la métropole. « Le pilier du secteur industriel colonial était l'extraction du charbon, du zinc et de l'étain ; Le nombre d'ouvriers dans les mines et les carrières était estimé à environ 55 000 en 1928. La plupart des mineurs – les neuf dixièmes – venaient du Tonkin ou du nord de l'Annam ; 60 % d'entre eux provenaient de Thai Binh et de Nam Dinh. De 80 000 à 90 000 autres travailleurs occupaient les établissements industriels restants. Parmi ceux-ci se trouvaient quelque 10 000 ouvriers du textile (chiffre de 1938), particulièrement nombreux à Nam Dinh ; les travailleurs des gares de triage et des ateliers de réparation (10 279 en 1931) ; travailleurs des centrales électriques (3 000) ; ainsi que les travailleurs des distilleries et autres usines de transformation. Bien que la main-d'œuvre industrielle dans ces établissements industriels modernes ait augmenté à un taux annuel d'environ 2 500 personnes depuis 1890, beaucoup d'entre eux ont conservé de solides racines dans la paysannerie. Non seulement la plupart d'entre eux étaient d'anciens paysans, mais la majorité reviendrait à la paysannerie avant longtemps. Le taux de rotation est resté fort, retardant à la fois l'émergence d'une classe ouvrière stable à partir de la population rurale, tout en étendant largement les effets de l'emploi industriel.

Pour ceux qui pouvaient ou ne voulaient pas trouver un débouché pour leur travail dans l'industrie moderne, il restait le travail artisanal traditionnel. Le nombre d'artisans à plein temps a pu être de 218 000, mais la population totale impliquée dans les industries artisanales traditionnelles a été estimée à 1 350 000. Contrairement à la Chine, les produits métropolitains n'ont pas rivalisé avec les produits indigènes pour ruiner ce rempart traditionnel de l'existence villageoise. Néanmoins, il est douteux qu'elle ait pu être menée indépendamment des activités agricoles indigènes. Un artisan employé dans l'industrie artisanale ne gagnait qu'un tiers de ce qu'il aurait gagné en tant qu'ouvrier dans une plantation. Un propriétaire indépendant d'un magasin de textile, travaillant avec sa femme, pouvait obtenir entre 1,5 et 5 fois le salaire d'un ouvrier de plantation mais devait acheter ses propres matières premières. Il est à noter que l'emploi artisanal est resté plus important dans le Nord et dans le Centre, avec leurs populations densément peuplées, que dans le Sud plus commercialisé.

Une autre conséquence de la domination coloniale française au Viet Nam a été l'augmentation d'un lourd fardeau fiscal sur la population autochtone. Les chemins de fer et les routes construites ont été financés en grande partie par l'augmentation des revenus. Les impôts sont passés de 35 millions de francs-or avant la conquête française à plus de 90 millions de francs or. Le sel, l'alcool et l'opium sont devenus des monopoles gouvernementaux, avec des prix six fois supérieurs à ce qu'ils étaient avant l'occupation. Les revenus provenant de ces sources représentaient 70 % du budget général. Depuis des temps immémoriaux, la population locale fabriquait de l'alcool de riz pour la consommation familiale et les cérémonies. Maintenant, une bataille continue s'est développée entre le gouvernement, qui essayait de contrôler et de monopoliser la production d'alcool, et les petits producteurs. Le plus important pour la population autochtone, cependant, était la taxation du sel. Tout le sel devait être vendu à l'État à des prix fixés par l'État ; Les paludiers devaient payer pour le sel acheté sur le marché des prix six à huit fois plus élevés que ceux qu'ils recevaient à la livraison. Le sel est un ingrédient indispensable du *nuoc mam*, la sauce de poisson très épicée qui constitue un élément essentiel de l'alimentation vietnamienne. De nombreuses salines indigènes ont été détruites, ainsi que de nombreux pêcheurs qui avaient besoin de sel pour conserver le poisson et produire du *nuoc mam*. Incapable de distribuer le sel de manière adéquate, l'État a loué le droit de distribution à des marchands chinois. Alors qu'on estime qu'un Vietnamien a besoin de 22 livres de sel par habitant pour maintenir un régime alimentaire adéquat, en 1937, la consommation par habitant était de 14,8 livres.

Tous ces changements ont affecté la structure interne du village vietnamien. Dans sa forme traditionnelle, le village pourrait être comparé à une société de chefs de famille qui détenaient des droits sur des terres dans l'orbite du village. Les noms de ces propriétaires fonciers ont été inscrits dans un registre de village. Outre les parcelles attribuées à des familles individuelles, la communauté en tant que telle possédait également des terres communales ; Toutefois, seules les personnes inscrites dans les registres avaient le droit de recevoir des cessions de ces terres. Le village contenait également des gens qui ne possédaient pas de terres et étaient donc socialement et politiquement défavorisés. Ces villages sans terre ont été la cible d'une grande partie de la législation impériale contre les « vagabonds », autorisant les notables à les enrôler pour les corvées ou pour le service militaire, en particulier dans les colonies militaires le long de la frontière vietnamienne en expansion qui servaient de soupape de sécurité pour les paysans-soldats affamés de terres.

Le village lui-même était géré par un conseil de notables (*hoi dong ky muc* ou *hoi dong hao muc*) composé d'hommes de haut rang. Un statut élevé signifiait soit des diplômes obtenus à la suite d'examens impériaux, soit une vieillesse respectée. Jusqu'au XVe siècle, l'empereur avait nommé des mandarins communaux (*xa quan*) pour gérer les affaires du village ; Après cette période, l'autorité première était entre les mains du Conseil. Le chef de village (*xa truong*) était plus un intermédiaire, un médiateur entre les conseils de village et le chef de district, qu'un exécutif à part entière. Chaque village était ainsi dirigé par une oligarchie, « tempérée par le fait que les membres de la classe dirigeante étaient recrutés, non par cooptation, mais par des procédures de recrutement mandarines, des examens littéraires ou le privilège de l'âge ». Les règles de préséance entre les différents grades de notables étaient établies dans un code de village ou une coutume : certains de ces codes donnaient la priorité à l'âge sur le rang mandarin ; D'autres mettaient l'accent sur le rang impérial plutôt que sur l'âge.

Les conseils de village n'étaient pas entièrement autonomes. Par l'intermédiaire du chef de village, ils recevaient des demandes d'impôts ou de corvées de la part des autorités supérieures, et chaque village était tenu responsable de satisfaire ces demandes. Chaque conseil de village était cependant autonome dans la manière dont il répondait à ces besoins.

« *La coutume villageoise ne bloquait pas vraiment les ordres impériaux ; Cependant, l'ordre impérial devait ne stipuler que les fins souhaitées ; C'était la prérogative du village de trouver les moyens de réaliser ces fins.* »

Cette relation entre la juridiction impériale et l'autonomie du village a été exprimée dans le proverbe selon lequel « le pouvoir de l'État s'arrête à la haie de bambous du village ». Le conseil pourrait prendre ses propres mesures en ce qui concerne la sécurité intérieure, la construction de pagodes, le creusement de canaux et la construction de digues. Ces décisions étaient prises officiellement au *dinh* ou temple communal du village. C'est là que furent réglés les différends locaux et que l'on prêta serment ; Ici, l'esprit gardien veillait à la poursuite de l'affaire. Ici, un paysan qui ne pouvait pas payer ses impôts pouvait être fouetté. Ici, les codes du village étaient lus lors des célébrations de cérémonies dédiées au surnaturel tutélaire du village. Un contrôle intégré intéressant sur le pouvoir des notables était l'institution du *dau-bo*, ou tête de bœuf, le porte-parole de l'opposition dans le village qui avait le droit formel de s'exprimer au conseil du village en faveur des partis défavorisés. Le *dau-bo* a été appelé ainsi parce que la tête d'un bœuf est dure ; l'orateur du village « ne craignait ni les menaces des riches ni le pouvoir du mandarin », représentant souvent la cause des pauvres.

Le *dinh* ou temple communautaire qui abritait l'esprit était le « centre incontesté de la vie villageoise dans le Viet Nam traditionnel de l'époque ». L'esprit gardien représente l'unité morale du village ; Il veille au maintien des règles morales et des sanctions. Nguyen Huu Khang dit de lui que « son rôle est essentiellement le même que celui d'un mandarin terrestre ». Il s'agit souvent d'un fondateur du village ou d'un villageois important aujourd'hui décédé, ou d'un héros choisi dans le panthéon local ou national. Le choix d'un esprit gardien devait être confirmé par l'empereur. Par la suite, les objets sacrés relatifs à l'esprit et le décret le confirmant ont été conservés dans la salle centrale du temple communal. Des cérémonies annuelles sont organisées pour honorer l'esprit gardien. La plus importante d'entre elles, appelée assemblée (*hoi*), a eu lieu au printemps. Les rites secrets (*hem*) commémoraient les actes de l'esprit gardien ; « de leur observance plus ou moins fidèle dépend le bonheur et la prospérité des habitants ». *Hem* était toujours accompagné d'une grande fête de village, de représentations théâtrales, de musique, de combats au corps à corps, de combats de coqs, de combats de rossignols. Filles et garçons chantaient des chansons ; C'était l'occasion pour les jeunes de chercher des épouses. Le Van Ho dit, à juste titre, que « les civilisations traditionnelles du Viet Nam, auxquelles la majorité des gens participent, ne sont autres qu'une civilisation des festivals de *dinh* ».

En plus de l'esprit tutélaire local, confirmé par l'empereur, des pratiques culturelles plus spéciales étaient organisées au *dinh*. L'un d'eux était le culte de Confucius et de ses disciples, célébré lors de rituels semestriels par les titulaires de diplômes, organisés en association. Cette association

« formait le parti le plus puissant du village. Le chef de cette association est en même temps le *tien chi* ou *thu chi*, c'est-à-dire le premier personnage de la communauté que les notables ne manquent jamais de consulter dans les affaires importantes. »

Ce culte local de Confucius a été mis en parallèle au niveau national par une célébration impériale à la cour royale de Hué. Les cultes villageois des divinités tutélaires et des sages mandarins étaient liés au culte impérial du ciel, avec sa magie cosmique et son calendrier saisonnier, servant ainsi de « couronnement de la société paysanne ». Paul Mus a dit de ce lien sectaire qu'il ne symbolise pas un type occidental de contrat social entre les hommes, tel que Rousseau aurait pu l'imaginer, mais un concept d'équilibre surnaturel entre le Ciel, la Terre et les ancêtres, maintenu par le bon fonctionnement des hommes. On pensait que le bon fonctionnement des hommes garantissait le maintien de l'ordre cosmique ; d'où « là où nous disons système, on dit vertu ». Les troubles sociaux pourraient menacer cet équilibre ; Le retour de l'ordre signifiait aussi le retour de la vertu.

Outre les associations de titulaires de diplômes (*cactich*), il y avait aussi des associations de vieillards de plus de soixante ans, de soldats, de corporations de métiers avec leurs propres secrets de commerce et esprits gardiens, de chanteurs, d'éleveurs d'oiseaux chanteurs, de coqs de combat, d'étudiants du même professeur, d'hommes liés par une ascendance commune, par une proximité résidentielle ou par une affinité morale. Chacune de ces associations aurait un chef, tiendrait une

liste de membres et une trésorerie, et agirait comme association d'entraide en cas de mariage, de funérailles ou d'autres cérémonies religieuses. Les plus importantes de ces cérémonies étaient les fêtes qui suivaient les rituels religieux formels et qui manifestaient et validaient le statut au sein de la communauté. Lors de telles occasions, chaque rang occupait une place spéciale dans les rituels et se voyait accorder une position spéciale dans les fêtes. Lorsque le bœuf était sacrifié, les parties de l'animal sacrificiel étaient distribuées selon le rang. C'était l'ambition de chaque villageois de participer tôt ou tard au parrainage d'un festin pour tout le village.

La domination française a affecté le village vietnamien de deux manières. Les pouvoirs du chef de village furent considérablement élargis pour lui permettre de devenir le représentant local de la hiérarchie de l'administration coloniale. Dans le même temps, le système de classement autonome et le recrutement des notables sur la base du statut interne du village ont été remplacés par des normes plus strictes établies par la puissance occupante. « En général », dit Nghiem Dang, *« Les modifications concernaient l'élection ou au moins la cooptation des anciens, au lieu de l'élévation automatique au rang d'ancien ou de l'accomplissement de certaines conditions d'âge, de diplômes académiques ou de rang mandarinal. Ces élections ou cooptations étaient soumises à l'approbation du chef de province, alors qu'auparavant l'acquisition du rang d'ancien de droit ne nécessitait aucune approbation. Le nombre des anciens était de plus en plus restreint, et la fonction spécifique de chacun variait selon le titre qui lui était conféré. Un certain avancement automatique était assuré parmi les anciens qui étaient classés par ordre de préséance selon leurs fonctions. Dans l'ensemble, cette tendance consistait à éliminer les chefs naturels et à les remplacer par des hommes supposés plus dévoués à la cause du gouvernement central. »*

Deuxièmement, la domination française a affecté les modèles de propriété et d'accès à la terre des villages. Les terres cultivées aux mains de la paysannerie vietnamienne avaient subi un déclin absolu depuis la conquête française. En 1930, les colons détenaient près de 20 % de toutes les terres cultivées, dont une grande partie était prise à des propriétaires autochtones. Les terres communales avaient également décliné ou étaient utilisées par des notables locaux pour obtenir des rentes partagées. Bien qu'en 1930, ces terres couvraient encore 20 % de toutes les terres du Tonkin et 25 % de l'Annam, en Cochinchine, elles n'en représentaient que 3 %. Bernard Fall a dit que *« on voit maintenant que l'une des plus grandes erreurs de la politique agraire française a été de laisser les terres communales tomber entre les mains de spéculateurs et de chefs de village malhonnêtes, malgré les avertissements des experts sur l'importance de maintenir, voire d'étendre, les rizières communales. »*

Soixante et un pour cent de toutes les familles n'en étaient venues à posséder aucune terre et avaient rejoint la classe croissante des *ta-dien*, ou métayers. Alors qu'avant l'occupation française, les travailleurs dépendants étaient souvent traités comme des membres dépendants du ménage plutôt que comme des ouvriers, les *ta-dien* travaillaient sur la base d'un contrat annuel, renouvelable à la discrétion du propriétaire terrien. Il paya la moitié de sa récolte au propriétaire terrien ; il faisait également des cadeaux à son propriétaire deux fois par an, une fois le cinquième jour du cinquième mois, la deuxième fois au Nouvel An vietnamien ou au Têt. On estime que la moitié de toutes les terres restant entre les mains de la population autochtone étaient cultivées par ces métayers ; un quart du produit agricole total produit dans les exploitations vietnamiennes constituait des rentes d'actions.

La strate sociale stratégique des villages comprenait les propriétaires de 2,5 à 10 hectares. Nguyen Huu Khang dit d'eux qu'ils

« appartiennent à la classe aisée du village. Ils cultivent souvent une partie de leur terre en employant une main-d'œuvre salariée qu'ils se bornent eux-mêmes à surveiller ; Ils prêtent le reste en location ou en métayage. Ils possèdent généralement des bœufs et des buffles qui sont utilisés pour faire le travail, et prêtés à l'année ou à la saison à de petits cultivateurs. Les propriétaires d'exploitations de taille moyenne sont dans une situation enviable. Ils ont de l'argent comptant. En

général, ce sont eux qui dirigent les affaires du village, car les notables sont recrutés dans cette classe. »

La concurrence de ce groupe soucieux de son statut a à son tour fait grimper les prix des terres. Le résultat est

« que, dans un village densément peuplé où il y a peu de terres, ceux-ci atteignent des prix exorbitants qui n'ont aucun rapport avec le capital investi et le rendement possible. Pour cette raison, on peut trouver dans les villages voisins des rizières de qualité égale des différences de prix deux ou trois fois plus importantes. »

Une telle concurrence excluait bien sûr le paysan aux moyens modestes, qui était de plus en plus incapable d'acheter des terres. Dans le même temps, les taux d'intérêt élevés pèsent de plus en plus lourdement sur la population rurale. Le paysan vietnamien

« emprunte souvent à la fois les semences et les buffles de travail nécessaires à l'exploitation de sa terre. Lorsque la récolte est mauvaise, il doit aussi trouver des fonds pour payer ses impôts et remplir ses devoirs religieux et familiaux. Un prêteur d'argent, qu'il s'agisse d'un marchand ou d'un grand propriétaire terrien, avancera volontiers un prêt, mais à des conditions très dures. La dette sera difficilement remboursée, souvent au prix de la mise en gage de la récolte, voire des champs. »

Les prêts ont été obtenus auprès de notables locaux ou de prêteurs chinois qui géraient également le marché du riz, avec son principal débouché à Cholon, la banlieue chinoise de Saigon. En Cochinchine, les usuriers indiens étaient également actifs. Fréquemment, les prêteurs empruntaient de l'argent aux institutions de crédit gouvernementales, pour ensuite prêter à nouveau l'argent aux paysans qui avaient besoin de crédit. Les taux d'intérêt étaient élevés. Le fardeau écrasant de l'endettement rural suscita de fréquentes tentatives de réforme ; La plupart d'entre eux, cependant, se sont avérés inefficaces.

Tous les facteurs énumérés ont été accentués en Cochinchine. Les terres étaient plus complètement concentrées entre les mains de grands propriétaires terriens, y compris des entreprises étrangères. Le métayage était plus prononcé. La commercialisation de la culture du riz était encore plus avancée et les prêts d'argent plus répandus et exorbitants. Il y avait un groupe plus important de travailleurs sans terre, beaucoup d'entre eux travaillant sur des contrats d'exploitation. Les terres communales étaient rares. Dans le même temps, les villages de cette région frontalière n'avaient pas la cohésion sociale caractéristique du Nord et du Centre. Les villages ont été formés dans des conditions frontalières par divers éléments de population, composé de réfugiés, d'aventuriers, de soldats, de parias. Là aussi, l'impact direct français a été à son maximum. Les villages n'avaient pas la profondeur historique d'association entre les autres villageois caractéristique des régions plus au nord. L'attachement aux patrilignages et aux ancêtres de la lignée était moins fonctionnel ; Le rôle du *dinh* dans la vie communautaire était moins central. Le modèle de peuplement était plus diffus. Les liens de parenté étaient relativement étroits ; Le gouvernement local était plus souvent imposé de l'extérieur. Peut-être les grands propriétaires terriens craignaient-ils aussi la création possible de noyaux forts de populations indigènes dans cette zone sous leur contrôle. Ce que James B. Hendry dit de Khanh Hau, un village du delta méridional, peut donc être dit de tous les villages de Cochinchine : ce n'était « pas un village dont les habitants sont étroitement orientés vers le passé ou fortement liés par la tradition ». En même temps, ce n'est probablement pas un hasard si la Cochinchine a également assisté, dans le premier tiers du XXe siècle, à l'émergence de grands et puissants mouvements millénaristes. Le millénarisme aurait un attrait particulier pour les populations confrontées à des changements culturels majeurs, mais atomisées dans leurs rapports sociaux et donc limitées dans leur capacité à y répondre collectivement.

Il y avait environ sept mille Vietnamiens qui sont devenus propriétaires de grands domaines ; mais il n'y avait pas de classe moyenne vietnamienne de quelque importance, telle que définie en termes d'implication dans des entreprises économiques de taille moyenne. La plupart des installations industrielles modernes étaient entre les mains des Européens. Le commerce du riz et

les opérations de crédit qui s'y rattachent étaient en grande partie entre les mains des Chinois. Les Chinois ont commencé à immigrer au Viet Nam en grand nombre au début du XIXe siècle ; le gouvernement colonial français encourage davantage cette immigration. Les Français, comme le gouvernement vietnamien avant eux, « trouvaient les Chinois indispensables, d'abord comme fournisseurs de l'armée d'occupation, puis comme fermiers d'impôts indirects, et enfin comme prêteurs d'argent et intermédiaires servant de lien entre eux et la population indigène ». Le recensement de 1936 a répertorié quelque 171 000 Chinois dans le Sud où la commercialisation du riz était la plus avancée ; 35 000 au Tonkin, et 11 000 dans le Centre. Les Chinois étaient organisés en organisations autorégulées ou *bangs*, selon le dialecte et la province de leur lieu d'origine. « Ces franges servaient d'associations d'entraide pour les nouveaux arrivants, les soutenant et les plaçant dans des postes d'emploi. Le commerce du riz est devenu en grande partie un monopole chinois ; Ils jouaient également un rôle important dans le commerce du poisson, des peaux et des produits forestiers. Les postes de l'armée et de la marine étaient aux mains des Européens ; 10 779 soldats et marins représentaient plus de 50 % de tous les Européens avant la Seconde Guerre mondiale ; 3 873 autres, soit 18,9 % de tous les Européens, occupaient des postes gouvernementaux. La plupart des alternatives économiques ouvertes à une classe moyenne vietnamienne potentielle définie en termes économiques sont ainsi fermées.

Ce qui restait ouvert pour les Vietnamiens ayant une formation appropriée, cependant, c'étaient les professions et les postes inférieurs de la bureaucratie gouvernementale. Cette tendance à choisir des postes d'ouvriers dans les professions et la hiérarchie administrative est renforcée par le système éducatif français qui fait de l'obtention d'un diplôme à la française le point décisif dans la vie d'un jeune Vietnamien à la recherche d'un emploi dans les nouvelles conditions. En même temps, il y avait toujours plus de candidats pour des emplois professionnels et gouvernementaux qu'il n'y avait de postes à pourvoir. De plus, l'écart de salaire entre les fonctionnaires français et les responsables vietnamiens était souvent grossier : on dit que le gardien français de l'université de Hanoï gagnait plus de trois fois le salaire d'un ingénieur vietnamien.

Ces contradictions ont alimenté en partie le nationalisme croissant parmi les Vietnamiens. La connaissance des écrivains français a aiguisé l'appétit d'en savoir plus ; mais de nombreux auteurs des Lumières françaises et de la tradition socialiste européenne sont devenus disponibles d'abord dans les traductions chinoises plutôt que dans les originaux français. Les fils et les filles d'anciens mandarins qui avaient le sentiment d'une gloire passée mais qui avaient vu leurs pères s'effondrer devant les étrangers, ont réagi contre le style mandarin mais ont maintenant trouvé dans l'enseignement occidental une nouvelle arme à utiliser contre une puissance coloniale qui ne leur accordait pas les mêmes privilèges que les colons. Les fils de familles qui s'étaient efforcés d'envoyer leurs fils à l'école, mais qui ne trouvaient que peu ou pas d'emploi dans la structure pour laquelle leur éducation les préparait, ne tardèrent pas à être insatisfaits de leurs conditions de vie. Même les fils et les filles des riches qui avaient été envoyés à l'école en France revenaient souvent pour trouver cela au Viet Nam

« ils se sont vu refuser la citoyenneté de leur propre pays ; l'absence de toutes les libertés dont ils avaient joui en France, y compris la liberté de voyager, pesait plus lourdement sur eux que sur ceux qui n'ont jamais quitté le pays. Au lieu de l'égalité dans leurs relations avec les autres dont ils avaient joui en France, ils ont été à nouveau exposés au mépris des maîtres coloniaux du Vietnam dans leur propre pays. »

Les attentes croissantes, confrontées à des obstacles au développement de toutes parts, ont poussé beaucoup d'entre eux vers les divers mouvements nationalistes et socialistes qui ont commencé à surgir au Viet Nam après 1900.

Un précurseur de ces efforts fut Phan Boi Chau (1867-1940). À l'instar des « auto-fortificateurs » chinois de la fin du XIXe siècle, il avait compris qu'un retour au passé était impossible.

« Tout l'héritage intellectuel de l'Orient serait inutile dans la lutte pour la liberté et une vie meilleure en Asie à moins d'être revitalisé par les connaissances et les idées développées en Occident à l'époque encore jeune de la science moderne et de l'industrialisation. »

Dans cette vision, Chau exprimait les aspirations d'un nouvel ensemble d'entrepreneurs, encore potentiels plutôt que réels, qui pourraient envisager un avenir de développement économique un peu comme celui du Japon ; et c'est vers le Japon que le mouvement de Chau se tourna pour trouver son inspiration et son soutien. Jamais plus qu'un mouvement de l'élite éduquée, il a développé peu de contacts avec la population dans son ensemble, en dépit d'une sorte de rhétorique socialiste fabienne asiatique. Chau lui-même a passé le reste de ses jours en exil. Son mouvement, à son tour, a donné naissance au Dai Viet qui existe toujours au Sud-Viet Nam et qui combinait une position fortement pro-japonaise de « l'Asie pour les Asiatiques » avec une idéologie de socialisme autoritaire. Il n'a probablement jamais compté plus de mille membres.

Un deuxième mouvement, le Parti nationaliste vietnamien (CVNDQQ), a été organisé en 1927, sur le modèle du Kuo Min Tang chinois, avec des membres provenant en grande partie de fonctionnaires, de petits entrepreneurs, de commerçants et d'officiers de compagnie dans les forces armées. Selon des sources françaises, plus de 50 % de ses membres étaient employés par le gouvernement colonial. Ne comptant jamais plus de 1 500 membres, l'organisation était essentiellement une société secrète nationaliste, et non un parti politique de masse, et reposait pour son activité sur un petit groupe d'initiés sans le bénéfice d'une organisation efficace. En février 1930, le mouvement déclencha un soulèvement parmi les troupes indigènes vietnamiennes à Yen Bay, un poste militaire au nord-ouest de Hanoï. Soumis à une répression française féroce, les survivants ont fui vers la Chine où ils n'ont survécu que sous le parrainage chinois de Kuo Min Tang.

Le troisième mouvement politique d'importance a été formé par les communistes. La formation effective d'un parti communiste avait été précédée par l'organisation de divers groupes marxistes, dont la plupart faisaient appel aux enseignants, aux étudiants et aux petits fonctionnaires de l'administration de l'Annam. Environ un cinquième de ses membres avaient participé à des activités révolutionnaires en Chine méridionale avant 1927 : sa plus grande force régionale résidait dans les provinces de Nghe An et Ha Tinh. C'est là qu'il parraina un soulèvement en 1929. Comme la rébellion de Yen Bay, cette tentative a également été réprimée par les Français. Cependant, contrairement au parti nationaliste vietnamien, les communistes, au cours du soulèvement, ont cherché le soutien des ouvriers et des paysans et ont tenté, pour la première fois et sous l'impulsion du soulèvement, de développer des organisations de masse révolutionnaires.

Nghe An, le lieu du soulèvement, possédait une vieille tradition de rébellion. Sa population, qui vivait à peine de l'agriculture, avait adopté dès les premiers temps deux modèles subsidiaires pour augmenter ses revenus. L'une d'entre elles était l'émigration, de sorte que ses habitants possédaient des horizons plus larges que beaucoup d'autres régions paysannes du Viet Nam. L'autre était la réussite scolaire afin de pousser les fils surnuméraires à occuper un emploi officiel ou à enseigner. En même temps, le tribunal de Hué avait toujours été discriminatoire à l'égard des lettrés de cette région ; Ils possédaient une réputation bien méritée d'indépendance d'esprit et un penchant pour la rébellion.

« Dans cette région habitée par une paysannerie pauvre étaient déjà nés de nombreux mouvements contre l'occupation étrangère ou l'oppression par le pouvoir central : la révolte des Le-Loi contre les Chinois au XVe siècle, les insurrections paysannes du XVIIIe siècle contre les seigneurs Trinh, le soulèvement des lettrés contre le régime colonial en 1885-1895 et à nouveau en 1907-1908. »

Les Français y avaient également introduit des usines textiles, des ateliers de réparation de chemins de fer et d'autres établissements industriels. Cette main-d'œuvre d'environ trois mille hommes située dans les villes de Vinh et Benthuy avait été recrutée principalement parmi la paysannerie locale. Dans le même temps, les cadres du parti communiste dans cette région (entre 1 100 et 1 700 personnes) étaient en grande partie d'origine locale, Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap – le futur

conquérant de Dien Bien Phu – sont tous deux originaires de cette région. La plupart d'entre eux appartenaient à « l'intelligentsia éduquée française, par son origine de classe en grande partie mandarine, noblesse et bourgeoise ». Ils ont d'abord dirigé leurs efforts d'organisation vers les ouvriers de l'industrie ; Une grève dans l'usine d'allumettes a déclenché des manifestations de masse qui, à leur tour, ont provoqué des émeutes qui ont attiré un fort soutien des paysans, en partie à cause d'une mauvaise récolte dans la région, et en partie à cause des efforts de prosélytisme de leurs parents dans les usines et les ateliers ferroviaires. Au total, quelque cinquante mille personnes y auraient participé, soit un peu moins de 10 % de la population (1965, 429). Le mouvement a entraîné l'effondrement de l'autorité civile locale ; pour le remplacer, les communistes organisèrent des soviets, qui comprenaient dix-sept villages. Des gardes rouges furent formés, et de nouveaux fonctionnaires furent nommés. Les frais funéraires, les jeux d'argent et les dépenses religieuses ont été réduits. Les terres ont été redistribuées. Pour la première fois, les femmes ont été autorisées à prendre la parole dans des réunions publiques (Nguyen Duy Trinh, 1962, 16, 18-19). Les représailles françaises ne tardèrent pas à se faire attendre ; de nombreux dirigeants communistes ont été exécutés ; En 1932, quelque dix mille prisonniers politiques étaient en prison, et jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, le parti a été contraint de rester relativement tranquille. Dans le même temps, la tentative de rébellion lui avait valu une plus grande sympathie parmi la population, ainsi que la conscience qu'elle aurait besoin d'une base sociale et géographique plus large pour toute activité future. Ho Chi Minh, qui se serait opposé au soulèvement de Nghe An dès le début, en est sorti avec une réputation personnelle bien améliorée.

La révolution vietnamienne elle-même peut être divisée en trois étapes. La première étape, celle de l'incubation, a eu lieu pendant l'occupation japonaise du Viet Nam entre 1940 et 1945. La deuxième étape a commencé lorsque les forces armées françaises sont revenues à la fin de la Seconde Guerre mondiale et ont tenté une fois de plus de placer le pays sous la juridiction de la France. Cette étape s'est terminée avec la défaite et le départ des Français en 1954. La troisième étape a commencé avec la partition du Viêt-Nam en deux parties, l'une dominée par les révolutionnaires victorieux, l'autre par un régime anticommuniste de plus en plus soutenu par les États-Unis. En 1960, des flambées de violence dans cette partie sud ont culminé dans une reprise de la guerre qui n'est pas encore terminée au moment de la rédaction de cet article.

La première étape de cette lutte prolongée – qui devait durer plus d'un quart de siècle – s'est ouverte au milieu de l'été 1940, lorsque la France a été envahie par la machine de guerre allemande et forcée de signer un armistice avec l'Allemagne le 25 juin de la même année. À ce moment-là, le Japon, allié de l'Allemagne, adressa une demande à l'Indochine française pour un contrôle commun de la frontière indochinoise-chinoise. Les Japonais étaient impatients de couper toutes les routes d'approvisionnement du sud au gouvernement chinois assiégé de Kuo Min 'Tang. Lorsque le régime croupion français nouvellement installé à Vichy retarda la réponse aux demandes japonaises supplémentaires de mouillages de transit à travers le nord du Viêt-Nam, les Japonais attaquèrent les fortifications frontalières françaises, bombardèrent le port de Haïphong et débarquèrent des troupes. À la fin du mois de juillet, les Japonais avaient pris le contrôle de tous les ports et installations portuaires vitaux. dans le même temps, la Thaïlande, agissant en alliance avec les Japonais, occupait des parties du Cambodge et du Laos. À partir de ce moment-là, l'Indochine devait faire partie de la sphère de coprosperité de l'Asie de l'Est ; ses matières premières ont approvisionné le Japon aussi longtemps que le Japon a gardé le contrôle des mers. Les Français conservèrent le contrôle nominal des affaires intérieures du pays, mais sous la suzeraineté et la supervision japonaises.

Il y a eu des soulèvements mineurs dans des endroits dispersés, l'un le 24 septembre 1940, près de Lang Son, peu de temps après l'attaque de ce poste frontière par les Japonais ; une autre en Cochinchine, stimulée par l'invasion thaïlandaise, à la Plaine de Joncs où le vétéran communiste Tran Van Giau avait organisé des unités paramilitaires pendant les jours du Front populaire des années 1930 ; une troisième lorsqu'une garnison indigène organisa un soulèvement à Do-luong. Il y a aussi eu des émeutes provoquées par les mauvaises récoltes de riz et les réquisitions de riz. De

tous ces événements, le premier s'est avéré être le plus important, non pas tant pour son importance militaire, mais parce qu'il a conduit à une coopération entre les communistes et une minorité ethnique dominante dans cette région, les Tho, une alliance qui s'est avérée stratégique dans la victoire communiste au Nord-Viet Nam et dans l'éviction des Français à la fin de la deuxième étape de la Révolution.

En 1942, Vo Nguyen Giap avait formé une petite bande de guérilleros dans les montagnes. Celle-ci est devenue la première unité de la Ligue pour l'indépendance du Viet Nam, le Viet Minh. Le soulèvement de la minorité ethnique Tho à Bac Son lui a donné l'occasion d'entrer dans une coalition viable avec les dirigeants de ce groupe. Les Tho n'étaient pas seulement le plus grand groupe ethnique minoritaire du Nord-Vietnam, ils étaient aussi le groupe le plus complètement soumis à l'acculturation vietnamienne. Ils étaient dirigés par une élite héréditaire, les Tho-ti, qui étaient les descendants des mandarins vietnamiens envoyés pour contrôler les montagnards, mais qui conservaient le contrôle sur les roturiers grâce à la continuation des droits héréditaires avec certaines fonctions rituelles, plutôt que par le système d'examen confucéen traditionnel. Cette élite *tho-ti* avait été remplacée par des fonctionnaires nommés et était donc fortement anti-française et parfaitement disposée à une coalition politique avec les bandes de guérilla communistes en développement.

« Comme ils étaient la seule élite vietnamienne d'une minorité montagnarde, ils étaient dans une position sans précédent pour travailler avec le Viet Minh afin d'organiser une base de guérilla sur les hauts plateaux sur leur territoire traditionnellement défini. De plus, parce que les Tho-ti avaient souffert aux mains des régimes coloniaux, leurs intérêts avaient tendance à coïncider avec ceux des communistes. Cette attitude contrastait fortement avec celle des élites d'autres groupes montagneux qui considéraient les Français comme des protecteurs contre les envahisseurs vietnamiens. »

Trois généraux Viet Minh étaient d'origine tho, et Tho en est venu à représenter environ 20 % de tous les réguliers *viêts minh* en 1954.

Il est également important de noter la prévalence des hommes issus de la classe moyenne vietnamienne dans les rangs du Viet Minh. Une étude de cas du Bureau de recherche sur les opérations spéciales indique à ce sujet que

« La direction révolutionnaire provenait principalement de la classe moyenne émergente, comme l'a fait une grande partie de ses premiers adeptes. Bien que les rangs de la guérilla et des forces de l'armée régulière du Vietminh soient pour la plupart des paysans et des travailleurs urbains, les dirigeants des échelons intermédiaires et inférieurs – les soi-disant « cadres de liaison » – étaient issus de la classe moyenne inférieure et avaient tous un certain degré d'éducation et d'expérience occidentales. Souvent, ces dirigeants au niveau du village étaient, ou avaient été autrefois, des fonctionnaires locaux de l'administration coloniale. »

De même, un chercheur de la Rand Corporation rend compte d'une étude sur la composition sociale des forces du Viet Minh initiée par les Français en ces termes :

« Les résultats de l'enquête ont montré que 46 % de l'armée était composée de paysans et d'ouvriers, avec la majorité des ouvriers. Selon l'enquête, 48 % étaient des petits fonctionnaires, et les 6 % restants provenaient de professions et de métiers divers. Si cette répartition est exacte, les petits fonctionnaires fournissaient près de la moitié des recrues pour l'armée, bien que les paysans constituaient la majorité de la population totale. Ces pourcentages de sont particulièrement intéressants, car les Français contrôlaient la plupart des zones urbaines où le plus grand nombre de petits fonctionnaires étaient susceptibles de résider. Ils suggèrent que ces fonctionnaires étaient plus attirés par la propagande communiste que les paysans. »

Dans le même ordre d'idées, une auto-étude initiée par le parti communiste après la guerre a montré que sur 1 855 postes clés, 1 365 étaient occupés par des intellectuels ou des fils de la bourgeoisie, 351 par des paysans et 139 par des ouvriers. En 1965, Truong Chinh, un membre dirigeant du Parti communiste nord-vietnamien, soulignait encore que

« Notre parti est né dans un pays agraire où la classe ouvrière était numériquement faible. Dans la grande majorité, nos cadres et nos militants sont issus de la petite bourgeoisie. »

Un autre facteur favorisant le développement de la redoute montagnaise était l'accès à la Chine où un certain nombre de seigneurs de guerre chinois Kuo Min Tang espéraient gagner les riches ressources du Vietnam pour eux-mêmes et étaient prêts à parrainer leur propre mouvement client contre les Français et les Japonais. La petite force de guérilla dans les montagnes a donc été autorisée à se développer et à étendre son réseau jusqu'à ce qu'elle devienne la seule force au Viet Nam activement engagée dans une action de guérilla contre les Japonais, dans le sauvetage des aviateurs alliés abattus sur leur territoire et dans la fourniture d'informations aux Alliés. Néanmoins, l'ampleur de l'effort militaire reste mineure. La seule attaque armée majeure a eu lieu relativement tard dans la guerre lors d'un assaut de cinq cents Viet Minh contre quarante gendarmes japonais à la station de montagne de Tam Dao le 17 juillet 1945.

La fin de la domination japonaise a donc placé le Viet Minh dans une position privilégiée pour revendiquer une revendication plus large dans la lutte pour l'indépendance de l'Indochine. Les Alliés avaient décidé à Téhéran que l'Indochine jusqu'au seizième parallèle serait occupée par les troupes chinoises, tandis que la moitié sud du Viêt-Nam serait tenue par les Britanniques. Les troupes britanniques étaient beaucoup trop peu nombreuses pour entraver le mouvement du Viet Minh dans l'arrière-pays peu tenu, tandis que les Chinois étaient principalement intéressés par le pillage de la campagne et montraient peu d'intérêt pour savoir qui contrôlait les sources du pouvoir politique. À la fin du mois d'août, un soulèvement dirigé par le Viêt-Minh a eu lieu à Hanoï, et le 29 août, un gouvernement provisoire de la République démocratique du Viêt-Nam, dans lequel le Viêt-Minh détenait tous les sièges, a pris le pouvoir à Hanoï. Les Chinois de Kuo Min Tang vendirent au nouveau gouvernement d'importantes armes américaines, françaises et japonaises en échange d'or, d'opium et de riz. Le Viet Minh obtenait l'or de la population lors d'une « semaine de l'or ». Les Chinois acceptèrent de partir en février 1946. La scène est dégagée pour un retour des Français. En mars, les troupes françaises rentrent dans Hanoï.

En 1946, des combats éclatent entre le Viet Minh et les forces françaises. Il n'est pas nécessaire de faire un compte rendu détaillé de la guerre pour se rendre compte que pendant la majeure partie de la guerre, la zone de contrôle du Viet Minh se trouvait dans les montagnes, tandis que les Français continuaient à tenir les basses terres et les villes. Ce schéma était évident dès mai 1949 lorsqu'une mission militaire française recommanda le retrait immédiat de toutes les forces françaises des zones montagneuses périphériques vers les zones de production de riz de faible altitude du Viêt-Nam utile, le Viêt-Nam utile, qui serait le prix ultime de la bataille. Cette proposition n'a pas été prise en compte ; Les avant-postes français continuèrent à tenir des positions périphériques le long de la périphérie, positions qui les désavantageaient nettement tout en accordant tous les avantages au Viet Minh. En janvier 1950, le Viet Minh avait bouclé les hauts plateaux thaïlandais du delta du fleuve Rouge et, en septembre de la même année, il avait séparé le delta des montagnes du nord et du nord-ouest. Les tentatives du Viet Minh d'avancer dans la plaine elle-même ont cependant provoqué des revers sanglants en janvier 1951. De même, en février, une tentative française de s'emparer de Hoa-Binh, qui contrôlait l'approche des hauts plateaux de l'ouest, s'avéra tout aussi infructueuse, ne faisant qu'engloutir des réserves de main-d'œuvre et de matériel indispensables. À ce stade, le Viet Minh se concentra sur la conquête des hauts plateaux thaïlandais, du centre du Laos et du plateau montagneux du sud, obligeant les Français à disperser leurs troupes sur le terrain le moins adapté à une armée moderne et le plus avantageux pour les forces de guérilla. Dans les hautes terres thaïlandaises, les Français ont trouvé un soutien parmi les Thaïlandais blancs, tandis que le Viet Minh a fait appel à l'aide des groupes minoritaires thaïlandais noirs et meo. La bataille finale de Dien Bien Phu a eu lieu dans ce qui était le champ de bataille traditionnel entre les groupes tribaux pour la domination dans la zone de langue thaïlandaise. John T. McAlister a dit avec ironie que la bataille de Dien Bien Phu « pourrait être considérée comme un combat pour le Sip Song Chau Tai, dans lequel les antagonistes ont de nouveau fait appel à une aide

extérieure comme ils l'avaient fait dans le passé » (1967, 832). Pourtant, jamais auparavant les batailles n'avaient été menées avec une aide extérieure d'une telle ampleur, ou avec des alliés vietnamiens si loin de leur base d'origine. L'histoire de la bataille de Dien Bien Phu de mars à mai 1954 appartient à l'histoire. Les Français subirent une défaite d'une telle ampleur qu'elle compromit leur capacité à poursuivre la guerre. En juin, les Français se retirent vers Hanoï et Haïphong. Le 21 juillet 1954, le contrôle du Nord-Viêt-Nam passa officiellement entre les mains du Viêt-minh.

Dès le début de la résistance contre les Français, le Viet Minh a mis de côté tout programme radical de réforme agraire. Au lieu de cela, il a suivi le modèle des communistes chinois en plaçant la lutte contre l'invasion étrangère au-dessus de toute mise en œuvre immédiate d'un conflit de classe. Sur le plan économique, l'accent a été mis sur l'augmentation de la production agricole, et sur la réduction des loyers et des taux d'intérêt. Comme la propriété paysanne était plus répandue dans le Nord que dans le Sud, tandis que les principales plaintes de la paysannerie concernaient les loyers élevés et l'usure, une telle politique était conforme aux intérêts immédiats de la population paysanne. De plus, le Viet Minh reconnaissait qu'un changement majeur des structures sociales et politiques devrait précéder la mobilisation des paysans pauvres et moyens contre les riches dans les villages, plutôt que de la suivre :

« Pour poursuivre la lutte anti-féodale au Viet Nam, il était indispensable de promouvoir, comme condition préalable, la transformation radicale des structures sociales qui permettrait à la paysannerie exploitée de briser le cercle vicieux dans lequel elle était confinée. »

Néanmoins, un minimum de réforme agraire fut mené à bien, en partie par la confiscation des terres appartenant aux Français et aux ennemis du Viet Minh, en partie en occupant des terres détenues par des groupes religieux hostiles aux insurgés, notamment les catholiques. Entre 1945 et 1953, le Viet Minh a distribué 310 210 hectares, soit 15 %, de l'ensemble des terres cultivables du Nord-Viêt-Nam, et environ 17 % des ménages paysans du Nord ont reçu des terres. Cela a fait passer le pourcentage de terres détenues par les paysans moyens de 30,4 % en 1945 à 34,6 % en 1953, par les paysans pauvres de 10,8 % à 15,6 % et par les ouvriers agricoles de 0,0 à 2,1 %. Les loyers furent réduits de 25 %, les dettes usuraires contractées avant août 1945 furent abolies et les taux d'intérêt furent fixés à 13 % pour les prêts monétaires et à 20 % pour les prêts en nature. Dans le même temps, la production artisanale, qui avait déjà reçu une impulsion pendant la période prolongée d'isolement des marchés mondiaux marquée par la Seconde Guerre mondiale, a reçu un fort soutien du Viet Minh ; L'augmentation de la production textile a été particulièrement marquée. De telles augmentations ont permis à la République de la Jungle d'échanger des excédents même avec la zone occupée par les Français, un commerce qui a connu des augmentations particulièrement rapides de 1952 à 1954. Le Viet Minh a également mis la main sur tous les établissements industriels de sa région, transportant et dispersant des travailleurs qualifiés et des machines dans l'intérieur montagneux où l'équipement était relativement à l'abri des attaques ennemies. Sur le plan organisationnel, le Viet Minh s'est montré tout aussi habile à s'adapter aux exigences de la population paysanne. On a beaucoup écrit sur le parrainage communiste de « hiérarchies parallèles », dans lesquelles les unités territoriales – telles que le village, le groupe de villages, le district, la province et la zone – étaient recoupées par des associations basées sur la fonction – telles que les associations de paysans, d'ouvriers ou d'intellectuels, de femmes ou de jeunes. En fait, l'organisation territoriale dans le Nord était plus souple que ce qui est indiqué dans le tableau d'organisation formel, tandis que la création d'associations fonctionnelles suivait simplement les modèles traditionnels dans le Nord et le Centre du pays. L'organisation territoriale *« consistait principalement en une chaîne horizontale de comités au niveau du village. De tout temps, l'unité de base était le village, et l'organe administratif et judiciaire de base du était le comité, quel que soit son nom. Pendant la guerre du Viet Minh, ces comités ont été reliés comme les rayons d'une roue au comité provincial, et les provinces ont été directement liées dans les premières années au ministre de l'Intérieur Vo Nguyen Giap. »*

Ces comités exerçaient un contrôle judiciaire, ouvraient des écoles, mettaient en œuvre les politiques économiques du Viet Minh, telles que la réduction des loyers et des intérêts, et la distribution des terres, et organisaient les efforts militaires et paramilitaires des communautés. Au Sud, où le contrôle français était plus fort, l'organisation a pris la forme d'un réseau plutôt que de communautés révolutionnaires ; ceux-ci se sont avérés fructueux principalement dans le Nord.

L'utilisation de motifs et de symboles villageois coutumiers a permis au Viet Minh de construire un pont entre le passé et le présent, plutôt que de rompre ses liens avec le passé. Paul Mus, le célèbre érudit français du bouddhisme, a souligné les connotations traditionnelles de *xa hoi hoa*, l'expression vietnamienne pour le socialisme. *Xa* est « le village, la communauté villageoise traditionnelle, avec ses connotations spirituelles et sociales... Le mot-clé *xa* a une valeur centrale. Il représente un paysage ; Il ne s'agit pas d'un paysage extérieur, mais d'un paysage sociologique. »

Hoi connote « union, assemblée, société ». Le verbe *hoa*

« complète cette imagerie semi-confucéenne. Loin d'impliquer une convulsion révolutionnaire, elle s'applique spécifiquement à l'action en profondeur par laquelle le « mandat du ciel », par les souverains qui en sont porteurs, civilise un pays et fait fleurir tout ce que le caractère social de l'homme contient. »

Ces mots ainsi

« placent l'avenir du Viet Nam sous la contrainte de son passé et d'une tradition antérieure à celle de la France. »

De même, Nguyen Khac Vien souligne que

« Le marxisme n'a jamais déconcerté les confucéens en centrant la pensée humaine sur les problèmes politiques et sociaux ; l'école confucéenne n'a pas fait autrement. En définissant l'homme en termes de l'ensemble de ses relations sociales, le marxisme n'a même pas choqué les lettrés qui pensaient que le but suprême de l'homme est de remplir correctement ses obligations sociales. L'individualisme bourgeois qui place sa propre individualité au-dessus de la société, l'anarchisme petit-bourgeois qui ne reconnaît aucune autre discipline sociale sont étrangers à la fois au confucianisme et au marxisme. En passant de la société traditionnelle à la société socialiste, l'homme confucéen adopte une nouvelle discipline sociale, mais au fond de son cœur, il n'a jamais été hostile, comme l'a été l'individu bourgeois, au même principe de discipline collective, le croyant indispensable au développement de sa personnalité. »

Avec la défaite française et la signature de l'accord de Genève, le Viet Minh a pris le contrôle du Viêt-Nam au nord du dix-septième parallèle et a entrepris de mettre en œuvre un important programme de réforme agraire et de réorganisation sociale dans les campagnes. « L'exécution du programme s'est déroulée en deux étapes. Au cours de la première étape, de 1954 à 1958, les terres devaient être prises aux propriétaires terriens et redistribuées au reste de la paysannerie ; En même temps, le contrôle politique devait être retiré aux propriétaires fonciers et aux paysans riches et transféré aux paysans pauvres et moyens. Le régime s'est donc lancé dans une politique de lutte des classes dans les villages qui

« s'appuient sans réserve sur les paysans pauvres et la couche inférieure des paysans moyens, s'unir fortement avec les paysans moyens, limiter l'exploitation économique des paysans riches pour finalement la liquider, éduquer idéologiquement les paysans moyens, empêcher les propriétaires fonciers de relever la tête, leur donner la chance de se transformer en hommes nouveaux par le travail. »

Dans le même temps, l'entraide occasionnelle, qui était un vieux modèle entre les membres d'un même village et des villages voisins, devait se transformer en équipes d'entraide régulières et organisées. Dans un second temps, la réforme agraire devait passer de la simple redistribution des terres à l'organisation des coopératives ainsi qu'à la mise en place de kolkhozes sur le modèle russe.

La première étape de la réforme agraire, cependant, a déclenché une vague de terreur qui a presque détruit les chances d'une réorganisation de l'agriculture. La classification de la population

en divers groupes de classe a été effectuée par les cadres du parti avec la plus grande férocité et, fréquemment, avec beaucoup d'arbitraire. Les dénonciations publiques, organisées pour exprimer des griefs contre les propriétaires terriens, dénonçaient souvent les innocents avec les coupables, les paysans moyens et leurs compatriotes plus riches, jusqu'à ce que, comme l'admettait le journal nord-vietnamien Nhan-Dan : « Les frères d'une même famille n'osent plus se rendre visite, et les gens n'osent pas se saluer lorsqu'ils se rencontrent dans la rue ». Beaucoup furent exécutés, d'autres emprisonnés ; Selon les estimations, le nombre d'hommes tués est de 50 000 et celui d'incarcérés de 100 000. La campagne provoqua de graves scissions entre les dirigeants communistes ruraux, dont beaucoup étaient des vétérans de la résistance, et les échelons supérieurs chargés de mettre en œuvre le programme. Ceux-ci, souvent d'origine urbaine, ont fini par être connus dans les villages sous le nom de « cadres aux dents laquées (une pratique populaire, donc symbolique pour « ignorant ») qui assassinent ». Une révolte à grande échelle a éclaté dans la province de Nghe An, la « mère de la Révolution ». Bien qu'elle ait été réprimée par la force, elle a servi de signal au régime pour qu'il arrête la campagne et qu'il « rectifie les erreurs » dans une orgie d'autocritique.

La tentative de stimuler la lutte des classes dans les villages avait failli anéantir les efforts de réforme agraire. La production a diminué et les équipes d'entraide ont diminué de plus de 50 %. Dans le sillage de la « campagne de rectification », un effort a commencé en 1958 pour déplacer la paysannerie vers des coopératives « semi-socialistes » ou « socialistes ». La coopérative semi-socialiste a mis en commun les terres, le bétail et l'équipement de ses membres, en leur payant un loyer pour le montant contribué, ainsi qu'une part de la rémunération reçue pour le produit total. Il s'agissait donc d'un compromis entre la propriété individuelle et l'exploitation collective. Conservant les inégalités dans les quantités de terres et de stocks possédés, elle a payé des montants différentiels de loyer aux participants. En revanche, la coopérative socialiste – ou ferme collective de type russe – faisait de toute propriété la propriété de la collectivité et récompensait les participants par des paiements de salaire proportionnels à leur apport de travail. C'est principalement la coopérative semi-socialiste qui a vu le jour lors de l'effort renouvelé de reconstruction agraire. Entre 1958 et 1960, 85 % des unités agricoles et 76 % des terres du Nord-Viet Nam ont été collectivisées. Sur les terres collectivisées en 1959, 694 800 hectares étaient détenus par des coopératives semi-socialistes et seulement 39 600 hectares par des coopératives socialistes. Parallèlement à ce secteur socialisé, les exploitations individuelles étaient également maintenues. De plus, il a été reconnu que la société ne pourrait pas produire suffisamment sans l'incitation de la propriété individuelle et de l'appropriation dans un avenir proche. En 1959, on estimait que jusqu'à 50 % de tous les revenus des ménages paysans provenaient encore d'entreprises individuelles, telles que l'élevage (16 %), les activités « secondaires » (17 %) et la culture des parcelles familiales (17 %). Contrairement aux turbulences générées par la campagne de « classification de la population », la réforme agraire elle-même semble avoir produit peu de perturbations, peut-être parce qu'elle n'est pas allée jusqu'à la collectivisation pure et simple et peut-être parce qu'elle s'est déroulée dans une atmosphère de détente après de tension selon le dicton attribué à Ho Chi Minh selon lequel

« Pour redresser un morceau de bambou incurvé, il faut le plier dans la direction opposée, en le maintenant dans cette position pendant un certain temps. Ensuite, lorsque la main est retirée, elle se redresse lentement. »

Les événements ont pris un cours différent dans le Sud. Alors que les Français concentraient leur effort militaire en grande partie dans le nord, le Viet Minh dans le sud a pris le contrôle d'une grande partie de la zone rurale en grande partie par défaut. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils dirigeaient au moins la moitié des villages du Viet Nam au sud du dix-septième parallèle ; selon certaines estimations, les villages sont placés sous leur contrôle jusqu'à 90 %. D'une importance exceptionnelle dans cette expansion sans entrave était leur programme de distribution gratuite des terres appartenant à des propriétaires fonciers français et vietnamiens à la paysannerie ; Quelque 600 000 hectares auraient changé de mains de cette manière.

Pourtant, malgré ces succès, l'emprise du Viet Minh sur le Sud restait plus ténue que sur le Nord. Cela était dû en partie à la structure sociale plus atomisée ; L'organisation au niveau des villages était beaucoup moins cohésive que dans le Nord. Bien que cela ait offert des possibilités de pénétration par des individus ou de petits groupes qui pouvaient faire partie d'un réseau organisationnel plus vaste, cela a également rendu plus difficile l'organisation de l'ensemble de la communauté villageoise. Dans le Sud, en outre, le Viet Minh était également confronté à la concurrence de deux grandes sectes religieuses et militaires qui n'avaient pas l'intention de céder le contrôle des campagnes aux révolutionnaires. Ces sectes s'étaient développées comme des mouvements quasi millénaristes, offrant une idéologie et une organisation cohérentes à la paysannerie plus individualisée et moins solidaire de la zone frontalière méridionale.

Le premier d'entre eux était le Cao Dai – le nom signifiant « Haut Palais » – un synonyme de Dieu qui règne sur l'univers. En vietnamien, le mouvement est connu sous le nom de « Troisième Amnistie de Dieu ». On pense que les deux premières amnisties accordées au monde sont celles de Moïse et de Jésus ; la troisième est orientale et représentée par Bouddha et Lao-Tseu. Dieu, cependant, parle aux hommes à travers le modèle largement vietnamien des médiums spirites. Le premier message serait parvenu à un préfet mandarin en 1919 ; Son disciple, un ancien marchand, organise et institutionnalise le mouvement. Comme l'Église catholique, elle possède une hiérarchie dirigée par un pape, mais elle possède également une branche laïque qui est responsable de l'administration locale, des fonctions sociales et des forces armées du mouvement. En 1926, le Cao Dai comptait vingt mille adhérents, dont beaucoup occupaient des postes dans l'administration française ; d'autres avaient appartenu à des organisations nationalistes comme Young Annam, mais ont fusionné avec le Cao Dai lorsque cette organisation a été réprimée par les Français. Après 1934, le mouvement se scinda en de nombreux segments rivaux. En général anti-français avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, ils se sont retournés contre le Viet Minh pendant les années de résistance, en grande partie pour sécuriser leurs domaines indépendants. Toutefois *« Les unités militaires des sectes étaient principalement préoccupées par l'acquisition de fiefs plus importants. Par conséquent, une unité militaire constituait – comme autrefois dans le cas des seigneurs de guerre en Chine – un atout commercial considérable qui ne pouvait pas être dilapidé dans une opération militaire soudaine. Cela rendit les sectes très réticentes à combattre efficacement le Viet Minh et leurs troupes ne pouvaient être utilisées que dans ou à proximité de leur propre zone de vie. »*

Les Cao Dai revendiquent plus d'un million et demi d'adeptes, la plupart d'entre eux concentrés dans le delta du Mékong au sud, dans la province de Tay Ninh près de la frontière cambodgienne, et à Saigon même.

L'autre grande secte était le Hoa Hao, organisé en 1939, avec son bastion dans la province de Mien-Tay. Revendiquant ses racines dans le mouvement anti-français du XIXe siècle qui a produit deux rébellions locales – en 1875 et 1913 – son orientation principale est celle d'un « protestantisme » bouddhiste. Le culte n'a besoin d'aucun temple, pagode ou objet rituel, réduit les dépenses lors d'occasions rituelles comme les mariages et les funérailles, et désapprouve les jeux d'argent, la boisson, la consommation d'opium, la vente d'épouses d'enfants et les mariages arrangés. Fortement pro-japonais et anti-français pendant la Seconde Guerre mondiale, ils étaient assez réticents à céder les zones sous leur contrôle au Viet Minh et ont soutenu les Français pendant la période de résistance. Leur plus grande force réside à nouveau dans la région au sud et à l'ouest de Saigon. Les fiefs de Hoa Hao, dit Bernard Fall, *« étaient d'abord et avant tout des entreprises économiques extrêmement rentables pour leurs dirigeants, dont beaucoup ont des connaissances dans les hautes sphères gouvernementales. Soai et ses collègues dirigeants [contrôlant le plus ancien groupe Hoa Hao], par exemple, contrôlaient la majeure partie des opérations d'achat et de broyage du riz dans la région de Bassac, par le biais de la SOCACI, sa propre société, dûment constituée par le gouvernement vietnamien après une série d'interventions très irrégulières mais très réussies de personnes influentes. Les agriculteurs*

vendaient la récolte à Soai en dessous des prix du marché et ces derniers la stockaient jusqu'à la fin de la saison (lorsque les prix sont élevés), puis la vendaient à de grandes entreprises de Saigon avec un énorme bénéfice. »

Le mouvement revendique environ un million d'adhérents et possède sa propre milice de vingt mille hommes.

Les deux sectes religieuses et militaires reçurent de nouveaux renforts après l'accord de Genève par la migration massive vers le sud de 700 000 catholiques. Ceux-ci étaient situés principalement dans la région au sud de la rivière Rouge depuis le milieu du XIXe siècle.

« Ici, vous pouviez voir la religion avec toute sa pulsion de pouvoir et de domination. C'était un monde géométrique appartenant entièrement à la foi, un monde dans lequel la terre, les hommes et tout le reste avaient été créés par les prêtres comme Dieu a créé la terre. Au siècle dernier, il n'existait que des marais, une inondation permanente où les eaux rougeâtres des estuaires se confondaient imperceptiblement avec le courant de marée de la mer. Mais dans cette région de boue et de saumure, les missionnaires ont creusé des canaux, donnant naissance à un damier d'îles vertes et attirant une population qu'ils ont baptisée en vrac. Plus tard, le clergé devint entièrement vietnamien, et très vite très vite se développa encore un autre domaine féodal, un fief ecclésiastique au nom du Seigneur. Le paysage lui-même était clérical. Chaque place principale, avec son église au milieu, était une paroisse ; le curé était le Seigneur et les paroissiens ses serfs. »

Les paysans catholiques réfugiés de cette région, conduits par leurs prêtres, se sont installés dans de nouveaux villages du Sud-Viet Nam, certains juste au sud du dix-septième parallèle, d'autres dans la région montagneuse habitée par des groupes ethniques non vietnamiens, et d'autres encore dans un groupe de villages autour de Saigon. Des catholiques ayant des compétences professionnelles apporteraient leur soutien au nouveau régime anticomuniste du Sud-Viet Nam et poursuivraient la bataille contre le Viet Minh sous sa nouvelle forme méridionale du Front de libération nationale.

L'accord de Genève prévoyait l'évacuation des troupes du Viet Minh du sud ; environ cinquante mille sont allés vers le nord, emmenant avec eux environ vingt mille sympathisants civils, dont la plupart venaient de la côte est, longtemps un bastion du Viet Minh. Ils conservèrent également une série de bastions qui leur avaient bien servi pendant la résistance, et qui allaient servir de bases pour le nouvel effort de guérilla qui allait bientôt éclater en 1958. Ceux-ci étaient situés dans la province de Quang Nghai sur la côte est ; dans les montagnes au-dessus de la ville de Nha Trang, au nord de la baie de Camranh ; le nord de la province de Tay Ninh, le long de la frontière cambodgienne ; la zone D, dans les provinces de Phuoc Tanh et Binh Duong au nord de Saigon ; Ban O Quan dans la province de Kien Phong dans le delta du Mékong ; et la province d'An Xuyen, à l'extrémité sud du Viet Nam. De plus, ils conservaient en leur faveur la mémoire de la terre distribuée librement et gratuitement à la paysannerie dans toutes les régions où ils avaient pris le contrôle avant 1954. Ce facteur jouerait un rôle important dans tous les événements à venir. Selon une estimation bien informée, les communistes ont laissé derrière eux un réseau d'environ dix mille personnes qui pouvaient être activées en cas de besoin.

Ce moment devait arriver plus tôt que prévu, et quand il arriverait, le Viet Minh aurait des alliés tout aussi inattendus. De même que le Viet Minh avait gagné des adhérents en ralliant les Vietnamiens contre une force extérieure, les Français, les révolutionnaires du Sud seraient bientôt en mesure de rallier le soutien à leur cause contre un ennemi commun, cette fois le nouveau régime dirigé par Ngo Dinh Diem. Diem est arrivé au pouvoir à la suite d'un vide de pouvoir. Le Viet Minh se retirait vers le nord, conformément à l'accord de Genève. Diem a hérité des Français une armée d'auxiliaires vietnamiens, forte de 250 000 hommes. Il avait le soutien actif des États-Unis ; et avait le soutien de nombreux Vietnamiens anticomunistes, y compris les catholiques. Le régime remporta deux succès précoces. Pour commencer, Diem a réussi à retourner son armée contre les sectes militaro-religieuses, les Cao Dai et les Hoa Hao, unies à un troisième groupe « mafieux » à Saigon en un Front uni des forces nationalistes. Ceux-ci s'étaient préparés à défier l'autorité du nouveau gouvernement, apparemment avec le soutien secret de la France. Leur défaite a fortement

contribué à la centralisation du pouvoir gouvernemental. Diem fut alors en mesure de déployer sa nouvelle armée sur une grande partie du Sud-Viêt-Nam, en particulier dans la péninsule de Camau et dans la région de Quang Nghai et Binh Dinh, qui avaient servi de bastions traditionnels du Viet Minh.

Ces premiers succès militaires renforcèrent toutefois la conviction du régime que sa mission principale

« était de consolider le Viêt-Nam tronqué en un État anticomuniste viable ; d'établir un contrôle incontesté par le gouvernement central ; et de préparer la zone non communiste à une éventuelle confrontation avec la zone communiste. En d'autres termes, Diem a peut-être considéré que sa propre position ressemblait à celle de l'empereur Gia Long qui, à la fin du XVIIIe siècle et avec l'aide de conseillers étrangers, a vaincu les usurpateurs, réuni l'État vietnamien et lui a donné les codes et les lois qui l'ont gouverné pendant cinquante ans. »

En 1955, ce gouvernement refusa d'organiser des élections libres, en contradiction avec les clauses de l'Accord de Genève, qui stipulaient la tenue d'élections, et auxquelles le Viet Minh du Nord avait donné son approbation, croyant que de telles élections joueraient en sa faveur. En juin 1956, le régime du Sud décida d'abolir les élections pour les chefs de village et les conseils municipaux, mettant ainsi fin d'un seul coup à l'autonomie traditionnelle des villages du Viet Nam et provoquant la colère de l'électorat paysan. La raison apparente de cette décision était que le Viet Minh gagnerait beaucoup de ces élections. Des bureaux locaux et municipaux furent nommés. Pour renforcer encore plus la main du gouvernement central, un nouveau parti politique, le Can Lao, a vu le jour. Sa fonction principale était moins celle d'un parti de masse que celle d'une « agence de renseignement politique » mise en place pour détecter les communistes ou autres dissidents. À la fin de 1956, plus de cinquante mille personnes étaient en prison. Pour ajouter de l'huile sur le feu, le nouveau gouvernement parraina également un programme agraire qui se mit à dos les paysans qui avaient gagné plus de 600 000 hectares de terres grâce à la distribution des terres du Viet Minh. Les locataires de terres appartenant à des propriétaires terriens qui n'avaient pas payé de loyer depuis neuf ans ont été soudainement invités à payer à nouveau un loyer, même à un taux réduit de 25 %. Plus tard, en 1958, le gouvernement a lancé un programme de distribution des terres dans lequel les paysans ont été invités à acheter, en six versements annuels, des terres que beaucoup d'entre eux en étaient venus à considérer comme les leurs. Le renversement de la politique foncière sous Diem a eu un effet particulier sur les populations non vietnamiennes vivant en montagne. Ceux-ci avaient reçu des domaines français comme les leurs pendant la période Viet Minh. Dans le même temps, le Viet Minh s'est efforcé tout particulièrement d'accorder aux groupes ethniques minoritaires une grande autonomie administrative et culturelle. Le régime de Diem renversa cette politique en abolissant l'autonomie des groupes ethniques et en s'emparant des terres qui leur avaient été distribuées, et en installant 210 000 Vietnamiens côtiers dans les hautes terres montagneuses que les tribus avaient historiquement considérées comme les leurs. Enfin, le gouvernement, s'appuyant fortement sur les réfugiés catholiques du Nord, favorisait fortement les catholiques qui constituaient environ 10 % de la population.

« De nombreux chefs de district et de province, ainsi que de nombreux chefs de village, étaient catholiques, tout comme de nombreux chefs militaires importants. Les villages catholiques, grâce à l'influence de cette hiérarchie naissante, ont bénéficié le plus des programmes de secours et d'aide. Ils ont obtenu le plus grand nombre de concessions de terres pour construire des écoles et des hôpitaux avec l'aide de soldats affectés, ont reçu la priorité pour les prêts dans le cadre du système de crédit agricole du gouvernement, ont reçu l'autorisation officielle de couper et de vendre du bois à partir de réserves nationales soigneusement protégées et ont obtenu des monopoles d'exportation et d'importation, y compris des droits exclusifs de commerce de produits nouveaux et rentables tels que le kapok et le kénaïf. »

Alors que les partisans du Diem parlaient de sa « tute démocratique d'un seul homme », d'autres appelaient le régime « un État quasi policier ».

Les années 1957-1958 ont été marquées par une lente montée de la marée d'insatisfaction à l'égard du régime ; en 1960, une grande partie du Viêt-Nam, au sud du dix-septième parallèle, était en rébellion ouverte. Les causes de cette rébellion – dans la guerre civile ou dans « l'agression du Nord » – ne représentent pas seulement des questions académiques, mais sont pertinentes pour toute discussion de la politique des États-Unis au Viêt-Nam. On se souviendra que le Viet Minh n'était pas le seul groupe anti-régime au Viet Nam au sud du parallèle : il existait encore des bandes de Hoa Hao et de Cao Dai qui n'avaient pas accepté l'intégration dans l'armée vietnamienne. Certains d'entre eux n'ont été pacifiés qu'en 1962. Il existait également des groupes nationalistes clandestins, tels que le parti Dai Viet, qui maintenaient des unités armées sur le terrain, en particulier dans la province de Quang Tri. En même temps, dit Douglas Pike, un expert de premier plan du Front de libération nationale et un défenseur de la thèse selon laquelle la rébellion était fortement soutenue de l'extérieur,

« en termes d'activité manifeste, comme les incidents armés ou la distribution de tracts de propagande, la période fut calme et les communistes au sein de l'organisation restante du Viet Minh relativement inactifs. En outre, une grande partie de l'activité qui a eu lieu était apparemment l'œuvre de cadres impatients opérant dans le Sud indépendamment des ordres de Hanoï. »

Il y a d'autres preuves, en outre, que le Nord-Viet Nam – dans la conviction persistante que des élections libres auraient lieu et donneraient une majorité au Viet Minh – a exhorté ses sympathisants, par l'intermédiaire de Radio Hanoi, à respecter l'Accord de Genève et à adopter des tactiques pacifiques. Après 1956, alors que les espoirs d'élections s'étaient évanouis, le Nord-Viet Nam s'est de plus en plus engagé dans son programme de transformation sociale et de réforme agraire dans son pays, et s'est impliqué dans toutes les difficultés dont nous avons déjà parlé. Alors que les militants du Sud commençaient à réclamer l'action, Radio Hanoï a mis en garde contre la reprise des hostilités. Il s'opposa aussi vivement aux exigences qu'une nouvelle rébellion ne vise pas seulement à détruire le régime de Diem et à l'unification nationale, mais aussi à adopter un programme de socialisme radical. En 1958, cependant, il y a des preuves dans des zones locales particulières telles que le village de Khanh Hau dans la province de Long An, d'un nouveau mouvement politique, appelé le Front national de libération du Viet Nam,

« désigné par le gouvernement sud-vietnamien comme le Viet Cong ou les communistes vietnamiens... et invariablement appelé le Viet Minh par les villageois. Dans les environs de Khanh Hau, les premiers efforts du Viet Cong se limitèrent en grande partie à la propagande anti-gouvernementale. »

En 1959, des groupes clandestins font leur apparition à Quang Nghai, un ancien bastion du Viet Minh et, sous le régime de Diem, une zone de répression féroce. Une scission se développait entre les dirigeants nordistes et les rebelles sudistes. Les Nordistes

« ont dû écouter les remarques amères qui leur ont été faites sur l'incapacité du Nord à faire quoi que ce soit contre la dictature de Diem. Les besoins primordiaux de la stratégie mondiale du camp socialiste ne signifiaient pas grand-chose, ou rien, pour les guérilleros pourchassés... En 1959, des éléments responsables de la Résistance communiste en Indochine sont arrivés à la conclusion qu'ils devaient agir, que Hanoï le veuille ou non. Ils ne pouvaient plus rester les bras croisés pendant que leurs partisans étaient arrêtés, jetés en prison et torturés, sans essayer de faire quoi que ce soit à ce sujet en tant qu'organisation, sans donner une direction au peuple dans la lutte dans laquelle il devait être impliqué. Hanoï préférait les notes diplomatiques, mais il s'aperçut que sa main avait été forcée. »

En mars 1960, un groupe se faisant appeler les Anciens résistants du Sud-Viet Nam lance un appel à « toutes les couches sociales, tous les milieux » pour intensifier la lutte contre le régime ; en septembre 1960, le Parti communiste du Nord-Viet Nam a apposé le sceau d'approbation sur un « large front uni dirigé contre les États-Unis et Diem et basé sur l'alliance ouvrier-paysan ». Le 20

décembre 1960, le Front de libération nationale du Sud-Viet Nam (FNCL) a officiellement vu le jour.

Douglas Pike décrit l'appartenance originelle au Front de libération comme suit :

« Les membres du FLN d'origine, et ses partisans les plus ardents dans les premières années, étaient issus des rangs des communistes du Viet Minh ; les sectes Cao Dai et Hoa Hao ; une dispersion de membres de groupes minoritaires, principalement des Cambodgiens et des Montagnards ; la jeunesse idéaliste, recrutée dans les universités et les écoles polytechniques ; des représentants d'organisations d'agriculteurs de certaines parties du delta du Mékong, où de graves problèmes fonciers existaient ; les dirigeants de petits partis ou groupements politiques, ou les professionnels qui leur sont associés ; des intellectuels qui avaient rompu avec le GVN (en particulier les membres d'un réseau de comités de paix qui avait vu le jour en 1954 au Nord comme au Sud) ; déserteurs militaires ; des réfugiés de toutes sortes du gouvernement Diem, tels que ceux ciblés par les voisins dans la campagne de dénonciation du communisme mais qui ont fui avant d'être arrêtés. »

Ceux-ci ont rapidement été rejoints par le Viet Minh du Sud qui était parti vers le Nord après l'Accord de Genève.

Que savons-nous des origines sociales et des engagements professionnels antérieurs des dirigeants et des adeptes du FLN ? Sur les trente-huit noms du haut commandement du FLN, je n'ai pu déterminer les origines sociales que de huit : trois sont fils de familles mandarines, un est le fils d'un directeur de plantation de caoutchouc, un est le fils d'un fonctionnaire, un est la fille d'un homme d'affaires, Une autre est la fille d'un leader nationaliste bien connu. Un seul a des parents de la classe ouvrière. Nous savons quelque chose de l'histoire professionnelle antérieure de vingt-deux sur trente-huit : sept étaient instituteurs, un était médecin, un pharmacien ; tandis que l'un d'eux était, respectivement, un architecte, un ingénieur électricien, un avocat, un journaliste, un organisateur syndical, un écrivain, un milicien français, un moine bouddhiste et un colonel de la « mafia » de Bin Xuyen.

On dispose de certaines informations sur les titulaires de postes de niveau inférieur, bien qu'elles soient classées dans des catégories non comparables. Les présidents, vice-présidents et secrétaires généraux au niveau provincial, par exemple, sont répertoriés comme cadres Viet Minh (9), Cao Dai (8), paysans (10), jeunes (10), bonzes bouddhistes (4), femmes (4), ouvriers (3), enseignants (2), notables de village (2) et hommes d'affaires (1). Ces catégories ne s'excluent pas les unes les autres ; il est possible pour un paysan d'appartenir au Cao Dai, et pour un jeune homme d'être un enseignant. De plus, il est plus que probable que de nombreux membres répertoriés comme Viet Minh étaient autrefois des paysans ; L'attrait saillant du mouvement pour de nombreux jeunes paysans est précisément qu'ils peuvent s'élever de leurs basses positions à des positions d'une certaine importance et d'une certaine influence. Néanmoins, les catégories maladroites sont révélatrices de tentatives d'accorder une représentation à certains groupes saillants. Si l'on ne compte que les groupes représentés par 10 % ou plus des sièges dans les comités centraux provinciaux, nous trouvons Cao Dai, 13 % ; autres groupes religieux – bouddhistes, Hoa Hao, catholiques – 23 % ; les jeunes, 12 % ; intellectuels, 11 % ; les femmes, 11 %. Ce qui est surprenant, c'est le faible pourcentage de personnes répertoriées comme Viet Minh (6 %) et paysans (6 %). Parmi les présidents de district, 67 % sont répertoriés comme Viet Minh, 19 % comme paysans ; parmi les vice-présidents, les paysans représentent 17 % ; Viet Minh, 14 % ; les femmes, 13 %. Les secrétaires généraux sont principalement des jeunes (53 %), des paysans (28 %) et des Viet Minh (11 %) (Pike, 1966, 222-224). Pour le chef de village, les directives du FLN spécifient qu'« il doit appartenir à la classe paysanne [...] doit avoir une bonne expérience politique. doit avoir de bonnes et étroites relations avec les villageois ». Compte tenu des réserves énoncées ci-dessus, trois conclusions se dégagent : les hommes décrits principalement comme des paysans diminuent à mesure que l'on passe des échelons inférieurs aux échelons supérieurs ; la représentation est

accordée à de nombreux groupes différents à des niveaux supérieurs au village ; et le Viet Minh sont représentés à tous les niveaux, mais surtout en tant que « cadre de liaison » au niveau du district.

Une étude récente de la Rand Corporation nous apprend également quelque chose sur l'attrait du FLN dans diverses zones rurales du Sud-Viet Nam. Edward J. Mitchell a constaté que *« Du point de vue du contrôle gouvernemental, la province idéale au Sud-Vietnam serait celle où peu de paysans exploiteraient leurs propres terres, où la répartition des propriétés foncières serait inégale, où il n'y aurait pas eu de redistribution des terres, où de grandes propriétés foncières françaises existeraient dans le passé. Il est suggéré que le plus grand pouvoir des propriétaires fonciers et la docilité relative des paysans dans les zones plus « féodales » expliquent ce phénomène. »*

« En passant d'une province à l'autre et en maintenant les autres variables constantes, nous constatons que plus le pourcentage de terres exploitées par le propriétaire augmente, plus le contrôle diminue ; à mesure que le coefficient de variation augmente, le contrôle augmente. » Sur ce point, ses conclusions sont tout à fait en accord avec les conclusions que nous avons tirées ailleurs dans ce livre. Nous avons déjà vu dans d'autres cas que nous avons discutés – le Mexique, la Russie, la Chine – que les mouvements révolutionnaires parmi les paysans semblent commencer d'abord parmi les paysans qui ont un certain accès à la terre, plutôt que parmi les paysans pauvres ou ceux qui en sont complètement privés. Nous le verrons aussi dans le cas de l'Algérie et de Cuba. La possession d'une certaine terre accorde au paysan propriétaire une certaine indépendance que ne possède pas le paysan qui dépend pour sa subsistance principalement de son suzerain immédiat. Le paysan propriétaire dispose donc d'un levier indépendant qu'il peut traduire en protestation plus facilement qu'un homme dont les options sont sévèrement limitées par une situation de dépendance totale. Pourtant, Mitchell oublie de mentionner dans sa présentation un facteur supplémentaire essentiel, à savoir que la tendance à la rébellion de la part du paysan vietnamien a été renforcée par le type de redistribution des terres effectuée par le gouvernement du Sud-Vietnam. Le programme de distribution des terres parrainé par le gouvernement a remplacé une distribution antérieure et plus bienveillante des terres par le Viet Minh. S'il est donc vrai que la distribution des terres augmente les options disponibles pour les bénéficiaires, la participation à la rébellion n'est que l'une de ces options. On peut supposer qu'un autre type de gouvernement, opérant dans d'autres circonstances avec des moyens et des objectifs différents à l'esprit, aurait pu parrainer un plan de distribution des terres qui aurait offert un plus large éventail de choix aux paysans touchés et, en même temps, diminué le désir de participer à la rébellion. L'affirmation générale de Mitchell selon laquelle « la proposition selon laquelle la redistribution des terres a eu un effet positif sur le contrôle est fortement contredite » ne doit donc pas être interprétée comme une prédiction pour tous les cas de redistribution des terres, mais seulement comme une description adéquate du cas vietnamien. Les zones où le gouvernement peut se sentir en sécurité sont aussi les zones où le Viet Minh n'a pas réussi dans le passé à ébranler les domaines de pouvoir unitaires des puissants propriétaires terriens.

Au sein des divers groupes d'éléments constitutifs du FLN, ce sont certainement les communistes qui possédaient la plus grande expérience organisationnelle, acquise à l'époque du Viet Minh, ainsi que le plus grand élan idéologique. Cette expérience antérieure leur a permis d'élaborer un plan organisationnel. Cela leur a également fourni des centres d'organisation prêts à l'emploi dans des domaines où ils étaient toujours restés forts. Ils n'ont pas eu à repartir de zéro. Cette capacité à créer un cadre organisationnel dès le départ est parfois interprétée comme une preuve de l'origine septentrionale du FLN ; Mais il n'y avait rien de nouveau dans son modèle d'organisation. Il a simplement appliqué le concept de hiérarchies parallèles, d'unités territoriales coupées par de multiples associations, qui avait déjà bien servi le Viet Minh dans ses luttes passées. Ce qui était nouveau à propos du NLF, c'était sa stratégie particulière de construction d'organisations et son impact sur la scène sociale spécifiquement sudiste.

On se souviendra que la cohésion sociale des villages du Sud vietnamien était nettement inférieure à celle qui caractérisait le Nord et le Centre. Leur modèle de peuplement était moins

concentré et plus étendu. Il y avait moins de paysans propriétaires et beaucoup plus de locataires. Les propriétés foncières communales n'avaient pas d'importance. La production artisanale était presque absente, tout comme les guildes d'artisans villageois que l'on trouvait dans le Nord. La population est venue d'ailleurs et ne s'est installée dans cette région frontalière qu'au cours des 150 dernières années.

« Les groupes de parenté qui, dans une large mesure, commençaient de novo avaient des cercles de parenté beaucoup plus étroits au départ, et ont par la suite suivi un modèle beaucoup plus lâche d'obligations de parenté et d'observance rituelle qui se reflète dans un échec assez généralisé à maintenir les généalogies familiales. »

Le village était une unité administrative, mais à Khanh Hau, par exemple, dans la province de Long An,

« les événements les plus importants dans la vie des habitants du village... soit s'étendent au-delà du village, soit sont limitées à des groupes ou à des activités qui sont moins étendus que les limites du village ou même des hameaux qui s'y trouvent. Ainsi, la forte dépendance à l'égard des « exportations » de paddy du village et de l'échange pour une grande variété de choses qui ne sont pas cultivées ou produites dans le village a déjà lié les habitants de Khanh Hau à l'économie nationale en tant qu'agriculteurs commerciaux et à des anticipations au-delà de leur propre village ; La pyramide des âges offre des preuves solides que les jeunes adultes ont quitté le village... Les liens de parenté s'étendent maintenant bien au-delà du village. Ajoutez à cela le fait que des années de combats et d'insécurité dans le delta ont éveillé un certain sentiment de nationalité et d'identification à quelque chose de plus vaste que le village ; Ils ont également mis à rude épreuve les relations intra-villageoises de toutes sortes et généré une amertume et une hostilité qui ne disparaissent pas facilement. »

Tous ces processus ont été intensifiés par la présence française, qui était plus immédiate en Cochinchine qu'ailleurs au Viêt-Nam.

Si la cohésion était faible dans les villages, la cohésion était tout aussi faible au niveau des élites politiques. Il y avait les différentes sectes militaires religieuses, y compris maintenant les catholiques. Il y avait plusieurs « partis » très personnalistes ou groupes dissidents, avec une forte orientation régionale et une incapacité à entrer dans des coalitions politiques viables. La société sud-vietnamienne était fortement fragmentée ; sa politique, désunie et faible.

C'est dans ce cadre social relativement atomisé que le FLN a lancé son effort d'organisation. Comme à l'époque du Viet Minh, ils organisaient une hiérarchie de comités reliant le village au district, le district à la province, la province à la zone, la zone au comité central. En même temps, ils organisèrent des associations fonctionnelles, dont les plus importantes étaient l'Association de libération des agriculteurs, l'Association de libération de la jeunesse et l'Association de libération des femmes. L'Association de libération des agriculteurs (FLA) devait se battre pour des loyers fonciers plus bas, protéger les terres accordées aux paysans par le Viet Minh contre le gouvernement, protéger les paysans qui avaient pris des terres par eux-mêmes, s'opposer aux marchands de riz, lutter contre les exactions du gouvernement pour les impôts, la corvée du travail et la conscription militaire, résister aux forces de sécurité gouvernementales et défendre les perspectives d'une éventuelle unification nationale. Au cœur de ces tâches se trouvaient « les problèmes de la terre et du régime foncier ». De même, l'association des femmes devait lutter pour les droits des femmes et faire de la propagande parmi les forces de l'opposition. L'association de la jeunesse a été créée pour exploiter les énergies et les enthousiasmes particuliers de la jeunesse pour l'effort révolutionnaire. Ensemble, les unités territoriales et fonctionnelles ont fourni le cadre d'une organisation gouvernementale alternative dans les zones sous le contrôle du FLN.

Dans cette mesure, il n'y avait rien de nouveau dans l'effort du FLN. Ce qui était nouveau, c'était sa capacité à activer et à étendre ces organisations dans le cadre d'une stratégie spécifique – la lutte politique – dans laquelle les gens étaient progressivement mobilisés pour exprimer leurs

griefs spécifiques dans des réunions publiques, des pétitions et des manifestations de masse. Organisé avec un grand sens du réalisme, un manuel de la NLF a appelé les organisateurs à *« fixer des objectifs clairs et réalistes pour la lutte en termes d'intérêts populaires. Utilisez des slogans réalistes qui reflètent les demandes du peuple. Choisissez la forme de lutte la plus appropriée au degré d'illumination du peuple. Utilisez les forces correctes de parmi le peuple, c'est-à-dire ceux qui sont le plus directement impliqués. »*

Ainsi, le mouvement a enrôlé des masses de personnes, les a organisées au fur et à mesure qu'elles progressaient d'une cible à l'autre, puis a utilisé les organisations émergentes comme des canaux efficaces pour l'interprétation des événements et des objectifs par le FLN. Comme l'a dit John Mecklin, un ancien haut fonctionnaire de l'Agence d'information des États-Unis à Saigon, *« les torts qui comptaient dans un hameau vietnamien étaient ceux commis par des fonctionnaires locaux corrompus, ou un propriétaire cupide. Trop souvent, le régime a toléré ce genre de tort, tandis que le Viet Cong [FLN] a promis de le réparer. Le régime de Diem ne pouvait pas être critiqué sur le principe, mais c'était un triste match pour le Viet Cong dans une lutte où la décision irait du côté qui pourrait gagner le peuple. »*

Dans le même temps, les forces militaires et paramilitaires ont étendu les zones contrôlées par le FLN, et des escouades de terroristes se sont répandues dans les campagnes, avec pour mission spéciale d'assassiner les responsables gouvernementaux, en particulier les chefs de village et de district nouvellement nommés par le gouvernement. Il est prouvé qu'au début, le FLN considérait la lutte politique comme primaire, la lutte militaire seulement comme complémentaire.

« Au départ, le FLN a abordé l'ensemble de la Révolution non pas comme une guerre à petite échelle, mais comme une lutte politique avec les armes, une différence réelle et non sémantique. Il soutenait que sa lutte contre le GVN et les États-Unis devait se dérouler au niveau politique et que l'utilisation d'une force militaire massive était en soi illégitime. »

Le résultat final a été conçu comme un soulèvement général à la fois dans les zones contrôlées par le gouvernement et dans les zones sous le contrôle du FLN, qui paralyserait le gouvernement et permettrait une prise de contrôle par le FLN. Cependant, à mesure qu'il devenait de plus en plus évident que le gouvernement bénéficiait d'un soutien croissant des États-Unis en matière d'armement et de main-d'œuvre, l'accent mis sur la stratégie devenait de plus en plus militaire. Les troupes nord-vietnamiennes dans le Sud ont augmenté en conséquence, et l'accent mis initialement sur la lutte politique plutôt que sur l'engagement militaire a été inversé. Pourtant, c'est finalement le grand succès organisationnel du FLN dans la construction de bases de villages et d'organisations de masse qui a garanti la capacité continue de l'effort des insurgés à se maintenir et même à se développer, même dans le fait d'une « guerre spéciale » largement intensifiée.

Ce succès peut en fait être dû au fait que le FLN était le seul à offrir, parmi d'autres organisations du Sud, un cadre organisationnel et une idéologie viables à une société atomisée qui s'efforçait d'atteindre une plus grande cohésion sociale. Au début, certains de ses attraits ont peut-être même été similaires à ceux qui ont amené les paysans à affluer vers les groupes culturels du Cao Dai et du Hoa Hao. Les relations sociales atomisées et segmentées dans les villages étaient en contradiction avec un réseau toujours plus large de relations sociales à l'extérieur. Les anciennes idéologies n'offraient plus sécurité et prévisibilité dans de nouvelles circonstances. Tout comme les sectes militaro-religieuses offraient un cadre organisationnel plus large et une nouvelle idéologie, le FLN mobilisait désormais les gens dans des hiérarchies parallèles plus larges et à des fins plus transcendantes. Mais là où le Cao Dai et le Hoa Hao étaient restés essentiellement segmentés et régionaux, le FLN avait un attrait universel. À ce jour, il s'agit de la seule organisation de ce type au Sud-Viet Nam. Au milieu de la lutte du Viet Minh contre les Français, Paul Mus a commenté le grand paradoxe qu'un Européen se trouverait le plus à l'aise psychologiquement et idéologiquement parmi les marxistes vietnamiens qui étaient ses ennemis politiques, tandis que ses alliés politiques – les traditionalistes confucéens et les membres des sectes militaro-religieuses – étaient aussi ceux

avec lesquels il pouvait être le moins à l'aise en termes émotionnels et cognitifs. Au moment de la rédaction de cet article, seize ans plus tard, ce paradoxe n'est apparemment pas résolu.

ALGÉRIE



En 1830, une altercation entre le gouverneur turc d'Alger et le consul de France amène les armées françaises à Alger. Au début, la France se contenta d'établir un protectorat ; mais en 1840, le gouvernement français décida la conquête et la colonisation massives de l'ensemble du pays. La conquête est menée par le général Bugeaud qui combine la guerre menée par colonnes volantes avec une politique de la terre brûlée et de dévastation totale. « En Europe, avait écrit Bugeaud, « Nous ne combattons pas seulement des armées, nous combattons aussi des intérêts particuliers. Quand nous avons les armées belligérantes, nous nous emparons des centres de population, de commerce, d'industrie, des douanes, des archives, et bientôt les intérêts particuliers sont forcés de capituler. Il n'y a qu'un seul intérêt que l'on puisse saisir en Afrique, l'intérêt de l'agriculture... puits! Je n'ai pas trouvé d'autre moyen de subjuguer le pays que de m'emparer de cet intérêt particulier. »

Commencée comme une opération militaire à l'étranger afin de détourner l'attention française de l'impopularité croissante du régime de Charles X à l'intérieur, l'occupation d'Alger est rapidement devenue une fin en soi. Son premier effet a été de priver la population autochtone d'une grande partie de ses terres et de transférer ces terres entre les mains des Européens. L'Algérie, comme la plupart des autres régions non occidentales du monde, n'avait pas connu l'institution européenne de la propriété privée absolue avant l'avènement des Européens ; Il existait plutôt une hiérarchie complexe des droits d'utilisation. Les droits à la terre ont été divisés, tout d'abord, entre ceux détenus par le bey en tant que souverain et ceux détenus par les tribus. Les terres du bey étaient de trois sortes. L'un d'eux, le *melk* (de *malaka*, régner) était accordé aux individus, mais le souverain conservait le titre ultime. Les paysans bénéficiaires pouvaient hériter de leurs droits d'usage, clôturer leurs parcelles et transférer leurs droits par le biais de cadeaux ou de ventes. Néanmoins, les ventes étaient rares parce qu'elles devaient avoir l'approbation de l'ensemble de la communauté locale – qui avait dans ce cas un droit d'achat prioritaire – et étaient associées à une perte d'honneur et à une honte d'avoir aliéné la base de son gagne-pain. Un deuxième type de terre concernait chacun des trois districts administratifs (*beylik*) dans lesquels les Turcs avaient divisé l'Algérie. Ces terres de district comprenaient les meilleures terres disponibles et les terres les plus propices à l'irrigation ; Ils étaient cultivés sous l'administration directe du bey lui-même, soit par des corvées tirées des tribus dépendantes voisines, soit par des métayers qui recevaient des bœufs, de la charrue et des semences, et en conservaient un cinquième de la récolte. Un troisième type de terre, appelé *azel*, était soit une terre confisquée aux tribus rebelles, soit achetée par le bey. Il était accordé en lieu et place de salaire à des fonctionnaires ou à des familles particulières ou pour compenser les unités tribales qui fournissaient des soldats au souverain ou faisaient paître ses troupeaux avec les leurs. Certaines de ces terres étaient des pâturages, mais les terres agricoles étaient à leur tour cultivées par des métayers ou des locataires qui conservaient des droits d'utilisation héréditaires sur ces terres. On estime qu'en Algérie, plus de quinze mille familles étaient impliquées dans ces arrangements de cultures dérivées.

En contraste avec ces terres, sous la juridiction ultime du gouverneur, se trouvaient les terres tribales, *bled el'arsh*. Les titres étaient dévolus à la tribu dans son ensemble, mais une fois de plus, tout membre de la tribu qui travaillait la terre avec sa charrue avait droit à des droits d'utilisation héréditaires et à l'appropriation privée des produits. Ces terres n'étaient pas clôturées et ouvertes à tous les demandeurs : la main-d'œuvre investie dans la terre servait de garantie de poursuite de l'occupation ou de revendication principale sur celle-ci.

Toutes ces terres étaient soumises à des impôts qui s'élevaient à 2 % du rendement total. En même temps, le cultivateur jouissait d'une sécurité totale d'occupation ; Il était impensable que « pour un caprice du gouvernement, il puisse perdre la terre qui est son gagne-pain »

Après la conquête, l'État français, en tant que successeur des droits de souveraineté, s'empara carrément des terres *beylik* et les répartit entre les colons français. « Depuis l'arrivée des Français qui occupent les terres *beyliks* », se plaignaient les indigènes par l'intermédiaire de leurs chefs,

« Nous avons été repoussés sur des terres dont la plupart n'ont pas encore été défrichées. Nous n'avons pas été si malheureux depuis l'époque des Turcs, parce qu'une grande partie de notre peuple s'est établie sur ces terres beylik qui ont toujours été les meilleures et les mieux irriguées. Il est vrai que nous n'avons que des droits d'usage sur ces terres ; Mais il est certain que nous les avons cultivés et qu'ils ont toujours produit beaucoup plus que le terrain que nous occupons aujourd'hui. Nous les cultivons, mais nous n'avons pas encore réussi à les mettre en bon état pour la culture. »

Dans le même temps, les Français s'emparèrent également des terres appartenant aux fondations religieuses, les *habus*. Cette saisie a également violé un ensemble complexe de droits d'utilisation. De nombreux individus et organisations, tels que des guildes, avaient accordé leurs terres à des mosquées ou à des écoles, en échange de droits d'utilisation perpétuels sur des parties de celles-ci.

Les Français augmentent également les impôts fonciers. En l'espace d'un an (1839-1840), les recettes fiscales ont triplé. Finalement, en 1863, les Français ont appliqué les concepts d'Europe occidentale de la propriété privée foncière aux possessions musulmanes. Cet acte juridique a accompli deux choses. D'une part, il a détruit d'un seul coup toute la pyramide des droits excessifs qui avaient garanti la subsistance du cultivateur humble, mais qui s'étaient opposés à faire de la terre une marchandise circulant librement. D'autre part, il jeta toutes les terres détenues par les musulmans sur le marché libre et les rendit disponibles à l'achat ou à la saisie par les colons français. Certains observateurs français en ont prévu les conséquences. Avant l'institution de la propriété privée

« Il y avait au fond de ce chaos, une certaine garantie de travail, un certain sentiment d'égalité. Avec le début de l'individualisation, ce ne sera plus la même. Une fois la terre définitivement acquise, l'inégalité commence : d'un côté les propriétaires, de l'autre les prolétaires, exactement comme dans nos sociétés civilisées. »

La presse du *Colon* a néanmoins acclamé cette décision :

« Grâce à la constitution de propriété qui en procède, la plus grande partie du territoire algérien passe immédiatement de l'état de valeur morte à l'état de valeur réelle ; Des millions jaillissent de rien. Les campagnes se peupleront et les villes verront au milieu d'elles s'épanouir tous les aspects du commerce et de l'industrie. »

La nouvelle législation, écrivait Frédéric Lacroix à son ami l'empereur Napoléon III, en 1862, va « civiliser, perfectionner, galliciser les Arabes ».

Le transfert massif de terres des musulmans à la population européenne n'a pas seulement affecté l'agriculture ; Cela a également interféré avec la symbiose complexe entre les cultivateurs et les nomades pastoraux. Les pasteurs ont été exclus des pâturages de la zone habitée qu'ils utilisaient auparavant pendant les périodes de jachère. Dans le même temps, les tentatives des communautés côtières de faire paître leurs troupeaux dans l'arrière-pays nomade ont rapidement fait grimper les prix des pâturages restants et ont rendu l'élevage non rentable en tant que complément de l'agriculture ; la taille du troupeau par individu a diminué de quatre cinquièmes. Le danger de ce repeuplement sur des terres marginales a été perçu dès 1845 par le général Bugeaud qui prédisait que « la colonisation ne peut que contribuer à provoquer le mécontentement des Arabes qui se sentent enfermés dans un espace trop étroit »

L'imposition des normes françaises de propriété privée sur la terre est allée de pair avec un programme de démembrement des grandes tribus dont les chefs avaient été les principaux partisans et bénéficiaires de la domination turque. Ces tribus n'étaient pas des unités de parenté homogènes, de membres égaux, toutes descendant d'un ancêtre commun. Bien au contraire, ils étaient souvent constitués de sections d'origines et de statuts sociaux divers qui s'étaient alignées les unes sur les autres par des liens communs à la lignée dominante de la section dominante. Lorsque nous parlons ici de tribus, nous parlons donc de coalitions, organisées autour d'un groupe de détenteurs du pouvoir. Les Français l'ont bien compris lorsqu'ils ont proposé d'abolir les liens d'appartenance tribale non seulement comme moyen d'instituer la propriété privée sur la terre, mais aussi pour briser le pouvoir indépendant des grandes lignées. Ils y sont parvenus en partie en dépouillant les lignées de base de leur influence politique, en partie en installant la population dans des groupes de peuplement distincts, appelés douars, et en attribuant des droits à la terre en termes d'appartenance au groupe de peuplement plutôt qu'en vertu de l'appartenance tribale. La plupart des douars en sont venus à contenir des sections de tribus très différentes, ce qui a permis d'atomiser les tribus et, avec elle, le pouvoir des grands seigneurs. « Le gouvernement ne perd pas de vue, a dit le commissaire général du gouvernement, que la tendance générale de la politique devrait être de réduire l'influence des chefs et de briser les tribus ».

Un exemple de la façon dont les tribus ont été fragmentées et déplacées est fourni par l'histoire de l'arabophone Ouled Kosseir du Shelif, l'une des deux tribus les plus puissantes de la région avant l'avènement des Français. Ils étaient au nombre de 9 000 et possédaient des terres

s'élevant à près de 38 500 hectares. Trente ans après la conquête, ils avaient perdu 18 800 hectares au profit de l'État et de deux colons individuels par expropriation pure et simple, et 2 000 autres hectares par des ventes de terres individuelles après l'établissement de titres fonciers privés.

Lorsque les Français ont créé la colonie de Malakoff, ils l'ont peuplée de quatre segments d'Ouled Kosseir. En 1884, ces quatre segments avaient été rejoints par six nouveaux segments provenant de quatre tribus différentes, ainsi que d'un segment supplémentaire de leur propre tribu. Deux des quatre tronçons originaux de Kosseir ont ensuite été réattribués à d'autres communes françaises, ne laissant que trois tronçons de Kosseir à Malakoff. En 1887, ils furent rejoints par un quatrième, mais à ce moment-là, les six segments non-Kosseir tirés de quatre tribus différentes avaient été renforcés par l'arrivée de quatre autres segments, appartenant à quatre tribus distinctes. En 1892, l'un des segments originaux de Kosseir avait déménagé ailleurs, et un autre s'était séparé, envoyant les membres du groupe fission rejoindre une autre communauté. Deux autres segments de Sbeah avaient été ajoutés. En 1911, un autre segment de Kosseir a rejoint la colonie, mais onze nouvelles sections, appartenant à onze groupes tribaux différents. Un autre segment de Kosseir s'était disloqué et les migrants étaient allés ailleurs. Au moment où la France s'est impliquée dans la Seconde Guerre mondiale, cette lutte s'était avérée si fructueuse que la tribu avait cessé d'exister en tant qu'unité sociale et politique pertinente au sein de la politique algérienne. Quand, en 1941, le gouvernement intérimaire français à Vichy a pris des mesures pour reconstituer les tribus dans l'intérêt d'un meilleur contrôle, les administrateurs français ont tristement convenu que les mesures prises en 1863 avaient trop bien fait leur travail en mettant fin au pouvoir tribal une fois pour toutes.

Les *douars* habités par des segments d'anciennes tribus n'ont pas été érigés en entités indépendantes à part entière, mais organisés en communes plus grandes sur le modèle français. « Ces communes étaient de trois types : (1) les communautés dominées par les Européens, où le conseil municipal et le maire étaient élus par les citoyens français, et où les musulmans n'étaient autorisés à choisir qu'un quart des délégués, même si la population musulmane pouvait constituer la majorité ; (2) des communautés mixtes d'Européens et de musulmans, dirigées par un administrateur civil et soutenues par un conseil nommé de Français et de chefs indigènes (*caïds*) ; et (3) les communautés autochtones commandées par un officier français, assisté d'un chef autochtone. Tous les musulmans étaient autorisés à utiliser leur propre droit coutumier ou coranique, mais des lois spéciales contre le non-paiement des impôts, l'activité politique contre la France, les réunions publiques – y compris les pèlerinages et les fêtes publiques – sans permis, les voyages sans permis, le refus d'enregistrer les naissances ou les décès – désignaient les musulmans comme une population souffrant de handicaps spéciaux. L'ensemble de l'édifice de contrôle a été couronné par l'intégration administrative de l'Algérie dans la France métropolitaine. L'assimilation aux normes culturelles françaises était érigée en idéal, mais la séparation, dans des conditions d'inégalité économique, sociale, politique et juridique, est devenue un fait établi.

Cependant, l'éclatement des unités tribales et le pouvoir principal qui leur était associé ont produit plusieurs conséquences imprévues. Il était impossible pour les chefs d'effectuer des distributions gratuites de céréales en temps de famine à partir des réserves accumulées grâce aux dons et aux taxes payés par leurs dépendants tribaux. La loi de 1863 met également fin à la distribution de charités par les loges religieuses locales (*zaouias*), qui s'approvisionnent dans leurs propriétés de *habus*. Ces propriétés étaient devenues des terres privées et avaient été jetées sur le marché. De plus, les nouveaux *douars* n'ont que rarement renouvelé la coutume traditionnelle de maintenir les réserves alimentaires dans des silos communaux, qui étaient alimentés par des paiements traditionnels. C'est ainsi qu'a disparu un ensemble de défenses économiques vitales, laissant la population rurale entièrement dépendante des activités des prêteurs sur gages et des marchands de crédit en cas de besoin.

Une autre conséquence paradoxale de la fragmentation tribale a été l'augmentation accentuée à l'intérieur des *douars* des conseils des notables tribaux (*djemaa*). Les Français ont reconnu ces conseils à la fois dans les communes mixtes et autochtones, soit en leur accordant une

autonomie considérable, soit en les utilisant à titre consultatif, notamment en matière de droit musulman. Cependant, des *douars* de musulmans avaient également été rattachés aux communautés dominées par les Européens où la théorie ne prévoyait pas la participation des autochtones. Dans de tels groupes de peuplements, cependant, il s'est également développé un nid d'abeille de ce qu'un juriste français a appelé « djemaas-occultes », des conseils cachés. Les conseils ouverts et cachés ont ainsi maintenu une tradition de prise de décision au niveau local, malgré le fait que la structure tribale ait été démantelée. Ils maintenaient ainsi également une tradition d'autogestion locale qui devait s'avérer d'une importance capitale pour aider la cause rebelle en 1954.

La population autochtone se voyait ainsi de plus en plus privée de terres et repoussée par l'avancée des colons sur des terrains de plus en plus improductifs. Ses mécanismes traditionnels d'assurer la sécurité économique ont été abrogés, les lignées et les tribus ont été dispersées, la structure politique familiale démantelée. « La réponse à une telle privation a été en partie une migration massive, en partie une révolte ouverte. Des migrations vers l'est de la Tunisie, tant de ruraux que de citadins, ont eu lieu en 1830, 1832, 1854, 1860, 1870, 1875, 1888, 1898, 1910 et 1911. Le sentiment qui est à l'origine de ces mouvements de population est rapporté par le général Devaux en 1861 lorsqu'il cite des chefs prônant l'émigration parce que *« on pouvait vivre plus facilement, plus librement dans la Régence [de Tunis], et les terres ne manquent pas, ni pour l'agriculture ni pour les troupeaux. Sans aucun doute, on gagnera aussi à ne plus vivre en contact avec les chrétiens. »*

En 1911 encore, les gens ont quitté Tlemcen, dans l'ouest de l'Algérie, pour la Syrie, parce qu'ils se sentaient « maudits par Dieu ».

Mais l'empiétement français a également produit des révoltes. Le premier d'entre eux, qui dura de 1832 à 1847, fut dirigé par Abd el Kader. Cette révolte est significative non seulement par sa durée, mais aussi par l'organisation sociale développée par les rebelles. Abd el Kader n'était pas seulement un ennemi juré des Français, mais aussi des Turcs à qui la France avait conquis la colonie. Il refusa donc d'attirer à ses côtés l'un des grands chefs qui avaient été les collaborateurs et les bénéficiaires du régime turc. Au lieu du « modèle en damier » turc de freins et contrepoids, dressant groupe par groupe au profit ultime de l'élite turque, il envisageait une pyramide de chefs tribaux, dans laquelle les cheikhs des tribus seraient dirigés par un cheikh de cheikhs, les cheikhs des cheikhs à leur tour par un caïd, un certain nombre de caïds par un *aga*, un certain nombre d'agas par un *khalifa*, et un certain nombre de khalifas par l'*émir*, Abd el Kader lui-même. À chaque niveau de l'organisation, le pouvoir du chef laïc devait être équilibré par un juge religieux. L'ensemble de la structure serait maintenu par un appel à l'islam dans lequel l'émir apparaîtrait comme l'instrument de Dieu, rassemblant la communauté des fidèles dans une guerre sainte contre le christianisme. Le concept ne ressemble en rien à l'État wahhabite du Nedj, avec son organisation tribale insérée dans l'appareil d'un État théocratique fondamentaliste. En réalité, la structure restait théorique et Abd el Kader, comme d'autres dirigeants du Maghreb avant lui, a dû faire face au problème fondamental de l'allégeance incertaine et de la dissidence. Il trouva également contre lui les grandes et puissantes confréries religieuses qui se méfiaient de toute force centralisatrice, et se tournèrent donc vers les loges plus localisées construites autour de saints et d'enseignants religieux locaux. Sa méfiance à l'égard des grandes familles, combinée au soutien de l'islam, a amené les nationalistes algériens à voir en Abd el Kader un précurseur de la révolte populiste du XXe siècle.

Dans leur lutte contre Abd el Kader, les Français reçurent l'aide des chefs militaires du gouvernement turc. Ils voyaient dans les alliés français capables de protéger leur position privilégiée dans le pays. Les Français, à leur tour, pendant les premières années de leur occupation du pays, étaient tout à fait disposés à se servir de ces chefs pour administrer la population musulmane, en prenant soin, cependant, de répartir soigneusement le pouvoir entre plusieurs de ces notables, « vassaux plutôt que fonctionnaires ». Pourtant, à mesure que l'administration française du pays s'installe, il devient de plus en plus clair qu'il sera nécessaire d'affaiblir les grands chefs et leur emprise sur les tribus. Les circonstances ont joué en leur faveur. Entre 1866 et 1870, de graves

famines et épidémies amènent le gouvernement de Napoléon III à demander aux plus puissants des chefs de contracter des emprunts bancaires pour acheter de la nourriture à la population affamée. L'effondrement du Second Empire, sous les coups de marteau de la machine militaire prussienne, amène cependant les banques à demander le remboursement immédiat des prêts. Un grand chef comme Mograni s'est donc retrouvé pris dans le dilemme typique d'un détenteur du pouvoir de type traditionnel, confronté au mécanisme financier et politique d'un nouveau type d'ordre social : *« Les paysans ne peuvent pas rembourser les avances qu'il leur a accordées ; humainement, un Mograni ne peut les chasser de leurs terres pour récupérer les avances en blé ou en argent auxquelles il a consenti en temps de crise : la coutume ne le permet pas. D'autre part, les créanciers, eux-mêmes pressés par les banques, veulent récupérer leur argent. »*

Abandonné par ses alliés français, pressé par ses créanciers, il se soulève dans une révolte désespérée (1871-1872). Ce fut la dernière révolte d'un féodal indigène. Pourtant, sa révolte a également été marquée dans les communautés rurales par la formation de comités rebelles, comptant entre dix et douze membres élus (ce qu'on appelle *shartia*, de *sharata*, imposer des conditions à quelqu'un). Ces comités agissaient contre les fonctionnaires autochtones despotiques, supervisaient le processus de justice et exerçaient des sanctions contre les dissidents. De nombreux responsables autochtones étaient confrontés à un choix entre rejoindre la révolte ou perdre leur autorité. La révolte s'avéra inutile. En même temps, la perspective d'une rébellion dans les campagnes semble avoir hanté suffisamment de nombreux chefs et marchands musulmans pour les amener à se ranger du côté des Français contre les rebelles. C'est ainsi que les notables de Constantine, le 21 avril 1871, s'adressèrent aux autorités françaises dans une lettre dans laquelle *« Ils ont demandé au gouverneur de ne pas les confondre, des gens instruits, éclairés... qui apprécient avec reconnaissance la protection et la justice de la France, avec les « bédouins » ou les gens des tribus. [Nous sommes] des citoyens sédentaires et alphabétisés, qui aiment le calme, la paix, la tranquillité et le confort. Désireux d'acquérir des ressources, ils se consacrent aux métiers manuels, au commerce, à l'agriculture, à toutes sortes d'industries ; Ils respectent l'autorité, ils sont les amis de l'ordre. Ils veulent vivre à l'aise avec leur femme et leurs enfants. Il faut en conclure . . . que les « Bédouins » ne renonceront pas à leur conduite traditionnelle, aux coutumes de leurs montagnes, à moins qu'ils ne soient soumis à une répression sévère et énergique qui les remplit d'une terreur et d'une terreur qui leur fait craindre pour leur vie. Seules la force et la violence peuvent vaincre leur nature. »*

La force et la violence ne se firent pas attendre. Elles ont pris la forme d'expropriations punitives en faveur des colons européens, menées pour faire payer à la population autochtone les coûts de la rébellion. Les expropriations ont été justifiées par le Conseil supérieur de gouvernement en ces termes :

« L'expropriation est une punition capable de laisser une trace permanente ; Une saisie de biens bien justifiée par un retour persistant et répété au crime frappera suffisamment l'esprit des coupables en les soumettant à une répression efficace aux conséquences qui ne peuvent être effacées. Le véritable emploi de l'expropriation, c'est-à-dire la paix ; c'est-à-dire du sang et des ruines évités à l'avenir. . l'intérêt politique, la sécurité de la colonie, la civilisation des races qui ne viendront pas à nous tant que l'espoir d'ébranler notre domination n'aura pas disparu de leur esprit, une humanité clairvoyante qui évite les désastres de l'avenir par la sévérité du commandement présent le maintien de l'expropriation et de ses conséquences. »

De plus, des prélèvements punitifs spéciaux, huit fois plus élevés que les impôts annuels, furent imposés aux zones rebelles et perçus par l'intermédiaire des chefs restés fidèles aux Français. Les chefs, disaient les paysans, « ont pris notre peau et nos os et maintenant ils brisent nos os pour manger la moelle ». Le terrible souvenir de ces années où « la justice et la vérité ont disparu », où « le frère s'est dressé contre le frère » et où les chefs « se sont enrichis par la trahison » est resté vert dans les chants kabyles enregistrés un demi-siècle plus tard. Cela renforça une ambivalence

permanente à l'égard des chefs traditionnels, qui allait être d'un moment dans la tourmente qui mena à la guerre d'indépendance.

Sous l'égide française, survivait donc une aristocratie indigène qui devait faire cause commune avec les Français et que les Français cooptaient en tant qu'administrateurs de la population rurale pour le compte de l'État français. La domination française leur servait à la fois de garantie contre les revendications de leurs propres sujets musulmans, et contre l'empiétement illimité sur leurs terres et le pouvoir des colons. Privés de la structure tribale à laquelle ils devaient leur puissance indigène avant la conquête, ils exerçaient néanmoins des fonctions politiques d'une ampleur suffisante pour le compte des conquérants pour s'interposer entre les indigènes et la France. Ces grands propriétaires terriens musulmans, disait l'ethnologue français Jean Servier, se cachent

« La France du peuple algérien. Généralement, ils sont les descendants de l'aristocratie établie par les Turcs, maintenue par l'ignorance des premiers gouvernements français puis maintenue par l'habitude. Contrôlant les richesses, ils contrôlent les hommes : la cohorte affamée de leurs ouvriers, leurs esclaves, qui, promus au rang d'électeurs, ont permis à leurs souverains d'accéder aux dignités de la République, aux responsabilités de représentants du peuple. ... Ils ont obtenu pendant des années les charges électorales, rendus sacrés comme seigneurs de véritables fiefs par la République. »

Ainsi, dans un premier temps, l'émancipation sélective n'a fait que sous-estimer, d'une manière nouvelle, la domination des familles puissantes en faveur de la domination française. L'un de ces groupes de parenté, par exemple, a fourni en 1951 un sénateur, un député et deux représentants à l'Assemblée algérienne, ainsi que deux représentants au Conseil général. Une telle politique a servi à « rompre le contact entre les conquérants et la masse indigène », alors que cette masse devient « sans recours efficace la proie de la clientèle avide qui entoure les chefs locaux ». La présence continue d'une telle « aristocratie des grandes tentes » devint ainsi un obstacle supplémentaire à tout effort majeur d'adaptation de la population indigène aux régimes administratifs parrainés par la France, conservateurs ou visant à la réforme. La taille de cette classe de détenteurs du pouvoir peut être estimée en notant qu'au moment de l'éclatement de la révolte de 1954, il y avait cinq cents propriétaires terriens musulmans contrôlant chacun des propriétés foncières de plus de cinq cents hectares.

Alors que les musulmans étaient ainsi expropriés et contraints d'assister au démembrement de leur cadre social, l'Algérie était grande ouverte à l'immigration et à la colonisation européennes. Les nouveaux colons avaient tous le nom de Français, mais seulement la moitié d'entre eux étaient d'origine française directe, provenant principalement du centre pauvre du sud de la France et, après la défaite française de 1871, de l'Alsace. L'autre moitié était composée principalement d'Espagnols et d'Italiens, de Corses et de Maltais. C'est le caractère métissé de cette population qui a fait dire à l'écrivain français Anatole France en 1905 que la France avait, pendant soixante-dix ans, dépouillé, chassé et couru à terre les Arabes pour peupler Alger d'Italiens et d'Espagnols. D'abord ségrégués dans des colonies séparées, ils en sont rapidement venus à faire cause commune par le biais de mariages mixtes et de haine commune des Arabes. Louis de Baudicour, écrivant en 1856, compare leur attitude envers les Arabes à celle des planteurs du Sud envers leurs esclaves nègres :

« Ils ne se sont jamais écartés du sentiment de la hiérarchie : ils dominent et doivent dominer, car si le maître perd la face, le serviteur le méprise et l'abat. Ils subissent ainsi cette épreuve de force sans broncher. Mais, avec les années, un double doute affaiblit leur foi : ils voient les Arabes qu'ils refusent passionnément de considérer comme égaux, se multiplier et s'organiser ; ce peuple les submergera ; Ils sont incapables de comprendre que c'est parce qu'ils n'ont pas su comment établir des contacts pendant qu'il était encore temps. »

C'est cette peur qui s'insinue comme un miasme à travers les premiers romans d'Albert Camus, lui-même né et élevé en Algérie ; et c'est cette peur qui a poussé les colons à résister d'abord à tous les

efforts de réforme initiés en France métropolitaine, et plus tard à embrasser l'une ou l'autre forme de fascisme, culminant dans leur soutien à l'OAS terroriste à la fin de la guerre d'indépendance.

La colonisation initiale avait souvent le caractère d'une entreprise pionnière dans des pays hostiles et parmi des gens hostiles. Michel Launay, sociologue culturel travaillant dans une section du département d'Oran, cite un père colon parlant à son fils de cette période précoce :

« Votre grand-père travaillait avec quatre bœufs ; Pendant la nuit, les bœufs étaient enchaînés et gardés pour ne pas être volés ; une chaîne par bœuf. Le battage se faisait en conduisant des bœufs sur le grain, puis on réunissait 5 ou 6 colons pour transporter 15 ou 20 quintaux de blé par charrette : il fallait un convoi pour aller à Oran, sinon on était attaqué près de Misserghin. Les travailleurs indigènes n'ont pas été utilisés, seuls les colons avec de très grandes quantités de terres les ont utilisés ; Les indigènes n'étaient que des bergers. On n'osait pas les employer à la ferme, ils ne pouvaient donc pas regarder par-dessus l'endroit et monter leur attaque la nuit. De leur côté, les autochtones ne voulaient pas travailler avec les Européens. Ce n'est que vers 1900 que l'on a commencé à employer des autochtones. Quand j'ai commencé à travailler, en 1888, nous n'avions pas encore d'indigènes. Pour défricher et récolter, il n'y avait que des équipes de travail d'ouvriers espagnols. De jeunes filles espagnoles travaillaient pendant la récolte, et les filles des propriétaires elles-mêmes s'aidaient : les colons s'entraidaient. Les autochtones ont commencé à travailler la moisson pendant la guerre de 1914, lorsque les agriculteurs ont été mobilisés. »

Le pilier de l'économie coloniale, et le pilier de l'économie algérienne dans son ensemble, est devenu la culture de la vigne et la production de vin, surtout après 1880, lorsque le pou du phylloxéra a détruit une grande partie de la viticulture française et que la France a été forcée d'importer une grande partie de son vin. Les exportations de vin d'Algérie représentaient 50 % de toutes les exportations algériennes. La superficie des vignobles a plus que doublé entre 1900 et 1954 au détriment des cultures vivrières et des pâturages.

« Le résultat est que la vigne a déplacé et pollué tout le reste : elle a chassé le blé, elle a chassé les moutons, elle a chassé la forêt et le palmier nain. Il a pollué la rivière où l'on jette les outres et les pépins, les lies et les ordures. »

C'était particulièrement vrai dans l'ouest de l'Algérie où la faible pluviométrie a favorisé l'extension du vignoble jusqu'aux limites mêmes de la steppe. Cette zone est devenue le centre de l'établissement rural européen ; les neuf dixièmes de tous les vignobles algériens – et donc la plupart des principales cultures commerciales – étaient entre les mains des Européens. Dans le même temps, la culture de la vigne a grandement contribué à la différenciation sociale et économique entre les colons eux-mêmes. La production et le transport du vin exigent des dépenses considérables en caves de pressage, cuves et autres plantes, et ont ainsi favorisé l'ascendant du grand colon sur le petit qui devait compter sur lui pour le crédit et l'accès à l'usine de transformation. Il plaça également entre les mains d'une puissante oligarchie de marchands de vin, d'expéditeurs et de banquiers, une grande partie du contrôle politique de la colonie. D'une manière générale, l'agriculture algérienne a été marquée par une forte tendance à la concentration. En 1950, 85 % des terres détenues par les Européens étaient détenues par environ 30 % des 22 000 propriétaires terriens européens ; tandis que 70 % détenaient les 15 % restants des terres. De nombreux colons ont perdu leurs terres et ont déménagé en ville. En 1954, plus des trois quarts de million d'Européens, soit plus de 80 % de l'ensemble de la population européenne, vivaient dans des centres urbains. Ici, leurs occupations reflétaient le caractère biaisé d'un pays agraire, dépendant d'une grande culture de rente, dans sa relation avec une métropole industrielle. Sur une main-d'œuvre totale d'environ 300 000 Européens, 35 000 étaient des travailleurs qualifiés et 55 000 étaient répertoriés comme non qualifiés ; Les autres travaillaient soit dans l'administration ou la gestion (près de 50 000), soit dans des services d'une sorte ou d'une autre (environ 160 000). La plupart d'entre eux étaient des « employés de bureau, des petits commerçants, des traiteurs et des mécaniciens ». Malgré ces différences, ils étaient d'accord pour défendre leurs privilèges, ce qui

faisait du colon français le plus bas supérieur à tout Arabe. Leur unité était le produit de leur peur commune de la majorité musulmane.

Comment cette majorité a-t-elle réagi aux changements qui lui ont été imposés ? La révolte d'El Mograni devait être le dernier grand effort de résistance armée jusqu'à environ quatre-vingts ans plus tard. Ce sera aussi le dernier grand effort, jusqu'en 1954, de la population rurale pour prendre l'initiative politique. C'est alors qu'une longue période d'inactivité politique s'est installée, qui a seulement cédé la place à de nouveaux efforts politiques à l'époque de la Première Guerre mondiale. De plus, le regain d'activité politique serait d'abord l'affaire des villes, y compris des villes de France avec leur prolétariat nouvellement généré, avant de s'étendre à nouveau dans l'arrière-pays rural. Frantz Fanon, qui a analysé en termes trop manichéens le conflit entre conquérants et conquis, a dépeint leurs relations comme une violence continue et endémique. Cette opposition était certainement présente pendant les quatre-vingt-trois années qui séparèrent la révolte de Mograni de 1954, mais elle resta secrète plutôt qu'ouverte, silencieuse plutôt qu'emphatique. Ce n'était pas tant une période d'incubation de la révolution à venir, mais plutôt de changements et d'ajustements discrets, d'expériences dans les relations sociales et culturelles, avec les avancées et les reculs qui les accompagnaient. En même temps, c'était une période marquée par des changements dans l'évaluation cognitive et émotionnelle des différentes possibilités, plutôt que par une répétition idéologique unique des choses à venir. Les Algériens qui s'intéressaient à la politique et exprimaient une inquiétude quant à la relation de l'Algérie avec la France oscillaient entre deux positions principales : Parfois, ils occupaient les deux postes simultanément, parfois en succession rapide. Les partis politiques de l'époque, dans la mesure où ils exprimaient ces préoccupations, étaient des épiphénomènes de cette lutte interne, plutôt que des agents causaux à part entière. Les défenseurs d'une position appelaient à un contact accru avec les normes culturelles françaises et à leur assimilation. Sur le plan social, cet assimilationnisme était le plus conforme aux intérêts des professions libérales de la classe moyenne, qui étaient environ 450 dans les rangs supérieurs, dont le statut social dépendait de leur éducation française et qui voyaient dans leurs diplômes français un passeport pour la mobilité. L'autre tendance était anti-assimilationniste et orientée vers un effort pour définir une nationalité algérienne, différente des Français et opposée à celle-ci. Sur le plan comportemental, cette tendance s'est manifestée, même chez les assimilationnistes, par une attitude de réserve contre l'empiétement étranger dans les sphères intimes de la vie familiale et de la religion. Cette attitude de réserve porte le nom arabe de *kitman*, terme coranique signifiant cachette, d'où une tendance au repli sur soi. En s'adaptant aux Français, dit Jacques Berque, *« la population musulmane monte la garde sur des zones absolument inviolables. Elle se replie sur lui-même. C'est l'aspect interne de ces sociétés qui est ainsi mis en avant. Le côté religieux par exemple. Il est presque certain que la foi islamique, ou plus exactement la dévotion islamique, est beaucoup plus vivante depuis l'avènement des Européens qu'avant, après trente ans de protectorat, qu'après dix ans. »*

Bourdieu a fait le même constat en affirmant que pour les Algériens, l'adhésion aux formes traditionnelles en est venue à remplir « une fonction essentiellement symbolique ; elle a joué le rôle, objectivement, d'un langage de refus » ; et a illustré ce point en se référant à la coutume traditionnelle du voile que les Français critiquaient particulièrement : le voile porté par les femmes musulmanes

« est avant tout une défense de l'intimité et une protection contre l'intrusion. Et, confusément, les Européens l'ont toujours perçu comme tel. En portant le voile, la femme algérienne crée une situation de non-réciprocité ; Telle une joueuse déloyale, elle voit sans être vue, sans se laisser voir. Et c'est toute la société dominée qui, par le moyen du voile, refuse la réciprocité, qui voit, qui pénètre, sans se laisser voir, regarder, pénétrer. »

L'islam s'avérera ainsi être l'une des racines du nationalisme algérien. Au cours des années 1920 et 1930, l'attitude de refus et de repli sur soi débouchera sur un nouveau mouvement actif, fondé dans une tentative de retour à la pureté du Coran. Les centres de ce renouveau islamique ne se

trouvaient pas dans les nouvelles villes françaises du littoral méditerranéen, mais dans les anciennes villes islamiques de l'arrière-pays, autrefois les sièges de commerçants et d'entrepreneurs islamiques actifs et aisés, tels que Tlemcen, Nedroma, Constantine, Mila, Tébessa, Sidi Okba, Biskra et Ghardaïa. Avec l'avènement de la domination française, beaucoup d'entre eux sont relégués au second plan ; Constantine et Tlemcen, par exemple, autrefois dotées d'une industrie textile florissante, déclinèrent sous l'impact de la concurrence française. Ce n'est pas un hasard, comme l'a fait remarquer Morizot (1962, 81), si Tlemcen, pivot de l'exode religieux de 1911, a produit Mes- sali Hadj, le premier organisateur d'un parti nationaliste algérien, tandis que Constantine a donné naissance à Ben Badis, le protagoniste algérien d'un islam revivifié et militant.

L'islam avait de fortes racines à Constantin. Ses marchands indigènes et ses propriétaires terriens aristocratiques avaient survécu à la révolte d'Abd el Kader qui avait entraîné dans son sillage le sac et la désurbanisation de tant d'autres villes, telles que Blida et Médéa. Cette élite avait également survécu à la révolte de Mograni, en assurant les Français de leur loyauté et de leur innocence. Ainsi, Constantine, contrairement à d'autres villes algériennes, a également pu se maintenir comme un centre majeur d'apprentissage traditionnel islamique. Enseigné par les érudits islamiques de Constantin, le cheikh Abd-el-Hamid Ben Badis devait fusionner la tradition religieuse algérienne avec l'influence novatrice du mouvement de réforme islamique du début du XXe siècle. Dans le contexte de l'Afrique du Nord, cela a amené les réformateurs à entrer en conflit direct avec les formes locales de l'islam, telles qu'elles étaient pratiquées dans de nombreuses loges religieuses.

L'islam orthodoxe, tel qu'il est établi par le prophète Mohammed dans le Coran, ne connaît pas de saints ou d'organisations intermédiaires entre les hommes et Dieu : tous les musulmans sont théoriquement des membres égaux de la communauté des fidèles, la *umma*. Mais presque partout dans le monde islamique – et en particulier au Maghreb – la pratique religieuse, par opposition au dogme religieux, s'est concentrée sur les sanctuaires locaux et les saints hommes locaux. « Il y a un contraste frappant entre la rive sud musulmane de la Méditerranée et la rive nord non islamique », explique l'anthropologue Ernest Gellner.

« La forme dominante du christianisme officiel incorpore des sanctuaires ruraux, etc., dans son système et fournit un personnel religieux spécialisé. Le protestantisme, culte égalitaire et lettré du Livre, est une tradition déviante et segmentée. Dans l'Islam, tout cela est inversé : le « protestantisme », c'est-à-dire la religion urbaine impersonnelle rigoureuse, respectueuse du Livre, est resté au centre de l'orthodoxie, et la religion hiérarchique et personnelle du sanctuaire, en revanche, est l'hétérodoxie déviante locale, régionale, segmentée. »

Cette forme segmentée et localisée de l'islam a servi à relier des points de l'arrière-pays rural, avec leurs traditions rurales locales, avec le corps de l'islam en général ; mais elle l'a fait aux dépens d'une grande différenciation religieuse, chaque loge, chaque saint homme, entretenant une forme variante de la religion universelle. Ces loges, et les fraternités religieuses populaires qui y étaient construites, avaient fortement soutenu Abd el Kader pendant sa résistance contre les Français et sont restées anti-françaises jusqu'au tournant du siècle. Par la suite, cependant, ils s'étaient mis d'accord avec les autorités françaises qui les soutenaient consciemment comme un moyen commode de maintenir le corps social de l'Algérie aussi divisé que possible.

La Badissia, comme on appelait le mouvement de réforme du nom de sa figure principale, était hostile aux saints hommes traditionnels. Au lieu de cela, il a affirmé l'autorité des scolastiques réformateurs, les *oulémas*, et a favorisé la création de nombreuses écoles orthodoxes (*medersas*) dans l'arrière-pays. D'abord dans les villes, ils ont néanmoins semé dans l'arrière-pays des associations de toutes sortes, y compris des scouts musulmans, sous l'égide de leur slogan : « L'arabe est ma langue, l'Algérie est mon pays, l'Islam est ma religion ». Leur soutien social dans les campagnes était assuré principalement par la paysannerie de la classe moyenne et parmi les petits commerçants, les entrepreneurs et les enseignants des villes rurales. Une telle affiliation de la paysannerie indépendante au nouveau monde urbain par le biais d'associations religieuses – de nouvelles formes d'organisation au sein de la matrice religieuse traditionnelle – est connue dans

d'autres parties du monde. Enfin, il se peut qu'il ait été renforcé par la stimulation des intérêts économiques. Les Badissia s'opposaient fermement aux fêtes religieuses hétérodoxes organisées par les saints hommes et aux dépenses qui y étaient associées. De telles dépenses constituent une ponction majeure pour la paysannerie et leur abolition par un mouvement de réforme religieuse est à nouveau une caractéristique commune dans de nombreuses régions du monde. Dans de nombreuses régions des Andes et de l'Amérique centrale, par exemple, il a soutenu des conversions au protestantisme dans des communautés indiennes par ailleurs traditionnellement catholiques. La Badissia exigeait également la restitution des propriétés des fondations religieuses, saisies par les Français. Comme le disait un notable d'Aoubelli à Michel Launay : « Comme lors de la conquête beaucoup de musulmans ont donné leurs biens aux habus pour les sauver de l'annexion par les Français, la revendication d'une restitution [de ces propriétés] remettait en question l'ensemble du tableau de la propriété coloniale ». Selon les mots de Jacques Berque, la Badissia a créé un nouvel islam jacobin.

Cet islam jacobin aurait un attrait particulièrement fort non seulement pour les commerçants et les entrepreneurs islamiques des villes en déclin de l'arrière-pays, mais aussi pour la classe rurale des propriétaires terriens moyens, comme le montre l'enquête de Michel Launay sur la région d'Ain-Temuchent, dans la province d'Oran. Dans ce district, les Européens étaient devenus propriétaires de 65 % des terres utilisées pour l'agriculture, tandis que les musulmans en conservaient 35 %. Comme il s'agit d'une zone de viticulture rentable introduite par les Européens, la répartition relative des terres viticoles est importante : les Européens possédaient 89 % des terres en vignes, les musulmans seulement 11 % (1963, 68). Parmi les musulmans, il y avait de riches *fellahins*, avec des exploitations allant de 200 à 600 hectares de blé ou de 21 à 50 hectares de vignes ; ils représentaient 1 % de tous les propriétaires terriens musulmans. Les « paysans qui pouvaient joindre les deux bouts », avec entre 50 et 200 hectares de blé ou 1 à 20 hectares de vignes, constituaient environ un tiers de la population musulmane. De nombreux petits commerçants étaient étroitement liés à cette catégorie moyenne de propriétaires terriens. Cette paysannerie moyenne était aussi socialement le principal rempart de la société rurale. Le paysan moyen, dit Launay, *« conserve sa dignité, il reste, par son lien avec la terre, attaché à ses ancêtres, et il n'est pas un « esclave », il est le seigneur de sa terre ; L'ouvrier agricole ne reçoit aucune « estime », il est totalement dépendant de la volonté d'autrui. »*

La Badissia a été transportée dans le quartier à partir d'Oran, principalement par les marchands, eux-mêmes influencés par les marchands musulmans d'Oran. En 1937, une medersa ou école islamique a été établie dans la ville de Temuchent, suivie de la construction de l'école réformatrice dans le *douar* rural de Messaada, au milieu d'une section tribale qui avait perdu une grande partie de ses bonnes terres lorsque les Français ont exproprié plus de 500 hectares pour fonder le centre communautaire de Rio Salado. À partir de là, les idées de la Badissia se sont répandues dans tout le district, principalement parmi la paysannerie moyenne (1963, 148). Les ouvriers agricoles et les paysans pauvres en général se sont accrochés à leurs saints hommes traditionnels et ont résisté aux réformateurs. C'était cette même couche, les paysans moyens ; à Ain-Temuchent qui a apporté son soutien à l'insurrection de 1954 :

« Les organisateurs de l'insurrection étaient les petits propriétaires, non pas les petits propriétaires prolétariés mais les petits propriétaires presque capables de joindre les deux bouts, aisés par rapport aux ouvriers agricoles.

« La prédication égalitaire des oulémas, de la « Badissia », reflétait l'idéal du paysan et l'absence de précision dans un rêve réformiste agraire voulu par Dieu qui donne à chaque homme une part égale de soleil, correspond à la première phase indifférenciée de la révolution nationale. »

René Delisle a donc tout à fait raison lorsqu'il dit que

« l'insurrection de 1954 et l'indépendance de 1962 ne sont donc, à cet égard, que la conclusion nécessaire de l'action initiée en 1930 par les oulémas réformateurs, restaurateurs de l'islam et de la tradition arabe. »

Si l'islam réformiste a fourni l'une des sources du nationalisme algérien, l'autre source réside dans le développement croissant d'un semi-prolétariat algérien. Ceci, à son tour, était le produit de deux causes majeures : le déclin du modèle traditionnel de métayage algérien, le *khammesat* (de *khammes*, un cinquième), associé à la nécessité – particulièrement forte en Algérie centrale, chez les Kabyles de langue berbère – de compléter une maigre agriculture par une autre forme d'emploi.

Dans le cadre du *khammesat*, le métayer recevait non seulement des outils et des semences, mais aussi des avances d'argent et de la nourriture, des sommes qui étaient ensuite soustraites du produit final. Les nouveaux codes juridiques français permettaient cependant aux métayers d'abandonner leurs propriétaires sans remboursement préalable de ces frais. Si la loi libérait ainsi les métayers d'une forme de servitude traditionnelle, elle accélérait également le déclin du métayage et l'avènement du travail journalier. Les conditions antérieures de servitude avaient annulé les effets variables des bonnes et des mauvaises années, en uniformisant les devoirs et les droits des métayers. Désormais, les travailleurs cherchaient des postes de métayers pendant les mauvaises années, afin de garantir leur subsistance, mais abandonnaient leurs propriétaires avec l'avènement d'une année prometteuse. Peu de temps après l'adoption de la loi, le *qaïd* de Heumis a témoigné que

« La loi française ayant émancipé le métayer, les propriétaires en grand nombre préféraient ne pas leur donner de travail, de peur de perdre leurs avances. Le métayer ne trouve plus de travail parce qu'on ne veut pas l'engager autrement que par la journée. »

Il en a résulté à la fois une augmentation du nombre d'hommes à la recherche d'un emploi et une réduction de la superficie cultivée auparavant.

Dans les zones viticoles, il y a eu un exode massif du métayage vers le travail salarié. Alors qu'un hectare de blé ne nécessite que dix jours de travail par travailleur et par an, un hectare de vigne en nécessite cinquante. Étant donné l'évolution croissante vers l'utilisation de l'argent liquide dans une économie monétaire, un homme pouvait gagner environ cinq fois plus dans les vignes que dans la production céréalière. Par conséquent, avec l'augmentation rapide de la population, un nombre croissant de métayers sont devenus des travailleurs salariés. Ce décalage avait cependant ses propres limites dans la mesure où le travail dans les vignes, comme dans l'agriculture méditerranéenne en général, est inégalement réparti, tombant principalement en septembre lors de la cueillette des raisins et en décembre lors de la taille des vignes. Dans le même temps, l'afflux de travailleurs dans les vignobles a produit une offre excédentaire de travailleurs, les travailleurs saisonniers étant deux fois plus nombreux que les travailleurs permanents. Ils avaient ainsi renoncé à la sécurité traditionnelle du métayer qui cédait une grande partie de la récolte qu'il produisait en échange d'une parcelle de terre garantie et d'avances d'argent de son patron pour un emploi instable et imprévisible. Or, disait un vieil enseignant musulman à Launay, « l'ouvrier agricole ne peut être sûr de rien ». L'un des effets de l'augmentation du salariat a donc été la création d'un grand semi-prolétariat flottant, qui devait porter tous les stigmates d'une insécurité économique croissante.

Pourtant, la tendance croissante vers le travail salarié avait encore un autre visage. De plus en plus de régions, mais plus particulièrement les montagnes de Kabylie, commencèrent à subir les pressions de la croissance démographique sur les ressources alimentaires disponibles. La colonisation française avait repoussé les indigènes dans l'arrière-pays aride, produisant souvent des colonies compactes et denses sur un terrain qui ne pouvait pas supporter un tel nombre. La pacification militaire et la diffusion des soins de santé modernes ont encore réduit les contrôles malthusiens sur la croissance démographique. En conséquence, de nombreux Kabyles ont été contraints de chercher d'autres sources de subsistance en dehors de leurs montagnes. Pourtant, dans leur recherche d'un nouvel emploi, ils avaient tendance à suivre un vieux modèle. Déjà, avant l'avènement des Français, certains groupes de villages avaient été remarqués pour leur contribution particulière à la vie urbaine. C'est ainsi que des hommes de Biskra avaient servi dans les villes comme porteurs, porteurs d'eau, tanneurs et commissaires-priseurs ; des hommes de la région de

Laghouat avaient vendu de l'huile ; Les Mozabites fonctionnaient comme transporteurs, vendeurs de nourriture et de charbon de bois, petits commerçants et employés dans les bains. La Kabylie avait fourni des ouvriers du bâtiment et des jardiniers. Avec l'avènement des Français, ces activités extérieures ont commencé à se multiplier :

« Alors que les activités locales internes commençaient à s'atrophier progressivement, les activités orientées vers l'extérieur, déjà bien développées chez certains groupes, connaîtraient une croissance extraordinaire, devenant essentielles même là où elles n'avaient été que complémentaires. Aujourd'hui, le déséquilibre entre l'un et l'autre est particulièrement marqué en Kabylie. »

Après le tournant des siècles, les Kabyles devaient s'installer dans toutes les villes d'Algérie en tant que commerçants, commerçants, travailleurs des transports, policiers, agents du gouvernement, employés de banque, porteurs et mineurs. À l'intérieur aussi, ils sont souvent devenus de petits fonctionnaires, des collecteurs d'impôts, des aides-soignants, des gendarmes, des enseignants. Ce développement a été encore aidé par les Français qui espéraient détourner la dissidence kabyle traditionnelle des centres du littoral dominés par les Arabes à leur propre avantage politique. Leur empressement à occuper les positions ouvertes par les Français leur donnait un avantage sur les autres Algériens, moins poussés par la nécessité de servir les conquérants. Aux yeux des Français, ils semblaient « aussi entreprenants » que les protestants, « aussi démocratiques » que les Américains. Des écoles ont été créées dans les zones berbérophones plus tôt qu'ailleurs en Algérie et, pendant la période de l'occupation française, presque tous les instituts de formation des enseignants étaient tenus par des Kabyles.

Dans le même temps, les Algériens – et encore plus particulièrement les berbérophones de Kabylie – ont commencé à être recrutés dans la main-d'œuvre de la France métropolitaine. La Première Guerre mondiale a vu le premier emploi massif d'Algériens en France même, pour remplacer les ouvriers français appelés sous les drapeaux et maintenant au front. Entre 1915 et 1918, quelque 76 000 Algériens partent travailler dans les usines françaises. Cette tendance s'est poursuivie régulièrement au fil des ans, jusqu'à ce qu'en 1950, il y ait environ 600 000 Algériens dans la métropole. Ce mouvement de grande ampleur a pris un grand nombre d'Algériens dans la conscription forcée de l'acculturation. Ils ont reçu leur éducation, comme l'a dit Germaine Tillion, à « l'école des villes ». En conséquence, il s'est développé, sur le sol français, un prolétariat algérien à part entière, avec des liens forts et durables avec l'arrière-pays rural algérien. Ce milieu ouvrier a deux effets immédiats. Tout d'abord, il a incubé le premier mouvement nationaliste algérien moderne, dans la formation de l'Étoile Nord Africaine à Paris en 1925, dans lequel Messali Hadj est devenu la personnalité dominante. L'activité des partis de gauche et des syndicats associée à cette expérience dans la France urbaine a fourni aux travailleurs migrants à la fois des modèles d'organisation et des fragments d'idéologie socialiste qu'ils ont trouvés utiles pour interpréter la condition de leur patrie. Il s'est avéré doublement significatif, en outre, qu'à leur retour en Algérie, ils ne pouvaient pas faire grand-chose pour donner corps à leurs aspirations à travers les syndicats et les partis socialistes et communistes dominés par le colon. Dès le début, la logique de la situation coloniale les a contraints à apporter leur soutien aux partis nationalistes, d'abord au Parti populaire algérien messaliste, puis à ses successeurs les plus militants.

La deuxième conséquence de l'expérience française a été qu'elle a produit parmi les travailleurs algériens en France la prise de conscience qu'une éducation française adéquate constituait un passeport pour entrer dans la civilisation technique moderne. « Vingt-cinq ans plus tard, raconte Germaine Tillion,

« On y rencontre certains médecins, certains avocats, certains professeurs, certains mathématiciens ou chimistes dont les brillantes études ont été payées pendant ces années déjà lointaines par un père ou un frère aîné sur son salaire d'ouvrier. Pour arriver à ce résultat, l'émigré analphabète a dû se priver quotidiennement de ce qu'on appelle en France le « minimum vital », et avant même d'y parvenir, il a dû saisir les mécanismes et les valeurs d'un monde étranger, endoctriner sa

famille, séparer son petit garçon de sa mère, puis le pousser, ardemment, patiemment, fièrement, à l'avant-garde. »

Ces deux tendances – la croissance de l'islam réformateur d'une part, l'émigration des travailleurs algériens vers les villes d'autre part – allaient contribuer de manière décisive à l'éclatement de la révolte algérienne de 1954. L'islam réformiste a fourni la forme culturelle pour la construction d'un nouveau réseau de relations sociales entre des groupes de paysans moyens dans les campagnes et les fils de l'élite urbaine des villes de l'arrière-pays. La migration vers la ville de la paysannerie algérienne – plus particulièrement celle des Kabyles – ne les a pas seulement mis en contact avec les modèles de vie industriels et urbains, mais a produit une classe professionnelle au cours de cette expérience migratoire. Une fois de plus, des réseaux se sont forgés qui ont lié des groupes de paysans dans les campagnes avec des porte-parole et des représentants dans les villes. Dans les études sur les éminents musulmans impliqués dans la révolution et ses suites, quatre caractéristiques se sont démarquées : la plupart étaient de jeunes hommes, dont l'expérience politique formatrice remontait aux années d'indécision des années 1930 et 1940 ; un nombre disproportionné par rapport à leur rôle dans la population totale de l'Algérie étaient d'origine berbère ; beaucoup avaient reçu une éducation française ; beaucoup avaient servi dans l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale. Jean Morizot, un administrateur français en Algérie, est même allé jusqu'à dire que

« lorsque la rébellion aurait dépassé son stade local ou régional, elle se montrerait à nous sous la direction kabyle. »

Contre toute attente des Français qui avaient toujours poursuivi une politique de séparation culturelle et politique des Berbères de la population arabe, afin de mieux diviser et tuler, les forces générées par une implication commune dans les processus mis en place par l'impact français lui-même amèneraient ces groupes disparates à fusionner.

Sans aucun doute, cette fusion a été accélérée par les événements de la période précédant la Seconde Guerre mondiale et la guerre mondiale elle-même. Tant qu'il y avait l'espoir que la réforme en France puisse produire plus de liberté et d'autonomie pour les Algériens musulmans, il restait aussi un certain espoir que les attentes des assimilationnistes et des nationalistes pourraient être satisfaites sans l'utilisation de la force et de la violence. Même Ben Badis a placé un grand espoir dans l'avènement du gouvernement de Front populaire dans la métropole française dans les années 1936 à 1938. Mais à mesure qu'il devenait de plus en plus clair – au cours de longues années de tergiversations et d'échecs politiques – qu'aucun gouvernement français capable d'instituer des réformes n'était susceptible d'émerger, les nationalistes militants gagnèrent du terrain. À mesure que la réticence et l'incapacité des Français à faire des concessions se durcissaient, la tendance aux opérations clandestines prenait également de l'ampleur. À cela s'ajoute l'impact des tendances intérieures. Entre 1930 et 1954, le nombre de petits propriétaires musulmans a diminué d'un cinquième, le nombre de journaliers a augmenté de plus d'un quart. Pendant la Seconde Guerre mondiale et après, les récoltes ont été mauvaises, la production de vin a chuté et le bétail a été perdu en grand nombre. Plus significatives encore, sans aucun doute, étaient les causes plus immédiates de nature politique : la France a subi une défaite écrasante en 1940, révélant sa faiblesse à tous ceux qui avaient des yeux pour voir. La propagande allemande renforce l'impression de faiblesse française. Dans le même temps, la moitié de la nation française était engagée dans des combats, l'autre moitié dans des opérations clandestines, augmentant considérablement le niveau d'incertitude et d'illégalité tous azimuts. L'avènement du fascisme en France a fortement soutenu la violence de la part des colons fascistes contre la population algérienne. Les Algériens ont été mobilisés en nombre considérable pour combattre pour la France, subissant ainsi une formation militaire et atteignant un niveau d'égalité significative avec les combattants. Tout cela a atteint son paroxysme dans les événements qui se sont déroulés à Sétif, le 1er mai 1945. Quelque 8 000 à 10 000 musulmans s'étaient rassemblés pour célébrer les victoires des Alliés en Europe ; beaucoup sont venus avec des pancartes appelant à la libération de la prison de Messali Hadj et à l'égalité

entre musulmans et chrétiens. Des coups de feu ont été tirés et une émeute s'est ensuivie qui s'est étendue à d'autres villes. L'émeute est violemment réprimée par les forces aériennes et terrestres françaises. Les estimations du nombre de musulmans tués varient entre 8 000 et 45 000, et 15 000 n'est pas un nombre improbable. Il ne fait guère de doute, dit le journaliste suisse Charles-Henri Favrod, que « ce sont ces événements de 1945 qui ont décidé de la révolution de 1954 ». L'incapacité et la réticence des Français à accorder des concessions à temps ont sonné le glas de la cause assimilationniste. Cela est clairement illustré en la personne de Ferhat Abbas, longtemps un leader des assimilationnistes, qui décida en avril 1954 qu'un parti qui « lutte en faveur d'une « révolution par la loi ne peut plus avancer... ».

D'autre part, des mouvements militants et subversifs se développèrent de plus en plus parmi les nationalistes prolétariens. Le Parti populaire algérien (PPA), poussé à la clandestinité en 1939, développa en 1947 une branche paramilitaire au sein du MT LD – le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Au sein du MTL D, à son tour, s'est développée une société terroriste secrète appelée Organisation Spéciale COS) ; En 1949, elle comptait 1 900 membres. Les membres fondateurs de l'OS sont devenus membres du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA) qui a déclenché la révolte de 1954. Cependant, tous les membres du PPA ne devaient pas se joindre à la révolte. Au contraire, la lutte pour l'indépendance contre les Français devait s'accompagner d'une lutte sanglante entre les partisans de la révolte et les unités dérivées du PPA original de Messali Hadj. Cette lutte s'avéra particulièrement sanglante en France métropolitaine où près d'un millier de musulmans moururent dans des guerres intestines.

L'insurrection éclate dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, avec une vingtaine d'incidents d'attaques contre des garnisons et des postes de police français, d'embuscades et d'incendies criminels. Ces incidents ont été largement dispersés, mais la plupart d'entre eux ont éclaté dans l'est de l'Algérie, plus particulièrement dans les montagnes des Aurès. Les insurgés étaient peu nombreux, probablement pas plus de cinq cents, dont trois cents concentrés dans les Aurès ; ils possédaient moins de cinquante fusils de chasse obsolètes.

L'Aurès était une première base logique pour la révolte. Occupée par des berbérophones, elle a longtemps été une zone de dissidence vis-à-vis de tout gouvernement central. Jacques Soustelle, anthropologue et gouverneur général de l'Algérie en 1955, devait dire :

« on voit bien que les Romains se sont trompés en limitant leur occupation aux approches de la montagne, puisqu'elle est restée pendant des siècles le réservoir de forces incontrôlées prêtes à déborder. Notre pénétration dans l'Aurès et la Nemenchas a été très faible : nous avons commis la même erreur que les Romains, avec les mêmes résultats. »

L'organisation sociale et politique berbère s'apparente à une « anarchie ordonnée » ; Les anthropologues en parlent comme unilinéaire et segmentaire. Les familles nucléaires font partie de lignées familiales, liées par des mâles. Ceux-ci, à leur tour, forment des segments ou des fractions (*ferga* arabe, *harfiqth* berbère) ; Les segments et les fractions forment des tribus. Toute colonie est composée de membres de plusieurs fractions, chacune d'entre elles étant associée, à son tour, à une tribu plus répandue. Ces fractions s'opposent si leurs intérêts divergent, mais s'unissent si elles sont menacées, notamment par un tiers plus fort qu'elles. En théorie, cela fonctionne comme un système de freins et de contrepoids tant que les unités sont plus ou moins stables. Sous la domination française, cependant, cet équilibre idéal avait été rompu. L'amélioration des services de santé a éliminé les freins à la croissance démographique et a contribué à accroître la pression de la population sur les ressources disponibles. L'expansion de l'économie monétaire et l'introduction de nouveaux besoins – pour le café, le sucre, les céréales moulues – ont sapé les modèles traditionnels d'autosuffisance. La terre est devenue une marchandise, à acheter et à vendre. Après la Première Guerre mondiale, l'émigration des hommes vers la France a initié un système de remises monétaires dans lequel le travail dans la métropole soutenait l'économie de la montagne. Toutes ces tendances accentuent la concurrence entre les hommes et exacerbent l'opposition entre fractions tribales. Les rebelles exploitèrent habilement ces querelles locales, trouvant des alliés parmi l'une ou l'autre

fraction locale dans la région montagneuse et les aidant contre leurs ennemis. Ils ont également formé des groupes de bandits. Dans les Aurès, ils ont établi leur premier district militaire CWilaya 1) ; Il est resté un bastion rebelle tout au long de la guerre. Dans le même temps, entre novembre 1954 et la mi-mars 1956, de petits groupes de combattants déterminés ont commencé des raids éclair dans d'autres parties de l'Algérie.

Avec l'avènement de la révolte, le CRUA devient le comité exécutif du Front de libération nationale (FLN). Elle devait se composer d'une délégation extérieure, basée au Caire, et d'une délégation intérieure, composée des chefs militaires de la révolte d'Alger. Ces chefs militaires devaient diriger six districts militaires ou wilayas ; un septième arrondissement comprendrait la France métropolitaine. L'ensemble de l'organisation dirigée par les chefs militaires devait être connu sous le nom d'Armée de libération nationale (ALN). Au cœur de l'armée devaient se trouver les moudjahidines, combattants de la foi, qui devaient être les réguliers, entourés d'une frange de guérillas civils, de mussabilin, « ceux que la caravane abandonne sur le chemin », d'escadrons de la mort sur lesquels la prière des morts était dite. terroristes et saboteurs en civil. Le tableau formel de l'organisation de l'armée ne pouvait cependant pas cacher le fait que la structure organisationnelle du FLN représentait une solution de compromis entre les intérêts des dirigeants civils et militaires, une tension qui devait être aggravée pendant la guerre par d'autres conflits entre divers chefs militaires, et entre ceux qui menaient la guérilla à l'intérieur du pays et ceux qui organisaient des unités armées à l'extérieur. Jean Daniel a dit qu'il n'existait pas dans le FLN une pyramide organisationnelle, mais une multitude de pyramides, et que « l'unité du FLN ne s'est jamais réalisée que dans des situations qui forçaient la multiplicité des pyramides à se déplacer dans la même direction ». Idéologiquement aussi, ce qui maintenait le mouvement uni était un nationalisme commun. La phraséologie socialiste est apparue occasionnellement dans les déclarations du FLN, mais est restée suffisamment vague pour ne pas devenir le cri de ralliement d'une fraction contre une autre, jusqu'après l'avènement de l'indépendance algérienne. En avril 1956, des sources françaises estimaient la force des rebelles à 8 500 combattants et environ 21 000 auxiliaires. Disposant d'effectifs insuffisants, les Français n'ont pas été en mesure d'empêcher l'expansion vers l'ouest des unités rebelles le long des chaînes de montagnes parallèles de l'Atlas, malgré des raids répétés de commandos dans l'intérieur hostile.

En avril 1956, cependant, les unités françaises amenées en Algérie depuis la France, l'Allemagne et l'Afrique occidentale française ont porté les forces françaises à environ 250 000 hommes ; La conscription allait bientôt ajouter 200 000 autres hommes. Cette force accrue permit un changement de tactique française, passant de l'utilisation de colonnes volantes occasionnelles au système de quadrillage ou de grille dans lequel les villes et les centres de communication étaient maintenus en force, tandis que des unités mobiles de parachutistes, de volontaires et de légionnaires étrangers sondaient l'arrière-pays. Cette nouvelle tactique n'a pas éliminé l'ALN, mais elle a permis de contrôler son activité dans l'arrière-pays. Vers la fin de l'année 1956, l'ALN lance donc une offensive dans les centres urbains. Les attentats terroristes se sont multipliés dans toutes les villes, mais surtout à Alger où 120 actes ont eu lieu rien qu'en décembre. L'ALN avait réussi à infiltrer le quartier musulman de la ville, la Casbah, qui compte 80 000 habitants. C'est là qu'elle avait recruté quelque 4 000 hommes, autour d'un noyau de lumpenprolétariat, des « hooligans au cœur pur », à qui l'on donnait l'occasion de se laver des péchés du passé. Bien que le passage au terrorisme urbain ait eu des effets psychologiques importants sur la population urbaine, en particulier parmi les musulmans qui ont été gagnés à la cause de l'ALN proportionnellement à l'incapacité des Français à les protéger, il s'est avéré inefficace militairement. Entre février et octobre 1957, la 10e division parachutiste commandée par le général Massu détruit efficacement l'organisation terroriste à Alger.

Contrôlé à l'intérieur même du pays, l'ALN a donc été contraint de chercher d'autres sources de soutien, qu'il a trouvées en Tunisie et au Maroc voisins. Ces deux États voisins, qui avaient obtenu leur indépendance de la France en 1956, ont permis l'établissement de centres de formation sur leur sol et le recrutement de ces nouvelles forces parmi les Algériens à l'intérieur et à

l'extérieur de l'Algérie. À la fin de 1957, il y avait plus de 60 000 réfugiés algériens à Tunis et 40 000 au Maroc. Le recrutement par l'ALN pour cette nouvelle armée « extérieure » s'est développé rapidement. À la fin de 1957, de nouveau, il comptait 25 000 soldats, tandis que les forces « intérieures » ne s'élevaient qu'à 15 000.

Pourtant, ce changement de tactique de l'ALN a également produit une réponse comparable de la part des Français. À la mi-septembre 1957, les Français achèvent la construction, le long de la frontière marocaine, d'une barrière élaborée de fils électrifiés, de systèmes d'alarme, de points fortifiés, de champs de mines et de postes d'observation. Une barrière similaire a été achevée du côté tunisien, isolant ainsi efficacement les armées extérieures de la zone d'opérations intérieure. En 1958, les Français ont également étendu leur effort militaire à l'intérieur de l'Algérie. Chacune des bases connues de l'ALN a été bouclée par une zone « pacifiée », et des attaques ont été lancées à tour de rôle sur chacun des districts militaires distincts de l'ALN. La communication entre les districts a été effectivement détruite, tandis que toutes les tentatives de l'ALN pour monter des contre-attaques de la taille d'un bataillon se sont avérées inefficaces. Ainsi, les rebelles furent repoussés une fois de plus sur la tactique de petits groupes avec laquelle ils avaient commencé l'insurrection. L'activité militaire française était en outre soutenue par un vaste effort de relocalisation de la population civile, séparant ainsi les rebelles des sources possibles de soutien. Plus de 1,8 million de personnes ont été déplacées de chez elles entre 1955 et 1961, tandis que d'autres ont fui les zones d'opérations militaires vers les villes déjà surpeuplées. Enfin, la contre-offensive française a été couronnée par l'emploi de la guerre psychologique, allant de la persuasion de masse et de la fourniture de services sociaux par le personnel de l'armée à l'endoctrinement forcé et à la torture.

L'effort français a eu plusieurs conséquences pour le camp nationaliste. Elle a accentué les querelles entre les dirigeants, en particulier entre les dirigeants de la révolte à l'extérieur de l'Algérie et les chefs militaires sur le terrain. Il isole les districts militaires les uns des autres et des sources extérieures d'armes et de soutien, réduisant leur capacité de combat et les réduisant finalement au niveau de petites principautés, en désaccord les uns avec les autres sur les ressources, les tactiques et la stratégie. En même temps, il laisse intacte l'« armée extérieure » en pleine croissance, qui devenait de plus en plus importante pour la direction nationaliste en tant que point de négociation dans toute négociation finale de paix en proportion directe du déclin de l'armée intérieure, tant en force qu'en efficacité. Ainsi, la fin de la guerre devait retrouver l'armée extérieure intacte en tant que seul corps organisé d'Algériens sous la direction de Houari Boumediène.

En même temps, l'effort français produisait dialectiquement les forces de sa propre perte. On a dit qu'à mesure que les Français remportaient la victoire, l'emprise de la cause nationaliste sur l'esprit des Algériens s'est paradoxalement développée rapidement. Certaines des raisons à cela étaient internes. L'expérience de la réinstallation forcée, de la fuite des réfugiés vers les villes, de la destruction des ressources agricoles, de l'anéantissement des groupes nomades qui ne pouvaient plus organiser leurs migrations – tout cela a pulvérisé les relations sociales de la société traditionnelle et a produit un vide idéologique redoutable. Le conflit lui-même a polarisé davantage les colons français et les musulmans, renforçant leurs identités distinctes, que les efforts français de guerre psychologique ont exacerbées plutôt que réduites. Dans le même temps, les coûts du conflit sont devenus de plus en plus lourds. Outre les pertes en vies humaines et les tensions liées à la guerre, le coût financier de la guerre pour la France s'est avéré énorme : 50 milliards de nouveaux francs et 1,7 million de dollars en devises étrangères dépensés pour les armes et les tentatives de résorber les déficits budgétaires. Mais les coûts sociaux et politiques de la guerre étaient encore plus élevés, car elle a mis en lumière une série de conflits cachés qui ont considérablement réduit la capacité de la France à poursuivre le combat. La France n'avait pas seulement traversé la défaite et la dislocation de la Première Guerre mondiale ; il venait d'assister à une défaite face au Viet Minh au Viet Nam. Les gens étaient las de la guerre, un fait qui a pris de l'importance dès que les conscrits ont été enrôlés en France métropolitaine pour combattre en Algérie. Dans le même temps,

une nouvelle élite financière et technocratique espérait une expansion de la participation française à un marché commun européen, au lieu de poursuivre les guerres coloniales coûteuses et infructueuses. D'autre part, il y avait les colons français intransigeants en Algérie, qui ne pouvaient accepter aucun arrangement pacifique avec la majorité musulmane, et une armée professionnelle qui était revenue du Viêt-Nam farouchement déterminée à installer une domination militaire en Algérie et en France métropolitaine plutôt que d'accepter la défaite dans une autre guerre de guérilla. Ces conflits segmentaires, à leur tour, n'étaient que les symptômes d'un conflit plus vaste et de longue date entre la France métropolitaine et la France d'outre-mer.

« La vérité est que l'histoire de la République française et celle de l'empire colonial français ont été poussées par des forces différentes, ont suivi des chemins différents et se sont rarement rencontrées. ... L'empire était quelque chose avec lequel le peuple français n'avait absolument rien à faire, et son histoire était celle des machinations de la haute finance, de l'Église et de la caste militaire, qui ont inlassablement rétabli outre-mer les Bastilles qui avaient été renversées en France. »

Au cours de la guerre d'Algérie, ces conflits se manifestent par trois épisodes majeurs. Au cours de la première d'entre elles, de Gaulle arriva au pouvoir pour mettre fin à la IV^e République sur les épaules d'une menace de coup d'État militaire à Alger et de manifestations du colon (mai 1958). La seconde fut une insurrection avortée contre de Gaulle, organisée par des colons et des chefs de l'armée à Alger en janvier 1960. La troisième fut une révolte des chefs de l'armée en Algérie en avril 1961, une révolte qui fut réprimée et qui s'éteignit dans une vague de terrorisme colonial. Le gouvernement de Paris parvint à faire face à la menace d'instabilité qui émanait de la colonie ; Mais il a également décidé de mettre fin à cette menace à l'avenir en se débarrassant d'une colonie qui était devenue un fardeau économique, militaire et politique. Les négociations de paix entre le gouvernement français et les représentants des rebelles algériens ont abouti à une alliance tacite destinée à mettre fin à la menace qui pesait sur la France métropolitaine par le sacrifice des colons français instables et de leurs alliés militaires proto-fascistes. Ainsi, la victoire est venue à l'ALN moins à cause de sa propre lutte courageuse et désespérée pendant sept ans et demi de guerre qu'à cause des tensions que la guerre avait produites dans les fondements de la politique française.

Les événements algériens sont importants non seulement parce qu'une petite force de guérilleros a défié une grande armée moderne et l'a privée de la victoire, mais aussi parce qu'ils donnent lieu à deux théories influentes sur la guerre impliquant des populations paysannes. L'une d'entre elles est la « théorie de la guerre révolutionnaire », développée et préconisée par les officiers de l'armée française qui ont combattu en Algérie. L'autre est la théorie des révolutions coloniales avancée par Frantz Fanon, médecin, propagandiste et diplomate du mouvement de libération algérien.

La « théorie de la guerre révolutionnaire » est née de l'expérience amère de l'armée française au Viêt-Nam. À la suite de cette défaite, le général Lionel-Max Chassin découvrit dans les écrits de Mao Tsé-toung le secret des succès communistes : « Il est impossible de gagner une guerre, surtout une guerre civile, si le peuple n'est pas de votre côté. » Désormais, selon les nouveaux théoriciens, les guerres seraient menées entre les masses, pour le contrôle des masses, par un mélange de techniques organisationnelles et psychologiques. Les techniques d'organisation, qu'ils espéraient emprunter à Mao, s'appuyaient sur les fameuses « hiérarchies parallèles », la combinaison d'organisations basées sur la territorialité et d'organisations fonctionnelles. Dans un tel système « l'individu pris dans les mailles fines d'un tel filet n'a aucune chance de préserver son indépendance ». Les techniques psychologiques étaient dérivées, au moins en partie, de *The Rape of the Masses*, de Serge Chakotin, un livre écrit à la veille de la Seconde Guerre mondiale, prétendant montrer aux Allemands démocratiques comment ils pouvaient défendre la démocratie contre Hitler au moyen d'une « propagande violente » basée sur les leçons supposées du conditionnement pavlovien. Les processus d'organisation et de conditionnement psychologique devaient se poursuivre simultanément par l'action de l'armée en quadrillage, la réinstallation forcée,

les interrogatoires, l'utilisation occasionnelle de la torture, et par le travail social et la persuasion psychologique parrainés par l'armée. Une telle approche a un énorme attrait pour les techniciens militaires et les spécialistes des sciences sociales qui considèrent leurs découvertes principalement comme des techniques de contrôle humain. Le grand défaut de cette nouvelle vision de la guerre – qui a atteint le statut de religion chez de nombreux officiers français impliqués dans la guerre – réside dans son omission du moyen terme humain dans ses multiples aspects culturels – économiques, sociaux, politiques et idéologiques. Supposant que les Algériens étaient comme les Français, possédant des modèles de culture et des intérêts identiques, les techniciens militaires concevaient simplement leur tâche comme une tâche dans laquelle l'organisation reproduit le plan expérimental du laboratoire et le conditionnement simple fournit au sujet expérimental un nouvel ensemble d'habitudes, sans la création simultanée d'un nouvel ordre culturel pour lequel ces nouvelles habitudes pourraient être pertinentes. Certes, on peut aussi se demander si un simple conditionnement suffit à restructurer les réponses humaines de la manière souhaitée ; Mais il ne semble pas impossible, du moins à l'avenir, que certaines formes de conditionnement complexe puissent en fait aboutir à un tel résultat. Il est clair, cependant, que ce qui manquait à la « théorie de la guerre révolutionnaire », c'était toute vision d'une véritable révolution, d'une transformation de l'environnement congruente avec de nouveaux modèles d'habitudes. Dans les conditions de la guerre coloniale, en Algérie comme plus tard au Viet Nam sous les auspices américains, la théorie a été vidée de tout contenu culturel pour produire simplement l'obéissance à un pouvoir nu imposé de l'extérieur.

La théorie de Frantz Fanon, en revanche, prêche la nécessité pour les peuples coloniaux de se débarrasser de l'oppression étrangère par la force et la violence, non seulement comme une technique militaire, mais comme une condition psychologique essentielle à l'indépendance. La colonie a été établie par la force et est perpétuée par la force. L'exercice de la force contre l'indigène le dépouille de sa virilité essentielle ; Il ne peut recouvrer sa virilité que lorsqu'il use lui-même la violence contre son oppresseur. L'usage de la violence
« libère l'individu de son complexe d'infériorité, de son désespoir et de son inaction ; Cela le rend intrépide et lui redonne le respect de lui-même. »

Mais l'usage de la violence a aussi son aspect social. Il unifie le peuple, la
« pratique de la violence les unit comme un tout, puisque chaque individu forme un maillon violent de la grande chaîne, une partie du grand organisme de la violence qui a déferlé vers le haut en réaction à la violence des colons au début. »

Ainsi, la violence est une « force purificatrice » ; et Fanon soutient que ce n'est pas la classe moyenne nationaliste et le prolétariat qui sont susceptibles de manier cet instrument de la violence purificatrice, parce qu'ils « ont commencé à profiter – au rabais, bien sûr, de l'organisation coloniale, ont des intérêts particuliers à cœur », mais la paysannerie, qui « est rebelle par instinct » (1963, 102). De plus,

« dans leurs mouvements spontanés, les gens de la campagne dans leur ensemble restent disciplinés et altruistes. L'individu se met à l'écart en faveur de la communauté. »

Dans les villes, les recrues probables de la rébellion ne seront pas le prolétariat, organisé en syndicats qui ont déjà des intérêts individuels particuliers à défendre, mais le lumpenprolétariat, dérivé des paysans sans terre qui ont afflué vers les villes, pour devenir « la gangrène toujours présente au cœur de la domination coloniale ». Les chefs de la révolte, enfin,

« des hommes qui ont gravi les échelons à partir du bas... souvent des travailleurs non qualifiés, des travailleurs saisonniers ou même parfois des chômeurs chroniques. Pour eux, le fait de militer dans un parti national, ce n'est pas simplement participer à la politique : c'est choisir le seul moyen par lequel ils peuvent passer du statut d'animal à celui d'être humain. »

Personne ne peut lire Fanon sans être saisi à la fois par sa passion morale et par sa compréhension des mécanismes d'agression et de répression qui trouvent leur expression dans la violence personnelle et de groupe. Pourtant, dans un sens immédiat, la thèse de Fanon n'est que

l'antithèse de la position défendue par les coronels français. Contre leur insistance sur le fait que les hommes peuvent être capturés et rendus impuissants par l'organisation, il prêche le soulèvement, la dissolution, le désordre. Contre leur utilisation de la violence psychologique contre l'indigène, il prêche la violence contre l'opresseur. Mais tout comme les coronels, Fanon ne prête aucune attention aux réalités culturelles de l'histoire passée, des relations de groupe, des alliances et des schismes changeants et changeants d'êtres humains concrets, pris dans des expériences concrètes du passé et du présent. Son monde manichéen – comme l'ordre technocratique pseudo-révolutionnaire des coronels – est dépourvu d'économie, de société, de politique, d'idéologie et de leurs déterminants. Chez Fanon, la violence n'est pas « la politique par d'autres moyens », selon l'expression banale de Clausewitz, la violence utilisée comme une technique rationnelle calculée en termes d'interrelations humaines particulières ; elle devient au contraire une force cosmique nécessaire pour purifier l'univers afin d'obtenir le salut. Il y a eu de la violence, et la population rurale y a certainement répondu. Mais c'est en Kabylie que l'appel à la violence a connu le plus de succès, où il a permis aux sections tribales hostiles de composer leurs conflits segmentaires dans une confrontation commune avec un ennemi extérieur. L'escalade de la violence a ainsi permis l'« effet de masse » si caractéristique des sociétés segmentaires, dans lesquelles les segments autonomes forment des coalitions de plus en plus grandes proportionnelles à l'ampleur de la menace extérieure. La violence dans ce contexte était à la fois la cause et l'effet d'un certain ordre social, et pas simplement un acte psychologiquement motivé par lequel les hommes reprenaient leur virilité à l'opresseur qui les avait volés. De plus, les contre-attaques françaises étaient souvent singulièrement indiscriminées dans leur brutalité : la violence était souvent une réponse à la violence militaire infligée aux hommes, aux femmes et aux enfants. « Il ne s'agit pas de contredire les idées pénétrantes de Fanon sur les mécanismes psychologiques de l'oppression et de la soumission coloniales ; Mais il est nécessaire d'indiquer que la psychologie doit fonctionner à l'intérieur d'une matrice sociale ; Ce n'est pas une force indépendante. On comprend bien pourquoi le conflit algérien aurait produit de tels idéologues de la violence contre-révolutionnaire et révolutionnaire ; pourtant, ni l'idéologie des coronels, ni l'idéologie de Frantz Fanon n'ont pu nous guider pour comprendre ce qui s'est passé en Algérie, pendant et après la guerre.

L'écrivain turc Arslan Humbaraci a sous-titré son livre sur l'Algérie « Une révolution qui a échoué ». Les faits les plus significatifs sur l'Algérie d'après-guerre proviennent de la défaite de la rébellion intérieure et de la survie de l'armée extérieure. Lorsque les Français sont partis, l'armée extérieure est entrée en Algérie. Les rebelles kabyles épuisés ne faisaient pas le poids face à leur puissance militaire et politique. Le départ de 900 000 Français en même temps libéra de nombreux postes dans le gouvernement et les services, que les partisans de la rébellion considéraient comme les leurs de droit. Les liens ténus entre les professionnels, les paysans et les ouvriers qui ont survécu à l'écrasement de la rébellion interne se sont encore atténués à mesure que la classe moyenne algérienne fortifiée récoltait les fruits de dix ans d'efforts et que l'ALGÉRIE rejoignait l'élite algérienne. Les expériences socialistes, initiées par Ahmed Ben Bella, impliquant l'autogestion des exploitations agricoles et des magasins français nationalisés, ont abouti à une surbureaucratization et à une grave baisse de la production. Dans le même temps, l'Algérie restait dépendante de la France pour les crédits, accordés en contrepartie de la poursuite des transferts de pétrole et de gaz découverts au Sahara. La tentative de Ben Bella d'endiguer le déclin en organisant le FLN en un parti monolithique de type communiste s'est avérée incapable – à quelque niveau que ce soit – de contenir les forces centrifuges créées par le déclin économique, la dépendance continue vis-à-vis de la France et la « bourgeoisification » rapide des nouveaux détenteurs du pouvoir algérien. En 1965, l'armée intervient afin de stabiliser la situation. Sous Houari Boumediène, il continue de proclamer le « socialisme », mais souligne que son socialisme est « algérien » et non « importé », et s'appuie pour une grande partie de ses définitions du socialisme sur les oulémas islamiques. Les magasins nationalisés ont été rendus à leurs propriétaires ; les banques, le commerce extérieur et l'industrie lourde – jamais nationalisée – restent entre des mains privées ; Et le régime s'est exprimé

en faveur de l'investissement privé étranger. L'Algérie continue d'être fortement dépendante de l'aide française, devenant de fait l'« État-client » le plus proche de la France. Au cœur de la société se trouve une armée puissante, dirigée par un état-major fortement nationaliste. L'ambiance est nationaliste, islamique, algérienne. C'est l'islam jacobin de Ben Badis qui s'est finalement avéré victorieux.

CUBA



La sixième révolution dont nous nous occuperons a eu lieu il y a seulement dix ans et à seulement quatre-vingt-dix milles des côtes des États-Unis. « Le pays, c'est Cuba. Le 2 décembre 1956, Fidel Castro et sa bande de guérilleros ont débarqué à Cuba dans leur bateau Granma qui les avait emmenés du Mexique à Las Coloradas. Accueillis par la force, ils subirent une sévère défaite ; seule une poignée de survivants s'échappèrent dans les montagnes de la Sierra Maestra. Pourtant, deux ans plus tard, le 1er janvier 1958, le mouvement de guérilla de Castro a pris officiellement le pouvoir politique à La Havane. Quel a été le cadre de ces événements et quelle en est l'explication ?

Un certain nombre de caractéristiques distinguent Cuba des cas que nous avons examinés jusqu'à présent. Tout d'abord, il est relativement petit en termes d'échelle, certainement par rapport à la Russie ou à la Chine ; sa population s'élevait à 5 829 000 habitants en 1953, sa superficie à 44 000 milles carrés. Deuxièmement, la culture de l'île manque de profondeur temporelle à Cuba : la société cubaine est un produit de la conquête espagnole de l'hémisphère occidental, à commencer par sa découverte par Christophe Colomb en 1492. Les premiers Indiens de langue arawak ont été anéantis ou absorbés ; les successeurs écologiques de la population de langue arawak étaient les Espagnols qui arrivaient et une population africaine importée dans des conditions d'esclavage. Ainsi, là où la Russie, la Chine, le Viet Nam, Alger et le Mexique ont des racines immémoriales dans un passé néolithique autochtone, Cuba a été créé pour répondre aux besoins du système commercial européen en expansion de la période moderne. Au sein de l'Europe, l'hégémonie de l'Espagne s'est avérée de courte durée, mais l'expansion espagnole a néanmoins été une phase significative dans « la création du monde en tant que système social ».

Troisièmement, bien que nous pensions aujourd'hui que l'économie cubaine est dominée par la production de canne à sucre, la victoire de la canne à sucre sur les autres cultures est un développement relativement tardif dans l'histoire de l'île. Au cours des premiers siècles de l'occupation espagnole, l'île servit principalement de base stratégique, gardant les voies maritimes qui reliaient le port de Cadix en Espagne aux ports américains du Panama et du Mexique. La Havane s'est développée en réponse directe aux exigences organisationnelles de la flotte d'argent espagnole et de l'effort espagnol pour approvisionner les colonies américaines en marchandises

européennes : dès le début, La Havane avait le visage tourné vers la mer et vers les contacts avec le monde au-delà des limites de l'île. Le reste de l'île cultivait du tabac et du café, et se consacrait également à l'élevage du bétail, pour fournir de la viande pour le marché intérieur et des peaux et du suif pour l'exportation. Pourtant, jusqu'au tournant du XVIIIe au XIXe siècle, l'agriculture et l'élevage étaient à petite échelle. Il s'ensuit que

« Pendant plus de deux siècles, Cuba a été en mesure de construire sa société lentement, sans perturbations prolongées de l'extérieur, et en évitant le mode de développement des plantations. On peut à juste titre parler de la croissance d'une « adaptation créole » dans le cadre cubain. »

De même que l'agriculture et l'élevage étaient à petite échelle jusqu'au tournant du XIXe siècle, l'esclavage africain était relativement moins important à Cuba avant 1800 que dans les autres îles et littoraux des Caraïbes. C'est là une quatrième particularité du développement cubain. À la fin du XVIIe siècle, la population totale de couleur de Cuba ne dépassait pas 40 000 personnes, comparée à la minuscule Barbade avec ses 60 000 esclaves, à Haïti avec 450 000 esclaves et à la Virginie avec 300 000 esclaves. Même lorsque la production de sucre s'est développée et que l'esclavage dans les plantations s'est intensifié, après 1800, la majeure partie des Noirs de Cuba vivaient dans de petites fermes et des ranchs de bétail, ou travaillaient dans des emplois urbains. Alexander von Humboldt, visitant l'île entre le XVIIIe et le XIXe siècle, estimait que seulement 60 000 esclaves étaient employés dans la production de sucre, 74 000 dans d'autres cultures de base et 45 000 dans des cultures diversifiées. Plus de 73 000 d'entre eux travaillaient dans des professions urbaines. Où les Caraïbes et les colonies continentales d'autres puissances

« étaient, pour la plupart, peuplés de masses d'esclaves sans aucun espoir d'améliorer leur condition, et les seuls Européens qui habitaient ces plantations étaient des surveillants, des fonctionnaires du gouvernement et des aventuriers. »

Le travail forcé à Cuba dans de petites fermes et dans des métiers artisanaux a fourni une base pour une transition plus facile de l'esclavage à la liberté.

« Dans l'atmosphère d'esclavage urbain, de petites fermes et de travailleurs qualifiés qui régnait à Cuba, il n'y avait pas de rupture nette entre esclaves et libres, ou entre les affranchis de couleur et les affranchis blancs. Les trois groupes effectuaient le même travail et partageaient souvent la même existence sociale dans les centres urbains, et dans les zones rurales, ils travaillaient côte à côte dans l'agriculture maraîchère, l'élevage du bétail, la culture du tabac et une foule d'autres industries rurales. »

Les mariages mixtes étaient courants, et le droit d'un esclave de voir son prix annoncé publiquement devant un tribunal et de s'acheter gratuitement à tempérament était reconnu. On estime qu'au milieu du dix-neuvième siècle, environ deux mille esclaves se prévalaient chaque année de ces droits et s'engageaient dans la voie de l'affranchissement.

Pourtant, alors que l'esclavage était relativement petit et mineur au cours des trois premiers siècles de l'existence cubaine, l'importation d'esclaves s'est intensifiée après que les riches colonies esclavagistes françaises des Caraïbes d'Haïti et de Saint-Domingue ont été la proie des ravages de la guerre et de la rébellion, et que les capitaux liés à la production de sucre ont migré des colonies françaises en déclin vers les possessions espagnoles relativement intactes. Entre 1792 et 1821, environ 250 000 esclaves noirs sont passés par les douanes de La Havane, et on estime que 60 000 autres ont été amenés par d'autres ports non autorisés. Une fois à Cuba, ces esclaves ont été soumis à un régime de travail de plus en plus dur. Trois choses doivent cependant être dites sur le rôle des Noirs dans le Cuba du XIXe siècle. Premièrement, l'intensification du travail des esclaves – après une période de relative douceur – a également intensifié le sentiment d'opposition à l'institution. Deuxièmement, il restait un grand groupe de nègres libres sur l'île qui ont joué un rôle important dans les rébellions d'esclaves de 1810, 1812 et 1844. Troisièmement, l'autonomie relative des groupes d'esclaves au cours des siècles précédents, combinée à la récence des importations massives d'esclaves, a permis de préserver d'importantes richesses culturelles africaines sur le sol cubain. Cela n'était pas seulement évident dans la croissance des organisations religieuses afro-

cubaines qui représentaient une fusion autonome des croyances et des rituels africains et chrétiens, mais aussi dans les sociétés secrètes noires, telles que la société mafieuse Abakua qui gouvernait les docks de La Havane. Les organisations sectaires et extralégales ont fourni des foyers pour une vie sociale et politique noire consciente d'elle-même. Ces facteurs religieux et politiques ont joué un rôle important dans l'opposition des Noirs à l'esclavage ainsi que dans la formation d'une conscience noire parmi la classe inférieure cubaine.

Le sentiment accru de solidarité nationale, soutenu par un sentiment persistant d'un héritage « créole » commun et d'opposition à l'esclavage, a atteint son apogée dans les guerres contre l'Espagne. Les guerres, à leur tour, les ont renforcées lorsque les premiers complots ont conduit à la guerre d'indépendance cubaine en 1868. Une paix négociée a été signée à El Zanjén en 1878, mais quelques dirigeants cubains comme le héros populaire Antonio Maceo et Calixto Garcia ont maintenu les flammes de la rébellion vivantes jusqu'à ce qu'une guerre à grande échelle éclate à nouveau en 1895.

À partir de 1896, la guerre fut menée, du côté espagnol, sous la direction du général Valeriano Weyler, avec toute la panoplie des tactiques anti-guérilla qui devinrent plus tard populaires en Algérie et au Viet Nam, telles que l'utilisation de barrières fortifiées pour isoler une région d'une autre, l'emploi de balayages armés à travers la campagne, la réinstallation forcée de la population et le camp de concentration. Les pertes de cette guerre sanglante sont estimées à 400 000 Cubains et 80 000 Espagnols. En 1898, lorsque les rebelles cubains ont réussi à priver les Espagnols du contrôle de la plupart des zones rurales de l'île, les États-Unis sont entrés dans la mêlée. La participation des États-Unis brisa effectivement l'emprise espagnole sur les villes restantes, mais elle jeta également les bases de différends acrimonieux entre les rebelles et les nouveaux alliés. L'assemblée révolutionnaire de Jimaguayú avait, en 1895, considéré la guerre comme une continuation des efforts antérieurs pour chasser les Espagnols, et se considérait comme l'organe représentatif de la République cubaine en armes. Les États-Unis ne reconnurent ni l'assemblée ni le droit de leur général, Calixto Garcia, de participer à la capitulation espagnole de La Havane. Cette action a servi efficacement à retourner le nationalisme cubain – avec tout l'élan acquis au cours de la lutte prolongée pour l'indépendance – contre les États-Unis. D'autres graines de dissension ont été semées pendant l'occupation américaine de l'île jusqu'en 1909, et à la suite des limitations de la souveraineté cubaine stipulées dans le soi-disant amendement Platt à la constitution cubaine de 1901 qui stipulait que Cuba ne ferait aucun traité portant atteinte à sa souveraineté ; ne contracter aucune dette extérieure sans garantir que les intérêts pourraient être servis par les revenus ordinaires ; accordé aux États-Unis le droit d'intervenir afin de protéger la souveraineté cubaine et un gouvernement capable de protéger la vie, la liberté et la propriété ; et a permis aux États-Unis d'acheter ou de louer des terres pour l'exploitation du charbon ou des stations navales. Après l'acceptation de l'amendement, les États-Unis ont ratifié un pacte tarifaire qui accordait au sucre cubain la préférence sur le marché américain et la protection à certains produits américains sur le marché cubain. À la suite de l'action américaine, la production de sucre a pris la domination totale de l'économie cubaine, tandis que la consommation intérieure cubaine a été intégrée dans le marché plus large des États-Unis. Il n'est pas étonnant que les nationalistes cubains en soient venus à considérer les États-Unis avec amertume et haine. L'historien cubain Herminio Portell Vilà a écrit que

« La révolution cubaine de 1868-1898 a atteint son objectif de détruire les bases de la structure politique, économique et sociale du pays, afin de les reconstruire à l'avantage national. La torche incendiaire, la lutte, les camps de reconcentration, la défaite du parti espagnol, préparaient l'avenir d'un nouveau Cuba lorsque l'intervention nord-américaine a rétabli et consolidé les aspects économiques et sociaux du régime détruit, avec toutes leurs implications politiques. » Dans cette perspective, les intellectuels cubains ont longtemps parlé d'une « révolution frustrée », frustrée par les États-Unis.

Si, dans les dernières décennies qui ont précédé l'occupation américaine, l'industrie sucrière cubaine avait déjà commencé à éliminer la plantation artisanale traditionnelle et le moulin à petite échelle, c'est « sous l'égide de la puissance nord-américaine que les changements antérieurs ont été étendus à l'ensemble de l'industrie sucrière et que toute l'industrie s'est considérablement élargie ». Le résultat a été la croissance de la combinaison terre-usine, unifiant en une seule et même entité organisationnelle « des masses de terre, des masses de machines, des masses d'hommes et des masses d'argent ». À mesure que les sucreries augmentaient leur capacité à traiter de plus grandes quantités de canne à sucre, le nombre de moulins est passé de 1 190 en 1877 à 207 en 1899, puis à 161 en 1956. En même temps, les moulins ont élargi leurs avoirs dans le secteur de la canne à sucre. En 1959, les vingt-huit plus grands producteurs de canne à sucre possédaient 1 400 000 hectares et en louaient 617 000 autres, détenant ainsi plus de 20 % des terres de Cuba en fermes et près d'un cinquième des sols de Cuba. Les entreprises américaines contrôlaient neuf des dix plus grandes centrales, et douze sur vingt dans la classe de taille suivante ; les centrales sous contrôle américain produisaient environ 40 % de la récolte de l'île et contrôlaient 54 % de la capacité de broyage de l'île. Il n'était donc pas difficile de voir les moulins à moudre comme des redoutes étrangères « où un proconsul exécutif exerce son influence en tant que représentant d'une puissance lointaine et impériale », exerçant un contrôle par le biais d'une vaste structure verticale.

« Il n'y a pas seulement les décisions de politique prises par les compagnies sucrières aux États-Unis, à partir de ce centre rayonnant de pouvoir financier connu sous le nom de Wall Street, mais la propriété légale du centre est également étrangère. La banque qui prend en charge la coupe de la canne est étrangère, le marché de consommation est étranger, le personnel administratif installé à Cuba, la machinerie qui est installée, le capital qui est investi, la terre même de Cuba détenue par la propriété étrangère et inféodée au centre central, tout cela est étranger, tout comme le sont, assez logiquement, les profits qui sortent du pays pour enrichir les autres. »

De plus, à mesure que l'agriculture à grande échelle se développait, l'agriculture indépendante à petite échelle déclinait nécessairement. Au lieu de cela, les centrales en croissance ont favorisé le développement d'une classe de cultivateurs dépendants, les colonos, qui, exploitant 85 % de toutes les unités agricoles sur seulement un cinquième des terres agricoles, avaient besoin du moulin pour moudre leur canne et financer leur récolte. La majeure partie du sucre, qu'il s'agisse de canne de plantation ou de *colonos*, a été vendue aux États-Unis, où son entrée était régie par un système de quotas, répartissant les ventes de sucre entre les producteurs nationaux et étrangers. La canne à sucre représentait 80 à 90 % de toutes les exportations cubaines et un tiers des revenus totaux de l'île. Étroitement adapté aux besoins du marché américain, il a également subi les booms et les vicissitudes de ce marché, à mesure que les prix augmentaient ou diminuaient, avec d'énormes répercussions sur la répartition asymétrique des revenus au sein de l'île.

Pour faire fonctionner les moulins et couper la canne, l'industrie sucrière a également créé une main-d'œuvre massive, composée de descendants d'anciens esclaves, de petits exploitants appauvris et de migrants haïtiens et jamaïcains. Le résultat a été la croissance d'un grand prolétariat rural, coupé de toute propriété foncière et forcé de vendre sa force de travail sur un marché du travail ouvert. Il se composait d'environ 500 000 coupeurs de canne à sucre et d'environ 50 000 ouvriers de moulin. La présence de cette main-d'œuvre à Cuba rend le cas cubain radicalement différent des autres cas examinés dans cette étude. Un prolétariat rural n'est pas une paysannerie. Comme l'a écrit l'anthropologue Sidney Mintz,

« Un prolétariat rural travaillant dans des plantations modernes devient inévitablement culturellement et comportementalement distinct de la paysannerie. Ses membres n'ont (ni éventuellement ne veulent pas) de terres. Leur situation économique et sociale particulière les entraîne dans une autre direction. Ils préfèrent un salaire minimum normalisé, des semaines de travail maximales, des services médicaux et éducatifs adéquats, un pouvoir d'achat accru et des avantages et protections similaires. De cette manière, ils diffèrent à la fois de la paysannerie – qui est souvent conservatrice, méfiante, frugale, traditionaliste – et des agriculteurs, qui sont les

hommes d'affaires agricoles, la classe moyenne rurale tournée vers l'avenir, orientée vers l'argent. Une telle différenciation n'épuise pas la sociologie de la campagne cubaine ; mais au moins, ils indiquent que parler de la « paysannerie » cubaine comme si la population rurale était une masse indifférenciée de propriétaires terriens appauvris, c'est passer à côté de la complexité de l'Amérique latine rurale. Les paysans qui, par un processus rapide de développement des plantations, ont été transformés en prolétaires ruraux, ne sont plus les mêmes personnes. »

Lié au rythme de l'industrie sucrière, ce prolétariat cubain – comme les travailleurs de la canne à sucre dans d'autres régions des Caraïbes – a gravement souffert des graves variations saisonnières de l'emploi au sein de l'industrie. La récolte du sucre est concentrée dans une période restreinte de trois à quatre mois ; Après la récolte, il suffit d'une poignée d'ouvriers pour planter de nouvelles cannes et désherber les champs, et seulement quelques-uns sont nécessaires pour entretenir les usines de transformation. La période dramatique et très importante de la moisson, la *zafra*, contraste avec le temps « mort » prolongé ou *tiempo muerto*, lorsque les deux tiers de tous les ouvriers des usines et les dix-neuf vingtièmes de tous les travailleurs des champs ont été licenciés. L'industrie sucrière cubaine n'a donc pas seulement établi le régime d'une seule culture dominante sur l'île ; Il a également mobilisé une main-d'œuvre importante et concentrée dans un cycle économique alternant entre des périodes prolongées de famine et de courtes périodes d'activité intense. Le désir des travailleurs cubains du sucre de sortir de ce cycle devait constituer l'une des principales sources de soutien au gouvernement révolutionnaire après son arrivée au pouvoir.

En échange d'un quota de sucre garanti sur le marché des États-Unis, Cuba a autorisé, à son tour, l'importation sur l'île de capitaux et de produits américains. Des entrepreneurs américains de l'île sont venus s'approprier

« plus de 90 % des services téléphoniques et électriques, la moitié du service public des chemins de fer, un quart de tous les dépôts bancaires... et une grande partie de l'exploitation minière, de la production pétrolière et de l'élevage de bétail. Les grandes entreprises américaines étaient étroitement liées, à la fois par des directions imbriquées et par des intérêts communs ; les affaires ont été menées et les décisions ont été prises en fonction de leur intérêt mutuel. »

Dans le même temps, Cuba ne pouvait pas protéger ses propres industries naissantes par des droits de douane appropriés sur les importations américaines. « Les concessions du tarif cubain, a observé l'économiste Henry Wallich, limitèrent les possibilités de l'industrie nationale, ont plus ou moins servi de prix pour un quota de sucre raisonnable sur le marché des États-Unis.

Au cours du premier quart du XXe siècle, la monoculture des plantations, opérée sous les nouveaux auspices, a été le moteur d'une croissance relativement rapide de l'économie cubaine ; au cours de cette période, le pouvoir d'achat du sucre cubain a plus que doublé. Par la suite, cependant, l'économie a commencé à montrer des signes de stagnation. En 1951, la mission Truslow de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a résumé ses impressions sur Cuba en disant que

« depuis 1924-1925, l'économie cubaine est à la fois instable et peu dynamique. Il a à peine tenu le coup dans les tendances à long terme du revenu réel par habitant. Elle s'est caractérisée par un taux élevé de chômage, de sous-emploi et d'insécurité générale pour les producteurs indépendants et les commerçants, ainsi que pour les salariés. »

Il a caractérisé l'économie comme une économie « qui a perdu sa « dynamique » d'avant 1925 et n'a pas encore trouvé une nouvelle dynamique ». De même, Dudley Seers a caractérisé l'image comme

« celle de la stagnation chronique du revenu réel par habitant à partir des années 1920. La tendance à la hausse des revenus a à peine suivi l'augmentation de la population. »

Bien que l'économie n'ait pas suivi le rythme de la population, elle n'était cependant pas une économie pauvre dans l'absolu utilisé par de nombreux étudiants en économie du développement pour mesurer la performance d'une économie en développement. Parmi les vingt républiques d'Amérique latine, Cuba se classait au cinquième rang pour le revenu annuel par

habitant, au troisième rang pour le nombre de personnes non employées dans l'agriculture, au troisième ou au quatrième rang pour l'espérance de vie, au premier rang pour la construction de chemins de fer et la possession de téléviseurs, au deuxième rang pour la consommation d'énergie, au quatrième rang pour la production de médecins par millier d'habitants. De plus, il y avait eu une certaine diversification des cultures après la Seconde Guerre mondiale : par exemple, alors qu'avant la guerre, presque tout le maïs et les haricots avaient été importés à Cuba, vers la fin des années 1950, Cuba produisait presque ce qu'elle consommait. De même, il y a eu un certain développement industriel diversifié. Mais « ce qui a inhibé la croissance économique de l'île, ce n'est pas l'approvisionnement absolu en facteurs de production, mais la manière dont ils étaient organisés ».

Cuba est un excellent exemple d'économie et de société « biaisées ». Liée au marché américain, elle a été soumise au puissant courant ascendant créé par le système économique américain ; pourtant, les mécanismes mêmes qui liaient Cuba aux États-Unis limitaient également sa capacité à prendre des décisions autonomes sur l'utilisation de ses ressources.

Ainsi, par exemple, Cuba n'a pas développé de

« classe capitaliste cubaine indigène. En pratique comme en définition, un capitaliste doit avoir le pouvoir et la liberté de se développer et de choisir entre des alternatives entrepreneuriales significatives, et cet éventail de choix doit inclure les sources et les termes de l'accumulation du capital. Pour citer une illustration de l'histoire américaine, les capitalistes s'appuient, dans certaines phases de leur développement, sur une dette nationale courante comme moyen d'accumuler du capital, mais ce dispositif crucial a été refusé aux Cubains par les dirigeants américains. Les capitalistes cubains n'avaient pas d'autres libertés similaires en raison du pouvoir de divers Américains qui prenaient de telles décisions formellement ou officieusement. »

La classe supérieure cubaine était donc incapable de développer un rôle économique ou politique indépendant. Sa plus grande source de sécurité résidait dans l'investissement dans l'immobilier et la construction spéculative, souvent en lien avec les exigences du secteur touristique. Une grande partie de ses revenus provenait de l'évasion fiscale, de l'usure et de la corruption. Ses investissements en capital se font principalement sous la tutelle d'hommes d'affaires américains, dans des institutions nord-américaines. Incapable d'être une bourgeoisie indépendante, elle était également incapable d'agir en tant que bourgeoisie nationale. Beaucoup de ses membres étaient d'anciens ressortissants espagnols ou américains. Ils n'ont pas non plus pu forger un lien efficace avec une aristocratie créole terrienne du type de celle qui existe dans l'arrière-pays d'autres pays d'Amérique latine, puisque ce groupe avait été effectivement remplacé par des dirigeants d'entreprise opérant sous les auspices des États-Unis. La classe supérieure cubaine manquait donc également de « la carapace protectrice typique du pouvoir oligarchique ». Centré sur La Havane, ses « traditions, ses idées et ses idéaux ont subi une mutation continue et biaisée dans le sens de la culture américaine », sans aucune augmentation concomitante de sa capacité de gestion autonome de cette culture. Fidel Castro, dans son discours des 1er et 2 décembre 1961, a qualifié cette couche et ses membres tout court de « lumpen bourgeoisie ». Des processus similaires ont également affecté la croissance de ce que l'on appelle les classes moyennes. Le commerce était généralement entre les mains des Espagnols et des Chinois. Les Cubains étaient principalement représentés dans les professions libérales et dans l'appareil gouvernemental. Les entreprises américaines employaient quelque 160 000 personnes. Un appareil gouvernemental hypertrophié a absorbé, en 1950, 186 000 fonctionnaires, soit environ 11 % de la population active totale, en leur allouant 80 % des revenus publics. Le reste était composé de colons, de professionnels, de militaires et d'artisans non déplacés par l'empiétement de l'industrie américaine. Les limites de cette « classe » hétérogène étaient incertaines. Certains de ses membres ont réussi, au fil des ans, à s'élever dans la classe supérieure ; d'autres étaient « encore liés aux secteurs de classe inférieure dont ils provenaient ». Parmi eux se trouvaient les travailleurs les plus privilégiés employés dans l'industrie légère et les services publics. Parmi eux se trouvaient également des personnes liées à cette grande « masse parasitaire proliférante », forte de 250 000 personnes, composée de domestiques, de petits serveurs,

de petits commerçants, d'artistes et de proxénètes, « créée par la combinaison du chômage et des modes de vie luxueux des riches locaux et des touristes ». La taille totale de ce segment ne peut pas non plus être estimée correctement. Certains observateurs attribuent un tiers de la population cubaine à cette catégorie incertaine ; d'autres se sentaient « pas du tout certains qu'il existe une classe moyenne ». De l'avis général, cependant, le personnel de cette classe moyenne était exposé à de fortes pressions économiques qui bloquaient fréquemment leur mobilité ou mettaient en péril leurs acquis. Il y a aussi un accord général sur le fait que la classe moyenne manquait de cohérence et de capacité commune à défendre ses intérêts communs. Au contraire, ils constituaient « un agrégat fortement divisée de factions égoïstes ».

À l'instar de la classe supérieure, les membres de la classe moyenne étaient polarisés autour du grand centre urbain de La Havane, qui, avec sa population de 790 000 habitants, en est venu à inclure un Cubain sur sept. La Havane était à la fois le point d'entrée de l'influence américaine et le principal lien entre l'île et la société et l'économie du continent américain. Montrant de grands contrastes entre ses classes moyennes et supérieures, orientées vers des idéaux de mobilité et de consommation à l'américaine, et les pauvres des villes, elle a néanmoins démontré dans son ambiance et ses styles de vie le magnétisme du «way of life» américain. Pourtant, de même qu'une grande partie de la société cubaine était « dans une certaine mesure parasitaire », avec son importante population de chômeurs qui devait être soutenue par la partie ouvrière de la population et son étalage d'activités non productives, La Havane était parasitaire de la société cubaine dans son ensemble. Il illustre, par excellence, le contraste entre un « arrière-pays de plus en plus à la traîne et un secteur de classe moyenne presque trop important pour que l'économie puisse le soutenir ». Il n'est pas étonnant que Che Guevara ait comparé un pays sous-développé à « un nain à la tête énorme et à la poitrine gonflée » dont « les jambes faibles ou les bras courts ne correspondent pas au reste de son anatomie » ; et George Blanksten a mis le doigt sur l'une des principales sources du pouvoir de Castro lorsqu'il a dit que « l'ascension de Castro au pouvoir a été le triomphe de Cuba rural sur La Havane ».

Entre la grande masse des coupeurs de canne à sucre et les classes moyennes intervenait aussi un prolétariat urbain, fort d'environ 400 000 personnes. Nous avons déjà vu que ses rangs les plus privilégiés — les ouvriers de l'industrie légère et des services publics — se confondaient imperceptiblement avec la classe moyenne ; Ils étaient, en fait, organisés en syndicats de métier qui fonctionnaient pour défendre leurs privilèges particuliers. Les couches les plus pauvres de la classe ouvrière, en revanche, se sont imperceptiblement fondues avec la grande masse des chômeurs et des sous-employés urbains, estimée à environ 700 000. Le mouvement syndical cubain revendiquait environ un million de membres, mais comme l'a rapporté la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en 1950,

« l'appartenance est trop souvent plus nominale que réelle (dans le sens d'une participation active et informée), Le niveau d'éducation des membres est généralement faible. Les syndicats cubains, pour la plupart, n'ont pas de base démocratique vraiment forte et ne sont pas solidement fondés sur des relations de négociation collective légitimes au niveau de l'usine et de l'atelier. Ils ont donc tendance à devenir des caisses de résonance pour des dirigeants politiques ambitieux qui cherchent à promouvoir une doctrine ou un parti au nom du travail organisé ou à promouvoir leur fortune personnelle et leurs positions en politique. »

Au sein d'une telle structure en déséquilibre permanent, quelle était la nature du champ politique ? Là encore, nous pouvons noter la puissante influence de la présence américaine. Elle s'est manifestée en partie par une intervention directe, en partie par l'imposition de limites au type d'activité politique autorisée à la population cubaine. Dans les premiers jours de la nouvelle république, les États-Unis sont intervenus deux fois avec des troupes, envoyant des marines sur l'île de 1906 à 1908 et de 1912 à 1922. Pourtant, il a également utilisé sa capacité à accorder la reconnaissance aux dirigeants politiques cubains qu'il favorisait et l'a refusée à ceux qu'il désapprouvait. Ainsi, les États-Unis ont facilement reconnu et soutenu les régimes militaires du

général Gerardo Machado (1925-1933) et du général Fulgencio Batista (1934-1944, 1952-1958). D'autre part, il refusa la reconnaissance au régime réformateur, en 1933-1934, de Ramón Grau San Martín, qui prônait la nationalisation des services publics et la réforme agraire, et qui aurait pu suivre une voie différente de celle de son prédécesseur Machado et de son successeur Batista. Selon le politologue Federico G. Gil :

« Le refus des États-Unis de reconnaître Grau San Martín a été un facteur important dans la chute de son gouvernement. Préoccupée par les dangers inhérents à la révolution sociale et son impact sur les intérêts particuliers des États-Unis dans l'île, la politique américaine visait à préserver le statu quo. On ne peut s'empêcher de se demander si les événements à Cuba n'auraient pas pris un cours différent, si les États-Unis de l'époque avaient favorisé les changements sociaux et économiques nécessaires. Il est légitime de poser une telle question, car à certains égards, le phénomène cubain des années 1950 n'était que la réincarnation du processus révolutionnaire interrompu dans les années 1930. »

La réticence des États-Unis à accepter tout changement substantiel, tant à l'intérieur de Cuba que dans les relations de Cuba avec les intérêts des États-Unis, a suscité des doutes graves et réalistes quant à la capacité d'un gouvernement cubain de promouvoir les intérêts de l'île dans son ensemble. Au lieu de cela, la politique cubaine, privée d'objectifs nationaux, est devenue une sorte de mascarade dans laquelle les seuls gains possibles étaient ceux arrachés par des factions individuelles au trésor de l'État client néocolonial, une option qui, de plus,

« a perpétué l'héritage espagnol selon lequel la fonction publique devait être une source de profits privés. La politique est ainsi devenue la clé du progrès social, et n'était guère plus qu'une querelle entre factions pour la propriété du gouvernement. Les partis transcendent les intérêts de groupe et le personnalisme plutôt que les principes déterminaient les alliances entre les partis. Le gouvernement était, en fait, comme la loterie qui jouait un rôle si important dans la politique cubaine. La vie publique était imprégnée d'une psychose de boom, les secteurs moyens se disputant les uns les autres pour des sinécures gouvernementales. »

Ces appels d'offres étaient souvent accompagnés de guerres de gangs et d'autres types de violence ; La récompense était le plus souvent l'accès à des fonds publics et privés, la corruption étant acceptée comme une sorte de capitalisation publique du groupe victorieux. Les critiques de la politique cubaine, à leur tour, ont souvent appelé à une « moralisation » du gouvernement, plutôt qu'à une modification structurelle des conditions d'immoralité. À cet égard également, le régime actuel de Castro trouve ses antécédents dans un certain nombre de personnalités politiques – comme Antonio Guiteras, ministre de l'Intérieur de Grau San Martín, qui a lancé le slogan « Vergüenza contra dinero » (Honte à l'argent) ; et Eduardo Chibds du parti Ortodoxo, qui s'est suicidé dans les jours précédant la deuxième prise de pouvoir de Batista. Le mouvement du 26 juillet, dirigé par Castro, avec son attitude fortement puritaine envers la moralité publique, s'est appuyé sur ce besoin fortement ressenti d'un « changement dans les coutumes publiques ».

La plupart des observateurs ont interprété les régimes dictatoriaux de Fulgencio Batista comme deux exemples supplémentaires du penchant hispanique ou latino-américain pour le leadership personnel ou le personnalisme. Le leadership personnel est certainement un modèle important dans la politique latino-américaine, mais une analyse formulée en termes personnalistes passe à côté de trois aspects de la situation cubaine qui nécessitent une explication plus approfondie. Tout d'abord, il est évident que les diverses forces politiques à Cuba étaient trop faibles pour qu'un groupe ou une classe puisse sortir de l'impasse politique. Comme l'a formulé James O'Connor, « l'équilibre des forces de classe – en tenant compte de la taille, de l'organisation et du moral – a créé un lien politique dans lequel aucune classe n'avait d'initiative politique ». Une telle situation donnait des avantages à un dictateur qui pouvait monter les différents groupes concernés les uns contre les autres. Deuxièmement, il n'est pas souvent noté que les régimes de Batista représentent en fait des efforts pour donner une représentation – sous une forme non électorale – à divers groupes d'intérêts importants. Il s'adressait à toutes les classes et « des représentants de toutes les

classes pouvaient être placés à des postes de décision clés dans tous les gouvernements depuis 1935. Cela incluait le travail ». Dans ce contexte, il faut se rappeler que le mouvement ouvrier était représenté sous le premier régime de Batista par deux communistes occupant des postes ministériels et par des dirigeants syndicaux communistes. Lorsque le pouvoir passa de la direction communiste aux dirigeants syndicaux anticomunistes en 1950, ces nouveaux dirigeants furent inclus dans le deuxième gouvernement Batista. Dans le même temps, le parti communiste n'a rien fait pour défier politiquement le régime, s'appuyant entièrement sur la tactique syndicale. Ils n'ont pas non plus soutenu les rebelles castristes. Ils dénoncèrent le soulèvement de Moncada en 1953 comme un « putschisme aventuriste », critiquèrent les rebelles de la Sierra comme des terroristes et des conspirateurs, et s'opposèrent aux grèves déclenchées en 1958. Ce n'est qu'en juillet 1958 qu'un dirigeant communiste, Carlos Rafael Rodriguez, qui avait été ministre dans le gouvernement de Batista en 1940, se rendit dans la sierra pour prendre contact avec les Fidelistas.

Cette organisation quasi syndicaliste du régime de Batista produisit le troisième aspect qui mérite d'être commenté. D'une part, elle liait une partie de chaque classe significative à l'appareil gouvernemental, lui donnant ainsi à la fois un intérêt ferme dans son maintien, tout en l'affaiblissant en l'opposant à d'éventuels concurrents. James O'Connor a décrit la situation comme suit :

« Bien plus important encore, dans les années 1950, les représentants de chaque classe s'étaient solidement enracinés dans la bureaucratie de l'État. Ainsi, le caractère de la lutte de Castro a été déterminé en partie par l'issue du soulèvement antérieur qui a supprimé une base de classe solide pour le pouvoir politique et a jeté les bases pour que chaque classe établisse une sorte d'intérêt dans l'économie politique nationale. Ces intérêts particuliers ont profité à la fois du réseau de contrôle des marchés et des politiques économiques nationales redistributives. C'est ainsi que s'est développée une situation paradoxale : des segments de chaque classe avaient un grand intérêt dans le système, tandis que d'autres avaient tout à gagner de son anéantissement. »

Avec certains membres de chaque catégorie sociale dedans et d'autres dehors, il ne pouvait se développer que de multiples conflits entre dedans et dedans, et dedans et dehors, mais pas d'opposition radicale – en termes sociologiques – entre défenseurs et antagonistes du système social dans son ensemble. Le sociologue Lewis Coser a souligné que « le conflit, plutôt que d'être perturbateur et dissociant, peut en effet être un moyen d'équilibrer et donc de maintenir une société en activité ». Ainsi, dans le cas cubain, le conflit n'a conduit qu'à l'impasse, et l'impasse a produit le conflit, sans qu'aucun groupe n'ait pu développer un levier suffisant pour sortir le système de ses amarres. Pourtant, comme l'a écrit James O'Connor,

« le développement économique [après 1950] exigeait une autonomie nationale totale ; la stabilité politique (la condition préalable aux investissements étrangers) en l'absence d'une classe forte et stable pour la domination bourgeoise, nécessitait une dépendance vis-à-vis de Washington. Le développement économique exigeait un système monétaire indépendant et une autonomie monétaire ; La stabilité politique exigeait que l'île soit protégée contre l'inflation et que le peso soit maintenu au même niveau que le dollar en conservant l'île comme colonie monétaire des États-Unis. Le développement économique exigeait que Cuba puisse reporter, ajuster, modifier ses paiements internationaux ; En 1957-58, 70 % des recouvrements de crédits aux États-Unis étaient qualifiés de « rapides » et 90 % étaient payés dans les trente jours. Le développement économique exigeait que Cuba puisse tirer parti des avantages des instruments communs de politique économique nationale : taux de change multiples, quotas d'importation, etc. ; la stabilité politique exige que les arrangements commerciaux internationaux de Cuba soient organisés dans l'intérêt des commerçants des États-Unis. Le développement économique exige que Cuba se libère du système des quotas sucriers ; la stabilité politique exige que le sort de Cuba soit lié aux intérêts et à l'état d'esprit du Congrès des États-Unis. »

Le maintien de l'impasse politique a ainsi contribué directement à inhiber le développement économique et à garantir cette stabilité politique qui rendait impossible de surmonter les déséquilibres du système social. Dans ces conditions, seule l'injection d'une nouvelle force « de

l'extérieur » du système pourrait donner l'élan supplémentaire nécessaire pour ébranler la structure actuelle du conflit et de la résolution des conflits, et la condition d'impuissance politique qui en résulte.

Cette force « extérieure » s'est avérée être la bande rebelle de Fidel Castro. À deux reprises au cours des trente dernières années, la politique « intérieure » s'est révélée incapable d'opérer un changement structurel majeur dans la société cubaine. Pendant la période d'opposition contre le boucher sanguinaire Machado et pendant l'éphémère régime nationaliste radical de Grau San Martín, les étudiants universitaires avaient pris le contrôle de l'Université de La Havane et les travailleurs avaient occupé les gares ferroviaires, les services publics et les centrales sucrières, pour mettre en place de courts « soviets » ou conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats sur le modèle russe. Le mouvement avait été particulièrement fort dans la province d'Oriente, le foyer ultérieur de l'effort rebelle. Les saisies avaient été parrainées par le jeune parti communiste, organisé en 1926 ; les communistes s'étaient également révélés efficaces dans l'organisation du premier syndicat national des travailleurs du sucre (CSNOIA) et des « ligues paysannes » parmi les travailleurs ruraux. Cependant, malgré son prestige et son pouvoir considérables, le parti communiste s'est avéré inefficace pour aller plus loin. « Il existe des preuves qu'il s'est abstenu de lutter contre Machado de peur de provoquer une intervention impérialiste ; ne soutenait pas le régime de Grau qu'il considérait comme un « propriétaire bourgeois » ; se prononça ouvertement en faveur du premier régime de Batista ; et s'est ensuite concentré sur des objectifs syndicaux plutôt que sur des objectifs politiques. Il en est ainsi venu à représenter le prototype de la « machine à fêtes qu'il faut nourrir », contre laquelle Régis Debray s'est insurgé. Il est donc resté essentiellement passif pendant les deux premières années de l'effort de guérilla.

Le Mouvement du 26 juillet, dirigé par Castro, représente donc à la fois une continuité avec l'action radicale passée et une rupture avec celle-ci. Castro lui-même avait gagné ses aiguillons politiques dans les violentes luttes de gangs des soi-disant groupes d'action de la fin des années quarante qui s'opposaient à la coalition du parti communiste avec Batista et qui favorisaient les tactiques insurrectionnelles. Au cours d'un bref intermède de politique électorale en 1952, il se présente lui-même comme candidat du parti Ortodoxo aux élections qui, cependant, n'ont jamais eu lieu à la suite de la deuxième prise du pouvoir par Batista. Le 26 juillet 1953, il organise une attaque de 125 hommes contre la caserne de l'armée Moncada à Santiago de Cuba. L'attaque a donné au mouvement son nom distinctif, mais s'est avérée avortée. Castro a été emprisonné et libéré deux ans plus tard. En exil au Mexique, il rompt avec le parti Ortodoxo pour organiser une nouvelle insurrection. Un débarquement des forces cubaines en provenance du Mexique devait être coordonné avec un autre soulèvement à Santiago ; quatre-vingt-deux hommes sous la direction de Castro débarquèrent à Cuba, mais le soulèvement échoua et le parti de Castro fut presque anéanti entre le 2 et le 5 décembre 1956. La douzaine de survivants de l'événement s'enfuirent dans la Sierra Maestra où ils se réorganisèrent pour continuer la bataille contre Batista, cette fois avec des tactiques de guérilla.

À partir de ce moment-là, il y eut un fossé grandissant à Cuba entre les organisations qui espéraient mobiliser les masses urbaines et rurales pour un effort révolutionnaire, et les castristes qui comptaient sur l'action militaire d'un petit groupe, utilisant les montagnes de la province d'Oriente comme leur sanctuaire privilégié. Ce conflit est devenu connu sous le nom d'opposition de l'Ilano ou des basses terres et des montagnes ou de la sierra. Du point de vue du parti communiste, la bande rebelle a suivi une stratégie blanquiste, ainsi nommée d'après le révolutionnaire français Auguste Blanqui. Le blanquisme a été décrit par Engels comme le point de vue

« qu'un nombre relativement restreint d'hommes résolus et bien organisés seraient capables, à un moment favorable donné, non seulement de s'emparer du gouvernail de l'État, mais aussi de se maintenir au pouvoir, par une action énergique et implacable, jusqu'à ce qu'ils aient réussi à attirer la masse du peuple dans la révolution en la rassemblant autour d'un petit groupe de chefs. »

Ce point de vue était un anathème pour la plupart des communistes. Lénine avait écrit que « l'insurrection doit être basée sur le soulèvement révolutionnaire du peuple » ; pourtant, il s'agissait d'un mouvement qui espérait provoquer le soulèvement du peuple en « parachutant » un groupe rebelle dans la situation cubaine.

Comment le groupe rebelle a-t-il galvanisé les masses ? Le noyau originel de la force rebelle était composé principalement de ce qu'on a appelé des « intellectuels révolutionnaires », pour la plupart issus de la classe moyenne. Certains étaient étudiants (Rati Castro, Fauré Chomén), certains avocats (Castro, Dorticés), certains médecins (Faustino Pérez, René Vallejo), certains enseignants (Frank Pais), quelques chômeurs urbains (Camilo Cienfuegos, Ephigenio Almejeiras). « Aucun d'entre nous », écrit Che Guevara,

« aucun des premiers groupes qui sont venus dans la « Granma », qui nous ont établis dans la Sierra Maestra et qui ont appris à respecter le paysan et l'ouvrier en vivant avec eux, n'avait d'origine ouvrière ou paysanne. »

Le premier homme ayant des liens avec la population rurale à rejoindre la rébellion fut Guillermo Garcia, un marchand de bétail de la région où les rebelles ont pris position ; le 6 mai 1957, il est promu capitaine et « prend en charge tous les paysans qui rejoignent la colonne ». Pourtant, le recrutement des paysans était lent.

« Le problème fondamental était le suivant : s'ils nous voyaient, ils devaient nous dénoncer. Si l'armée apprenait notre présence par d'autres sources, elle était perdue. Nous dénoncer faisait violence à leur propre conscience et, en tout cas, les mettait en danger, puisque la justice révolutionnaire était rapide. En dépit d'une paysannerie terrorisée ou du moins neutralisée et peu sûre d'elle qui choisissait d'éviter ce grave dilemme en quittant la Sierra, notre armée se retranchait de plus en plus. »

Face à la lenteur du recrutement parmi les paysans, les renforts envoyés dans la sierra depuis les plaines, en particulier par Frank Pais, opérant à partir de Santiago de Cuba, s'avérèrent cruciaux. Cinquante hommes armés rejoignent la colonne entre le débarquement du 2 décembre 1956 et l'attaque du poste militaire d'Uvero le 28 mai 1957 ; nous pouvons supposer que la plupart d'entre eux étaient des ouvriers industriels ou des prolétaires ruraux de la province d'Orient. Le recrutement des paysans s'est accéléré par la suite.

« Peu à peu, au fur et à mesure que les paysans en venaient à reconnaître l'invincibilité des guérilleros et la longue durée de la lutte, ils ont commencé à réagir plus logiquement, en rejoignant notre armée en tant que combattants. À partir de ce moment-là, non seulement ils ont rejoint nos rangs, mais ils ont également fourni une action de soutien. Après cela, l'armée de guérilla s'est fortement enracinée dans les campagnes, d'autant plus qu'il est habituel pour les paysans d'avoir des parents dans toute la zone. C'est ce qu'on appelle « habiller les guérilleros de feuilles de palmier. »

Deux facteurs dans ce recrutement semblent importants. Premièrement, la population rurale autour de la Sierra Maestra avait un caractère très différent du prolétariat rural caractéristique de la majeure partie de Cuba. Guevara a commenté cela dans sa discussion sur « l'exceptionnalisme cubain » : *« la première zone où l'armée rebelle, composée de survivants de la bande vaincue qui avait fait le voyage sur le Granma, était une zone habitée par des paysans dont les racines sociales et culturelles étaient différentes de celles des paysans trouvés dans les zones d'agriculture semi-mécanisée à grande échelle. En fait, la Sierra Maestra, lieu de la première ruche révolutionnaire, est un lieu où se réfugiaient les paysans qui luttèrent à mains nues contre le latifundisme. Ils y sont allés à la recherche d'un nouveau lopin de terre, en quelque sorte négligé par l'État ou les latifundistes voraces, sur lequel créer une modeste fortune ! Ils avaient constamment à lutter contre les exactions des soldats, qui étaient toujours alliés aux latifundistes ; et leur ambition ne s'étendait pas plus loin qu'un acte de propriété. Concrètement, les soldats qui appartenaient à nos premières armées de guérilla de type paysan provenaient de la section de cette classe sociale qui montre le plus fortement l'amour de la terre et de sa possession ; c'est-à-dire qui montre le plus parfaitement*

ce que nous pouvons définir comme l'esprit petit-bourgeois. Le paysan se battait parce qu'il voulait une terre pour lui-même, pour ses enfants, pour la gérer, la vendre et s'enrichir par son travail. »

Ainsi, la matrice sociale dans laquelle la rébellion s'est insérée était inhabituelle pour Cuba. Bien qu'il y ait eu des squatters dans d'autres régions de Cuba, leur nombre était particulièrement élevé dans la province d'Oriente, où ils vivaient très en marge de la loi. Il est également fait référence à la zone de la Sierra Maestra comme l'une des principales zones de culture et de contrebande de marijuana, une activité qui a dû renforcer l'orientation extralégale de la région et en a ainsi fait un refuge pour la bande de guérilla en croissance lente qui a gagné des sympathies paysannes comme une sorte de Robin des Bois ou de bandits sociaux. Un deuxième facteur d'une certaine importance semble avoir été que la bande rebelle elle-même est devenue une partie continue de l'économie locale, liant ainsi les intérêts des paysans à leur présence et à leur succès continus. « Le paysan de la sierra », dit Guevara,

« n'avaient pas de bétail et leur régime alimentaire était généralement de subsistance. Ils dépendaient de la vente de leur café pour acheter des produits transformés indispensables, comme le sel. Dans un premier temps, nous nous sommes arrangés avec certains paysans pour qu'ils plantent des cultures spécifiques – haricots, maïs, riz, etc. – que nous nous assurions d'acheter. En même temps, nous nous sommes entendus avec certains marchands des villes voisines pour la fourniture de denrées alimentaires et d'équipements. »

La force croissante de la bande rebelle dans les montagnes contrastait avec les divers échecs à organiser des soulèvements dans les plaines. Il s'agit notamment d'une attaque d'étudiants contre le palais présidentiel à La Havane le 13 mars 1957 ; une grève générale prévue pour août 1957 ; un soulèvement d'officiers de marine à Cienfuegos le 5 septembre 1957 ; et une autre grève prévue pour le 9 avril 1958. Pourtant, au printemps 1958, un deuxième front rebelle avait été ouvert dans la Sierra Cristal, au nord de la province d'Oriente ; en mai, deux colonnes rebelles se déplacèrent vers l'est dans les provinces de Camagüey et de Las Villas. En novembre et décembre 1958, les rebelles coupèrent les communications avec les centres urbains d'Oriente et commencèrent à prendre des postes de commandement et des petites villes dans les plaines. Guevara a pris Santa Clara le 31 décembre 1958. Batista a fui le pays le 1er janvier 1959 et le 8 janvier, les rebelles sont entrés à La Havane. On estime que l'armée rebelle en tant que telle n'a jamais dépassé plus de deux mille hommes armés.

L'opinion de James O'Connor selon laquelle le régime de Batista était une coalition efficace de segments de classe qui avaient un intérêt dans la structure en cours tandis que d'autres segments étaient laissés de côté, est soutenue par la manière dont divers groupes de « dehors » ont commencé à apporter leur soutien aux rebelles, tandis que certains « in » se sont retirés de la participation au régime. Il y a certainement des preuves du soutien de la classe moyenne aux rebelles, malgré les dénégations ultérieures de Castro lui-même. Dans sa discussion sur « l'exceptionnalisme cubain », Guevara a clairement fait référence à un tel soutien :

« Nous ne croyons pas qu'il puisse être considéré comme exceptionnel que la bourgeoisie, ou du moins une bonne partie de celle-ci, se soit montrée favorable à la guerre révolutionnaire contre la tyrannie en même temps qu'elle soutenait et promouvait des mouvements à la recherche de solutions négociées qui leur permettraient de substituer au régime de Batista des éléments disposés à freiner la révolution. Compte tenu des conditions dans lesquelles s'est déroulée la guerre révolutionnaire et de la complexité des tendances politiques qui s'opposaient à la tyrannie, il n'était pas du tout exceptionnel que certains éléments latifundistes aient adopté une attitude neutre, ou du moins non belligérante, à l'égard des forces insurrectionnelles. Il est compréhensible que la bourgeoisie nationale, terrassée par l'impérialisme et la tyrannie, dont les troupes saccageaient les petites propriétés et faisaient de l'extorsion un mode de vie quotidien, ait ressenti une certaine sympathie lorsqu'elle a vu ces jeunes rebelles des montagnes punir le bras militaire de l'impérialisme, ce qu'était l'armée mercenaire. Ainsi, les forces non révolutionnaires ont effectivement contribué à ouvrir la voie à l'avènement du pouvoir révolutionnaire. »

C'était évidemment ce secteur intermédiaire qui fournissait le ravitaillement des rebelles dans les montagnes. Deux écrivains cubains, Torres et Aronde l'ont dit simplement : « Il fallait de l'argent : c'était la bourgeoisie qui l'avait... Guevara fait également référence à « un vaste mouvement clandestin parmi les forces armées, dirigé par un groupe de soi-disant purs militaires ». L'un de ces mouvements a produit le soulèvement avorté de la base navale de Cienfuegos le 5 septembre 1957. Le même type de soutien a été fourni par le parti communiste non révolutionnaire qui a mis jusqu'à la mi-1958 à établir un contact actif avec les rebelles dans les montagnes. Bien qu'il n'ait jamais encouragé directement le mouvement armé, par sa participation à ses organisations de masse, il est évident qu'il a contribué à la destruction finale du régime de Batista par sa non-participation et sa passivité.

Ce que l'insurrection dans les montagnes a ainsi accompli, c'est un renversement progressif des éléments et des groupes anti-Batista qui avaient vécu en symbiose avec le régime. Par sa tactique, il avait fourni l'« impulsion » supplémentaire nécessaire pour sortir de l'impasse des forces politiques existantes. De même que Batista avait été capable de se tenir au-dessus de toutes les forces de classe, parce qu'aucune force donnée n'était assez forte pour dominer les autres, le gouvernement rebelle a également été en mesure de créer un centre national efficace qui s'est avéré à l'abri de toute contestation une fois que les relations entre Cuba et les États-Unis ont été rompues. De ce point de vue, il est peut-être indifférent que Castro ait été poussé à l'opposition active par l'attitude du gouvernement des États-Unis, ou qu'il ait toujours envisagé un point dans son opération où une rupture dans les relations en cours avec les États-Unis deviendrait une nécessité. Si Cuba voulait obtenir un pouvoir décisionnel autonome sur ses propres processus internes, elle avait besoin d'un centre de pouvoir indépendant pour prendre ces décisions. Cependant, un tel centre de pouvoir indépendant ne pourrait pas persister si l'un des groupes d'intérêts rivaux à Cuba pouvait former une alliance efficace avec les groupes de pouvoir sur le continent américain. La rupture avec les États-Unis a peut-être, de ce point de vue, été indispensable aux vainqueurs, s'ils espéraient récolter les fruits de leur victoire.

CONCLUSION

Les révolutions et les rébellions qui ont fourni la matière première de nos six études de cas appartiennent toutes au XXe siècle ; Pourtant, les tensions qui les ont toutes engendrées avaient leurs racines dans le passé ; Et nous avons essayé de présenter, dans chaque cas, un aperçu de ce passé. Nous nous sommes efforcés de le faire non pas en termes de catégories abstraites – telles que le maintien de la « tradition » ou l'avènement de la « modernité » – mais en termes d'une expérience historique concrète qui vit dans le présent et continue à déterminer sa forme et sa signification. Partout, cette expérience historique porte les stigmates du traumatisme et des conflits, de l'interférence et de la rupture avec le passé, ainsi que le bienfait de la continuité, de l'adaptation et de l'ajustement réussis – des engrammes d'événements difficiles à effacer et souvent seulement latents dans la mémoire culturelle jusqu'à ce qu'un événement plus grand serve à les faire ressortir à nouveau. Dans nos six cas, cette expérience historique constitue, à son tour, le précipité dans le présent d'un grand phénomène culturel dominant, l'expansion et la diffusion à l'échelle mondiale d'un système culturel particulier, celui du capitalisme de l'Atlantique Nord. Ce système culturel, avec son économie distinctive, possède sa propre histoire de développement dans une zone géographique distincte. Non seulement ses traits caractéristiques étaient différents de ceux d'autres systèmes culturels avant et après lui ; Il était profondément étranger à de nombreuses régions qu'il engloutissait dans son étalement.

Sa marque de fabrique est la possession d'une organisation sociale « dans laquelle le travail est vendu, la terre est louée, le capital est librement investi ». Ceux-ci « n'existent pas en tant que catégories éternelles d'organisation sociale. Certes, ce sont des catégories de la nature, mais ces aspects éternels du processus de production – le sol, l'effort humain et les artefacts qui peuvent être appliqués à la production – n'assument pas, dans toutes les sociétés, la séparation spécifique qui les distingue dans une société de marché. L'économie moderne décrit ainsi la manière dont un certain type de société, avec une histoire spécifique d'acculturation et d'évolution institutionnelle, résout ses problèmes économiques. Il se pourrait bien qu'à une autre époque, il n'y ait plus de « terre », de « travail » et de capital. »

La fiction directrice de ce type de société – l'un des principes clés de son idéologie – est que la terre, le travail et la richesse sont des marchandises, c'est-à-dire des biens produits non pas pour être utilisés, mais pour être vendus. La terre, le travail et l'argent pourraient,

« nien sûr, ne pas être vraiment transformés en marchandises, car ils n'ont pas été produits pour être vendus sur le marché. Mais la fiction selon laquelle ils sont ainsi produits est devenue le principe organisateur de la société. Des trois, l'un d'entre eux se distingue : le travail est le terme technique utilisé pour désigner les êtres humains, dans la mesure où ils ne sont pas employeurs mais employés ; Il s'ensuit que dès lors l'organisation du travail changera en même temps que l'organisation du système de marché. Mais comme l'organisation du travail n'est qu'un autre mot pour désigner les formes de vie des gens ordinaires, cela signifie que le développement du système de marché serait accompagné d'un changement dans l'organisation de la société elle-même. Tout au long de la ligne, la société humaine était devenue un accessoire du système économique. »

La terre, elle aussi, n'est pas une marchandise dans la nature ; Elle ne le devient que lorsqu'elle est définie comme telle par un nouveau système culturel visant à créer un nouveau type d'économie. La terre fait partie du paysage naturel et n'est pas créée pour être achetée et vendue, et elle n'est pas considérée comme une marchandise dans la plupart des autres types de sociétés où les droits à la terre sont des aspects de groupes sociaux spécifiques et son utilisation l'ingrédient de relations sociales spécifiques. Pour l'Indien mexicain, pour le paysan russe ou vietnamien, la terre

était un attribut de sa communauté. Avant l'avènement des Français, le paysan algérien avait accès à la terre en vertu de son appartenance spécifique à une tribu ou par le biais de relations politiques avec le bey en tant que chef de l'État. Même le paysan chinois, habitué depuis longtemps à acheter et à vendre des terres, considère la terre plus comme un héritage familial que comme une marchandise. La possession de la terre garantissait la continuité familiale, sa vente offensait « le sens éthique ». Ce n'est qu'à Cuba, déjà établie en tant que colonie de plantation sous les auspices capitalistes, que la terre était relativement exempte de liens sociaux et d'exigences. Dans tous les autres cas, si la terre devait devenir une marchandise sur un marché capitaliste, il fallait d'abord la dépouiller de ces obligations sociales. Cela s'est fait soit par la force, qui a privé les premiers habitants de leurs ressources en terres, comme cela s'est produit notamment au Mexique et en Algérie ; ou par la colonisation de nouvelles terres, libérées des liens sociaux habituels, comme en Cochinchine ; Ou cela pourrait être accompli indirectement en favorisant l'essor des entrepreneurs « forts et sobres » au sein des communautés paysannes, qui pourraient abandonner leurs liens avec leurs voisins et leurs proches et utiliser leurs excédents de manière culturellement nouvelle pour renforcer leur propre position sur le marché. Ainsi, le capitalisme produit nécessairement une révolution qui lui est propre.

Cette révolution prend cependant dès le départ la forme d'une rencontre inégale entre les sociétés qui l'ont d'abord incubée et les sociétés qui ont été englouties par elle au cours de son étalement. Le contact entre le centre capitaliste, la métropole et la périphérie précapitaliste ou non capitaliste est une rencontre culturelle à grande échelle, et pas seulement économique. On ne se rend pas souvent compte dans quelle mesure le capitalisme européen doit sa croissance à des circonstances historiques et géographiques particulières dans lesquelles les barbares du nord-ouest de l'Europe se sont emparés du répertoire technologique de Rome sans son cadre organisationnel contraignant.

« L'expérience réelle des peuples européens était celle d'une communauté frontalière dotée d'un ensemble complet d'outils et de matériaux dérivés d'une culture mère, puis presque complètement séparée du système de pouvoir institutionnel de sa parente. Le résultat a été unique. Il est douteux que l'histoire offre un autre exemple d'une région et d'une population comparables si richement dotées et si complètement séparées. »

L'Europe est apparue comme une région technologiquement bien dotée pour le commerce et les raids outre-mer, mais relativement peu limitée par des institutions bien établies et leurs frais généraux « cérémoniels ». Orientée vers la conquête outre-mer, elle pourrait bénéficier à la fois du pillage des États archaïques situés le long de ses voies d'exploration transocéaniques, et de la traite négrière, conditions préalables à l'« accumulation primaire », opportunités uniques qui ne se répéteront probablement pas après le XIXe siècle. Enfin, le succès dans le pillage du monde compensa les bouleversements internes occasionnés par la conversion des hommes, des terres et de l'argent en marchandises à l'intérieur de la patrie et donna aux citoyens un intérêt dans l'expansion outre-mer. Bien que ce développement ait eu un caractère essentiellement prédateur, ce n'est pas tant son usage de la force et son penchant pour l'exploitation qui sont en jeu dans cette discussion, mais le caractère de son mode de fonctionnement spécifique. Le capitalisme n'a certainement pas inventé l'exploitation. Partout où il s'est répandu dans le monde, il a rencontré des systèmes sociaux et culturels déjà longtemps dépendants des fruits du travail paysan. On ne peut pas non plus supposer que la paysannerie ne s'est pas révoltée à plusieurs reprises contre le transfert de ses excédents à des détenteurs de pouvoir supérieurs ; Les archives historiques sont remplies de rébellions paysannes. Il est significatif, cependant, qu'avant l'avènement du capitalisme et du nouvel ordre économique basé sur celui-ci, l'équilibre social dépendait à la fois à long et à court terme d'un équilibre entre les transferts des excédents paysans aux dirigeants et la fourniture d'une sécurité minimale pour le cultivateur. Le partage des ressources au sein des organisations communales et le recours à des liens avec de puissants mécènes étaient des moyens récurrents par lesquels les paysans s'efforçaient de réduire les risques et d'améliorer leur stabilité, et les deux

étaient tolérés et fréquemment soutenus par l'État. En effet, « de nombreuses pratiques villageoises superficiellement étranges ont un sens en tant que formes déguisées d'assurance ». Ce qui est significatif, c'est que le capitalisme a coupé à travers le tégument de la coutume, coupant les gens de leur matrice sociale habituelle afin de les transformer en acteurs économiques, indépendants des engagements sociaux antérieurs envers la famille et les voisins. « Ils ont dû apprendre à maximiser les rendements et à minimiser les dépenses, à acheter à bas prix et à vendre cher, sans tenir compte des obligations sociales et des coûts sociaux.

« La société de marché n'avait pas, bien sûr, inventé cette pulsion. Peut-être même ne l'a-t-il pas intensifié. Mais cela en a fait un aspect omniprésent et nécessaire du comportement social. Avec la monétisation du travail, de la terre et du capital, les transactions sont devenues des activités universelles et critiques. »

Alors qu'auparavant le comportement du marché avait été subsidiaire par rapport aux problèmes existentiels de la subsistance, maintenant l'existence et ses problèmes sont devenus subsidiaires du comportement marketing. Pourtant, cela ne pourrait fonctionner que si le travail, la terre et la richesse étaient transformés en marchandises, ce qui, à son tour, n'est qu'une formule abrégée pour la liquidation des institutions sociales et culturelles encombrantes. Le capitalisme a « libéré » l'homme en tant qu'agent économique, mais le processus concret de libération a entraîné l'accumulation de souffrances humaines contre lesquelles les critiques anticapitalistes, conservateurs et radicaux, dirigeraient leur critique sociale et morale. Cette libération des liens sociaux habituels et la séparation qu'elle entraînait constituaient l'expérience historique que Karl Marx décrirait en termes d'« aliénation ». L'aliénation des hommes par rapport au processus de production qui avait auparavant garanti leur existence ; leur aliénation du produit de leur travail qui disparaissait dans le marché pour ne leur revenir que sous forme d'argent ; leur aliénation d'eux-mêmes au point qu'ils devaient maintenant considérer leurs propres capacités comme des marchandises marchandes ; leur aliénation vis-à-vis de leurs semblables qui étaient devenus des concurrents réels ou potentiels sur le marché : il ne s'agit pas seulement de concepts philosophiques ; Ils dépeignent les tendances réelles de la croissance et de l'expansion du capitalisme. À l'œuvre partout, ils étaient particulièrement évidents dans les nouvelles colonies, considérées par les colons comme de véritables dépôts d'approvisionnement pour le marché métropolitain. Là-bas, les préjugés raciaux et culturels des nouveaux conquérants leur donnaient une latitude pour traiter la population indigène comme un travail « pur » dont ils n'avaient pas bénéficié dans leur pays d'origine.

Partout, la danse des marchandises a provoqué une crise écologique. Alors que dans le passé, le paysan avait mis au point une combinaison stable de ressources pour garantir un moyen de subsistance minimal, la mobilisation séparée et différenciée de ces ressources en tant qu'objets à acheter et à vendre a mis en danger ce lien minimal. Ainsi, en Russie, la réforme agraire et la commercialisation menaçaient ensemble l'accès continu des paysans aux pâturages, aux forêts et aux terres labourables. Au Mexique, en Algérie et au Viet Nam, la commercialisation menaçait l'accès des paysans aux terres communales ; au Mexique et à Cuba, elle interdisait au paysan de revendiquer des terres publiques non réclamées. En Algérie et en Chine, il a liquidé l'institution des greniers publics. En Algérie, elle rompt l'équilibre entre les populations pastorales et sédentaires. Au Mexique, au Viet Nam, en Algérie et à Cuba, enfin, les saisies pures et simples de terres par des colons et des entreprises étrangères ont repoussé les paysans sur une superficie qui ne suffisait plus à leurs besoins.

Paradoxalement, ces processus d'endiguement, de subversion et de repli forcé de la paysannerie ont coïncidé avec une accélération rapide de la croissance démographique. Cette accélération était en grande partie un effet secondaire du processus même d'expansion commerciale qui menaçait la stabilité de l'équilibre paysan. Les cultures vivrières américaines jusque-là confinées au Nouveau Monde – comme le maïs, le manioc, les haricots, les cacahuètes et les patates douces – ont commencé à se diffuser dans le monde entier à la suite des conquêtes transocéaniques

et ont pris racine dans de nombreuses régions du monde où elles ont fourni un minimum existentiel élargi pour les populations croissantes. L'amélioration des communications a permis le transport et la vente des excédents alimentaires dans les zones déficitaires. La colonisation a souvent ouvert de nouveaux domaines, offrant des créneaux jusque-là indisponibles pour les populations en développement. Un peu plus tard, l'industrialisation naissante a commencé à offrir de nouvelles alternatives de soutien, et l'amélioration des soins de santé a réduit les taux de mortalité. Pourtant, les nouvelles générations se sont souvent retrouvées dans des situations où de nombreuses ressources, et en particulier des terres, étaient déjà réclamées et où les structures sociales existantes ne parvenaient souvent pas à absorber le fardeau supplémentaire des demandeurs surnuméraires. Une partie de l'ampleur des pressions générées peut être mesurée à partir des chiffres montrant l'augmentation totale de la population. Au début du XIX^e siècle, le Mexique avait une population de 5,8 millions d'habitants ; En 1910, au moment de l'éclatement de la révolution, elle en comptait 16,5 millions. La Russie européenne avait une population de 36 millions d'habitants en 1796 ; Au commencement de ce siècle, elle en comptait 129 millions. La Chine comptait 265 millions d'habitants en 1775, 430 millions en 1850 et près de 600 millions au moment de la Révolution. On estime que le Viet Nam avait une population comprise entre 6 et 14 millions d'habitants en 1820 ; Elle comptait 30,5 millions d'habitants en 1962. L'Algérie avait une population autochtone de 3 millions d'habitants en 1830, de 10,5 millions en 1963. La population de Cuba est passée de 550.000 habitants en 1800 à 5,8 millions en 1953. Le paysan est ainsi confronté à un déséquilibre croissant entre la population et les ressources. Dans une telle situation, les risques pour les paysans se multipliaient, et les mécanismes d'atténuation de ces risques devenaient de moins en moins fiables. Un tel déséquilibre ne pourrait pas, à long terme, durer ; La fiction selon laquelle les hommes, la terre et la richesse n'étaient que des marchandises entraînait sa propre ruine. Car l'application complète de cette idéologie ne pouvait que

« aboutir à la démolition de la société. Car la prétendue marchandise « force de travail » ne peut pas être bousculée, utilisée sans discernement, ni même laissée inutilisée, sans affecter aussi l'individu humain qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d'un homme, le système se débarrasserait, incidemment, de l'entité physique, psychologique et morale « l'homme » attachée à cette étiquette. Privés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient des effets de l'exposition sociale. »

Ainsi, paradoxalement, l'extension même du principe capitaliste du marché a également forcé les hommes à chercher des défenses contre lui. Ils pouvaient parvenir à ce but soit en s'accrochant à leurs institutions traditionnelles, de plus en plus subverties par les forces qu'ils essayaient de neutraliser ; ou ils pouvaient s'engager dans la recherche de nouvelles formes sociales qui leur offriraient un refuge. En un sens, nos six cas peuvent être considérés comme le résultat de telles réactions défensives, associées à la recherche d'un ordre social nouveau et plus humain.

Pourtant, l'avènement du capitalisme a produit une autre répercussion tout aussi grave. Il a déclenché une crise dans l'exercice du pouvoir.

Le chef de tribu, le mandarin, le noble terrien – les bénéficiaires et les agents d'un ordre social plus ancien – cèdent à l'entrepreneur, au marchand de crédit, à l'intermédiaire politique, à l'intellectuel, au professionnel. Le poids social de la paysannerie et des artisans diminue, à mesure que d'autres groupes – mineurs, cheminots, ouvriers industriels, ouvriers agricoles, producteurs agricoles commerciaux – gagnent en importance relative. Les gestionnaires des ressources sociales fixes cèdent le pas aux gestionnaires des ressources « flottantes ». Les groupes orientés vers la production de substitution diminuent, et les groupes engagés dans la production de marchandises ou la vente de force de travail augmentent en taille et en densité sociale. Une telle circulation d'élites et de groupes sociaux est caractéristique de tout changement culturel dans une société complexe : les nouveaux processus à l'œuvre suscitent des réactions positives dans certains groupes, des réactions défensives dans d'autres. Pourtant, le capitalisme est inhabituel à la fois dans la vitesse et l'intensité de son opération, car il crée des ressources « flottantes » auparavant retenues par un tissu de

connexions sociales et politiques. Il mobilise les ressources économiques et les rend susceptibles de nouvelles formes d'allocation et d'utilisation ; Pourtant, ce faisant, il coupe également le lien entre ces ressources et tout lien qu'elles ont pu avoir avec les prérogatives sociales et les privilèges politiques traditionnels. Il s'avère un puissant dissolvant du tégument du pouvoir, exacerbant les tensions non seulement par sa propre action, mais libérant également les tensions et les contradictions précédemment contenues par le système traditionnel de pouvoir. À mesure que les ressources économiques des chefs, des mandarins et des nobles terriens sont soumises au mouvement du marché, leurs prétentions au commandement social et politique sont de plus en plus remises en question. Beaucoup de leurs titres hérités se retrouvent aux enchères.

Bien entendu, ces processus ne se déroulent pas à un rythme régulier dans tous les domaines de la société et dans toutes ses régions. Pendant un certain temps, les détenteurs du pouvoir de l'ancien ordre coexistent avec les détenteurs du pouvoir du nouvel ordre ; Les groupes sociaux qui contrôlaient autrefois les fondements de la société ne reculent que lentement devant les groupes exploités dans de nouveaux processus. Certaines régions du pays concernées restent ancrées dans la tradition, tandis que d'autres sont complètement prises dans l'étau du changement. Cette coexistence de strates anciennes et nouvelles, de régions dominées par le passé et de régions en proie à l'avenir, est source de problèmes pour l'ensemble de la société.

Les engagements et les objectifs vont dans des directions différentes : l'ancien n'est pas encore surmonté et reste à défier le nouveau ; Le nouveau n'est pas encore victorieux. Les bouleversements causés par les changements rapides sont encore visibles pour tous ; les blessures qu'ils provoquent, crues et ouvertes. Les nouvelles richesses n'ont pas encore de légitimité, et les anciennes puissances n'imposent plus le respect. Les groupes traditionnels ont été affaiblis, mais pas encore vaincus, et les nouveaux groupes ne sont pas encore assez forts pour exercer un pouvoir décisif. Cela est particulièrement marqué dans les situations coloniales, où le capitalisme a été importé de l'étranger par la force des armes. Les conquérants enfoncent un large coin dans le corps de la société conquise, mais ce n'est que rarement qu'ils peuvent être certains des ramifications de leurs actions, de la manière dont les ondes de choc culturelles se propagent à travers les couches traditionnelles de la société, des répercussions finales dans l'arrière-pays et dans les régions inférieures de l'ordre social. De plus, les barrières culturelles et les difficultés logistiques d'une domination durable ont tendance à laisser incontrôlées de vastes zones de la société qui deviennent des sanctuaires pour les groupes qui cherchent refuge en période de stress. Enfin, l'abdication des décisions finales à la « main invisible » du marché affecte à la fois la volonté et la capacité d'assumer la responsabilité des conséquences locales. Les mécanismes de contrôle hérités échouent, mais les nouveaux mécanismes ne s'engagent que rarement, avec un glissement considérable.

Une telle situation de prétendants faibles, incapables de neutraliser le pouvoir de l'autre, semble inviter à la montée ou à la perpétuation d'un exécutif central dominant, tentant de se tenir « au-dessus » des partis et des groupes d'intérêts en conflit, et de consolider l'État en jouant un groupe contre l'autre. Tous nos cas montrent un tel phénomène avant la révolution : Diaz régnait sur le Mexique ; l'autocratie tsariste tenait la Russie sous son emprise ; Tchang Kaï-chek s'efforçait d'installer une telle dictature en Chine ; La France a exercé un régime autocratique au Viet Nam et à Alger par l'intermédiaire de son gouverneur général, beaucoup plus autoritaire que le chef du gouvernement du pays ; et Cuba était dominée par Batista. Pourtant, parce que la dictature est fondée sur la faiblesse relative des groupes de classe et des forces politiques qui constituent la société, sa force apparente découle de la faiblesse, et sa faiblesse devient finalement évidente dans sa lutte impuissante contre ses adversaires de l'intérieur, à moins qu'elle ne puisse trouver des alliés assez forts pour la soutenir face au défi.

Deux exemples montrent que c'est possible, mais que les conditions d'une telle consolidation sont susceptibles d'être uniques. En Allemagne comme au Japon, l'exécutif ne s'est pas allié à de nouveaux groupes, mais à une section de l'aristocratie féodale traditionnelle qui fournissait l'épine dorsale d'une bureaucratie centralisée efficace. Les groupes commerciaux et

professionnels, plutôt que de s'efforcer d'atteindre des fins indépendantes, acceptaient les valeurs féodales comme les leurs, consentant ainsi aux conseils des aristocrates. De même, la paysannerie était attachée au cérémonial culturel hérité des obligations entre supérieurs et inférieurs sociaux, et au développement d'une idéologie nationale de la parenté ou de la *Gemeinschaft* basée sur la parenté. L'ensemble de la structure a reçu une cohésion supplémentaire grâce à son intégration à une machine militaire et à la projection de tensions au sein de la société contre des ennemis réels et putatifs. Une telle mobilisation efficace des relations et des valeurs féodales a servi de frein aux dislocations sociales produites par l'élargissement du marché, mais l'a fait au prix d'un militarisme accru et d'une défaite militaire finale.

Cependant, lorsque les bouleversements sociaux produits par le marché ne sont pas contrôlés, la crise du pouvoir dérange également les réseaux qui lient la population paysanne à la société dans son ensemble, la structure de médiation très importante intervenant entre le centre et l'arrière-pays. L'augmentation de la commercialisation et de la capitalisation de la rente produit des bouleversements et des tensions qui affaiblissent souvent les agents du processus eux-mêmes. Un bon exemple est fourni par la condition de Ch'uh sien, un bourg d'Anhwei, étudié par l'anthropologue Morton Fried peu avant la prise de pouvoir communiste en 1949. Les propriétaires de Ch'uh sien s'appuyaient en grande partie sur un système dans lequel les locataires payaient en loyer 40 pour cent des cultures de base au moment de la récolte. Cela a permis une certaine souplesse dans la détermination du montant à payer, et les disputes entre le propriétaire et le locataire au sujet de la marge contestée ont été arbitrées par une forme de « bonne volonté » culturellement normalisée, appelée *kan-ch'ing*. En accordant une « bonne volonté » à son locataire, le propriétaire a essentiellement accordé une réduction sur le loyer en contrepartie de la performance fiable du locataire dans le paiement du loyer ; Le locataire échangeait la promesse de sa fiabilité contre la protection du propriétaire en cas d'événement fâcheux, comme une mauvaise récolte ou une maladie dans la famille. Dans les conditions instables de l'Anhwei chinois, le propriétaire transmettait ainsi au locataire la marge de gain qu'il aurait autrement dû verser à des agents ou à des détenteurs de pouvoir politique pour saisir le loyer par la force. Pourtant, même ce système flexible a rapidement rencontré des limites. Tous les locataires ne peuvent pas avoir de bons *kan-ch's* avec leurs propriétaires ; Lorsque les propriétaires fonciers sont aux prises avec dureté, le *kan-ch'ing* a été abrogé ; et les locataires dans certaines régions rurales « loin du pouvoir de police du chef-lieu du comté, défièrent les propriétaires et ne payèrent aucun loyer. Dans de tels cas, les loyers étaient souvent perçus par une escouade armée de la milice locale, ou même, lors d'une occasion spéciale, par une unité de l'armée nationaliste, qui accompagnait l'agent ou le propriétaire. »

Le mieux que la noblesse puisse faire dans ces circonstances « est d'établir un bon *kan-ch'ing* avec quelques personnes pendant que les relations avec les autres se détériorent ». En réponse à cette situation, les propriétaires de Ch'uh sien avaient, au cours des cinquante dernières années, commencé à s'éloigner de la ville. Ailleurs en Chine, le processus avait déjà fait son temps. Dans une grande partie du sud-est de la Chine, les propriétaires terriens avaient interposé entre eux et la paysannerie dépendante un corps d'agents qui perçoivent des loyers ou des intérêts, et embauchent ou rémunèrent la main-d'œuvre sur une base impersonnelle. Ils ont donc été en mesure de répondre aux incitations du marché, mais au prix de s'isoler complètement de la population et de tout indice non économique concernant sa condition.

Le cas chinois n'est que le paradigme d'un processus général, à l'œuvre dans les six cas que nous avons rencontrés. Les médiateurs économiques sont les porteurs du processus de monétisation et les agents de la dissolution sociale ; En même temps, leur obéissance au marché exige qu'ils maximisent les rendements, quelles que soient les conséquences immédiates de leurs actes. En rendant le processus de formation de la marchandise bureaucratique et impersonnel, ils se soustraient physiquement à ces conséquences ; En même temps, ils perdent leur capacité à réagir aux signaux sociaux de la population touchée. Au lieu de cela, ils associent l'insensibilité

économique à un type particulier de stupidité induite par la structure, le genre de stupidité qui attribue aux gens eux-mêmes la responsabilité des maux auxquels ils sont soumis. Les stéréotypes défensifs remplacent l'intelligence analytique, dans l'un de ces cas classiques d'aveuglement avec lesquels les dieux frappent ceux qu'ils veulent détruire.

Dans le même temps, les médiateurs politiques qui assurent les relais de pouvoir entre l'État et le village sont également confrontés à une incertitude accrue. Les détenteurs traditionnels du pouvoir – qu'ils soient mandarins ou aristocrates – ont vu leur pouvoir restreint, à moins qu'ils n'entrent dans une collusion avec des agents économiques à leur avantage mutuel et au détriment de l'État. Dans les deux cas, cependant, ils ne peuvent plus protéger les populations locales contre les empiètements de l'extérieur, un rôle qui, dans le passé, a souvent rejailli en faveur de leurs propres intérêts. Les nouveaux détenteurs du pouvoir, d'autre part, voient leur exercice du pouvoir déjà dépourvu d'efficacité par l'axiome selon lequel la transformation économique prime sur l'ordre social. S'ils sont conscients des bouleversements sociaux causés par l'expansion du marché, ils peuvent peut-être élever la voix en signe de protestation, mais ils ne peuvent pas, au prix de perdre leur position, les arrêter de leur propre chef. Ils n'ont donc aucun contrôle sur les processus décisifs qui affectent la société ; Il s'agirait de mobiliser des populations insatisfaites contre un État dont elles sont les premières bénéficiaires. Ils sont ainsi pris dans le conflit caractéristique entre la bureaucratie « formelle » et la bureaucratie « substantielle », entre les opérations d'une bureaucratie qui ne fait qu'administrer des règles et les opérations qui répondent aux questions stratégiques de coordination sociale et de conflit. Comme les détenteurs du pouvoir économique, ils se retirent de la participation aux problèmes existentiels de la population dans la carapace protectrice fournie par la machine administrative. Au mieux, ils peuvent rester à l'écoute grâce à l'utilisation d'espions et d'informateurs de la police, non pas pour faire face aux causes des troubles, mais pour en réduire les symptômes. Dans une situation où ils ont abdiqué le pouvoir de formuler de nouveaux objectifs et de mobiliser des ressources pour atteindre ces objectifs, ils se replient sur l'administration. Leur marque sociale devient l'attentisme, leur slogan, comme chez les Vietnamiens, de se retirer, de « s'envelopper dans leurs couvertures » (*trum men*).

Cependant, ils sont bientôt confrontés à la concurrence de nouveaux groupes sociaux qui commencent à mettre l'accent sur les problèmes de fond contre les problèmes purement administratifs. Certains d'entre eux sont au service des nouvelles dispositions économiques : marchands compradores, « experts financiers », patrons ouvriers, contremaîtres. Mais à côté de ces cadres subalternes du marché capitaliste du pays dépendant, apparaissent aussi d'autres groupes, également parrainés par le contact culturel et répondant à ses nouvelles exigences : les petits fonctionnaires de la bureaucratie d'État, les professionnels, les enseignants. Ceux-ci partagent certaines caractéristiques. D'une part, ils ne sont pas impliqués dans la transmission et la vente de biens ; Ils sont pourvoyeurs de compétences. Ces compétences ne sont que dans les cas les plus rares traditionnelles au sein de la société ; ils sont beaucoup plus susceptibles d'avoir été appris de l'Occident ou d'établissements d'enseignement de type occidental établis dans la dépendance. De plus, ces compétences sont basées sur l'alphabétisation, la connaissance spécialisée d'un corpus littéraire qui s'écarte des traditions du pays et suggère de nouvelles alternatives. Dans la société traditionnelle, l'alphabétisation était, dans la plupart des cas, une marque de statut élevé. Les nouveaux lettrés partagent la gloire reflétée de cette évaluation traditionnelle de l'alphabétisation, mais en même temps, leur connaissance des sources non traditionnelles les fait participer à un processus de communication qui dépasse de loin les canons hérités de la connaissance. Ils opèrent dans un domaine de la communication beaucoup plus vaste que celui du passé, et plein de nouveaux apprentissages qui suggèrent des visions puissantes dont l'idéologie héritée n'avait pas rêvé.

Dans le même temps, ils sont pris dans des situations professionnelles difficiles. Beaucoup d'entre eux ne trouvent pas d'emploi ou doivent compléter leur travail professionnel par d'autres sources d'effort. Pourtant, s'ils le font, ils se trouvent en communication directe avec des clients dont ils doivent, dans une certaine mesure, s'approprier les problèmes ; Ils sont pris dans la tension

entre les exigences qui leur sont imposées et leur capacité limitée à « faire quoi que ce soit » à leur sujet. Le petit fonctionnaire est limité dans sa liberté d'action par des contraintes bureaucratiques ; Le professionnel, l'enseignant et l'avocat se rendent vite compte qu'ils sont limités à faire face aux symptômes, mais qu'ils ne maîtrisent pas les conditions qui produisent ces symptômes. De plus, leurs clients sont issus de la société dans son ensemble, plutôt que d'être confinés à un groupe particulier auquel ils pourraient être liés par l'hérédité ou la tradition. Ils sont donc confrontés à une situation dans laquelle ils répondent à un champ social et à un réseau de communication beaucoup plus vastes que ceux du détenteur traditionnel du pouvoir, et pourtant ils font l'expérience chaque jour des limites très réelles de leur pouvoir. Enfin, ils souffrent directement de la crise du pouvoir et de l'autorité. Un membre d'un tel groupe est susceptible de faire preuve

« une profonde préoccupation pour l'autorité. Même s'il cherche et semble effectivement rompre avec l'autorité des puissantes traditions dans lesquelles il a été élevé, l'intellectuel des pays sous-développés, encore plus que son confrère dans les pays plus avancés, conserve le besoin de s'incorporer dans une entité auto-transcendante et faisant autorité. En effet, plus sa lutte pour s'émanciper de la collectivité traditionnelle est grande, plus il a besoin de s'incorporer dans une nouvelle collectivité alternative. Une politisation intense répond à ce besoin. »

Pour ces « hommes marginaux », les mouvements politiques fournissent souvent un « foyer » dont ils sont autrement privés par leurs propres compétences, leurs positions sociales et leur divorce avec les sources traditionnelles de pouvoir. De plus en plus, ces « intellectuels » du nouvel ordre font valoir leurs revendications contre les détenteurs du pouvoir économique et politique. Ce dont ils ont besoin, c'est d'une circonscription ; et cette circonscription est finalement fournie par les ouvriers industriels et les paysans insatisfaits que le marché a créés, mais pour lesquels la société n'a pas pris de dispositions sociales adéquates. Dans nos six cas, nous assistons à une telle fusion entre les intellectuels « déracinés » et leurs partisans ruraux.

Pourtant, cette fusion ne s'effectue pas facilement. Le paysan est particulièrement handicapé dans le passage de la reconnaissance passive des torts à la participation politique comme moyen de les réparer. D'abord, le travail d'un paysan se fait le plus souvent seul, sur sa propre terre, qu'en conjonction avec ses semblables. De plus, tous les paysans sont, dans une certaine mesure, des concurrents, pour les ressources disponibles au sein de la communauté ainsi que pour les sources de crédit de l'extérieur. Deuxièmement, la tyrannie du travail pèse lourdement sur un paysan : sa vie est orientée vers une routine annuelle et vers la planification de l'année à venir. Des modifications momentanées de la routine menacent sa capacité à reprendre la routine plus tard. Troisièmement, le contrôle de la terre lui permet, le plus souvent, de se replier vers la production de subsistance si des conditions défavorables affectent sa culture maraîchère. Quatrièmement, les liens de parenté élargie et d'entraide au sein de la communauté peuvent amortir les chocs de la dislocation. Cinquièmement, les intérêts paysans – en particulier parmi les paysans pauvres – recoupent souvent les alignements de classe. Les paysans riches et pauvres peuvent être des parents, ou un paysan peut être à la fois propriétaire, locataire, copropriétaire, cultivateur, ouvrier pour ses voisins et ouvrier saisonnier dans une plantation voisine. Chaque implication différente l'aligne différemment avec ses semblables et avec le monde extérieur. Enfin, l'exclusion passée du paysan de la participation à la prise de décision au-delà de la haie de bambous de son village le prive trop souvent des connaissances nécessaires pour articuler ses intérêts avec des formes d'action appropriées. C'est pourquoi les paysans ne sont souvent que des spectateurs passifs des luttes politiques ou aspirent à l'avènement soudain d'un millénaire, sans préciser pour eux-mêmes et pour leurs voisins les nombreux échelons de l'escalier du ciel. Mais, en fin de compte, le facteur décisif pour rendre possible une rébellion paysanne réside dans la relation de la paysannerie avec le champ de pouvoir qui l'entoure. Une rébellion ne peut pas partir d'une situation d'impuissance totale ; Les impuissants sont des victimes faciles. Le pouvoir, comme l'a dit Richard Adams,

« fait référence au contrôle qu'une partie exerce sur l'environnement d'une autre partie . . . Le pouvoir fait finalement référence à un contrôle physique réel qu'une partie peut avoir sur une

autre. La raison pour laquelle la plupart des relations ne sont pas réduites à des luttes physiques est que les parties à celles-ci peuvent prendre des décisions rationnelles basées sur leurs estimations de la puissance tactique et d'autres facteurs. Le pouvoir s'exerce donc généralement par la reconnaissance commune par deux parties du contrôle tactique qu'elles ont, et par la décision rationnelle de l'une de faire ce que l'autre veut. Chacun estime son propre contrôle tactique, le compare à l'autre et décide qu'il peut être supérieur ou non. »

Le paysan pauvre ou l'ouvrier sans terre qui dépend d'un propriétaire foncier pour la plus grande partie de sa subsistance, ou la totalité de celle-ci, n'a aucun pouvoir tactique : il est complètement dans le domaine du pouvoir de son employeur, sans ressources propres suffisantes pour lui servir de ressources dans la lutte pour le pouvoir. Il est donc peu probable que les paysans pauvres et les travailleurs sans terre poursuivent la voie de la rébellion, à moins qu'ils ne soient capables de compter sur une puissance extérieure pour défier la puissance qui les contraint. Une telle puissance extérieure est représentée dans le cas mexicain par l'armée constitutionnaliste du Yucatén qui a libéré les péons de la servitude pour dettes par une action « d'en haut » ; par l'effondrement de l'armée russe en 1917 et le reflux de la soldatesque paysanne, armes à la main, dans les villages ; par la création de l'Armée rouge chinoise comme instrument destiné à briser le pouvoir des propriétaires fonciers dans les villages. Là où un tel pouvoir extérieur est présent, le paysan pauvre et l'ouvrier sans terre ont une latitude de mouvement ; Lorsqu'il est absent, ils sont soumis à une contrainte presque totale. Le paysan riche, à son tour, a peu de chances de s'engager dans la voie de la rébellion. En tant qu'employeur du travail d'autrui, en tant que prêteur d'argent, en tant que notable coopté par la machine d'État, il exerce le pouvoir local en alliance avec les détenteurs du pouvoir extérieur. Son domaine de pouvoir à l'intérieur du village est dérivé : il dépend de l'entretien de leurs domaines à l'extérieur du village. Ce n'est que lorsqu'une force extérieure, telle que l'Armée rouge chinoise, s'avère capable de détruire ces autres domaines de pouvoir supérieurs, que le paysan riche apportera son soutien à un soulèvement. La seule composante de la paysannerie qui a un certain effet de levier interne est soit la « paysannerie moyenne » propriétaire terrienne, soit une paysannerie située dans une zone périphérique en dehors des domaines de contrôle des propriétaires. La paysannerie moyenne fait référence à une population paysanne qui a un accès sûr à la terre par elle-même et la cultive avec du travail familial. Lorsque ces exploitations paysannes moyennes se trouvent dans le domaine du pouvoir d'un supérieur, la possession de leurs propres ressources offre à leurs détenteurs la liberté tactique minimale requise pour défier leur suzerain. Il en va de même, cependant, pour une paysannerie, pauvre ou « moyenne », dont les colonies ne sont que sous un contrôle marginal de l'extérieur. Ici, les propriétés foncières peuvent être insuffisantes pour subvenir aux besoins du ménage paysan ; Mais des activités secondaires telles que le travail occasionnel, la contrebande, l'élevage de bétail – qui ne sont pas sous la contrainte directe d'un domaine de pouvoir extérieur – complètent les terres en quantité suffisante pour accorder à la paysannerie une certaine latitude de mouvement. Nous avons remarqué l'existence d'une telle paysannerie tactiquement mobile dans les villages de Morelos, dans les communes de la région agricole centrale de la Russie ; dans le bastion nord établi par les communistes chinois après la Longue Marche ; comme base de la rébellion au Viet Nam ; parmi les fellahs d'Algérie ; et parmi les squatters d'Orient à Cuba.

Pourtant, ce recrutement d'une « paysannerie tactiquement mobile » parmi les paysans moyens et les paysans « libres » des zones périphériques pose un curieux paradoxe. C'est aussi dans la paysannerie que les anthropologues et les sociologues ruraux ont eu tendance à voir les principaux porteurs de la tradition paysanne. Si notre récit est exact, alors, chose étrange, c'est précisément cette couche culturellement conservatrice qui joue le plus grand rôle dans le dynamitage de l'ordre social paysan. Ce paradoxe se dissout cependant si l'on considère que c'est aussi le paysan moyen qui est relativement le plus vulnérable aux changements économiques provoqués par le mercantilisme, alors que ses relations sociales restent enfermées dans la conception traditionnelle. Il s'agit d'un exercice d'équilibriste dans lequel son équilibre est

continuellement menacé par la croissance démographique ; par l'empiétement de propriétaires rivaux ; par la perte des droits de pâturage, de forêt et d'eau ; par la baisse des prix et les conditions défavorables du marché ; par des paiements d'intérêts et des saisies. De plus, c'est précisément cette couche qui dépend le plus des relations sociales traditionnelles de parenté et de l'entraide entre voisins ; Les paysans moyens souffrent le plus de leur abrogation, de même qu'ils sont le moins capables de résister aux déprédations des collecteurs d'impôts ou des propriétaires.

Enfin, et c'est encore une fois paradoxal, les paysans moyens sont aussi les plus exposés aux influences du prolétariat en développement. Le paysan pauvre ou l'ouvrier sans terre, en allant à la ville ou à l'usine, coupe aussi généralement son lien avec la terre. Le paysan moyen, cependant, reste sur la terre et envoie ses enfants travailler en ville ; il se retrouve pris dans une situation où une partie de la famille garde un pied dans l'agriculture, tandis que l'autre subit «la formation des villes» (Germaine Tillion). Cela fait du paysan moyen un transmetteur aussi de troubles urbains et d'idées politiques. Ce point mérite d'être développé. Ce n'est probablement pas tant la croissance d'un prolétariat industriel en tant que tel qui produit l'activité révolutionnaire, que le développement d'une main-d'œuvre industrielle encore étroitement orientée vers la vie dans les villages.

C'est donc la tentative même du paysan moyen et libre de rester traditionnel qui le rend révolutionnaire.

Si nous suivons maintenant l'hypothèse que ce sont les paysans moyens et les paysans pauvres mais « libres », non contraints par un domaine de pouvoir, qui constituent les groupements pivots des soulèvements paysans, il s'ensuit que tout facteur qui sert à augmenter la latitude accordée par cette mobilité tactique renforce leur potentiel révolutionnaire. L'un de ces facteurs est la situation périphérique par rapport au centre du contrôle de l'État. En fait, les zones frontalières montrent assez souvent une tendance à se rebeller contre les autorités centrales, qu'elles soient habitées par des paysans ou non. La Chine méridionale a constitué un foyer de rébellion au sein de l'État chinois, en partie parce qu'elle a d'abord été une zone frontalière dans la marche vers le sud du peuple Han, et plus tard parce qu'elle a fourni la principale zone de contact entre la civilisation occidentale et chinoise. De même, le nord mexicain a été une zone de dissidence par rapport au centre de Mexico, en partie parce que son économie était basée sur l'exploitation minière et l'élevage plutôt que sur l'agriculture du maïs, en partie parce qu'il était ouvert aux influences des États-Unis au nord. Dans le sud de la Chine, c'était la noblesse dissidente suivie par des paysans qui causait souvent des problèmes au centre ; dans le nord mexicain, c'étaient des hommes d'affaires naissants, des éleveurs et des cow-boys. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'une paysannerie pauvre située dans une zone aussi périphérique au-delà du contrôle normal du pouvoir central, la mobilité tactique d'une telle paysannerie est ajoutée par son emplacement. Cela a été le cas de Morelos, au Mexique ; Province de Nghe An au Viet Nam ; la Kabylie en Algérie ; et Oriente à Cuba. L'efficacité tactique de ces zones est encore renforcée si elles contiennent des redoutes montagneuses défendables : cela a été le cas de Morelos, de la Kabylie et de l'Orient. L'effet est renforcé lorsque la population de ces redoutes diffère ethniquement ou linguistiquement de la population environnante. C'est ainsi que l'on trouve que les villageois de Morelos étaient de langue nahuatl, les habitants de la Kabylie, de langue berbère. La province d'Orient ne présentait aucune différence linguistique par rapport à l'espagnol parlé à Cuba, mais elle contenait un élément afro-cubain important. Les distinctions ethniques renforcent la solidarité des rebelles ; La possession d'un code linguistique spécial permet un système de communication autonome.

Il est important, cependant, de reconnaître que la séparation d'avec l'État ou la population environnante n'a pas besoin d'être seulement physique ou culturelle. Les cas russe et mexicain démontrent tous deux qu'il est possible de développer une population paysanne d'enclave solide en s'appuyant sur une combinaison d'autonomie communale et de fourniture de services communautaires à l'État. L'organisation de la paysannerie en communes auto-administrées avec des responsabilités stipulées envers l'État et les propriétaires fonciers a créé dans les deux cas de

véritables forteresses de tradition paysanne à l'intérieur même du pays. Retenus par la structure environnante, ils agissaient comme des cocottes-minute grésillantes d'agitation qui, au moment de l'explosion, déchargeaient leur force vers l'extérieur pour obtenir plus d'espace de vie pour leur mode de vie habituel en entreprise. Ainsi, nous pouvons ajouter un effet multiplicateur supplémentaire aux autres qui viennent d'être cités. La présence de l'un d'entre eux augmentera le potentiel de rébellion des paysans.

Mais qu'en est-il du passage de la rébellion paysanne à la révolution, d'un mouvement visant à réparer les torts, à la tentative de renversement de la société elle-même ? Les marxistes ont longtemps soutenu que les paysans sans direction extérieure ne peuvent pas faire une révolution ; Et les documents de notre cas les confirmeraient. Là où la paysannerie s'est rebellée avec succès contre l'ordre établi – sous sa propre bannière et avec ses propres dirigeants – elle a parfois été capable de remodeler la structure sociale de la campagne pour la rapprocher de ses désirs les plus profonds ; Mais il ne s'est pas emparé de l'État, des villes qui abritent les centres de contrôle, des ressources stratégiques non agricoles de la société. Zapata est resté dans son Morelos ; la « migration populaire » de Pancho Villa s'est estompée après la défaite de Torreón ; Nestor Makhno s'arrêta avant les villes ; et les paysans russes de la région agricole centrale se sont simplement enfouis plus profondément dans leurs communes locales. Ainsi, une rébellion paysanne qui se déroule dans une société complexe déjà prise dans la commercialisation et l'industrialisation tend à être auto-limitative et, par conséquent, anachronique.

L'utopie paysanne est le village libre, libre de toute entrave par les collecteurs d'impôts, les recruteurs de main-d'œuvre, les grands propriétaires terriens, les fonctionnaires. Gouvernés, mais jamais gouvernés, ils ne connaissent pas non plus le fonctionnement de l'État en tant que machine complexe, ne le vivant que comme un « monstre froid ». Contre cette force hostile, ils avaient appris, que même leurs détenteurs traditionnels du pouvoir ne fournissaient qu'un faible bouclier, même s'ils étaient parfois prêts à les défendre si cela s'avérait dans leur propre intérêt. Ainsi, pour le paysan, l'État est une quantité négative, un mal, à remplacer en peu de temps par son propre ordre social « fait maison ». Cet ordre, croient-ils, peut fonctionner sans l'État ; Par conséquent, les paysans en rébellion sont des anarchistes naturels.

Souvent, cette perspective politique est encore renforcée par une vision idéologique plus large. L'expérience paysanne tend à être dualiste, en ce sens qu'il est pris entre sa compréhension de la façon dont le monde devrait être correctement ordonné et les réalités d'une existence mondaine, assaillie par le désordre. À ce désordre, le paysan a toujours opposé ses rêves de délivrance, la vision d'un Mahdi qui délivrerait le monde de la tyrannie, d'un Fils du Ciel qui incarnerait vraiment le mandat du Ciel, d'un « tsar blanc » contre le « tsar noir » du présent désordonné. Dans les conditions de dislocation modernes, le présent désordonné est trop souvent vécu comme l'ordre mondial inversé, et donc le mal. Le dualisme du passé fusionne facilement avec le dualisme du présent. Le véritable ordre est encore à venir, que ce soit par une intervention miraculeuse, par la rébellion, ou les deux. L'anarchisme paysan et une vision apocalyptique du monde, ensemble, fournissent le carburant idéologique qui anime la paysannerie rebelle.

Mais les rébellions paysannes du XXe siècle ne sont plus de simples réponses à des problèmes locaux, si tant est qu'elles l'aient jamais été. Ce ne sont que les réactions paroissiales à des bouleversements sociaux majeurs, déclenchés par des changements sociétaux écrasants. L'expansion du marché a arraché les hommes par leurs racines et les a arrachés aux relations sociales dans lesquelles ils étaient nés. L'industrialisation et l'expansion de la communication ont donné naissance à de nouveaux groupes sociaux, encore incertains de leurs propres positions et intérêts sociaux, mais forcés par le déséquilibre de leur vie à chercher un nouvel ajustement. L'autorité politique traditionnelle s'est érodée ou s'est effondrée ; De nouveaux prétendants au pouvoir cherchent de nouvelles circonscriptions pour entrer dans l'arène politique vacante. Ainsi, lorsque le protagoniste paysan allume le flambeau de la rébellion, l'édifice de la société est déjà fumant et prêt à prendre feu. Lorsque la bataille sera terminée, la structure ne sera plus la même.

Aucun système culturel – aucun complexe d'économie, de société, de politique et d'idéologie – n'est jamais statique ; Tous ses composants sont en constante évolution. Pourtant, tant que ces changements restent dans des limites tolérables, le système global persiste. Cependant, s'ils commencent à dépasser ces limites ou si d'autres composants sont soudainement introduits de l'extérieur, le système est déséquilibré. Les parties du système sont rendues incohérentes les unes avec les autres ; Le système devient incohérent. Les hommes dans une telle situation sont pris douloureusement entre diverses solutions anciennes à des problèmes qui ont soudainement changé de forme et de sens, et de nouvelles solutions à des problèmes qu'ils ne peuvent souvent pas comprendre. Comme l'incohérence apparaît rarement d'un seul coup, dans toutes les parties du système, elles peuvent pendant quelque temps suivre tantôt une alternative, tantôt une autre et contradictoire ; mais en fin de compte, une brèche, une disjonction majeure fera son apparition quelque part dans le système. Un soulèvement paysan dans de telles circonstances, pour l'une des raisons que nous avons esquissées, peut, sans intention consciente, amener toute la société à l'état d'effondrement.

Mais dans les cas que nous avons analysés, nous n'avons pas seulement rencontré les révoltés paysans, qui se sont soulevés pour « la terre et la liberté ». Sur le champ de bataille, les paysans rencontrent aussi d'autres groupes, le plus souvent des intelligentsias en armes, prêts à profiter du désordre ambiant pour lui imposer un nouvel ordre qui leur soit propre. Deux phénomènes organisationnels, au-delà de la bande paysanne armée, font leur apparition dans nos histoires de cas ; L'une est l'organisation militaire ; L'autre est le parti paramilitaire organisé autour d'une certaine vision de ce que doit être la nouvelle société. Mais nos cas montrent aussi des différences marquées dans la manière dont ces deux formes d'organisation se conjuguent.

Dans le cas mexicain, la victoire finale n'a été remportée ni par les guérilleros de Zapata, ni par les dorados de cow-boys de Villa. La palme du succès est allée à une direction civilo-militaire à la tête d'une armée spécialisée – séparée et distincte de toute levée en masse de la paysannerie ; doté d'une expérience rudimentaire de la gestion bureaucratique ; et en possession des ressources stratégiques du commerce d'exportation du Mexique. En conséquence, cette « famille révolutionnaire » de civils devenus généraux s'est avérée capable de construire un nouvel appareil de contrôle central qui s'est transformé au fil du temps d'une coalition de commandants militaires en un parti officiel unitaire. Ce parti, à son tour, a utilisé l'État pour soutenir les grappes montantes d'entrepreneurs et de professionnels, tout en allouant une partie des revenus du développement capitaliste à des groupes agricoles et industriels auparavant non représentés dans l'intérêt de la « justice sociale ». Une voie quelque peu similaire a été suivie en Algérie. Bien que les nationalistes algériens aient commencé la guerre comme une opération de guérilla étroitement liée aux villages de l'arrière-pays, le succès français dans la réduction de la menace de guérilla à l'intérieur du pays a finalement placé l'armée extérieure à Tunis et le Maroc à la tête du pays, en tant que seul corps organisé restant dans la nouvelle politique indépendante. Les efforts pour organiser la coalition des nationalistes contre les Français en un parti monolithique « après coup » ont échoué. C'est donc à l'armée qu'il incombait de stabiliser la société. Alors qu'une rhétorique socialiste a été utilisée pour promettre une certaine récompense aux paysans et aux ouvriers, comme au Mexique, l'État a placé sa dépendance sur une maximisation guidée de l'entreprise privée. Dans les deux cas, les rébellions paysannes de l'arrière-pays ont mis le feu à la structure préexistante ; Mais c'est à l'armée et à sa direction qu'il incombait de forger le balancier organisationnel qui permettrait à la société post-révolutionnaire de poursuivre sur sa lancée.

En Russie, en Chine et au Viet Nam, cependant, nous devons noter que les rôles de l'armée et du parti ont été inversés. Dans ces trois cas, ce sont les partis politiques des révolutionnaires de la classe moyenne qui ont organisé la prise du pouvoir et créé les instruments sociaux et militaires qui ont conquis l'État et assuré la transition vers un nouvel ordre social. Ce n'est probablement pas un hasard s'il s'agit également de trois pays qui étaient caractérisés par des modèles de sociétés conspiratrices et secrètes avant l'avènement de la révolution. De plus, une idéologie marxiste

commune – et en particulier le concept léniniste de la direction révolutionnaire, dirigeant les masses dans l'intérêt des masses – a fourni un idiome prêt à l'emploi dans lequel couler leur propre expérience de la fusion entre la soldatesque rebelle et la direction révolutionnaire. Ces dénominateurs communs ont également facilité l'apprentissage rapide et le transfert de modèles réussis d'une situation à une autre. C'est ici – et seulement ici – que le parti, en tant que corps séparé, en vient à dominer les autres organisations créées par la révolution.

Pourtant, il existe également d'importantes distinctions entre l'expérience russe d'une part, et l'expérience chinoise et vietnamienne d'autre part. En Russie, le parti communiste a pris le pouvoir sur la crête des soulèvements ouvriers dans les villes et a organisé l'État pour une guerre en défense de la révolution. La paysannerie, pendant ce temps, organisait ses propres soulèvements dans les campagnes, parallèlement à l'insurrection industrielle dans les villes, mais en indépendance essentielle de celles-ci. En liant leurs conseils de village en tant que soviets de village à la structure soviétique par le nom, ils ont en fait simplement étendu leur espace de vie et leurs organisations traditionnelles à la campagne. La guerre de défense de la révolution suivit alors la prise du pouvoir ; il ne l'a pas accompagné. Contrairement à la Chine et au Viêt-Nam, l'Armée rouge – en plaçant un bouclier militaire autour des régions paysannes centrales, pour se défendre contre la périphérie – renforça encore le processus d'« installation » des paysans rebelles.

En Chine et au Viêt-Nam, cependant, nous ne trouvons pas seulement une guerre dirigée par le parti, mais une sorte de guerre qui organise la population paysanne au fur et à mesure. Là encore, des prédispositions culturelles particulières semblent avoir été à l'œuvre : ce sont des domaines dans lesquels de multiples associations villageoises ont toujours été traditionnelles dans les villages. Sous le contrôle communiste, ceux-ci en sont venus à servir de modèle pour souder l'armée et la paysannerie en un corps commun. Cette grille organisationnelle commune – reliant l'armée centralisée recrutée principalement parmi la paysannerie, les forces de guérilla à temps partiel stationnées dans les villages et la population villageoise – a permis à la fois le développement de révoltes paysannes non coordonnées et l'enracinement autonome de la paysannerie qui s'était produit en Russie. Il s'est avéré être un système capable non seulement de résister à une guerre prolongée, mais même de prospérer grâce à elle. On peut soutenir que cette grille organisationnelle gagne en force au fur et à mesure qu'elle est engagée dans le combat, comme en témoignent à la fois la résistance communiste chinoise à l'invasion japonaise et l'expérience vietnamienne au cours des vingt dernières années.

Enfin, dans le cas de Cuba, nous trouvons une île non pas peuplée principalement de paysans, mais d'un prolétariat sucrier salarié. Organisé en syndicats par les communistes – et sous leur influence continue – le prolétariat sucrier, cependant, fit peu pour aider la rébellion. Le Parti communiste et les organisations alliées ont été, avec d'autres groupes, pris dans une impasse politique dans laquelle aucun groupe ne possédait suffisamment d'influence indépendante pour sortir du système gouvernemental des dépouilles. Ce levier a été fourni à la place par un petit groupe de rebelles armés qui, tout à fait par accident, s'étaient établis dans la partie de l'île habitée par une paysannerie tactiquement mobile. Une fois au pouvoir, ce groupe rebelle pouvait utiliser l'appareil du parti communiste pour fournir une nouvelle grille organisationnelle au pays et mener à bien une révolution sociale dans une symbiose inhabituelle de l'armée rebelle et de l'organisation du parti.

La question de savoir pourquoi, dans certains cas, c'est l'armée qui génère les nouveaux contrôles politiques, alors que dans d'autres situations, cette tâche incombe au parti, n'a pas de réponse facile. Nous avons constaté que les contrôles de l'armée avaient été importants au Mexique et en Algérie. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si ces deux sociétés continuent à fonctionner sur la base du marché : les contrôles doivent tomber sur la société plutôt que sur l'économie. L'armée fournit le pivot organisationnel de l'ordre social, mais l'économie n'est pas encombrée pour se développer selon les diktats du marché. Cependant, là où la société et l'économie reposent toutes deux sur le commandement, comme en Russie, en Chine, au Vietnam et à Cuba, le marché est

abrogé et les considérations et les appels idéologiques prennent la place de la « main invisible » pour pousser les hommes à l'action. Pendant longtemps, la Russie est restée le modèle de la domination des partis sur les moyens et les fins du commandement ; pourtant, récemment, la Chine a pris une direction tout à fait différente. En Russie, le parti restait nettement dominant sur l'armée ; Elle réussit même à freiner la croissance d'une nouvelle quasi-armée dans ses propres rangs, lorsqu'elle réduisit les pouvoirs de la police secrète. En Chine, après une période initiale de fusion du parti et de l'armée pendant les années de guerre prolongée et dans les premières années de consolidation après la révolution, le parti et l'armée semblent être entrés en conflit pendant la Grande Révolution culturelle, et la domination du parti a été réduite. Nous pouvons nous risquer à supposer que cette divergence est fonction du développement différent des deux révolutions, y compris leurs bases très différentes de soutien social.

La Révolution russe a tiré son soutien principal des travailleurs de l'industrie dans les régions industrielles clés, et non de la paysannerie. Pour les communistes russes, le contrôle des sommets stratégiques de l'économie restait un objectif primordial ; et l'expansion rapide de l'échelle et de la portée de ces hauteurs stratégiques par l'industrialisation rapide, principale garantie de la continuité soviétique. Dans la mesure où l'industrialisation a également contribué à l'efficacité de la guerre, les fins du parti et de l'armée ont clairement coïncidé. L'industrie et l'école étaient considérées comme les deux modèles sur lesquels l'homme soviétique devait être forgé, et l'idéologie était principalement utilisée pour attiser les flammes du progrès industriel forcé. L'industrialisation est allée de pair avec la croissance d'une classe dirigeante efficace et d'une population d'ouvriers industriels qualifiés. L'accent était mis sur la récompense différentielle pour les compétences et le travail. Il en est résulté une société fortement hiérarchisée, dirigée par des technocrates, des « experts et des rouges », mais surtout des experts. La Chine, elle aussi, s'est lancée dans un programme d'industrialisation rapide, mais dès le début, il semble y avoir eu des tensions entre les groupes du parti qui favorisaient le modèle de développement russe, et ceux qui, pendant les années de guerre prolongée, avaient appris à faire confiance à une armée paysanne avec une idéologie égalitaire. L'expérience de la guerre dans l'arrière-pays les avait emmenés loin des villes et des zones industrielles ; Il leur avait enseigné les avantages de la dispersion, d'une large distribution des compétences de base plutôt que d'une concentration dense de compétences avancées. Les citoyens-soldats de l'armée de guérilla avaient en effet vécu des vies où les rôles de paysan, d'ouvrier, de soldat et d'intellectuel s'entremêlaient jusqu'à la fusion. De plus, c'est l'expérience de l'armée, plutôt que l'industrie et l'école, qui a inspiré la discipline et l'initiative, le sacrifice et l'engagement. Alors qu'en Russie le paysan ne pouvait devenir un membre effectif de l'ordre nouveau qu'en passant par les fours ardents de l'industrialisation, en Chine, la relation du paysan avec l'armée citoyenne était immédiate et concrète. C'est peut-être pour cette raison que c'est l'Armée populaire de libération qui s'est de plus en plus imposée comme un contre-pouvoir efficace au parti de plus en plus managérial et bureaucratique. Bien que toute interprétation de la Grande Révolution culturelle de l'extérieur reste une conjecture, il est au moins clair que le rôle du parti en Chine a été considérablement réduit en faveur d'une coalition des forces armées avec des comités locaux sans parti. Cette tendance ne se limite pas non plus à la Chine. Une tendance similaire est évidente à Cuba où Castro a soigneusement évité l'installation d'un appareil managérial permanent, s'est tourné vers le parti communiste et s'est plutôt appuyé sur la mobilisation continue d'une citoyenneté en armes. Comme en Chine, c'est la zone rurale qui fournit l'énergie à cette armée-parti, tandis que le centre urbain traditionnel, La Havane, perd en importance organisationnelle. Dans les deux cas, il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une rechute dans le romantisme rural, ou si une telle militarisation politisée de la population peut conduire – avec l'aide des moyens de communication modernes – à des formes nouvelles et viables d'organisation populaire.

Ces considérations nous ont éloignés des révoltes paroissiales de la paysannerie avec lesquelles nous avons commencé notre étude. Pourtant, l'argument de ces chapitres a été que le

paysan est un agent de forces plus grandes que lui-même, forces produites par un passé désordonné autant que par un présent désordonné. Il n'y a aucune preuve de l'opinion selon laquelle s'il n'y avait pas eu des « agitateurs extérieurs », le paysan serait au repos. Au contraire, les paysans se soulèvent pour réparer le tort ; Mais les inégalités contre lesquelles ils se rebellent ne sont que, à leur tour, des manifestations paroissiales de grandes dislocations sociales. Ainsi, la rébellion se transforme facilement en révolution, en mouvements massifs pour transformer la structure sociale dans son ensemble. Le champ de bataille devient la société elle-même, et quand la guerre sera finie, la société aura changé et la paysannerie avec elle. Le rôle du paysan est donc essentiellement tragique : ses efforts pour défaire un présent douloureux ne font qu'ouvrir la voie à un avenir plus vaste et plus incertain. Pourtant, si elle est tragique, elle est aussi pleine d'espoir. Pour la première fois depuis des millénaires, l'humanité se dirige vers une solution au problème séculaire de la faim et de la maladie, et partout ailleurs, d'anciens monopoles de pouvoir et de sagesse reçue cèdent à l'effort humain pour élargir la participation et la connaissance. Dans de tels efforts – aussi incertains soient-ils, aussi difficiles soient-ils, aussi incompris soient-ils – il y a la perspective d'une vie accrue, d'une humanité accrue. Si les paysans rebelles participent à la tragédie, ils participent aussi à l'espoir, et dans cette mesure ils sont le parti de l'humanité. Contre eux, cependant, ne sont plus seulement les défenseurs des anciens privilèges, mais la Sainte-Alliance de ceux qui, avec une technologie supérieure et une organisation supérieures, enterreront cet espoir sous une avalanche de pouvoir. Ces nouveaux ingénieurs du pouvoir se disent réalistes, mais c'est une caractéristique de leur réalisme qu'il n'admet aucune preuve et interprétation autre que celle qui sert leurs objectifs. La paysannerie fait face à la tragédie, mais l'espoir est de son côté ; Doublement tragiques sont leurs adversaires qui voudraient nier cet espoir à la fois à la paysannerie et à eux-mêmes. C'est aussi le dilemme de l'Amérique dans le monde d'aujourd'hui : agir en faveur de l'espoir humain ou l'écraser, non seulement pour le bien du monde, mais pour le sien.